

DOSSIER SPÉCIAL

Bourdieu, intellectuel de combats

LA MORT du sociologue Pierre Bourdieu, le 23 ianvier à Paris, a suscité de très nombreuses réactions, en France comme à l'étranger. Jacques Chirac estime que Pierre Bourdieu a montré combien « le temps de l'économie n'est pas celui de la culture ». Lionel Jospin insiste sur son engagement « contre la mondialisation libérale, ses dommages culturels et sociaux ».

Dans un dossier spécial de six pages consacré à l'œuvre de cet intellectuel engagé, Le Monde analyse son apport à la pensée

contemporaine, revient sur les polémiques provoquées par ses prises de position. « Comme Fou-cault, nous écrit le philosophe allemand Jürgen Habermas, il appartenait à ces esprits de grande ambition académique qui rendent impossible à tous et à chacun de mettre une barrière entre l'engagement politique et l'engagement intellectuel. »

> Lire pages 15 à 20, les revues de presse page 14 et notre éditorial page 21

L'Amérique croit en la reprise

Alan Greenspan affirme que les Etats-Unis s'apprêtent à sortir de la récession. Mais le président de la Réserve fédérale estime que le rebond de la croissance sera limité

ALAN GREENSPAN, président de la banque centrale américaine, a expliqué, jeudi 24 janvier, devant la commission budgétaire du Sénat son optimisme sur l'évolution de l'économie américaine. « Nous sommes à la croisée des chemins, très proches d'une variation nulle du PIB », autrement dit de la fin de la récession dans laquelle les Etats-Unis sont entrés en mars 2001. « Il y a des signes récents que certaines forces qui ont affaibli notre économie l'année dernière commencent à se réduire et l'activité se raffermit », a ajouté le président de la Réserve fédérale. Il attend une reprise de la production et un regain des investissements et juge « pas essentiel » le vaste plan de relance que la Maison Blanche essaie de faire adopter par le Parlement. M. Greenspan souligne toutefois que la consommation des Américains, jusqu'ici soutenue malgré la crise et les attentats du 11 septembre, reste dépendante du rythme des licenciements qui « s'est accéléré ces derniers mois ».

Cette remarque de prudente n'a pas été entendue par les marchés



financiers. Rendue inquiète par des propos plus pessimistes tenus le 11 janvier par M. Greenspan, la Bourse américaine, qui misait sur une reprise depuis la fin septembre, avait fléchi ces deux dernières semaines. Les investisseurs ont été rassurés.

La reprise sera-t-elle forte? Les économistes de banques le pensent ou, du moins, le pensaient jusqu'alors. M. Greenspan les a mis en garde en expliquant que la récession a été trop peu profonde pour que le rebond soit haut. L'économie américaine n'a pas effacé ses faiblesses et continue de souffrir de déséquilibres : une épargne trop faible, un déficit commercial élevé. C'est ce qui fait craindre à certains analystes, notamment européens, que la reprise qui se dessine pourrait n'être que de faible ampleur, voire de faible durée et qu'une rechute est possible. Tel n'est pas l'avis de la majorité des experts américains qui tablent sur les forces « structurelles » de l'Amérique.

Lire pages 22 et 25

ENQUÊTE

L'autre affaire des otages



APRÈS la polémique sur les otages du Liban, une autre affaire embarrasse l'entourage de Charles Pasqua: la libération de pilotes retenus en Bosnie en 1995. Dans un entretien, l'homme d'affaires Arcadi Gaydamak justifie son intervention.

A Kaboul, les tribulations d'un Français qui voulait changer des euros

KABOUL

de notre envoyé spécial

« L'euro ? Non, on ne connaît pas. Qu'est-ce que c'est? » Devant le marché au change, le centre nerveux et grouillant du « quartier des affaires » de Kaboul, le long de la rivière aujourd'hui asséchée, le jeune homme avoue son ignorance avec un sourire désolé. Un autre changeur, qui tient en main des épaisses liasses d'afghanis, la monnaie nationale, l'interrompt : « Mais si ! je le sais, c'est la nouvelle monnaie européenne. Je l'ai appris en écoutant les émissions en persan de la BBC. Tous les soirs, à la fin des programmes, on nous donne le cours de l'euro. » Un troisième intervient, coiffé d'un bonnet blanc et emmitouflé dans son « patou », le châle afghan. « Moi, dit-il avec fermeté, je ne change pas d'euros. Mais allez donc vous promener là-bas à l'intérieur du marché. Là-bas, ils les acceptent peut-être. »

Rapidement, comme c'est souvent le cas en Afghanistan, un attroupement de curieux et de changeurs d'argent s'est formé autour du visiteur étranger désireux d'opérer une transaction dans cette mystérieuse nouvelle monnaie. Les billets de 20 et de 50 euros sont méticuleusement palpés, inspectés, regardés en transparence. La rumeur enfle : « Euros, euros ! » est répété avec une certaine surprise comme un mantra par ces hommes pour lesquels l'argent n'a pas d'odeur mais qui, pour la circonstance, se hasardent à renifler ces étranges billets.

A l'intérieur, une foule se presse dans la grande cour du marché qui fut entièrement brûlé après le début de la sanglante guerre civile qui opposa les factions moudjahidines, en 1992. Changeurs enturbannés, hommes en veste de cuir aux allures de mafieux, mendiantes en tchadri bleu, le regard invisible sous les grillages et la main tendue devant les clients des bureaux de change, petits porteurs de thé criant sur un mode lancinant « Tchai! Tchai! Tchai! », tout le monde s'affaire. Sur plusieurs étages, le nouveau marché reconstruit en ciment aligne des dizaines de petites pièces où se déroulent d'incessantes transactions, financières ou autres. En deutschemarks, en dollars américains, et même en chèques libellés en francs français. Ici, il est possible de tout changer, on accepte toutes les monnaies. Et même l'euro, mais encore avec une certaine

« Il faut dire que pour le moment peu de gens nous en achètent, car tout cela est encore trop

récent. Alors, il va falloir attendre quelques jours ou quelques semaines. Mais comme il y a beaucoup d'Afghans exilés en Europe, je pense que ça ne devrait pas trop tarder, Je suis sûr qu'il y aura une demande d'euros. Mais pour l'instant on préfère toujours le mark allemand! », explique un changeur.

Toutefois, rien n'est impossible dans ce quartier de Kaboul, et un autre changeur acceptera finalement de réaliser l'opération, après une rapide conversion de la devise européenne en roupies pakistanaises, qui fait office ici de monnaie étalon, puis en afghanis : « Voyez, dit l'homme en montrant le chiffre sur sa calculette, je vous donne 23 250 afghanis pour 1 euro. » Puis Mohammed Khan s'empare du billet de 50.

A son tour il le palpe et l'inspecte soigneusement, sous les regards curieux de ses employés. En cette matinée de l'hiver afghan, un moment quasi historique vient d'avoir lieu. Mohammed Khan constate: « Vous êtes la deuxième personne, à ma connaissance, à changer des euros ici. La première, c'était un soldat afghan. »

Bruno Philip

SUPPLÉMENT TÉLÉVISION Trois soirées avec Mahomet

LIBAN

L'assassinat d'Elie Hobeika

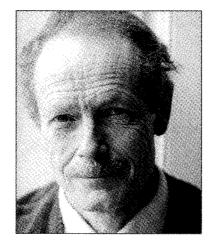
p. 2

PRÉSIDENTIELLE

A l'Elysée, week-end de campagne. Séguin s'engage

Marchés.. Aujourd'hui.... Météorologie . Culture.

ERRI



Montedidio

traduit de l'italien par Danièle Valin

ON ONDE ENTIE GALLIMARD POINT DE VUE

Justice ou revanche?

par Terry Waite

JE CONNAIS BIEN les conditions de détention des prisonniers dans le camp américain de la baie de Guantanamo, parce que je les ai endurées moi-même. Pas dans ce camp de Cuba, mais dans l'obscure cellule de Beyrouth que j'ai occupée cinq ans durant.

J'étais enchaîné au mur, pieds et poings liés. On me frappait la plante des pieds avec du câble. Je n'avais aucun droit. On m'a interdit tout contact avec ma famille pendant ces cinq ans, toute communication avec le monde exté-

Pour avoir vécu dans des conditions tout à fait comparables, ie suis effaré de voir comment nous les pays qui se disent civilisés - traitons ces détenus. Est-ce de la justice ou de la vengeance?

J'ai tout fait pour ne pas me laisser briser par ces cinq années de captivité, et j'ai réussi. Mais je ne dirai pas que ce fut facile. Le plus dur, quand on est emprisonné dans ces conditions, c'est l'incertitude. Vous ne savez jamais ce qui va vous arriver: vous n'avez aucun droit, personne à qui parler, personne pour vous conseiller ou sur qui vous reposer. Vous n'avez que vos propres ressources. Ces hommes,

qu'ils soient coupables ou non, vont éprouver ce même sentiment de solitude, d'aliénation.

Pendant quatre ans, j'ai été maintenu en cellule d'isolement, privé de toute compagnie. J'avais toujours les yeux bandés ou, du moins, je devais mettre un bandeau dès que quelqu'un entrait dans la pièce. Je ne voyais jamais aucun être humain.

Au début, ça produit un effet bizarre, angoissant, et puis, à la longue, on s'habitue. On apprend à vivre de l'intérieur. Mais c'est pénible, et personne ne devrait être contraint de s'y essayer.

Mon régime alimentaire était très semblable à celui des membres présumés d'Al-Qaida prisonniers des Américains: pain, fromage frais, riz, haricots secs. J'étais nourri convenablement, mais frugalement, et j'ai beaucoup maigri.

Lire la suite page 12

TERRY WAITE EST ANCIEN ENVOYÉ SPÉCIAL DE L'ARCHEVÊQUE DE CANTERBURY. IL A ÉTÉ RETENU EN OTAGE PAR LE DJIHAD ISLAMIQUE À BEYROUTH, DU 20 JANVIER 1987 **AU 18 NOVEMBRE 1991.**

PRINTEMPS-ÉTÉ 2002

A l'ombre d'Yves Saint Laurent, les défilés de haute couture



LES VINGT-SIX défilés officiels et autres manifestations de haute couture qui viennent d'avoir lieu à Paris ont été quelque peu éclipsés par la cérémonie des adieux d'Yves Saint Laurent. Pourtant, cette année encore, de nombreux professionnels de la mode et des clientes venues de tous les continents ont admiré les créations pour le printemps-été de Christian Lacroix, Emanuel Ungaro, la mode-spectacle de John Galliano pour Dior, et l'hommage à Paris de Jean Paul Gaultier (photo). Lire p. 28 et 29

INTERNATIONAL

PROCHE-ORIENT

Le ministère israélien des affaires étrangères a rejeté « avec dégoût », jeudi 24 janvier, les déclarations de plusieurs responsables libanais accusant Israël d'avoir

commandité l'assassinat d'Elie Hobeika, tué dans l'explosion de sa voiture. Cet ancien ministre et EX-CHEF DES MILICES **CHRÉTIENNES** a participé aux massacres, en 1982, organisés dans les camps de réfugiés palestiniens de SABRA ET CHATILA. Il était menacé d'être poursuivi à Bruxelles dans le cadre d'une plainte visant éga-

lement le premier ministre israélien ARIEL SHARON et avait promis de faire « des révélations » sur l'implication de celui-ci. Protégé des Syriens après avoir été au service des Israéliens, M. Hobeika, tueur de sang froid, avait traversé les quinze années de guerre libanaise et coulait depuis deux ans une retraite dorée.

Israël nie toute implication dans la mort du chef libanais Hobeika

A Beyrouth, plusieurs responsables ont attribué l'assassinat de l'ancien chef des milices chrétiennes aux services israéliens. Directement impliqué dans les massacres de Sabra et Chatila, il s'était déclaré prêt à faire des « révélations » sur le rôle exact d'Ariel Sharon en 1982

LES ENNEMIS d'Elie Hobeika ne manquaient pas, et peu nombreux sont ceux qui pleurent son assassinat, jeudi 24 janvier, lors de l'explosion de sa voiture en plein centre de Beyrouth, qui a également causé la mort de trois gardes du corps. Si la Syrie, avec laquelle il avait fait alliance en dernier, n'a pas officiel-lement réagi, tant les chrétiens hostiles à la présence des troupes de Damas au Liban que les Palestiniens ont manifesté leur satisfaction après la disparition d'un homme considéré comme un « tueur froid » et comme le principal responsable des massacres de Sabra et Chatila, en 1982, alors qu'il était chef des Forces libanaises.

Les regards se tournent cependant plus particulièrement en direction d'Israël et de son premier ministre Ariel Sharon, qui avait tout intérêt à la disparition d'un homme qui, deux jours auparavant, avait annoncé qu'il s'apprêtait à faire des « révélations » à propos de l'éventuelle traduction du chef du gouvernement de Jérusalem devant la justice belge pour sa responsabilité dans les massacres de Sabra et Chatila.

Le président libanais Emile Lahoud a implicitement accusé Israël d'avoir voulu faire taire un témoin gênant. «L'objectif» des assassins « est de détourner l'attention de l'opinion arabe et mondiale des crimes commis en Palestine occupée et d'empêcher le défunt de témoigner », a estimé le chef de l'Etat. Marouan Hamadeh, ministre des déplacés, a, pour sa part, directement accusé Israël, qui « ne veut pas de témoins à charge dans le procès historique intenté en Belgique et qui condamnera sûrement Ariel Sharon », a-t-il déclaré. Un des gardes du corps de la victime a affirmé sur le champ à des journalistes présents sur les lieux de l'attentat: « Israël a voulu le faire taire ». Un mouvement inconnu jusqu'ici a revendiqué l'exécution du « traître » à la solde des troupes d'occupation syriennes.

UNE CASSETTE AUX AVOCATS

C'est « avec dégoût » que le ministère israélien des affaires étrangères a rejeté, jeudi 24 janvier, les déclarations de responsables libanais accusant Israël d'être à l'origine de l'explosion qui a coûté la vie à l'ancien chef de guerre libanais. « Nous n'avons rien à voir avec cette affaire et les allégations portées contre nous ne méritent même pas une réaction de notre part », a déclaré Ariel Sharon. La presse israélienne,

qui a consacré ses gros titres vendredi matin à la mort d'Elie Hobeika, ne s'est pas privée de rappeler les liens qui avaient uni par le passé le chef de guerre à Israël avant que ce dernier ne se tourne vers les Syriens à partir du retrait israélien de Beyrouth. Les commentateurs israéliens ont cependant pris soin d'indiquer qu'il s'était fait beaucoup d'ennemis au fil des années, y compris au sein du camp chrétien auquel il appartenait.

Interrogé jeudi soir par la télévision publique israélienne, David Kimche, ancien numéro deux du service de renseignement israélien, a jugé « possible » une implication de la Svrie dans la mort du responsable direct de Sabra et Chatila, jugeant que les relations d'Elie Hobeika avec Damas s'étaient dégradées depuis la mort du président Hafez

Al-Assad. M. Kimche, qui était par le passé responsable des relations avec les phalangistes, a indiqué que l'ancien chef de guerre libanais était venu « au moins seize fois en Israël » au cours de cette période, mais il a écarté l'hypothèse selon laquelle Elie Hobeika aurait pu faire des révélations « après dix-neuf ans de silen-

Le quotidien libanais Daily Star a affirmé dans son édition de vendredi qu'Elie Hobeika avait « enregistré sa version du déroulement des massacres de Sabra et Chatila et qu'il avait remis des copies de la cassette à ses avocats ». Selon ce journal, il avait également indiqué qu'il « avait des preuves impliquant Ariel Sharon bien au-delà de ce qui est communément admis ». Une commission d'enquête israélienne avait, en 1983, établi la « responsabilité personnelle indirecte » du ministre de la défense de l'époque dans cette tragédie, ce qui l'avait contraint à la démission.

Il y a près de vingt ans, le monde entier avait découvert les images de centaines de corps de femmes, d'enfants et de vieillards assassinés et mutilés. Le 14 septembre 1982, le président élu Béchir Gemayel avait été assassiné. Moins de 24 heures plus tard, alors que l'armée israélienne avait envahi le secteur musulman de Beyrouth « pour y maintenir l'ordre », des miliciens pro-israéliens pénétraient dans les camps palestiniens de Sabra et Chatila, évacués fin août par les combattants de l'OLP. Pendant trois jours, ce fut un véritable carnage. Le nombre de morts n'a jamais été établi avec précision. Les estimations varient entre 800 et 2 000 civils.

Un tueur froid, homme à tout faire des services israéliens puis syriens

BEYROUTH (Liban)

de notre correspondant Elie Hobeika devait inévitablement être supprimé pour avoir été l'homme à tout faire au Liban de

■ PORTRAIT

Elie Hobeika a tant fait tuer durant la guerre que tout le monde peut l'avoir liquidé

trop puissants services secrets: israéliens d'abord, syriens ensuite. Agé de 45 ans, M. Hobeika savait tout de la guerre libanaise qui s'est achevée en 1990 et dont il fut un des acteurs.

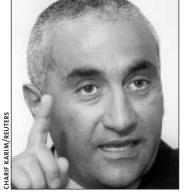
Cette longévité hors normes, au vu de ses actions passées, il l'a également due à l'art consommé qu'il déploya entre 1982 et 1985 pour passer du maître israélien au maître syrien. Le régime de Damas en fit un pion essentiel, à son service, sur l'échiquier libanais. Non seulement il le maintint en vie, dans tous les sens du terme, mais il fit d'Elie Hobeika un inamovible et intouchable ministre. Jusqu'à il v a deux ans.

Quel faux pas lui valut la disgrâce? Aucun en particulier. Mais l'homme avait fait son temps et devenait encombrant. Et l'on commençait à trop parler de lui. En particulier, un livre publié à l'étranger par un de ses ex-hommes de main, le dépeignant en surhomme du crime et du sexe, lui valut un inutile regain de mauvaise notoriété aux yeux des Syriens.

L'improbable « procès Sharon » de Bruxelles, où il risquait d'être poursuivi dans le cadre de l'action intentée par des survivants du massacre des camps palestiniens de Sabra et Chatila, pouvait être de sa part l'occasion d'un déballage, qu'il eut l'imprudence et l'impudence de promettre, encore plus inutile aux yeux des services israéliens.

MILICES LIBANAISES

En réalité, Elie Hobeika a tant fait tuer durant la guerre du Liban - de Tony Frangié, en 1978, au massacre de Sabra et Chatila en 1982. dont lui-même n'a jamais vraiment



essayé de se disculper, et à ses ex-camarades de la milice chrétienne – que tout le monde peut l'avoir liquidé dès lors que Damas s'en est lavé les mains : des Israéliens bien sûr, des Syriens eux-mêmes aussi, des Palestiniens dans une vengeance tardive, tout autant que ses ex-compères des forces libanaises, sans compter la thèse mafieuse. On peut parier que le gouvernement libanais s'empressera de ne pas identifier l'assassin et ses commanditaires, à supposer qu'il ait les moyens de le faire.

Elie Hobeika sortait du rang. Ses aptitudes de tueur sans état d'âme l'avaient signalé à l'attention des Israéliens lorsqu'ils commencèrent, dès 1976, à entraîner et manipuler les milices libanaises, qu'ils aidèrent Béchir Gemayel à unifier jusqu'à en faire l'instrument de son accession au pouvoir.

Fidèle à Béchir Gemayel jusqu'à l'assassinat de ce dernier en septembre 1982 – du moins ne lui connaît-on pas de trahison à cette époque-, Elie Hobeika, le massacre de Sabra et Chatila perpétré, roula ensuite pour son compte.

Cela devait l'amener à se rallier à la Syrie et à entrer en conflit sanglant avec son rival au sein de la milice chrétienne, Samir Geagea. Il perdit la bataille sur le terrain, mais gagna la guerre dans les basques des Syriens.

Geagea croupit en prison depuis huit ans, tandis que Hobeika eut les honneurs et les richesses des ministères jusqu'en 1999, avant de vivre deux ans encore dans une retraite dorée et de périr dans l'explosion de sa voiture piégée.

Mis en cause à Bruxelles, il avait promis des « révélations » sur les massacres de Sabra et Chatila

BRUXELLES

de notre correspondant

Deux jours avant son assassinat, Elie Hobeika avait rencontré, dans la banlieue de Beyrouth, deux sénateurs et un journaliste belges, invités au Liban par le Comité Sabra et Chatila contre l'impunité, qui lutte pour rassembler des preuves contre tous ceux qui auraient été impliqués dans les massacres de 1982. Josy Dubié, élu du parti francophone Ecolo, avait insisté pour obtenir ce rendez-vous, malgré les réticences des autorités libanaises. Il jugeait indispensable d'interroger le principal responsable, organisateur et exécuteur présumé des tueries de 1982, au moment où la justice bruxelloise examine toujours la possibilité de traduire devant un tribunal son ancien allié, Ariel Sharon, ministre israélien de la défense à l'époque des faits.

M. Sharon fait l'objet d'une plainte déposée en juin 2001 par Lucien George 23 Palestiniens sur la base de la loi

belge dite de compétence universelle. Au mois de novembre, le nom d'Elie Hobeika avait été ajouté à cette plainte.

Devant ses hôtes belges, pendant deux heures, M. Hobeika a détaillé sa version des faits, nié son implication personnelle dans les massacres et indiqué, « de manière formelle » selon M. Dubié, qu'il prouverait son



« Oui, [il se sentait menacé]. Beaucoup de gens avaient évidemment intérêt à ce qu'il ne parle pas. » JOSY DUBIÉ

innocence grâce à des documents. L'ancien chef de milice annonçait aussi qu'il viendrait faire « des révélations » à Bruxelles. Lesquelles ? Malgré l'insistance du sénateur écologiste (qui fut grand reporter à la RTBF), Hobeika avait refusé d'en dire plus et d'indiquer s'il visait Israël, les Forces libanaises ou l'Armée du Liban sud (ALS). Il aurait toutefois indiqué qu'un procès au sujet de Sabra et Chatila pourrait ouvrir « la boîte de Pandore », éclabousser de nombreuses personnes et rouvrir d'autres plaies au Liban.

Se sentait-il menacé? « Oui, confirme M. Dubié. Beaucoup de gens avaient évidemment intérêt à ce qu'il ne parle pas. Les services secrets des contacts, la Syrie qui, disait-il, le protégeait de moins en moins, et d'autres factions chrétiennes avec lesquelles il avait été en conflit. » Le sénateur belge a, en tout cas, pu vérifier que Hobeika vivait sous haute protection dans un immeuble situé sur la route de Jounieh: « Une quinzaine de gardes armés surveillaient son bureau, grillagé comme un pénitiencier américain. »

Pour M. Dubié, il n'existe, en tout cas, « aucun doute » quant au fait que l'assassinat est lié, « directement ou indirectement », à la plainte contre M. Sharon. C'est également l'avis de Me Luc Walleyn, l'un des avocats des plaignants palestiniens, qui évoque « une tentative délibérée de saboter l'instruction ». Le porteparole de l'ambassade d'Israël à Bruxelles a, pour sa part, fermement démenti toute implication de son pays dans la mort d'Elie Hobeika.

La chambre des mises en accusation de Bruxelles doit statuer, le 6 mars, sur la recevabilité de la plainte contre M. Sharon, Mercredi 23 janvier, lors d'une dernière plaidoirie, la défense du premier ministre israélien avait réclamé que la justice belge se dessaisisse du dossier au profit de la justice libanaise, devant laquelle des plaintes ont également été déposées. Sans grand risque, puisqu'une loi d'amnistie générale a été décrétée au Liban.

Un climat de veillée d'armes s'est instauré en Cisjordanie

« Il n'y aura pas de sécurité pour les Israéliens tant que durera l'occupation », assure Marouan Barghouti

RAMALLAH

de notre envoyé spécial Une routine macabre s'est installée à Ramallah, partiellement réoccu-La journée du jeudi 24 janvier a commencé par des échanges de tirs inégaux qui ont causé la mort d'un membre des services de sécurité. Elle s'est poursuivie quelques instants plus tard par les funérailles d'une victime tombée la veille, qui ont attiré une foule en colère scandant les traditionnels slogans vengeurs.

La banalisation de la réoccupation partielle et le calme qui semble prévaloir dans le centre-ville sont cependant trompeurs. Depuis l'annonce de l'assassinat de quatre activistes du Mouvement de la résistance islamique (Hamas), deux jours auparavant, à Naplouse, au cours d'une incursion israélienne, un climat de veillée d'armes s'est installé dans les têtes.

Le Hamas a assuré qu'il ne laisserait pas ces morts impunies. Chacun anticipe déjà les représailles israéliennes à des attentats qui semblent désormais inévitables.

Le porte-parole du Hamas pour Ramallah recoit désormais dans une voiture de location stationnée non loin du quartier réoccupé de Tireh, à la lisière duquel patrouillent des miliciens en armes. A l'arrière du véhicule, un garde du corps est littéralement rivé à son fusil d'assaut.

«Le gouvernement israélien ne veut pas la paix. Les factions palestiniennes ont fait le choix d'un cessezle-feu respecté pendant trois semaines sans obtenir le moindre résultat.

Au contraire, pendant cette même période, plus de vingt Palestiniens ont été tués par l'armée israélienne. qui a multiplié par ailleurs les arresve », assure Hassan Youssef.

S'attend-il désormais à une vague d'attentats en Israël? Le porte-parole ne laisse pas de place au doute. « Où sont les chars israéliens? Où tombent aujourd'hui les Palestiniens? Dans des zones autono-

« Les Etats-Unis sont complices. Ils porteront une lourde responsabilité dans le bain de sang qui se prépare »

mes où ils sont théoriquement souverains et où les Israéliens n'auraient

Le secrétaire général adjoint du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), Abdel Rahim Lalouh, partage le pessimisme ambiant. « Sharon a un programme politique très précis, assure-t-il. Couper la route qui mène à l'Etat palestinien, réaffirmer l'occupation des territoires occupés en 1967 et proposer par la suite des aménagements politiques, une forme d'autonomie, ici ou là. Jusqu'à présent, il applique ce plan à la lettre. Il accuse Arafat en permanence et profite du silence

international et de l'accord des Etats-Unis pour pousser son avantage. Mais il se trompe lourdement en faisant le calcul que les Palestiniens plieront. »

Rahim Lalouh a été propulsé à la tête de la formation à la suite de la récente arrestation de son chef, Ahmad Sa'adat, par la police palestinienne. Ce dernier est accusé par les Israéliens d'avoir organisé l'assassinat du ministre démissionnaire du tourisme Rehavam Zeevi, en octobre, pour venger l'assassinat de son prédécesseur, Abou Ali Moustapha.

Le secrétaire général adjoint pense que le chef de l'Autorité palestinienne n'a désormais aucun intérêt à se plier aux exigences israéliennes. « Un cessez-le-feu avait été accepté par toutes les factions palestiniennes. Qui l'a brisé en reprenant la politique d'assassinats, alors que tout le monde sait que cela amène toujours plus de violence et plus de morts? Arafat ne peut plus proposer de cessez-le-feu sans apporter également des résultats politiques. Mais Sharon ne lui en donnera jamais. Pour lui plaire, Arafat a avancé l'arrestation d'Ahmad Sa'adat. Sharon, lui, a fait avancer encore un peu plus ses chars. »

Pour autant, le secrétaire général adjoint du FPLP ne croit pas à l'éviction du chef de l'Autorité. « Les Israéliens croient-ils que les Palestiniens accepteront un chef arrivé juché sur leurs chars? Malgré nos divergences, Arafat reste le meilleur au poste qu'il occupe pour parvenir à l'indépendance et à la fin de l'occu-

« La situation va de pis en pis. Sha-

ron veut la mort politique d'Arafat, c'est pour cela au'il le bloaue ici. pour lui faire perdre sa légitimité par rapport à son peuple et pour lui reti-Unis sont complices. Ils porteront une lourde responsabilité dans le bain de sang qui se prépare. Ils auraient dû demander aux Israéliens d'arrêter les assassinats, de lever les bouclages, surtout celui qui touche Arafat, et préparer un calen-

organisé après l'assassinat d'un activiste des Brigades des martyrs d'Al-Aqsa, un groupe armé non officiel qui se réclame du Fatah, le de nalestinier menacé. « Je sais ce que cela veut dire de citer mon nom, mais je ne suis pas un lâche », assure-t-il.

« Les Israéliens devront bien reconnaître un jour qu'il ne peut pas y avoir de sécurité pour eux tant que durera l'occupation, ajoute-t-il.

Un autre membre du Hamas assassiné

Le mouvement radical islamiste palestinien Hamas a promis de venger l'assassinat d'un responsable de sa branche armée, Baker Hamdane, tué, jeudi 24 janvier, à Khan Younès, dans le sud de la bande de Gaza. Un responsable du mouvement a confirmé que la victime était un membre des Brigades Ezzedine Al-Qassam, la branche armée du Hamas, et a précisé que les deux autres Palestiniens blessés lors de l'attaque en faisaient également partie. Agé de 30 ans, Baker Hamdane a été tué d'un ou deux missiles, tirés par un hélicoptère d'assaut Apache, qui a frappé son véhicule.

Un porte-parole de l'armée israélienne a confirmé cet assassinat, expliquant qu'il était « le responsable d'une dizaine d'attaques contre l'armée israélienne et contre des implantations juives ». Deux Palestiniens armés qui tentaient de s'infiltrer dans une colonie israélienne du sud de la bande de Gaza ont également été tués par des soldats israéliens dans la nuit de jeudi à vendredi. – (AFP.)

drier pour un retrait. Ils n'ont rien fait. Il y a dix ans, ils nous ont dit de négocier sous l'occupation israélienne, et nous l'avons fait. Eh bien, maintenant, ils devront admettre que l'on peut négocier tout en poursuivant la résistance et la lutte pour notre libération », assure le secrétaire général du Fatah pour la Cisjordanie, Marouan Barghouti.

Depuis que les Israéliens ont mentionné avec insistance son nom dans l'attentat de Hadera,

Dans une semaine, Sharon fêtera son premier anniversaire au pouvoir. Il avait promis à ses concitoyens la paix et la sécurité. Il n'a obtenu ni l'un ni l'autre. S'il signe l'ordre de mon exécution, cela signifiera la mort pour des dizaines d'Israéliens et une période de troubles sans précédent. La sécurité, les Israéliens ne l'auront uniquement qu'avec l'indépendance de la Palestine. »

Gilles Paris

Jean-Pierre Stroobants

Washington met l'accent sur son effort humanitaire en Afghanistan

Le « taliban américain » John Walker Lindh a comparu pour une brève audience d'identification devant la cour qui doit le juger

WASHINGTON

de notre correspondant

Donald Rumsfeld a commencé sa conférence de presse, jeudi 24 janvier, par un bilan détaillé de l'action humanitaire américaine en Afghanistan. Cet aspect de l'effort entrepris depuis octobre a été éclipsé par les opérations militaires. Cependant, après avoir consacré, mardi, une conférence de presse entière à répondre aux questions sur les conditions de détention des tre a indiqué que la Croix-Rouge est passée maintenant, pour ce qui la concerne, à d'autres formes d'assistance, l'urgence alimentaire ayant été traitée.

ITINÉRAIRE MYSTÉRIEUX

Informé de l'action de la Croix-Rouge en Afghanistan, M. Rumsfeld ne l'était pas, en revanche, du rapport établi par le comité international de cette organisation à partir des constatations faites par ses

Arrivée des prisonniers arabes de Bosnie

Les six prisonniers arabes soupçonnés de terrorisme et de liens avec Oussama Ben Laden, remis aux autorités américaines le 18 janvier à Sarajevo, ont été transférés sur la base militaire américaine de Guantanamo, à Cuba. a confirmé, jeudi 24 janvier, l'ambassade américaine en Bosnie. Les suspects, cinq Algériens et un Algéro-Yéménite, avaient été arrêtés par la police bosniaque en octobre. La Cour suprême de la Fédération croato-musulmane avait ordonné, le 17 janvier, la libération des six hommes, suspectés de menacer les intérêts américains en Bosnie, par manque de preuves. Leur remise aux autorités américaines a soulevé les critiques de représentants de l'ONU et de défenseurs des droits de l'homme.

Le New York Times avait rapporté, mercredi, que l'un des six, Bensavah Belkacem, était un membre haut placé d'Al-Qaida en liaison avec Abu Zubuydah, le « chef des opérations » de l'organisation. – (AFP.)

prisonniers sur la base américaine de Guantanamo, à Cuba, le secrétaire à la défense n'était pas mécontent d'attirer l'attention sur les movens mis en œuvre par les Etats-Unis et leurs alliés pour venir en aide aux victimes de la sécheresse. Ce programme d'aide humanitai-

re est, selon lui, «l'un des plus amples, sinon le plus ample », depuis le début des interventions de ce genre. Durant les combats, du 7 octobre au 21 décembre, 2,5 millions de rations alimentaires, 816 tonnes de blé et 73 000 couvertures ont été larguées par des avions C-17. Ensuite, l'ouverture de onze routes et de neuf aérodromes permis d'augmenter l'aide. M. Rumsfeld a montré des cartes indiquant que les zones de sous-alimentation ont été à peu près effacées et que les besoins sont considérés comme couverts à 100 % dans la majeure partie du pays, certaines régions se situant encore dans la catégorie des 50 % à 75 %. Le minis-

observateurs à Guantanamo. Il a assuré qu'il avait pris la décision d'interrompre les transports de prisonniers de Kandahar à l'île de Cuba, non pas en raison des mises en garde que contiendrait ce rapport, mais à partir des seules indications fournies par les militaires. « Je n'avais pas entendu parler de préoccupations exprimées par le CICR quand j'ai décidé de suspendre les vols jusqu'à ce que nous ayons progressé dans la construction de bâtiments en dur », a affirmé le secrétaire à la défense.

Le général Richard Myers, chef d'état-major interarmes, a précisé que le nombre total de membres d'Al-Qaida et de combattants talibans détenus par les forces américaines était, jeudi, de 455 - y compris les 27 capturés la veille – et que 158 d'entre eux étaient incarcérés à Guantanamo. Selon des sources officieuses, l'interrogatoire de ces prisonniers par les services de renseignement américains a commen-

L'armée américaine fait face à une situation

cé, sur la base, en l'absence de représentants des services de pays alliés.

Le taliban américain John Walker Lindh, incarcéré mercredi soir à Alexandria, en Virginie, dans le ressort de la cour qui doit le juger, a été présenté jeudi devant un juge pour une brève audience d'identification. L'avion qui le transportait s'était posé sur l'aéroport international Dulles (Virginie), dont le statut est civil. Ces deux précautions ont été prises pour bien marquer le transfert de Walker de l'autorité militaire à celle du ministère de la justice.

L'itinéraire du jeune homme après sa capture à Qala-e-Jhangi, près de Mazar-e-Charif, reste mystérieux : M. Rumsfeld a indiqué, jeudi, qu'il avait été détenu sur un navire d'intervention des forces spéciales, le Peleliu, alors qu'il avait été question jusque-là d'un autre navire, le Bataan. Il a assuré, en tout cas, que le jeune homme, blessé lors de la rébellion des prisonniers de Qala-e-Jhangi, avait été correctement soigné, ce que conteste l'avocat désigné par ses parents.

Jeudi, devant le juge, John Walker Lindh, rasé et le cheveu court, a répondu « Oui, merci », quand il lui a été demandé s'il comprenait les charges avancées contre lui dans la plainte déposée par le ministère de la justice. A l'extérieur, ses parents, Frank Lindh et Marilyn Walker, ont rejeté ces charges, assurant que leur fils n'avait pas combattu contre les Etats-Unis. L'avocat qu'ils ont choisi, James Brosnahan, va tenter de faire annuler l'interrogatoire du jeune homme, mené en Afghanistan par un agent du FBI et sur lequel se fonde l'accusation.

Patrick Jarreau

■ Les forces spéciales américaines ont tué, jeudi, plus d'une dizaine de talibans et en ont arrêté 27, lors de raids contre deux camps de la milice, à 100 kilomètres au nord de Kandahar (sud de l'Afghanistan). Un soldat américain a été légèrement blessé. Les 27 prisonniers ont été transférés à Kandahar.

difficile dans le sud des Philippines lier d'hommes mais dont le noyau vernement philippin. Ce cas de figu-

MANILLE

de notre envoyé spécial La présidente Gloria Macapagal

Arroyo a rallié l'élite politique philippine à des « manœuvres conjointes » avec l'armée américaine contre des terroristes islamistes dans le sud musulman de l'archipel. Même le vice-président, Teofisto Guingona, qui, alors sénateur, avait voté la fermeture des bases américaines en 1991, a renoncé à ses états d'âme. Le Sénat en a fait autant, jeudi té » d'une opération qui impliquera, officiellement, plus de six cents militaires américains, dont cent soixante éléments des forces spéciales stationnés sur la petite île de Basilan, où l'armée philippine traque actuellement Abu Sayyaf, groupe extrémiste qui détient un couple d'Américains et une infirmière du cru.

Place donc à « Balikatan » (« Epaule contre épaule »), des manœuvres qui commenceront en février et doivent se terminer en mai dans une zone de combats où les Américains seront armés, avec droit de riposte mais non de poursuite. Venus de Hawaï et d'Okinawa, d'énormes porteurs C-17 ont commencé à débarquer des combattants à Zamboanga, une base militaire de Mindanao située à quinze minutes d'hélicoptère de Basilan et où les services logistiques américains ont aménagé des casernes. Une base arrière est installée à Cebu, dans le centre des Philippines, et l'ensemble de l'opération est sous le commandement du général Donald Wurster, chef des opérations spéciales du commandement américain pour le Pacifique, à Honolulu, et d'un homologue philippin, le général Emmanuel Teodosio.

Voilà des années que l'armée philippine tente d'écraser Abu Sayyaf, des islamistes reversés dans le kidnapping contre rançon. A Basilan, de 5 000 à 7 000 soldats encerclent une bande évaluée à moins d'un mil-

dur, qui détient les trois otages, est estimé à une cinquantaine de partisans aguerris. Bien entendu, les militaires philippins mettent aujourd'hui les bouchées doubles : ils souhaitent, pour éviter l'humiliation, mettre la main sur les otages sans attendre que des conseillers américains les « encadrent » à raison d'une douzaine par bataillon. Mais la situation sur place paraît beaucoup plus complexe.

fait neuf morts dans les rangs de l'armée philippine, selon un porte-parole du gouverneur de Basilan. Le com-

Les manœuvres conjointes contre le groupe terroriste Abu Sayyaf doivent se terminer en mai

mandement militaire a rétorqué que huit membres d'Abu Sayyaf avaient été tués et qu'un soldat avait été blessé. Abu Sayyaf n'a pas été impliqué dans ces combats, a pourtant rapporté le porte-parole de la province en précisant que les attaquants appartenaient au Front moro islamique de libération (FMIL), une organisation beaucoup plus puissante et qui a signé un cessez-le-feu avec Manille en août 2001.

Le FMIL compte une douzaine de milliers de combattants sur la grande île de Mindanao et quelques centaines de soldats-paysans à Basilan. « Si les troupes américaines sont utilisées contre nous, nous sommes prêts à adopter les mesures nécessaires pour nous défendre », a averti mercredi Edi Kabalu, porteparole du FMIL, lequel négocie un accord de paix définitif avec le goure « ne se produira pas », a aussitôt rassuré Eduardo Ermita, conseiller de M^{me} Arroyo.

Le FMIL s'est engagé à ne pas s'en prendre aux militaires américains, mais leur présence crée un sérieux malaise parmi les cinq à six millions de musulmans du Sud philippin. La police surveille de plus près des écoles musulmanes dont les élèves se seraient déclarés prêts à suivre un entraînement militaire dans l'un des autre mouvement, le Front national de libération moro (FMLN), lequel a fait la paix avec Manille en 1996 et gère, à ce titre, une zone musulmane autonome dont Basilan fait partie. Le FMLN compte également des milliers d'hommes en armes, en partie intégrés en unités constituées au sein de l'armée.

Quand les Américains ont pris, à la fin du XIX^e siècle, la relève des Espagnols aux Philippines, ils ne sont jamais parvenus à soumettre les musulmans du Sud, en dépit de guerres particulièrement brutales. Parmi les clans islamisés qui leur ont donné du fil à retordre figurent les Tausugs, originaires des petits archipels de Jolo et de Tawi-Tawi et qui sont également présents dans l'île voisine de Basilan. Le FMLN est dominé par des Tausugs, des boucaniers célèbres depuis des siècles pour leurs enlèvements de commerçants chinois contre rançon. C'est également le cas d'Abu Sayyaf.

« Epaule contre épaule » va donc se dérouler sur un terrain d'autant plus glissant que la complicité de populations locales et une riche nature, à Basilan, servent les bandits, qui se cachent dans des grottes ou dans des tunnels creusés du temps de l'occupation japonaise. Et que, dans le reste du Sud, les Américains devront également être constamment sur leurs gardes.

Jean-Claude Pomonti

Le sommet interreligieux d'Assise contre la guerre « au nom de Dieu »

Le pape veut démontrer que la paix, elle aussi, peut être contagieuse



La deuxième rencontre interreligieuse d'Assise, dans un climat de conflits où la dimension religieuse est souvent évoquée, a permis à Jean Paul II de marteler son message de paix des représentants des principales confessions du monde.

ASSISE

de notre envoyé spécial

Dans une sorte de cathédrale de tubes et de toile dressée contre la basilique Saint-François, deux cents responsables religieux, toutes coiffes confondues - kippas, calottes, turbans musulmans, bonnets bouddhistes, kamboulis confucéens, etc. - se sont donnés l'accolade de paix, jeudi 24 janvier à Assise (Ombrie), pour clore une rare journée d'unanimité. S'ils regrettaient que les échanges spontanés fussent moins nombreux que les proclamations solennelles, chacun se disait « impressionné » par l'événement et par le cri final du pape: « Jamais plus la violence! Jamais plus la guerre ! Jamais plus le terrorisme! »

« SEULE LA PAIX EST SAINTE »

Le sommet interreligieux d'Assise en 1986, dans le climat de la guerre froide, avait été une « première » spectaculaire. Celui du 24 janvier 2002 fut plus grave, dans un contexte de conflits nombreux et dramatiques, où les religions sont mises en cause. Les attentats du 11 septembre, le conflit indo-pakistanais et les affrontements israélo-palestiniens à Jérusalem semblent accréditer la thèse du conflit des civilisations et du retour aux guerres de religions. Cette nouvelle rencontre a voulu faire la démonstration inverse.

Il ne s'agissait pas d'ignorer la responsabilité des extrémismes religieux - « le pire blasphème est de tuer au nom de Dieu » a répété l'ancien grand rabbin de France, René-Samuel Sirat -, mais de mobiliser les consciences et de montrer que la paix peut être contagieuse, comme l'est la guerre, qualifiée d'« aventure sans retour ».

« Seule la paix est sainte, jamais la guerre », a lancé Andréa Riccardi, de la communauté de Sant' Egidio. « Avec la paix, rien n'est jamais perdu, tout peut l'être avec la guerre », dit de son côté Chiara Lubich, des Focolaris. Mais le leitmotiv de la journée fut la formule de Jean Paul II: «Il n'y a pas de paix sans justice; il n'y a pas de justice sans pardon ».

Ces personnalités religieuses n'entendaient pas se substituer aux politiques ni aux diplomates, et elles se sont gardées d'allusions trop directes aux conflits en cours. Seul Ali Elsamman, parlant au nom de l'université Al-Azhar du Caire, a tenu à évoquer les souf-frances du « peuple palestinien », à travers un hommage rendu au soutien du Vatican. « On tue au Proche-Orient », a aussi lancé le rabbin Israël Singer. Mais tous ont déploré que l'opinion et les politiques fassent porter aux religions un fardeau qui ne leur appartient VERBATIM

pas en propre et rappelé les vraies causes des conflits : la misère, l'exploitation, l'intolérance, les injustices sociales, les crispations ethniques et nationalistes. En privé, un responsable musulman iranien, Ivan Saïd Ameli, condamnait même le « capitalisme mondial ».

« ÉDUQUER NOS POPULATIONS »

Des « engagements » ont été pris. « Nous nous engageons... », ont-ils affirmé, « à tout faire pour éliminer les racines du terrorisme » (Bartholoméos Ier de Constantinople, primat de toute l'orthodoxie); « à éduquer nos populations au respect et à l'estime mutuels » (Sahibji Singh, un sikh de l'Inde); « à promouvoir une culture du dialogue » (Mgr Pitirim, vicaire du patriarche de Moscou); « à défendre les droits de tous dans le respect de leur identité culturelle » (Mgr Jovan, métropolite orthodoxe de Serbie); « à se pardonner les erreurs et préjugés anciens et présents et à éliminer toute attitude d'arrogance et de haine » (Mgr Vasilios, de Grèce); « à encourager toute paix fondée sur la justice » (rabbin Sirat).

Malgré l'âge, le scepticisme et la résistance des traditionalistes, le pape poursuit imperturbablement son chemin: le dialogue n'est pas une matière à option.

Henri Tincq

« Jamais plus la violence ! Jamais plus le terrorisme ! »

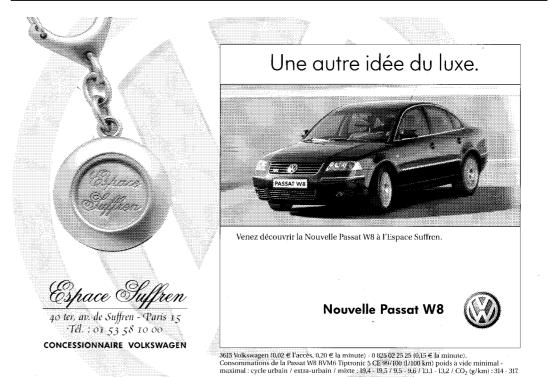
VOICI les principales déclarations du pape Jean Paul II au sommet interreligieux d'Assise.

Nous voulons apporter notre contribution pour éloigner les nuages du terrorisme, de la haine, des conflits armés. Il n'y a pas de paix sans justice, ni pardon. [La justice, c'est-à-dire] le respect de la dignité des peuples, des droits et des devoirs de chacun. On ne saurait oublier que des situations manifestations de violence et de terrorisme. [Puis le pardon] car la justice humaine est exposée à la fragilité et aux limites des égoïsmes individuels et de groupe. Seul le pardon guérit les blessures des cœurs et rétablit, en profondeur, les rapports humains perturbés.

Des conflits tragiques ont souvent découlé de l'asso-

ciation injuste de la religion avec des intérêts nationalistes, politiques, économiques et autres. Nous affirmons que celui qui utilise la religion pour fomenter la violence en contredit l'inspiration la plus authentique et la plus profonde. Il faut donc que les personnes et communautés religieuses manifestent le rejet le plus net et le plus radical de la violence, de toute violence, à commencer par celle qui prétend se parer de religiosité, aller jusqu'à faire appel au saint nom de Dieu pour offenser l'hom-

Dieu. Aucune finalité religieuse ne peut justifier la pratique de la violence de l'homme sur l'homme. (...) Jamais plus la violence! Jamais plus la guerre! Jamais plus le terrorisme. Au nom de Dieu, chaque religion doit porter sur la terre justice et paix, pardon et vie.



Argentine : chute de l'activité industrielle en décembre

BUENOS AIRES. L'activité industrielle a chuté en Argentine de 34,2 % en décembre 2001 par rapport au même mois de l'année précédente, et de 10,1 % pour l'ensemble de l'année 2001, a indiqué, jeudi 24 janvier, l'Institut national des statistiques et du recensement (INDEC). A la veille d'une grande protestation nationale prévue vendredi, les Argentins continuent de manifester de diverses façons dans tous le pays. Dans la station balnéaire de Mar del Plata, quelque 2 500 chômeurs et retraités ont défilé jeudi en réclamant des aides aux pouvoirs publics, et un millier d'agents immobiliers et de commissaires priseurs ont dénoncé les restrictions bancaires qui bloquent leur travail. A Rosario (nord de Buenos Aires), des manifestants ont menacé de ne pas payer leurs impôts alors que dans la province de San Juan (ouest), des fonctionnaires ont occupé plusieurs bâtiments publics et barré des rues en réclamant leurs salaires impayés. – (AFP.)

L'Allemagne vote sous conditions l'achat de l'Airbus militaire

BERLIN. Le Bundestag a approuvé, jeudi 24 janvier, avec les seules voix de la coalition sociaux-démocrates/verts, le financement de l'achat par l'Allemagne de 73 exemplaires de l'avion de transport militaire A 400 m. Les chrétiens-démocrates et les libéraux ont refusé de prendre part au vote. La position de Berlin était très attendue des sept autres pays européens acheteurs, dont la France (pour 50 appareils). L'approbation des députés allemands ne vaut que pour un engagement de principe : 5,1 milliards d'euros sur le budget 2 002 et une nouvelle dépense de 3,5 milliards, en 2003, qui reste subordonnée aux résultats des élections législatives du 22 septembre prochain. La Cour des comptes estime que, en réalité, l'investissement global atteindra les 9,5 milliards d'euros. Les chrétiens-démocrates ont l'intention de déposer une plainte devant la Cour constitutionnelle. – (*AFP., Reuters*)

DÉPÊCHES

- ■INDE: New Delhi a procédé, jeudi 24 janvier, au tir réussi d'un missile balistique de moyenne portée, de la classe Agni (« feu ») 2, au large de la côte Est de l'Inde. Après un premier essai en janvier 2001, ce lancement, qualifié de « non provocateur », intervient en pleine tension avec le Pakistan. Apte à l'emport d'une tête nucléaire, le missile Agni peut parcourir jusqu'à 2 500 kilomètres. Le test est jugé « préjudiciable » à la stabilité régionale par Islamabad. (AFP, Reuters)
- MACÉDOINE: le Parlement a adopté, jeudi 24 janvier, une loi sur le renforcement des pouvoirs locaux. C'était une des principales revendications de la minorité albanaise du pays, incluse dans le cadre de l'accord de paix conclu le 13 août 2001 à Ohrid et destiné à mettre un terme à la guérilla albanaise. L'adoption de cette loi prépare le terrain à la tenue d'une conférence de donateurs. Les tensions sont toujours perceptibles dans le nord-ouest du pays. (AFP.)
- perceptibles dans le nord-ouest du pays. (AFP.)

 TURQUIE: le ministre français de la défense, Alain Richard, a été reçu, jeudi 24 et vendredi 25 janvier, à Ankara, par Bulent Ecevit, le premier ministre turc, et par son ministre de la défense, Sabahattin Cakmakoglu. Le but de cette rencontre était de relancer la coopération militaire avec la Turquie, suspendue depuis la reconnaissance, il y a un an, par la France, du génocide arménien de 1915-1917. Ankara envisage l'achat d'un millier de chars de combat Leclerc français. (AFP, AP.)
- ■USA/IRAK: la Maison Blanche a insisté, jeudi 24 janvier, sur la nécessité pour l'Irak d'accepter le retour des inspecteurs en désarmement des Nations unies mais a exclu un éventuel recours à la force en cas de refus de Saddam Hussein. En visite à Moscou, le vice-président irakien, Tarek Aziz, a accusé, le même jour, les Etats-Unis de partialité dans la mise en œuvre des résolutions de l'ONU, laissant entendre que Bagdad n'était pas prêt à accepter le retour des inspecteurs. (AFP)
- MADAGASCAR: Marc Ravalomanana, le principal rival du président sortant, Didier Ratsiraka, a appelé jeudi 24 janvier, ses partisans à se rassembler, vendredi, dans le centre de la capitale, Antananarivo, dans l'attente de la proclamation, le même jour, des résultats officiels de l'élection présidentielle du 16 décembre. M. Ravalomanana revendique la victoire au premier tour de l'élection. Il a affirmé qu'il « n'acceptera pas un second tour sans confrontation des résultats » officiels avec ceux établis par ses partisans et des observateurs indépendants. Il a évoqué la possibilité d'un « recours au peuple, mais pas dans la violence ». (AFP.)

DU VENDREDI 25 AU DIMANCHE 27 JANVIER Bang & Olufsen vous accueille aux journées de l'occasion de 9h à 20h. Offres exceptionnelles sur matériel d'occasion 222, Bd. St-Germain - Paris 7**** 12, Avenue F. D. Roosevelt - Paris 8**** 104, Avenue Victor Hugo - Paris 16*** 14, Avenue Victor Hugo - Paris 16*** 14, Avenue Charles de Gaulle Neuilly-sur-Seine 18, Rue de Paris - St-Germain-en-Laye

La coalition « noir-bleu » autrichienne reste divisée sur la construction européenne

La campagne du FPÖ de Jörg Haider contre Prague, à propos de la centrale nucléaire de Temelin, lui a permis de regagner du terrain face à son partenaire de l'ÖVP, le chancelier Wolfgang Schüssel

VIENNE

de notre correspondante

Les chrétiens conservateurs autrichiens et la droite populiste de Jörg Haider ont proclamé la fin d'une crise gouvernementale qui a sérieusement secoué leur coalition à la suite d'une « consultation populaire » proposée par la seconde contre la centrale nucléaire tchèque de Temelin. Mais cette bataille a mis au grand jour deux conceptions radicalement opposées de la construction de l'Europe dans l'alliance scellée, voici deux ans, pour former la coalition « noir-bleu » entre les deux partis qui gouvernent l'Autriche. Leurs dirigeants ont même parlé ouvertement de divorce, pour en repousser l'idée, finalement, jeudi 24 janvier : ils se sont déclarés résolus à aller ensemble jusqu'au terme de la législature, en septem-

Selon un sondage publié jeudi 24 janvier par le quotidien libéral Standart, le FPÖ (Parti libéral d'Autriche, extrême droite) serait pourtant, grâce à sa campagne contre Temelin, remonté à 25 % des intentions de vote – contre 21 % ces derniers mois —, soit au même niveau que l'ÖVP (Parti du peuple, conservateur) du chancelier Wolfgang Schüssel, tandis que le SPÖ (Parti social-démocrate) obtiendrait 35 % et les Verts 13 %. La droite populiste revendique comme un grand succès les 915 220 signatures (15,5 % des électeurs inscrits) recueillies en faveur d'un veto à l'ad-

Il n'y a pas aujourd'hui d'alternative à cette alliance problématique

hésion de la République tchèque à l'Union européenne et promet d'être l'« avocat de la volonté populaire » pour contraindre Prague à rouvrir des négociations. De son côté, l'ÖVP fait valoir que la majorité des antinucléaires, très nombreux en Autriche, se sont abstenus de signer parce qu'ils désapprouvent la ligne anti-européenne prônée par Jörg Haider.

Après l'annonce des résultats, le chancelier Schüssel a réitéré son opposition à une politique de veto et rappelé au FPÖ leur engagement commun en faveur de l'Europe: « L'élargissement de l'Union est au cœur de notre travail gouvernemental », a-t-il insisté, et « si ce cœur venait à manquer, alors [la coalition] ne marche plus ». Le chancelier sait que toute concession aux populistes sur ce terrain ruinerait le crédit qu'il a péniblement regagné sur la scène internationale après l'épisode des sanctions. Cette mise au point était d'autant plus nécessaire que, ces derniers mois, d'influents gouverneurs de régions appartenant à l'ÖVP se sont montrés sensibles aux arguments du FPÖ en suggérant de garder le veto comme une arme ultime, non seulement contre les Tchèques dans la querelle de Temelin, mais aussi pour réduire le transit routier au Tyrol : la menace concernait l'ensemble des candidats à l'adhésion, de la Pologne à la Slovénie. Pour la droite populiste, au contraire, « l'élargissement vers l'Est ne peut en aucun cas être le cœur de la

Pour les milieux économiques, soucieux de leurs investissements dans les pays voisins, la cote d'alerte est dépassée. Le secrétaire général de l'Union des industriels, Lorenz Fritz, a demandé publiquement si le FPÖ était « encore capable de gouverner ». Même s'il juge positif le bilan de la coalition (réduction du déficit public, réforme des retraites et relance des privatisations), M. Fritz estime que « beaucoup trop de porcelaine a déjà été cassée », entre Vienne et Prague, à cause du FPÖ. Pour lui cependant, il n'y a pas aujourd'hui d'alternative à cette alliance problématique, les sociaux-démocrates ayant donné trop peu de signes de « modernisation » de leur programme.

L'ÖVP se prépare à essuyer d'autres orages. Dès le lendemain de la consultation sur Temelin, les populistes dénonçaient comme incompatibles avec une entrée dans l'Union les « décrets génocidaires » édictés juste après la guerre par ce qui était alors la Tchécoslovaquie pour justifier l'expulsion de la minorité germanophone des Sudètes (plus de 3 millions de personnes, jadis sujettes de la monarchie austro-hongroise) en représailles de l'occupation nazie. Le FPÖ compte sur l'aide de la droite allemande dans la querelle.

Joëlle Stolz

La procédure d'interdiction contre le parti néonazi NPD est menacée par les manipulations de la police allemande

coalition ».

BERLIN

de notre correspondant

Pour une fois unis après une vague d'agressions racistes, gouvernement et parlementaires, unanimes, avaient introduit, l'année dernière, auprès du Tribunal constitutionnel de Karlsruhe, une action visant à l'interdiction du parti néonazi NPD (Parti national démocrate). Leur requête devait être examinée le 5 février. Mais, contre toute attente, l'audience vient d'être reportée et peut-être même n'aura-t-elle pas lieu. Les juges ont en effet appris que l'un des principaux témoins, responsable du NPD cité par les plaignants pour ses violentes déclarations antisémites et négationnistes susceptibles de fonder en droit l'interdiction demandée, était en réalité un agent manipulé par l'Office de protection de la Constitution, organisme chargé des enquêtes dans les milieux extrémistes.

Les circonstances qui ont conduit les juges à suspendre leur audience sont peu claires. Ils n'auraient eu vent d'un problème que le 16 janvier, lorsqu'un fonctionnaire du ministère de l'intérieur, pour des motifs obscurs, aurait averti la cour du caractère problématique de leur témoin.

Fausse manœuvre ou sabotage délibéré? Otto Schily, ministre de l'intérieur et ancien avocat lui-même, a dû affronter, mardi 22 et mercredi 23 janvier, une vague d'interpellations dans la presse et au Parlement. L'opposition, campagne électorale oblige, a demandé sa démission

INFILTRÉ PAR LA POLICE

Les explications passablement évasives de M. Schily n'ont pas permis d'y voir beaucoup plus clair. Le ministre a indiqué n'avoir été mis au courant que très récemment, précisant que le témoin douteux avait coupé tous contacts avec la police il y a cinq ans, soit trois ans avant qu'il ne fasse les déclarations susceptibles de justifier juridiquement une interdiction du NPD.

Ce n'est pas la première fois que le parti d'extrême droite découvre dans ses rangs un « infiltré » de la police ou un militant retourné. En mai 2001, déjà, le président du NPD en Thuringe, Tino Brandt, s'était révélé être l'un des quelque cent collaborateurs que la police fédérale aurait injectés au sein du parti. Cette fois, le mouton noir à l'origine du scandale serait Wolfgang Frenz, l'un des fondateurs du NPD, ancien membre de la direction nationale et ancien viceprésident du parti dans le Land de Rhénanie du Nord-Westphalie. Selon ses propres dires à la première chaîne de la télévision, cela faisait trente-six ans qu'il travaillait pour la police!

La question est maintenant de savoir si d'autres témoins initialement retenus par la cour sont, eux aussi, des infiltrés, auquel cas le dossier du gouvernement et des parlementaires n'aurait vraisemblablement plus aucune chance d'aboutir. M. Schily a vivement démenti qu'il en soit ainsi, mais la presse cite parmi les personnes convoquées un autre témoin douteux : Erwin Kemna, trésorier national et, lui aussi, membre de la direction du NPD en Rhénanie du Nord-Westphalie. Le NPD, évidemment, se frotte les mains. Cette publicité et ce sursis inattendus vont sans doute lui permettre de participer aux prochaines élections législatives, le 22 septembre prochain, en bénéficiant des subventions et du temps d'antenne prévus par la loi en faveur des partis légaux.

Georges Marion

L'Italie prépare une loi sur les « conflits d'intérêts »

Une promesse électorale que Silvio Berlusconi, devenu président du conseil, n'a pas encore tenue

ROME

de notre correspondante

La commission des affaires constitutionnelles du Parlement examine depuis mardi 22 janvier des ébauches de lois visant à résoudre l'épineuse question des conflits dits « d'intérêts », concernant le président du conseil Silvio Berlusconi. Après cette série d'auditions, le gouvernement devrait faire connaître le 29 janvier le projet qu'il entend soumettre au vote d'ici la fin février.

M. Berlusconi est à la tête d'un empire audiovisuel comprenant les trois principales chaînes privées de télévision (Mediaset). Devenu chef du gouvernement après son succès aux élections législatives du 13 mai dernier, il a, de fait, la possibilité de contrôler les trois autres chaînes publiques de la RAI. Cette situation de monopole, unique en Occident, recèle des dangers certains pour l'indépendance et la pluralité de l'information. Le risque est de voir M. Berlusconi privilégier ses intérêts privés d'homme d'affaires le plus riche d'Italie, avec l'intérêt général qu'il est chargé de faire respecter à la tête du gouvernement.

MISSION D'ENQUÊTE

Des doutes sur l'impartialité de la justice ont été émis à propos du procès pour corruption en actes judiciaires qui vise le chef du gouvernement à la suite des tentatives multiples pour faire annuler la procédure. La Commission des droits de l'homme des Nations unies se dit d'ailleurs elle-même « inquiète de la confrontation grandissante » entre le gouvernement et ses magistrats et veut envoyer une mission en Italie pour enquêter.

Pendant la campagne électorale, le candidat Berlusconi avait promis qu'il réglerait cette question « dans les cent premiers jours » de son mandat. Il ne l'a pas fait. L'opposition et quelques voix dans sa propre majorité ont rejeté son projet initial. Celui-ci prévoyait un contrôle a posteriori – donc non préventif – des activités du chef du gouvernement par une Autorité ad hoc sans autre pouvoir que de signaler l'éventuel conflit d'intérêts au Parlement, qui arbitrerait alors par son vote. Or, à la Chambre comme au Sénat, M. Berlusconi dispose

d'une confortable majorité. De plus, cette Autorité devait être composée de trois sages nommés par les présidents des deux Assemblées, issus eux-mêmes de la coalition de centre-droite de M. Berlusconi... Après avoir examiné, le 22 janvier, ce schéma, la commission des affaires constitutionnelles en a étudié une variante, où l'Autorité antitrust et le Conseil de surveillance de la communication, déjà existants, seraient chargés de ce contrôle a posteriori, mais sans plus de pouvoir de sanction.

L'opposition de centre-gauche

réunie dans la coalition de L'Olivier a soumis son propre projet, un « blind trust » à l'américaine, une gestion temporaire et indépendante des affaires de M. Berlusconi pendant qu'il assure la direction du gouvernement. Cet organe pourrait en cas de conflit d'intérêts décider de faire vendre son affaire par l'intéressé lui-même. « C'est une expropriation contraire aux principes de la Constitution! », s'indigne-t-on dans l'entourage du chef du gouvernement.

Danielle Rouard

Le triomphe d'une impunité organisée



BIBLIOGRAPHIE
E. Veltri et M. Travaglio
L'Odeur de l'argent.
Les origines et les
dessous de la fortune
de Silvio Berlusconi

Fayard, 350 p., 21,10 euros

SILVIO BERLUSCONI est passé au travers de nombreux procès. Il n'est pas totalement sorti de ses ennuis judiciaires, ce qui ne l'a empêché ni d'être élu pour la deuxième fois chef du gouvernement italien ni de rester très populaire. Les poursuites engagées contre lui sous diverses accusations de corruption ou de fraude fiscale le font même apparaître comme une « victime » poursuivie par «l'acharnement de juges rouges» qui n'auraient d'autre but que de porter les communistes au pouCette fable ne résiste pas à l'examen et c'est ce que Elio Veltri, un député italien proche de l'ancien juge Antonio di Pietro, et Marco Travaglio, journaliste à *la Repubblica*, s'emploient à démontrer. Leur livre est fondé sur des documents officiels et sur les minutes d'interrogatoires de Silvio Berlusconi luimême par les tribunaux.

Les méandres des diverses affaires évoquées sont parfois difficiles à suivre, mais la conclusion, elle, est claire: «L'homme le plus riche d'Italie, avec une fortune estimée à 30 000 milliards de lires [environ 15,5 milliards d'euros] a obtenu toutes les lois sur la justice dont il avait besoin pour que la plupart des délits dont divers parquets l'avaient inculpé soient prescrits. Il a transformé Forza Italia en premier parti du pays. Il a envoyé au tapis Gianfranco Fini et Umberto Bossi, qui lui obéissent désormais aveuglément. Il a

repris solidement en main les rênes du Pôle des libertés, que tout le monde lui contestait en 1996. Il a paralysé la transition déjà assez longue que l'opération "Mains propres" avait entamée et il œuvre à présent avec succès à la restauration en recrutant en grand nombre de vieux sujets de la Démocratie-chrétienne et du Parti socialiste. »

Silvio Berlusconi n'a pas toujours été hostile à l'opération « Mains propres », aussi longtemps que la mise au jour des turpitudes de la classe politique italienne a servi ses desseins et aussi longtemps que lui-même n'était pas touché. Les auteurs ne cachent pas non plus que la gauche italienne a joué avec le feu en cherchant un compromis avec Silvio Berlusconi plutôt que de le combattre par la loi... quand elle en avait le pouvoir.

Daniel Vernet

UNION EUROPÉENNE

Un compromis avec Paris s'ébauche sur la libéralisation du marché de l'électricité

La Commission prête à suivre EDF : ouverture totale pour les entreprises, différée pour les ménages

BRUXELLES

de notre bureau européen

Eviter un clash avec la France, qui empêcherait d'aller de l'avant dans la libéralisation du marché de l'électricité lors du sommet européen de Barcelone en mars. Telle est l'obsession de Loyola de Palacio, vice-présidente de la Commission européenne, où elle est chargée de l'énergie, mais aussi de la présidence espagnole de l'Union.

La tâche est délicate, Barcelone ayant lieu cinq semaines avant l'élection présidentielle française. M^{me} de Palacio veut éviter un « remake » du sommet de Stockholm, il y a un an, où la France avait, avec l'aide de l'Allemagne, empêché que l'on fixe une date pour la libéralisation totale des marchés du gaz et de l'électricité.

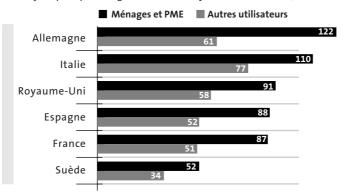
Depuis le début de semaine, la Commission envoie des signaux conciliants aux Français pour éviter un blocage lors du Sommet. Dans un entretien au Monde. M^{me} de Palacio révèle qu'elle accepterait de facto un compromis équivalent aux positions défendues en France par la compagnie nationale libéralisation 2003-2004 pour les entreprises, tandis que l'ouverture du marché des particuliers, prévue pour 2005, serait repoussée à plus tard. « Une décision sur l'ouverture du marché de l'électricité et du gaz en 2003 et 2004 aux entreprises serait un pas en avant très important, car là nous parlons d'une immense majorité de la consommation. On est au-dessus de 70 % », affirme-t-elle.

Certes, l'objectif d'une libéralisation totale demeure. «Sur l'ouverture à terme à 100 % du marché de l'électricité, on ne peut pas lâcher. Il ne faut pas oublier qu'à Lisbonne, en 2000, et à Stockholm en 2001, M. Chirac et M. Jospin ont dit qu'ils étaient pour l'ouverture à 100 % le plus tôt possible », poursuit M^{me} de Palacio.

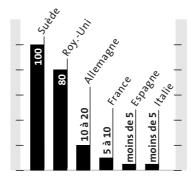
Mais des aménagements sont

LE COÛT DE L'ÉLECTRICITÉ

Prix moyens pratiqués à l'égard des clients en juillet 2001, en euros/MWh



Clients changeant de fournisseur, en %



possibles. « Si le problème de la France est lié, comme cela a été affirmé à plusieurs reprises, à l'aspect service public, cela concerne le consommateur privé. Sur ce point, je suis prête à chercher des flexibilités qui permettent de trouver un accord. Ces flexibilités peuvent porter sur la date ou le renforcement de l'aspect service public », poursuit Mme De Palacio.

Le ton tranche avec celui employé début janvier, lorsque Lovola de Palacio puis le président de la Commission, Romano Prodi, avaient de nouveau menacé d'utiliser un article du traité permettant d'ouvrir autoritairement le marché français de l'électricité, au nom du respect de la concurrence, si le dossier n'avait pas avancé avant l'été. « Je n'exclus rien, précise Mme de Palacio, mais personne ne menace personne, cela n'est pas une méthode à utiliser. Ce qu'on fait, c'est négo-

A Matignon, on rappelle que les conclusions des sommets européens n'ont jamais parlé d'une libéralisation « à 100 % », mais on est très tenté de saisir la perche lancée par Bruxelles : « Incontestablement, ces propositions se regardent, à partir du moment où on abandonne le dogme pour entrer sur une analyse pragmatique et rationnelle. Techniquement, la position de Bercy n'est pas éloignée. Après, il y a des choix politiques à prendre », précise-t-on à Matignon. Les arbitrages doivent être faits dans une dizaine de



« Le jour où il y aura les mêmes règles partout pour tout le monde, la plupart des problèmes seront résolus » LOYOLA DE PALACIO

La crainte de remous dans la gauche plurielle pourrait faire reculer Lionel Jospin. Car il n'y a pas vraiment de problème avec les syndicats chez EDF. A Matignon comme à Bercy, on est convaincu qu'un accord serait dans l'intérêt d'EDF.

Il permettrait de solder les problèmes de l'entreprise publique, qui a suscité un tollé en prenant des participations dans des entreprises électriques en Espagne, Ita-

matière de tarifs. Le faible coût de

production de son électricité

nucléaire l'avantage sur nombre

d'appels d'offres. De plus, l'entre-

prise, contrôlée à 100 % par l'Etat,

lie et Allemagne, alors qu'elle est protégée sur son propre marché.

«En Europe, on dit d'un côté vous ne permettez pas qu'on aille chez vous vous concurrencer et de l'autre vous venez acheter chez nous des compagnies, résume M^{me} de Palacio. C'est cela qui a causé pas mal d'irritation dans un certain nombre de pays. Le jour où il y aura les mêmes règles partout pour tout le monde, la plupart des problèmes seront résolus. » Car, estime-t-elle, «la France a une position compétitive très bonne dans le marché européen et c'est pour cela que la France a intérêt à ce qu'il y ait une ouverture réelle ».

M^{me} de Palacio n'est pas dupe du double langage de certains pays, notamment de l'Allemagne, qui s'est alliée à la France à Stockholm et dont elle n'est « pas satisfaite ».

«L'Allemagne veut garder son système d'accès négocié qui lui permet d'éviter ou de différer l'entrée sur son marché de concurrents étrangers. M. Müller [ministre allemand de l'économie] dit: "nous avons déjà libéralisé et nous voulons que tout le monde libéralise". Je réponds, c'est vrai, vous avez libéralisé à 100 %, mais c'est la théorie. Malheureusement, la réalité ne suit pas exactement cela. Il faut donc changer votre système ».

Berlin ne veut pas changer son système de régulation mais ne semble pas vouloir soutenir ouvertement la France comme elle l'avait fait à Stockholm. « On va demander une ouverture complète des marchés à Barcelone, tout en sachant que la France arrivera à faire reporter la décision après les présidentielles », explique un haut fonctionnaire alle-

Arnaud Leparmentier

La nomination de l'Italien Fini menace de provoquer un blocage chez les Quinze

Giscard ne percevra pas

de salaire à Bruxelles

BRUXELLES

de notre bureau européen

« Le secrétaire général adjoint du Conseil [Pierre de Boissieu] a présenté un budget pour le financement de la Convention [sur l'avenir de l'Europe], qui ne prévoit pas de salai-re pour le président et les deux viceprésidents de la Convention ». C'est ainsi qu'un diplomate européen a résumé, jeudi 24 janvier, la discussion qui s'est déroulée entre ambassadeurs du comité des représentants permanents (Coreper).

Avec moins de précautions, ces débats se résument ainsi: pas de salaire pour Giscard. L'ancien président de la République, pas plus que le Belge Jean-Luc Dehaenne et l'Italien Giuliano Amato, ne recevra de rémunération pour ses fonctions européennes, contrairement à ce qui était envisagé il y a seulement quarante-huit heures.

Valéry Giscard d'Estaing sera simplement remboursé forfaitairement de ses frais (logement à Bruxelles, déplacements, repas, etc.) sur la base d'une indemnité de 1 000 euros par jour, MM. Dehaene et Amato recevant chacun 750 euros par jour. La différence de traitement s'explique notamment par le fait que M. Giscard d'Estaing doit pourvoir aux frais de ses deux gardedu corps. Le secrétariat du Conseil estime que l'ancien chef de l'Etat et les vice-présidents devraient passer quelque 11 journées par mois à Bruxelles, ce qui signifie que M. Giscard d'Estaing devrait percevoir environ 11 000 euros par mois. Cette somme est à rapprocher de celle de 20 000 euros, soit le traitement de base du président de la Commission européenne, Romano Prodi, qui avait apparemment servi de référence au secrétariat du Conseil pour envisager le niveau du salaire du président de la Convention.

Au cours de la réunion du CORE-PER, M. de Boissieu a rappelé - ceci afin de mettre un terme aux « fausses rumeurs » –, qu'il n'a jamais mentionné devant les Quinze la moindre revendication salariale pour M. Giscard d'Estaing. Le problème est que l'intéressé en aurait fait état dans une note interne transmise au secrétaire général du Conseil et Haut représentant de l'Union pour la politique extérieure, Javier Solana.

L'épisode de la rémunération de M. Giscard d'Estaing paraît donc clos. Le secrétariat du Conseil semble avoir estimé que l'effervescence médiatique générée par cette affaire imposait une retraite, sauf à risquer d'entacher l'image d'une convention sur l'avenir de l'Europe qui n'a pas encore commencé ses

travaux. Devant les ambassadeurs, M. de Boissieu a présenté une évaluation financière du budget de la convention (pour 10 mois), s'élevant à 10,5 millions d'euros. Chiffre à comparer à celui de... 35 millions d'euros, que citait – il y a moins de 48 heures – une source autorisée du Conseil! (Le Monde daté 24 janvier).

Les experts-comptables du Conseil auraient-ils commis une erreur de calcul? Pour les mêmes raisons d'image de marque, a-t-on jugé plus prudent de faire preuve de modestie financière ? Plusieurs ambassadeurs s'en sont inquiétés : ne va-t-on pas, d'ici quelques mois, demander une rallonge budgétaire aux Etats-membres? D'ores et déjà, une partie du budget de fonctionnement de la convention (4 millions d'euros) sera pris en charge par chacune des trois institutions européennes (Conseil, Commission et Parlement européen), à

M. Giscard d'Estaing devrait percevoir une indemnité, pour ses frais, d'environ 11 000 euros par mois

charge pour elles de trouver les économies correspondantes.

Lundi, les quatorze ministres des affaires étrangères, ainsi que Silvio Berlusconi, qui représentera l'Italie, se prononceront sur ces arrangements financiers et sur une question délicate : le président du Conseil italien devait confirmer vendredi la nomination de Gianfranco Fini au poste de représentant de l'Italie à la Convention. Or la personnalité du leader de l'Alliance nationale, le parti post-fasciste italien, dérange. M. Berlusconi a imposé M. Fini, refusant que Giuliano Amato, son opposant politique, représente l'Italie.

De son côté, M. Amato menace de démissionner de la Convention s'il devait y être considéré comme le représentant du gouvernement de M. Berlusconi. Cet imbroglio se complique parce que la plupart des capitales, contrairement à M. Berlusconi, estiment que l'Italie ne peut avoir qu'un seul représentant. Le blocage, jeudi soir, semblait total

Laurent Zecchini

France et Allemagne: une vraie-fausse libéralisation

« LA FRANCE EST LE PAYS européen le plus ouvert », ne cesse de répéter François Roussely, le président d'EDF, et avec lui les responsables politiques français. Depuis la première directive européenne sur la libéralisation du marché de l'électricité, la France s'est dotée d'un arsenal d'outils institutionnels qui en font presque, sur le papier, le meilleur élève.

L'ouverture du marché français est garantie par la présence d'un régulateur : la Commission de régulation de l'électricité (CRE); d'un gestionnaire autonome des lignes à haute tension : le Réseau de transport de l'électricité (RTE), constitué en « entité autonome » au sein denuis mai 2000, et dont le président est nommé en conseil des ministres ; enfin, d'une Bourse aux kilowattheures, Powernext, lancée le 26 novembre. Depuis deux ans, deux électriciens privés ont fait leur apparition dans l'Hexagone: Energie du Rhône, issu du rapprochement de Suez et de la Compagnie nationale du Rhône (CNR), et la SNET, filiale du groupe public Charbonnages de France, mais dont l'espagnol Endesa a pris 30 %

■ BRUXELLES : le président de la

Convention, Valéry Giscard d'Es-

taing, a désigné, mercredi 23 jan-

vier, Sir John Kerr, pour diriger le

secrétariat de la Convention.

Ancien représentant permanent

du Royaume-Uni auprès de

l'Union, Sir John a notamment été

ambassadeur à Washington.

M^{me} Walpurga Speckbacher, de

nationalité autrichienne, actuelle-

ment chef de division au secréta-

riat général du Conseil, exercera

les fonctions de chef de cabinet de

M. Giscard d'Estaing. – (Corresp.)

■ DÉLAI : la région Nord - Pas-de-

Calais a obtenu un délai de neuf

mois pour les opérations d'aména-

gement financées par les crédits

européens au titre du « document

unique de programmation » (Docup) objectif 1, 1994-1999.

Avec un total de 842,738 millions

ÉCHOS

du capital. Ainsi appareillé, le marché français serait d'ores et déjà ouvert à hauteur de 15 % des clients industriels dits « éligibles » (à l'accès à la concurrence), c'est-à-dire ceux qui ont une consommation de 20 GWh, pour l'essentiel des gros industriels. EDF aurait perdu plus d'une centaine de ces clients, ne représentant pas loin de 200 sites industriels.

Reste un écueil de taille, aux yeux des autres pays européens et

Le faible coût de production de son électricité nucléaire avantage EDF sur ses concurrents

de la Commission : EDF lui-même. Avec ses 85 % de part de marché et le maintien de son monopole pour la fourniture aux particuliers, le mastodonte continue à dominer le marché français, notamment en

d'euros, la dotation européenne du Nord - Pas-de-Calais est la plus importante accordée à une région

française. – (Corresp.) mot-clé ■ ALTAVISTA: le « euro » se place, depuis le 1er janvier, en 14e position des requêtes effectuées par les internautes sur le moteur de recherche Altavista France. Une progression de 14 places par rapport au mois de décembre 2001.

En Europe et d'après les chiffres des sites d'Altavista par pays, « euro » arrive en 3° position au Portugal. Suivent les Hollandais (4e position), les Allemands (5e position), les Espagnols (10^e position) et les Italiens (17e position). Les Anglais, qui n'ont pas adopté la monnaie unique, placent « euro » en 81^e position du classement. Source: abondance.com

est protégée du jeu capitaliste de la concentration en cours en Europe - ce qui ne l'empêche pas de se lancer dans une politique agressive d'acquisitions à travers toute l'Europe. Au grand dam de ses concur-L'Allemagne, elle, n'a pas mis en place les mêmes structures de régulation et de contrôle. A l'instar de la

Finlande, de la Suède ou du Royaume-Uni, qui ont opté pour une ouverture immédiate et totale, les Allemands ont, en avril 1998, ouvert sionnels et particuliers. La concurrence décrétée entre les 900 producteurs et distributeurs d'électricité a permis, dans une première phase, à la moitié des entreprises clientes de renégocier leurs contrats et de réduire leurs factures jusqu'à 30 %, mais la situation outre-Rhin semble s'être à nouveau figée. L'Office anticartel a lancé récemment une série de procédures contre une dizaine de distributeurs soupçonnés d'entrave à la concurrence.

En théorie, l'accès au marché allemand est libre. Mais l'absence de régulateur, le quadrillage du territoire par une multitude de producteurs et de distributeurs et la présence de six opérateurs de transport (haute tension), qui négocient chacun leurs tarifs au cas par cas, rendent l'accès au réseau allemand si opaque et au final si cher qu'il est quasi impossible pour une société étrangère d'espérer y pénétrer. Sauf à prendre le contrôle d'un électricien local, ce qu'a fait EDF avec EnBW en 1999.

Bref, France et Allemagne apparaissent chacune comme des modèles d'ouverture... inachevée. C'est d'autant plus inadmissible pour Bruxelles que ces deux pays, au cœur de l'Europe, détiennent la clé des interconnections qui doivent permettre la mise en place d'une véritable Europe de l'électricité.

Pascal Galinier



FRANCE-SOCIÉTÉ

Deux juges d'instruction enquêtent sur les conditions de la libération, le 12 décembre 1995, de deux pilotes français, PRIS EN OTAGES PAR LES SERBES DE BOSNIE. L'homme d'affaires d'origine russe ARCADI GAYDAMAK, proche de Jean-Charles Marchiani, le bras droit de Charles Pasqua, a été décoré, le 14 juillet 1996, de l'ordre du mérite EN RÉCOM-PENSE DE SON INTERVENTION en faveur des militaires français. Philippe Courroye et Isabelle Prévost-Desprez semblent **DOUTER DÚ RÔLE RÉEL** joué par M. Gaydamak et estimer que cette décoration aurait eu pour contrepartie le financement des activités

politiques de M. Pasqua. Dans un entretien au Monde, l'homme d'affaires RÉFUTE CES SOUPÇONS et s'en prend violemment au juge Courroye : « Ce magistrat devra répondre de ses forfaits. »

L'autre affaire d'otages qui inquiète l'entourage de Charles Pasqua

Déjà mis en cause sur les conditions de la libération des Français détenus au Liban entre 1986 et 1988, l'ancien ministre de l'intérieur est poursuivi dans l'affaire des pilotes de Bosnie, libérés en décembre 1995. La justice s'interroge sur le rôle que ses proches s'attribuent

Le 16 octobre 2001, Arcadi Gaydamak a écrit au président de la Républi-

que afin de lui demander de « bien vouloir [le] présenter sur [sa] prochaine

liste de l'ordre national de la Légion d'honneur », en récompense de son in-

tervention en faveur des quatre otages français - des agents de la DGSE -

enlevés au Daghestan en août 1997 et libérés trois mois plus tard. Dans

l'entretien qu'il nous a accordé, M. Gaydamak affirme que le règlement de

cette affaire a donné lieu au versement d'une rançon, puisée dans les fonds

spéciaux de Matignon. Ces fonds auraient été remis à l'ancien numéro 2 de

la DST, Raymond Nart, par le directeur de cabinet de Lionel Jospin, Olivier

Schrameck. Ce dernier a déclaré au Monde, jeudi 24 janvier, n'avoir « versé

aucune rançon, ni à M. Nart, que je ne connais pas, ni à quiconque ». « En

tant que directeur de cabinet, je n'ai moi-même jamais manié la moindre

somme en espèces », a ajouté M. Schrameck. Sollicité par Le Monde, M. Nart

ALORS QUE la libération des diplomates et journalistes français détenus au Liban entre 1986 et 1988, qui a provoqué la mise en examen de proches de Charles Pasqua et Jean-Charles Marchiani, continue de susciter une vive controverse, une autre affaire d'otages embarrasse les deux députés européens (RPF). La justice est, en effet, intriguée par les conditions dans lesquelles deux pilotes français ont été libérés, le 12 décembre 1995, alors qu'ils étaient aux mains des Serbes de Bosnie.

Cet épisode politico-diplomatique de la guerre des Balkans a fait irruption de manière inattendue dans l'enquête sur les ventes d'armes vers l'Angola - qui a notamment valu à l'homme d'affaires français Pierre-Joseph Falcone d'être placé un an en détention provisoire, entre décembre 2000 et décembre 2001. Il constitue un volet important du dossier judiciaire instruit par Philippe Courroye et Isabelle Prévost-Desprez, justifiant notamment la mise en examen pour « trafic d'influence », en mai 2001, de MM. Pasqua et Marchiani – également poursuivis pour «recel d'abus de biens sociaux ». Après la disparition des pilotes, en août 1995, M. Pasqua, lui-même sollicité par Jacques Chirac, avait demandé à M. Marchiani d'activer ses « réseaux » – il avait appartenu aux services secrets afin de retrouver leur trace.

Les magistrats, qui ont demandé l'automne dernier aux ministres de l'intérieur et de la défense de déclassifier les documents relatifs à cette affaire (Le Monde du 20 novembre 2001), semblent s'interroger sur le rôle exact joué par Jean-Charles Marchiani et Arcadi Gaydamak - un homme d'affaires d'origine russe associé de Pierre-Joseph Falcone – dans la libération des deux otages. M. Marchiani avait recouru aux services de M. Gaydamak lors des négociations avec les ravisseurs.

L'ancien ministre de l'intérieur et l'ex-préfet du Var sont suspectés d'avoir « abusé de [leur] influence réelle ou supposée, en 1996 [...], en vue de faire obtenir d'une autorité publique une décoration à M. Arcadi Gaydamak en contrepartie de dons et avantages divers ».

« DONS ET AVANTAGES »

pondraient au paiement, le 12 juillet 1996, d'une somme de 1,5 millions de francs par la société Brenco - dirigée par Pierre-Joseph Falcone – à France-Afrique-Orient (FAO), une association proche de M. Pasqua; de voyages effectués par ce dernier et M. Marchiani financés par MM. Falcone et Gaydamak, ainsi que de versements en espèces en faveur du Rassemblement pour la France (RPF), présidé par l'ancien ministre de l'intérieur.

Visé par un mandat d'arrêt international depuis le 6 décembre 2000, Arcadi Gaydamak avait été décoré, le 14 juillet 1996, de l'ordre national du mérite, au titre de la « réserve personnelle » du chef de l'Etat. La médaille lui avait été remise par Jean-Charles Marchiani, alors préfet du Var, en récompense de son intervention en faveur de la libération des pilotes. Les enquêteurs postulent que

Une rançon au Daghestan?

M. Gaydamak aurait en quelque sorte « acheté » sa médaille. Toutefois, de nombreux témoins ont souligné au cours de l'enquête que M. Gaydamak avait bien joué un rôle dans cette affaire.

Face aux juges le 22 mai 2001, M. Marchiani avait affirmé que M. Gaydamak avait « débloque la mise en œuvre sur le terrain de deux services russes, le FSB et le SDR » – équivalents de la DST et de la DGSE. Questionné à son tour le 29 mai, M. Pasqua avait confirmé les déclarations de M. Marchiani. « C'est moi qui ai dit à Arcadi Gaydamak que, comme c'était convenu, il allait avoir une décoration, M. Chirac m'ayant donné en son temps son mérite national », avait précisé l'ancien ministre de l'intérieur. M. Pasqua avait assuré qu'il n'y avait « aucune corrélation entre le virement de Brenco à FAO et la remise de décoration ».

accord. C'est moi qui ai choisi le

Interrogé en qualité de témoin par les juges en mars 2001, le général Pierre-Marie Gallois a cependant contesté cette version des faits. Quoique retraité, le général Gallois avait été sollicité en novembre 1995 par le directeuradjoint de la DST, Raymond Nart, afin d'intervenir auprès de Ratko Mladic. Le chef militaire des Serbes de Bosnie - ancienne connaissance du général Gallois - était supposé pouvoir faire pression sur les ravisseurs.

Le général s'était rendu en mission, les 16 et 17 novembre 1995, à Pale, auprès des dirigeants de la Republika Srpska (RS), l'enclave serbe de Bosnie. « A mon retour à Paris, tout était déjà réglé, puisque j'avais informé les autorités que pour sortir nos pilotes, il suffisait qu'un militaire de haut rang rencontre Ratko Mladic », a déclaré au Monde le général Gallois. Déplorant l'existence de « négociations parallèles », il indique ne pas avoir « compris pourquoi Gaydamak et Marchiani étaient intervenus après

[lui], cela ne servait à rien. Ils n'ont fait que retarder la libération des

« POUR LA MISSION CAPITALE »

Son témoignage a été conforté par celui d'Alexandre Radovic. Aujourd'hui directeur général des impôts de la République de Serbie, à Belgrade, M. Radovic avait accompagné, en tant que traducteur, le général Gallois lors de sa mission à Pale. Interrogé en juillet 2001 par le juge Courroye, il avait indiqué n'avoir « jamais entendu parler » de MM. Gaydamak et Marchiani au moment des négociations. « Je pense que la mission du général Gallois a été déterminante pour la libération des pilotes, avait-il assuré. Les autorités françaises ne lui ont pas montré leur reconnaissance pour la mission capitale qu'il a remplie. [...] Pour moi, il est manifeste que son intervention a été récupérée par d'autres ».

Dans l'entretien téléphonique qu'il a accordé au Monde depuis Tel Aviv, où il vit depuis un an, M. Gaydamak - qui est à la fois citoyen israélien, français, canadien et angolais - réfute les soupçons qui pèsent sur lui.

Fabrice Lhomme

Ces « dons et avantages » corres-

Arcadi Gaydamak, homme d'affaires

« J'ai agi par humanisme et pour restaurer ma réputation »

Comment expliquez-vous que la justice s'intéresse à l'affaire des pilotes détenus en Bosnie ?

Le juge Courroye tente de justifier les actes illégaux commis à mon encontre. Pour cela, il faut s'en prendre à ma moralité, quitte à faire des erreurs de procédure, à rédiger des faux grossiers. Etre parvenu à libérer des otages constitue un acte qui me confère une grande honorabilité. Cela n'est pas compatible avec l'image que ce juge veut donner de moi.

Pourquoi êtes-vous intervenu en faveur des pilotes en 1995 ?

J'ai agi par ĥumanisme, animé par des raisons morales, mais aussi pour restaurer ma réputation, qui était entachée depuis des années. Sous prétexte que je suis né à Moscou et que j'ai eu un succès rapide dans les affaires, j'ai été jalousé et même racketté.

Comment êtes-vous intervenu en faveur des pilotes?

J'ai répondu, en septembre 1995, à la sollicitation de Jeansais. Comme j'avais beaucoup de relations en Russie, j'ai pu accéder au chef du FSB, l'ex-KGB, le général Barzoukov, que j'ai été voir à Moscou avec M. Marchiani. Il était prêt à nous aider à condition que ie prenne en charge les frais financiers de cette opération. Puis Barzoukov m'a présenté le colonel Vladimir Koulitch, qui était déjà intervenu dans des affaires similaires, ainsi que Primakov, qui dirigeait les services extérieurs du FSB. Après avoir obtenu l'autorisation de Boris Eltsine, ils ont accepté de nous aider.

Que s'est-il passé ensuite?

Nous avons négocié à Belgrade, où Koulitch nous a présenté le colonel Valentin Ondintsev, un ancien camarade du KGB qui connaissait bien Radovan Karadzic



prix tout à fait exceptionnels OUVERTURE EXCEPTIONNELLE LES DIMANCHES 20 ET 27 JANVIER

Topper Espace Steiner 63, rue de la Convention - Paris 15e Tél.: 01 45 77 80 40 - M° Boucicault - Parking gratuit



et Ratko Mladic, les chefs de l'enclave serbe de Bosnie. Karadzic était l'homme qui avait autorité sur les ravisseurs. Le gouvernement yougoslave de Slobodan Milosevic, qui négociait au même moment à Dayton, ne pouvait pas faire grand-chose.

Que souhaitaient les ravis-

Karadzic a expliqué à Koulitch sance officielle de la Republika Srpska. Il voulait que le gouvernement français envoie un haut représentant pour lui remettre les otages. Avec M. Marchiani, qui rendait compte régulièrement à M. Chirac, nous sommes rentrés à Paris car il fallait choisir cet homme qui allait représenter la France. A cette époque, la DGSE affirmait de son côté au président Chirac que les pilotes étaient morts!

Quel rôle a joué le général

Affirmer, comme il le fait, que M. Marchiani et moi ne sommes pour rien dans la libération des pilotes, c'est malhonnête. Je ne conteste pas qu'il se soit rendu à Belgrade pour y rencontrer Mladic, mais ce dernier ne contrôlait rien. La situation a été débloquée grâce aux Russes, qui ont fait pression sur Karadzic. De fait, les pilotes ont été libérés. Le 13 mai 1996, j'ai recu une lettre de Bertrand Landrieu, directeur du cabinet du président de la République, m'annonçant que i'allais être décoré de l'ordre national du Mérite. Peu après, comme par hasard, le patron de la DGSE, dont les services n'avaient cessé d'annoncer le décès des deux otages, a quitté son poste pour être envoyé ambassadeur à Addis-Abeba. Vous compre-

DGSE me traite de vovou. Avez-vous été remboursé des

nez mieux maintenant pourquoi la

frais engagés pour cette mis-

Non, et je ne l'ai pas demandé. Le comble, c'est que le fisc m'a intenté un redressement à cause de ces frais! D'ailleurs, le juge Courroye me poursuit pour fraude fiscale à cause de ces factures, payées pour sauver les soldats. Dans le même temps, il m'accuse de trafic d'influence parce que j'aurais payé ma médaille. C'est

Connaissez-vous Charles Pas-

Je l'ai rencontré deux fois, pour les pilotes, en tête-à-tête. Auparavant, je l'avais vu avec des hommes d'affaires, dans le cadre de négociations commerciales, au conseil général des Hauts-de-

Vous ou M. Falcone ne l'avez jamais financé?

Non. D'ailleurs M. Falcone n'a jamais rencontré M. Pasqua de sa

De l'argent a toutefois été ver-

M. Pasqua? Je l'ignorais avant que la presse en parle. Vous savez, M. Falcone voulait plaire à tout le monde, alors il avait l'habitude de donner de l'argent à des gens ou à des associations. Ouand un commerçant passe des publicités dans une revue municipale, c'est la même chose, il n'y a rien de répréhensible.

Savez-vous que Philippe Courroye est menacé?

Je sais que certains disent que je le menace. La vérité, c'est que je dois le démasquer. Ce magistrat devra répondre de ses forfaits, il doit être mis en prison. Oui, ca, c'est une menace.

Le 2 juillet 2001, vous auriez téléphoné à la brigade financière pour annoncer votre retour en France...

J'ai fait semblant de revenir! Je voulais protéger mes filles qui passaient leur bac à Paris, début iuillet. Pour éviter que les policiers ne les ennuient et ne les interrogent, comme ils en avaient l'intention, je leur ai téléphoné pour leur dire que je me présenterais le 9 juillet. J'ai fait une réservation sur un vol Tel-Aviv - Paris ce jourlà. Mais, quand les policiers sont arrivés à Roissy, ils ne m'ont pas trouvé!

C'était un piège ?

Bien sûr, c'était pour gagner du temps. Cela a permis à mes filles

de passer leurs examens et de quitter la France.

Vous ne comptez toujours pas revenir? Je ne suis pas idiot. Si je viens, je

serais menotté devant les journalistes et mis en prison pendant un an, pour rien, comme Falcone. Je lui avais d'ailleurs dit ce qu'il risquait en se présentant, mais il ne m'a pas écouté. De toute façon, je suis sûr que l'instruction sera tôt ou tard annulée.

Comment vivez-vous?

Très bien, j'occupe une superbe maison à 40 km de Tel-Aviv, je poursuis mes activités tranquillement, je continue de voyager.

Y compris en France?

Parfois, oui. Vous pensez peutêtre que je ne peux pas rentrer en France comme je veux, quand je veux et de telle manière que personne ne le remarque?

Vous êtes visé par un mandat d'arrêt, la justice israélienne pourrait vous demander des comptes?

Pourquoi le serais-je d'ailleurs? Ici, je suis un citoyen respecté. L'autre jour, j'ai assisté à un dîner avec Bill Clinton et Ariel Sharon, à Tel-Aviv. Il y a un mois, j'étais l'invité de l'ancien maire de New York, Rudolph Giuliani, à Jérusalem, parce que je dois être l'un des plus grands donateurs du fonds d'aide aux victimes des attentats du World Trade Center. Vous voyez, je ne me cache pas du tout.

Vous avez écrit à M. Chirac pour qu'il vous récompense de votre intervention dans une autre affaire d'otages...

Oui. La DST m'avait demandé d'intervenir pour quatre membres de l'association Equilibre, enlevés au Daghestan au cours de l'été 1997. En réalité, il s'agissait d'officiers de la DGSE qui avaient été kidnappés avant d'être « revendus » en Tchétchénie à des demandeurs de rançon professionnels. Je les ai sortis quarante-huit heures avant qu'ils ne soient tués, mais il a fallu payer une rançon. Olivier Schrameck [directeur du cabinet de Lionel Jospin avait remis à Raymond Nart [ancien numéro deux de la DST] deux sacs noirs contenant 3,5 millions de dollars exactement. Nart est parti avec à Moscou, où il a remis l'argent, avant de ramener les quatre otages à Paris.

Propos recueillis par

Dans ses rapports à l'Elysée, Jean-Charles Marchiani détaillait trois mois de tractations

A EN CROIRE les différents rapports qu'il a remis à l'époque à la présidence de la République, Jean-Charles Marchiani est intervenu à compter de la fin septembre 1995 en faveur du capitaine Frédéric Chiffot et du lieutenant José Souvignet, deux pilotes français dont l'avion avait été abattu au-dessus de la Bosnie le 30 août. Dès le 3 octobre, M. Marchiani indique dans une note destinée à M. Chirac que les deux militaires, donnés pour morts par la DGSE, sont détenus dans un bourg situé à la sortie de Han Pijesak, près de Sarajevo, en Republika Srpska (RS). L'entité serbe de Bosnie, dirigée par Radovan Karadzic inculpé depuis 1996 pour génocide par le tribunal pénal international (TPI) - n'étant pas reconnue par la France, M. Marchiani indique alors que le meilleur moven de faire pression sur les ravisseurs, qu'il sait liés aux dirigeants de la RS, est d'agir ment yougoslave de Slobodan Milosevic, soit sur les services secrets russes, dont les responsables avaient formé, du temps de l'URSS, bon

rend à Belgrade, où il rencontre le chef des services secrets de Slobodan Milosevic. Il découvre que ces derniers n'ont pas l'autorité qu'il imaginait sur les Serbes de Bosnie et apprend que, outre M. Karadzic, les négociations doivent se faire avec Ratko Mladic, chef des militaires de Bosnie - également poursuivi pour génocide par le TPI. Les 5 et 6 octobre, M. Marchiani, accompagné d'Arcadi Gaydamak, dont il a besoin pour obtenir l'appui du FSB (l'ex-KGB), se rend à Moscou, où il consulte les archives des services secrets. Elles révèlent que le général Mladic, compte tenu des stages qu'il avait effectués au KGB, serait sans doute très sensible à une approche russe. Le duo décide alors de partir pour la Yougoslavie, avec un colonel du FSB, Vladimir Koulitch. Arcadi Gaydamak prend en charge les deux tiers des frais, soit environ 2 millions de francs. L'Elysée finance le reliquat sur ses fonds spéciaux, soit 900 000 francs.

nombre des dirigeants de la RS.

Début octobre, M. Marchiani se

Courant octobre, les discussions, qui se déroulent à Belgrade mais surtout à Pale, capitale de la RS, achoppent sur un point essentiel: le général Mladic exige une reconnaissance officielle de la Republika Srpska par Paris. M. Marchiani, conformément aux instructions qu'il a reçues de Jacques Chirac, oppose

une fin de non-recevoir. Dans le même temps, la DGSE continue d'indiquer à la présidence de la République que les otages sont sans doute morts. Une note du 30 octobre 1995 indique ainsi: « Selon une source proche de Belgrade, les pilotes français auraient été tués peu de temps après leur capture par une bande armée d'irréguliers serbes de Bosnie. »

LE PONT SUR LA DRINA

A la mi-novembre, le général Gallois, qui connaît Ratko Mladic, se rend à son tour à Pale. Le militaire serbe réitère son souhait de voir la RS reconnue officiellement, ce dont Pierre-Marie Gallois rend compte à M. Chirac. Au même moment, les interlocuteurs de M. Marchiani indiquent qu'ils sont prêts à rendre les d'état-major des armées françaises, le général Jean-Philippe Douin, vienne les récupérer sur le territoire de la RS, en présence du général Mladic. Craignant que cela ne s'apparente à une reconnaissance de fait de l'enclave serbe, M. Marchiani propose que les pilotes soient libérés près de Zvornik, sur le pont qui enjambe la Drina, frontière entre la RS et la Yougoslavie.

Le 4 décembre, les proches de Mladic donnent leur accord. Le 11 décembre, M. Marchiani se rend à Pale, où il va discuter toute la nuit avec Radovan Karadzic des modalités de la libération des pilotes. Le dirigeant serbe donne son accord pour que la remise des deux officiers ait lieu sur le pont et téléphone au général Mladic. Mais, entretemps, ce dernier a appris par le général Douin que Jacques Chirac avait finalement accepté que la libération se déroule à Zvornik même, soit en territoire RS. Contrarié, M. Marchiani ne peut que s'incliner. Ce 12 décembre, MM. Chiffot et Souvignet sont remis à Zvornik au général Douin, à 15 h 30, qui accepte de poser en photo en train de serrer la main du général Mladic. Quelques heures plus tard, les pilotes, accompagnés de Jean-Charles Marchiani, sont accueillis à l'aéroport de Villacoublay par Jacques Chirac.

Philippe Séguin invite la droite à parler des choses qu'« on n'ose pas dire » sur le début du septennat

Le député des Vosges, qui participera, samedi à l'Elysée, à la première réunion de préparation de la présidentielle, veut assumer le bilan de M. Chirac, pour laisser celui-ci développer son projet

L'HISTOIRE circule déjà au RPR. Dans la perspective de sa première intervention publique dans la campagne présidentielle, effectivement programmée vendredi 25 janvier à Troyes, Philippe Séguin montre la première trame de son discours à l'un de ses fidèles. « Vous citez le nom de Jacques Chirac une fois », observe celui-ci. « Ah bon, vous trouvez que c'est trop? », aurait répondu le député des Vosges.

En fait, l'ancien président du RPR s'apprête bel et bien à apporter son soutien au président de la République. Il participera, samedi 26 janvier à l'Elysée, au même titre que les autres dirigeants de l'opposition, à la première réunion politique destinée à préparer la campagne de M. Chirac. La veille, quitte à déplaire à certains « béni-oui-oui », il aura rodé son propre message : assumer le bilan du septennat, y compris les aspects les plus décevants, pour laisser le candidat développer son projet.

En se rendant à Troyes, M. Séguin répond à l'invitation du maire, François Baroin, porteparole dans le premier gouvernement d'Alain Juppé, et à celle du président des Amis de Jacques Chirac, Bernard Pons. Ce dernier avait déjà tenté, à la mi-décembre, d'introduire M. Séguin dans le dispositif de soutien à la candidature de M. Chirac, mais la réunion, prévue à Lille, avait finalement été annulée à la suite d'une intervention directe du président de la République (Le Monde du 20 décembre 2001). Quelques semaines plus tard, M. Pons récidive donc, avec ce commentaire: « Il faut bien que quelqu'un dise que tout n'a pas été parfait au cours du septennat. » C'est là, en



Le
2 septembre
2001 à
Quimper,
Michèle
Alliot-Marie
recevait
Philippe
Séguin
et Nicolas
Sarkozy
à l'Université
d'été
des jeunes
du RPR.

effet, la mission, délicate, voire ingrate, qu'a acceptée plutôt de bonne grâce M. Séguin. Un quatrième comparse, lui aussi quelque peu critique sur la politique du gouvernement Juppé, devrait être de la partie: en meeting le même soir à Sens, dans l'Yonne, Nicolas Sarkozy a prévu de faire un détour par Troyes pour aller saluer son « ami » Philippe Séguin.

RETROUVER UNE « CRÉDIBILITÉ »

L'ancien président et l'ancien secrétaire général du RPR ont en commun une triple inquiétude. Ils estiment que M. Chirac ne peut pas faire une campagne à l'économie. Ils redoutent une dissolution de l'appareil RPR dans un éventuel « parti du président ». Ils s'inquiètent, enfin, de la crédibilité de la droite et de son candidat. Plutôt satisfait que l'éventuelle transformation de l'Union en mouvement (UEM) en parti politique ait été renvoyée au lendemain de l'élection présidentielle, M. Séguin estime que le balancier est reparti

trop loin dans un autre sens. Faisant mine de s'étonner des propos de Jérôme Monod, conseiller du président de la République, selon lesquels l'UEM doit garantir la « liberté de vote » au premier tour de la présidentielle, M. Séguin affirme : « Alors maintenant, on ne peut même plus dire qu'on est pour Chirac! »

Surtout, pour retrouver une « crédibilité », explique-t-il, il faut parler des choses qu'« on n'ose pas dire »: la période 1995-1997, où les chiraquiens tenaient tous les leviers de commande, et la dissolution de l'Assemblée nationale, à laquelle il était opposé. « Pour en sortir par le haut, il faut dire que la dissolution a été notre faute à nous tous. On n'y croyait plus vraiment. Alors, on a zappé. » De même, sur le bilan des deux premières années du septennat, M. Séguin se veut bon prince: « D'abord, il faut dire que des choses positives ont été faites, et ensuite expliquer qu'on fait généralement les choses les plus désagréables en début de mandat. >

Attendu par beaucoup pour faire contrepoids aux thèses avancées par Jean-Pierre Chevènement, le député des Vosges reconnaît qu'il y a « une déperdition » des voix de droite dans cette direction. « II ne faut pas s'étonner qu'il préempte le thème de la République, si on le lui abandonne. » Mais il demeure confiant : « Il faudra bien que Chevènement dissipe l'ambiguïté entre les deux tours. Il vaut donc mieux avoir préparé à l'avance le retour au bercail » des gaullistes séduits par l'ancien ministre.

PROGRAMME CLÉS EN MAIN

Fidèle à lui-même, M. Séguin cherche donc à « vendre » ce thème de campagne : « La reprise en main de notre propre destin. » Cela vaut sur le plan institutionnel, mais aussi vis-à-vis de la construction européenne et de la mondialisation. Cela signifie aussi la relance de la participation, l'entrée des salariés dans le capital de leur entreprise, la défense du système de protection sociale et celle de services publics modernisés, ou encore l'abandon de la « logique égalitaire » et du « traitement uniforme » qui prévalent dans l'éducation nationale. Bref, un programme quasiment clés en main est à disposition.

«Chirac est le seul à pouvoir gagner. Il est le seul à pouvoir porter ce discours, s'il le veut. Et il le voudra d'autant plus que nous le voudrons », assure M. Séguin. « A contrario », si le futur président de la République n'était là que « pour prendre en note les décisions des autres », à Bruxelles ou à Washington, alors M. Séguin juge, péremptoire que, pour de telles perspectives, « n'importe qui fera l'affaire ».

Jean-Louis Saux

Premier week-end de mobilisation générale autour de Jacques Chirac

Le président réunit son « comité de pilotage »

CE SERA le week-end des grandes manœuvres. Un week-end de lancement de campagne, tout entier concocté par l'Elysée, dans le bureau de Jacques Chirac. Samedi 26 janvier, le président réunit son « comité de pilotage », c'est-à-dire les hierarques gaullistes, centristes et libéraux qui vont relayer sa campagne (Le Monde du 25 janvier). Il y aura là, outre Jérôme Monod, conseiller du président, et Dominique de Villepin, secrétaire général de l'Elysée, Alain Juppé, Nicolas Sarkozy, Jean-Pierre Raffarin, Philippe Douste-Blazy, Michèle Alliot-Marie, Jean-Louis Debré, le président du Sénat Christian Poncelet, les présidents des groupes RPR et RI au Sénat, Josselin de Rohan et Henri de Raincourt, François Fillon et les futurs directeurs de campagne et porteparole du candidat Chirac: Antoine Rufenacht et Patrick Devedjian. Le commissaire européen Michel Barnier aurait dû en être, mais a renoncé pour un contretemps.

Même Philippe Séguin a été invité (*lire ci-contre*). Il sera là, à charge pour lui de rallier les déçus du chiraquisme qui gonflent aujourd'hui les bons sondages de Jean-Pierre Chevènement. Edouard Balladur, qui a lui aussi été convié, a décliné l'invitation. Il ne boude pas, assure son entourage, mais il a fait valoir « une réunion de famille ».

Dimanche à 18 heures, M. Chirac recevra aussi un groupe d'élus quadragénaires, qui devraient figurer les « chevau-légers de la campagne ». Parmi eux, notamment, les trois fondateurs de l'Union en mouvement, Renaud Dutreil, Hervé Gaymard et Dominique Bussereau, mais aussi Jean-François Copé, maître d'œuvre du programme du RPR, Henri Plagnol, Pierre Bédier, Dominique Perben,

Renaud Muselier, Christian Jacob, et l'une des rares femmes à en être, Roselyne Bachelot. Ceux-là sont déjà chargés de susciter les comités de soutiens, de faire venir du sang neuf dans les cercles chiraquiens et de cogner sur la gauche (*Le Monde* du 25 janvier).

DES SONDAGES INQUIÉTANTS

Le local de campagne, choisi dans le plus strict secret par l'Elysée, devrait leur être enfin dévoilé. Un grand espace, dans le 16° arrondissement de Paris, dont l'adresse a été jugée « trop bourgeoise », a été retoqué. Le QG devrait être à la frontière des 8° et 9° arrondissements, jugés plus en adéquation avec une campagne qui va surfer sur un triple slogan: « Autorité, liberté, partage ».

Jacques Chirac, qui était tenté de ne lancer sa campagne qu'à la fin du mois de février, a donc révisé une part de sa stratégie. Car les enquêtes, qui lui donnent au mieux 27 % des suffrages au premier tour, commencent à franchement inquiéter l'Elysée. Les conseillers du président ont rédigé une série de notes alarmistes, soulignant notamment combien les électeurs de droite continuent de porter un jugement sévère sur Jacques Chirac, notamment sur son honnêteté et sa crédibilité.

Par ailleurs, *Le Parisien* publie, vendredi, un sondage CSA qui souligne que 65 % des 1 000 personnes interrogées, les 23 et 24 janvier, veulent que les deux principaux candidats exposent « le plus tôt possible » leur projet. Et que 60 % souhaitent « un duel entre l'un des deux principaux candidats [Chirac ou Jospin] et un troisième homme ».

Raphaëlle Bacqué



RENAULT

Du 7 au 31 janvier LES 25 JOURS dCi

Pour l'achat d'un Kangoo 1.5 dCi, Renault vous offre 30 000 km de carburant sous forme d'une remise.

Soit 1 304,16 € d'économie (ou 8 554,73 F)

*Offre réservée aux particuliers sur les versions Kangoo à motorisation diesel 1.5 dCi, VP neufs, non cumulable, valable pour les commandes du 7 au 31 janvier 2002 dans les points de vente participants, sur la base d'un prix TTC moyen constaté du diesel à 79,04 € (518,47 F) les 100 litres en octobre 2001 (source DIMAH) et d'une consommation en cycle complet de 5,51 aux 100 km.

TEG 4,56%** sur 36 mois sur toute la gamme Renault

Cliquez, choisissez, rêvez sur www.rensult.fr

** Crédit DIAC : avec un apport comptant minimum de 10% sur toute la gamme Renault VP neufs et un montant financé égal ou supérieur à 2 250 € (soit 14 759,03 F). Exemple paur un montant financé de 5 000 € (soit 32 797,85 F), soit 36 mensualités de 148,87 € (976,52 F). Coût du crédit : 359,32 € (soit 2 356,98 F) dant frais de dossier : 50 € (soit 327,98 F). TEG annuel 4,56%, TEG mensuel 0,38%. Taux nominal 3,90 %. Sous réserve d'acceptation par la DIAC S.A au Capital de € 61 000 000 Siège social : 14 avenue du Pavé Neuf - 93 160 Noisy-le-Grand. Siren 702 002 221 RCS Bobigny. Offre réservée aux particuliers valable du 7 au 31 janvier 2002.

DANS LE RÉSEAU RENAULT

Le directeur de la Caisse nationale d'assurance-maladie va quitter son poste sur un conflit avec le gouvernement

Gilles Johanet refuse la hausse des honoraires des kinésithérapeutes. Ancien spécialiste de la protection sociale au PS, il juge la gauche trop timide sur la maîtrise des dépenses

GILLES JOHANET, directeur de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS), devrait quitter prochainement son poste sur un désaccord important avec la ministre de l'emploi et de la solidarité, Elisabeth Guigou, et le conseil d'administration de la CNAMTS: l'augmentation des honoraires des kinésithérapeutes. Longtemps spécialiste de la protection sociale au PS, et proche de Pierre Mauroy, il avait été nommé à la tête de la plus importante caisse de Sécurité sociale (près de 100 milliards d'euros versés à millions d'assurés) en juillet 1998, après avoir déjà occupé ce poste entre février 1989 et octobre 1993.

Le 23 octobre 2001, les trois caisses nationales d'assurance-maladie (salariés, agriculteurs, indépendants) ont voté à la quasi unanimi-

té le rétablissement de la valeur de la « lettre-clé » des « kinés », qui avait été réduite l'année précédente. La décision est approuvée par M^{me} Guigou le 11 janvier. M. Johanet refuse cette hausse de 6 centimes d'euro, au motif que les dépenses de ces professionnels ne sont pas maîtrisées. « Je ne serai pas le directeur qui mettra en œuvre cette décision, même si la ministre donne son agrément », prévient-il alors au conseil d'administration de la

Dans une lettre adressée le 18 janvier à M. Johanet, la ministre de la solidarité lui demande de « prendre dans les plus brefs délais les mesures pertinentes » et de « donner les instructions nécessaires à la mise en œuvre » de cette décision. Or M. Spaeth constate que son directeur, qui est tenu d'appliquer les décisions du conseil d'administration, refuse de donner l'ordre aux services informatiques de prendre les dispositions techniques nécessaires à l'application de la revalorisation.

M. Johanet lui a indiqué qu'il ne comptait pas démissionner, mais qu'il attendait que le gouvernement prenne lui-même cette décision en conseil des ministres. En un mot, qu'il assume. Car au-delà de l'affaire des kinésithérapeutes, c'est l'absence de véritable politique de maîtrise des dépenses de santé que le directeur de la CNAMTS n'a cessé de dénoncer, reprochant à M^{me} Guigou de n'avoir décidé aucune réforme d'envergure. De fait, l'objectif national de dépenses d'assurance maladie (Ondam), voté par le Parlement, n'a cessé d'être dépassé ces dernières années. Pour les seuls soins de ville, le dérapage a été de

3 milliards d'euros en 2001. Ce fort tempérament, parfait connaisseur des rouages de l'assurance-maladie, s'était déjà opposé à Martine Aubry, début 1999, quand il avait présenté un « plan stratégique » prévoyant 7,6 milliards d'euros d'économies par an, dont les trois quarts sur les hôpitaux et les médicaments. Le gouvernement avait rejeté ce plan soutenu par la CFDT et le patronat. Depuis des années, M. Johanet ne nourrissait plus d'illusion sur la volonté de la gauche d'améliorer la performance du système de santé. Si son départ se confirme, la nomination de son successeur en conseil des ministres interviendra dans les prochaines semaines. « La CNAMTS ne peut rester longtemps sans pilote », précise-t-on au gouvernement.

Jean-Michel Bezat

M. Douste-Blazy veut faire de Toulouse un laboratoire contre la délinquance juvénile

de notre correspondant régional

Depuis qu'il est maire de Toulouse, Philippe Douste-Blazy s'avoue « terrifié » : « La délinquance a changé de nature. Avant, la violence s'exprimait pour quelque chose, le vol ou autre chose. Maintenant, de plus en plus, c'est de la violence pure. On est passé d'une violence d'appropriation à une violence d'agression. Et les délinquants sont de plus en plus jeunes. C'est la chose la plus angoissante pour un maire et c'est un des enjeux majeurs pour notre société. »

« C'est le bon moment pour sortir du dogmatisme, des oppositions entre police et justice, maire et préfet, social et sécuritaire, prévention et répression », déclare M. Douste-Blazy, qui propose de faire de sa ville un laboratoire pour une politique de lutte contre la délinquance juvénile. Vendredi 25 janvier, il a rendu publiques des mesures à mettre en œuvre localement. Elles pourraient bien constituer un élément de programme pour un futur locataire de Matignon. « Il faut faire sentir le souffle de l'autorité et que la sanction soit au rendez-vous du délit », considère M. Douste-Blazy. Le maire de Toulouse veut encourager la mise en place d'une justice de proximité. Deux nouvelles Maisons de la justice et du droit, prononçant immédiatement des peines de réparation contre les petits délinquants, vont ouvrir dans l'agglomération, dans des bâtiments achetés par la communauté du Grand

Toulouse, ainsi qu'un Centre d'éducation renforcée proposant des formations aux jeunes récidivistes. « Il faudrait aller plus loin et instituer partout des juges de quartier, propose M. Douste-Blazy. Mais c'est une décision à prendre au niveau gouvernemental. »

« Une réponse strictement sécuritaire ne résoudra rien si on n'agit pas sur le fond », estime le maire de Toulouse. Aussi va-t-il lancer un plan d'action pour intervenir dès le plus jeune âge, en mettant à profit le temps périscolaire. Aujourd'hui, les enfants passent de plus en plus de temps à l'école. Certains y entrent à 7 h 30 et la quittent à 18 h 30. Pendant les longues heures d'interclasse, à la cantine ou en études, les enfants sont surveillés sans être pris en charge, abandonnés au stress, au bruit et à la violence des comportements. « Au cours des quatre prochaines années, nous allons installer dans chaque école toulousaine un centre de loisirs associé à l'école (CLAE), qui s'occupera des enfants pendant tout le temps qu'ils sont à l'école et leur apprendra la vie en communauté », promet M. Douste-Blazy. « Il n'y aura plus d'orphelins de 16 h 30. »

« RÉSIDENCES SCOLAIRES »

L'investissement est considérable : la municipalité pourvoira à la rémunération d'animateurs et au fonctionnement d'activités éducatives dans les 185 écoles primaires et maternelles de la ville, soit plusieurs centaines d'emplois et des

dizaines de millions d'euros - il faut actuellement un animateur pour douze enfants et le coût d'un CLAE est estimé en moyenne à 229 euros par enfant. Ces centres de loisirs auront pour mission de proposer des activités d'éveil et de sociabilisation : éviter la violence, donner des repères, respecter les valeurs, maîtriser les comportements, concourir à l'épanouissement. Quelques-unes ont déjà fait leurs preuves. Il s'agit de les généraliser, en collaboration avec les associations de parents et conformément au projet éducatif de chaque école.

Le maire de Toulouse veut aller encore plus loin avec la création de résidences scolaires pour les enfants défavorisés. Il propose d'ouvrir dans la ville des établissements qui, en accord avec les familles, accueilleraient en internat des enfants venus de quartiers où l'environnement social provoque leur exclusion du système scolaire: « Il y a de l'intelligence qui se perd, il faut faire repartir l'ascenseur de l'intégration à partir de

En décidant de « mettre l'argent là où il faut, pour s'occuper des enfants et éviter d'atteindre le point de non-retour de la violence », le maire de Toulouse veut montrer l'exemple. Dans un débat électoral où la sécurité occupe déjà une place de choix, il se positionne comme celui qui innove et agit.

Jean-Paul Besset

Les candidats à la présidentielle s'affichent sur Internet

Rencontre entre les webmasters des sites officiels

Le Monde INTERACTIF

LES CANDIDATS à la présidentielle s'échauffent par webmasters interposés. Ainsi, La Lettre de l'Expansion affirme que Jacques Chirac annoncerait sa candidature à l'élection présidentielle sur Internet. le 21 ianvier la rumei enfle et les utilisateurs espèrent que le Réseau jouera un rôle inédit dans la campagne électorale.

Le magazine Profession politique réunissait, jeudi 24 janvier, les maîtres d'œuvre des sites Web des candidats probables ou déclarés à l'Elysée. Et inaugurait, dans la salle multimédia de l'hôtel de ville d'Issy-les-Moulineaux, un combat cyberpolitique. Première à dégainer, l'extrême droite. « Le FN, avec les Verts, a été le premier parti sur le Net, bien avant les autres et trois ans avant Jospin », claironnait Martial Bild, le responsable de la communication du Front national. « Internet est un média important pour un mouvement comme le nôtre, car il nous permet d'accéder au public sans passer par le filtre déformant des médias traditionnels », assénait le webmaster du site de Bruno Mégret, rejoint par son frère ennemi du FN: « Sur Internet, on peut voir Le Pen plus que les dix secondes de LCI. » Et tous deux d'annoncer 10 000 à 20 000 visiteurs par jour sur leurs sites, quand ceux du PS ou du RPR en reconnaissent tout au plus 2 000!

« Contrairement au FN ou au MNR, nous ne cherchons pas à faire de la propagande mais de l'information », s'est défendu Pierre Gauttieri, le responsable du site d'Alain Madelin, dont il assure qu'il répond lui-même aux messages. Jean-Christophe Frachet, du Moudu ministre de l'agriculture afin qu'une confrontation puisse être organisée. Annoncée depuis plusieurs semaines, l'autorisation du conseil des ministres - condition imposée par la loi à l'audition d'un ministre en qualité de témoin - n'a pas encore été donnée. Dans l'attente, le juge Pons devait interroger, vendredi après-midi, l'ancienne épouse de M. Destrade. Selon l'avocat de ce dernier, celle-ci conteste avoir été informée de pressions exercées sur ce dernier pour le pousser à mettre en cause des personnalités du PS. Le magistrat pourrait aussi convoquer son prédécesseur, M. Lécué, devenu substitut au parquet de Paris.

Cette démarche, que M. Glavany

indiquait avoir entreprise « à la

demande d'Henri Emmanuelli »,

avait conduit l'avocat de M. Destra-

de, Me Thierry Sagardoytho, à

demander au juge la convocation

« ALLÉGATIONS »

Financement du PS: M. Destrade

assure avoir « sacrifié sa liberté

pour ne pas nuire à M. Jospin »

L'ex-député veut être confronté à Jean Glavany

L'ANCIEN député (PS) des Pyré-

nées-Atlantiques Jean-Pierre Des-

trade a subitement durci le ton à

l'égard des dirigeants socialistes.

Dans deux entretiens successifs,

accordés à RTL, jeudi 24 janvier, et

au *Figaro*, vendredi 25 janvier, le

personnage central de l'enquête

sur le financement du PS par les

grands groupes de distribution

commerciale a pris à partie le minis-

tre de l'agriculture, Jean Glavany,

et émis plusieurs menaces implici-

tes contre Lionel Jospin, à trois

« J'ai su, par fidélité, me taire pour préserver les "miens", au sens

politique du terme, en évitant que le

système mis en place bien avant moi,

et[auquel] j'ai participé, n'éclabous-

se le PS », déclarait-il ainsi dans Le

Figaro, ajoutant avoir, en 1995, lors-

qu'il fut placé en détention, « sacri-

fié [sa] liberté pour ne pas nuire à

Lionel Jospin ». Sur RTL, M. Destra-

de avait affirmé son « entière fidéli-

té au premier ministre » et rappelé

qu'il ne l'avait « jamais mis en cau-

se ». « Je pense poursuivre cette fidé-

lité dans son probable et prochain

qui reste conseiller général

(DVG) - trouve son origine dans la

lettre adressée par M. Glavany au

juge d'instruction de Pau, Thierry

Pons, le 14 novembre 2001, en gui-

se de « témoignage écrit » et sponta-

né. Le futur directeur de campagne

de M. Jospin y prenait la défense

d'Henri Emmanuelli, dont M. Des-

trade a assuré avec constance avoir

été l'émissaire auprès des grandes

surfaces, entre 1988 et 1992, lors-

que celui-ci était le trésorier du PS.

qu'il attribue à l'ex-épouse de

M. Destrade, M. Glavany évoquait

les pressions qu'aurait exercées sur

ce dernier, en 1995, le premier juge

d'instruction chargé de l'affaire,

Jean-Louis Lécué, afin d'obtenir la

mise en cause de M. Emmanuelli.

Le ministre de l'agriculture termi-

nait sa lettre en invoquant les

« troubles psychologiques graves », la « mythomanie » et la « relation

maladive et irrationnelle à l'argent »

dont souffrirait, selon lui, M. Des-

Rapportant des déclarations

combat politique », concluait-il. La colère de l'ancien député

mois de l'élection présidentielle.

S'indignant des « allégations » de M. Glavany, qu'il a considérées « d'autant plus graves qu'elles émanent d'un ministre en exercice, sur papier à en-tête de surcroît », M. Destrade a déclaré: « J'aurais préféré que certains de mes "amis" se gardent de tout propos diffamatoire [...] J'ai pu constater que certains d'entre eux avaient décidé de se laver les mains sur mon dos, oubliant totalement ma contribution sincère

Questionné à plusieurs reprises, durant l'instruction, sur la connaissance que pouvaient avoir les dirigeants du PS du « système » auquel il dit avoir pris part, M. Destrade a toujours certifié n'avoir eu de rapports, sur ce plan, qu'avec M. Emmanuelli. Lui-même interrogé en qualité de témoin, le 19 décembre, M. Jospin avait affirmé n'avoir « aucune connaissance » d'un financement occulte du parti dont il cessa d'être le premier secrétaire en mai 1988, soit au moment même où débuta la « mission » que M. Destrade assure avoir remplie (Le Monde du 1er décembre).

Hervé Gattegno

Les députés durcissent la législation contre l'esclavage moderne

Le texte ne sera pas transmis au Sénat d'ici à la suspension des travaux parlementaires, le 22 février

IL ne s'est écoulé que quelques semaines entre la publication du rapport de la mission d'information sur l'esclavage moderne (Le Monde du 14 décembre 2001), et l'adoption en première lecture, jeudi 24 janvier, par les députés, de la proposition de loi visant à lutter « contre les différentes formes d'esclavage aujourd'hui ». Il risque de s'écouler des mois avant l'adoption définitive du texte du PS, mes de la «traite des êtres humains »: quelque 12 000 prostituées, dont 60 % sont d'origine étrangère, des employés de maison exploités et des travailleurs clandestins. Jeudi soir, le gouvernement

n'avait pas l'intention d'inscrire le texte à l'ordre du jour du Sénat, « surchargé », d'ici à la suspension des travaux parlementaires, le 22 février, pour cause d'élections.

Le débat sur l'esclavage moderne intervient au lendemain de la décision de la Cour de cassation, le 23 janvier, cassant l'arrêt de la Cour d'appel de Paris qui, le 19 octobre 2000, avait diminué la peine à l'enfils du fondateur des éditions du Seuil, et de son épouse Aminata, poursuivis pour l'emploi d'une Togolaise sans papiers de 23 ans (Le Monde du 21 octobre 2000).

La proposition de loi reprend les

mesures qui sont préconisées par la mission d'information. Il définit la « traite des êtres humains » comme « le fait, en échange d'une rémunération ou de tout autre avantage ou d'une promesse de rémunération ou d'avantage, de recruter une personne, de la transporter, de la transférer, de l'héberger ou de l'accueillir, pour la mettre à disposition d'un tiers », afin de commettre « l'infraction de d'une peine de sept ans d'emprisonnement et d'une amende de 150 000 euros, de dix ans d'emprisonnement et 1,5 million d'euros si l'infraction était commise, notamment « à l'égard d'un mineur ».

Pour l'inciter à porter plainte et à coopérer avec la police, la victime, souvent en situation irrégulière, se verrait accorder un titre de séjour et de travail renouvelable. En matière de proxénétisme, les sanctions financières seraient alignées sur les dispositions réprimant le trafic de stupéfiants et le blanchiment d'argent sale. En outre, des mesures ont été intégrées par voie d'amendement la procédure de témoignage anonyme et l'allongement de la durée d'emprisonnement pour cause de proxênétisme, de cinq à sept ans, dans le projet de loi sur la sécurité quotidienne.

Cachez ce commerce du sexe que ie ne saurais voir... Plusieurs députés de droite, parmi lesquels Bernadette Isaac-Sibille (UDF, Rhône) et Lionel Luca (RPR, Alpes-Maritimes), ont tenté, en vain, de réintroduire la sanction de racolage passif. Marc Reymann (UDF, Bas-Rhin) a critiqué « le spectacle [qui] perdure devant les établissements scolaires ». L'ensemble de la gauche s'y est opposée. Cela reviendrait à « punir un peu plus les victimes ; esclaves des filières qui les emploient, elles subiraient en plus une contravention », a répliqué la rapporteure du texte, Christine Lazerges (PS, Hérault), qui a ajouté : « S'il y a des prostitués (...), c'est qu'il y a des clients. »

La ministre de la justice, Marylise Lebranchu, s'est prononcée en faveur du lancement, « au plus vite », d'une mission interministérielle. En revanche, elle s'est dite « réservée » sur la proposition visant à créer des pôles spécialisés comme il en existe en matière financière. Le gouvernement a fait adopter un amendement prévoyant une procédure spécifique « pour la recherche des personnes disparues ».

Clarisse Fabre

Catherine Frank, insistait, elle, sur l'opportunité que représentait la présidentielle « d'installer durablement Internet dans les pratiques militantes et démocratiques du PS ».

vement des citoyens, faisait savoir

que « Jean-Pierre Chevènement pré-

parait un gros coup sur son site pour

Xavier Moisan, le webmaster du

site du RPR, entretenait le mystère

autour de l'éventuelle annonce en

ligne de la candidature de Jacques

Chirac. La secrétaire nationale à la

la fête de l'Internet le 23 mars ».

LE PCF DÉCLINE L'INVITATION

Olivier Blondeau, sociologue et rédacteur en chef du site de Noël Mamère, expliquait, quant à lui, que le candidat Vert comptait sur Internet pour « faire sortir la politique de son confinement » et espérait que les contributions des internautes enrichissent son programme. Jacques Rodriguez, le chef de cabinet de Robert Hue, avait décliné l'invitation, jugeant que « réunir les webmasters des sites des candidats avait autant d'intérêt qu'une réunion entre leurs chauffeurs », tout en tenant à préciser que « le PC ne néglige pas Internet », puisque « Robert Hue inaugurera son site le 31 janvier ».

L'intérêt des Français pour cette forme de communication est cependant à relativiser. Dans un sondage CSA – réalisé par téléphone les 11 et 12 décembre 2001 auprès de 1 000 personnes de plus de 18 ans -, 78% des personnes interrogées affirment que les sites des candidats ne joueront aucun rôle dans leur choix et 83% avouent même n'avoir aucune intention de les consulter.

Stéphane Mandard



Quatre policiers d'Albi sont condamnés à des peines de prison ferme pour agressions sexuelles

Pendant un an, ils avaient à plusieurs reprises abusé, à son domicile et au commissariat, d'une jeune femme fragile qui craignait de perdre la garde de son enfant

LE TRIBUNAL correctionnel d'Albi (Tarn) a condamné, jeudi 24 janvier, à des peines de prison ferme quatre fonctionnaires de police âgés de 31 à 46 ans qui étaient accusés d'avoir abusé de leurs fonctions pour commettre, à l'encontre d'une jeune femme, des agressions sexuelles répétées. Trois de ces gardiens de la paix -Yvon Falcou, Thierry Lafon et Franck Marty - se sont vu infliger cinq ans d'emprisonnement ferme. Le quatrième, Michel Bonafe, a été condamné à une peine de trois ans dont dix-huit mois avec

Les juges d'Abi ont été au-delà des réquisitions prononcées lors du procès, le 13 décembre 2001, par le représentant du parquet, qui avait demandé une peine maximale d'emprisonnement ferme couvrant les trois mois de détention provisoire effectués. « Les actes reprochés concernent des policiers dont le rôle est de garantir l'ordre public, et leur comportement dans cette affaire est inadmissible », a souligné le tribunal dans sa décision.

Vulnérable et fragile, la victime, âgée de 20 ans, avait porté plainte, le 29 janvier 2001, après une tentative de suicide et une hospitalisation dans un service psychiatrique pendant laquelle elle s'était con-

fiée au personnel médical. Entre fin 1999 et fin 2000, la jeune femme a raconté avoir fait appel à de nombreuses reprises au commissariat d'Albi, à la suite de menaces et de violences de son ancien compagnon. Au cours de cette période, elle a affirmé avoir eu avec les policiers des relations sexuelles qu'elle n'était pas en mesure de refuser, de peur de perdre la garde de son enfant. Ces rapports ont notamment eu lieu à son domicile et dans les locaux du commissariat.

Les policiers ont d'abord nié les faits, avant de les reconnaître partiellement. Mais ils ont toujours affirmé avoir agi avec le consentement de la jeune femme, l'accusant d'être une fille facile. « C'était un dérapage et, si elle avait refusé, ça ne serait pas arrivé, a soutenu l'un des policiers lors du procès. Nous l'avions perçue comme une personne très libérée sexuellement. Dans cette affaire, il n'y a jamais eu de viol. »

La condamnation prononcée par le tribunal d'Albi devrait dissiper le sentiment de malaise suscité par le refus des policiers de reconnaître la gravité des faits et par les doutes émis sur la volonté de la justice de les sanctionner à leur juste mesure.

Mis en examen, en mars 2001, pour « viol par personnes abusant de l'autorité que leur confèrent leurs fonctions », les fonctionnaires de police avaient été suspendus à l'issue de l'enquête menée par l'inspection générale de la police nationale (IGPN). Mais ils avaient bénéficié d'une requalification des faits en agressions sexuel-

« Il s'agit de policiers de base, pas très malins », reconnaît leur avocat

les, débouchant sur un procès en correctionnelle et non aux assises. Le procureur de la République, Henri Perret, s'insurge contre l'interprétation de cette décision comme une volonté d'indulgence. « L'affaire a suivi un traitement et une marche exemplaires, soutient M. Perret, en soulignant la rapidité de la procédure. Et, dès le début, nous avons fait appel d'une décision de mise en liberté des policiers sous contrôle judiciaire. »

M° Jean Colomès, défenseur de la jeune femme, se montre satisfait du traitement judiciaire de l'affaire. « La requalification des faits ne m'a pas scandalisé, sinon j'aurais fait appel. Devant une cour d'assises, vu les circonstances et la personnalité de la jeune femme, il y avait un risque d'acquittement, explique l'avocat. L'essentiel, c'est que les policiers aient été sanctionnés et que la parole de la jeune femme ait été prise en comp-

«Il s'agit de policiers de base, pas très malins, qui ont vécu leurs fantasmes en abusant de la situation sans mesurer l'état psychologique de la personne, reconnaît l'avocat des policiers, Me Simon Cohen, qui compte faire appel de la décision du tribunal d'Albi. Mais on ne peut dire qu'il y ait eu viol sous la contrainte. Le jugement est incompréhensible et illogique. » Pour Me Colomès, l'avocat de la jeune femme, «les policiers ont usé et abusé de leur autorité pour obtenir ce qu'ils voulaient, même si la victime n'a jamais dit avoir été contrainte physiquement à des relations sexuelles. Ce dossier, c'est celui de la misère morale. Et, finalement, on la trouve là où on s'y attendrait le moins, chez les poli-

> Frédéric Chambon et Véronique Durand (à Albi)

Trois heures de mutinerie à la maison centrale de Poissy

UNE MUTINERIE a éclaté, jeudi 24 janvier, à la maison centrale de Poissy (Yvelines), avant d'être maîtrisée en début de soirée par la police, sans faire de blessés. Le mouvement, qui a duré près de trois heures, a commencé en fin d'après-midi par une altercation entre un prisonnier et un surveillant, dans une zone où se trouvaient 80 détenus. Les surveillants sont intervenus pour porter secours à leur collègue, pendant que des prisonniers s'emparaient des clés et mettaient le feu au gymnase et à la bibliothèque. Les mutins se sont finalement rendus, mais les dégâts, selon l'administration pénitentiaire, sont importants.

Le Sénat remanie le projet de loi sur la démocratie de proximité

APRÈS UN DÉBAT de trois semaines, le Sénat a adopté, jeudi 24 janvier, en première lecture, le projet de loi sur la démocratie de proximité. La majorité de droite a approuvé un texte largement remanié par rapport à la version approuvée le 25 juin 2001 par l'Assemblée nationale. Les sénateurs socialistes ont choisi de s'abstenir alors que les communistes ont émis un vote négatif. « *La formulation* [du Sénat] *vide de sa substance notre réforme* », a déclaré le ministre de l'intérieur, Daniel Vaillant. Le Sénat a refusé de rendre obligatoire la création des conseils de quartiers et l'élection au suffrage universel direct des membres des établissements publics de coopération intercommunale. A l'inverse, la questure de la Ville de Paris a été rétablie.

Marseille : un autre maire suspend les attestations d'accueil des étrangers

UN DEUXIÈME MAIRE de secteur de Marseille, le RPR Bruno Gilles, a annoncé, mercredi 23 janvier, qu'il allait suspendre la délivrance d'attestations d'accueil permettant aux étrangers d'obtenir un visa. Bruno Gilles, maire du 3° secteur, a indiqué que cette suspension se poursuivrait « jusqu'à la mise en place par l'Etat de moyens suffisants de contrôle et de surveillance de ces dossiers ». Il affirme que sa mairie « a connu l'année dernière une hausse de 70 % de ces demandes d'attestation d'accueil ». Le maire du 1er secteur de Marseille (1er et 7° arrondissements), le député (DL) Jean Roatta avait déjà annoncé cette semaine une mesure similaire. L'ancien député de la circonscription, Philippe Sanmarco (DVG), a dénoncé un « pauvre signe racoleur adressé à l'électorat d'extrême droite » avant les législatives.

DÉPÊCHES

■JUSTICE: la cour d'assises de l'Isère a condamné, jeudi 24 janvier, à dix-huit ans de réclusion criminelle Florent N'Guyen et Grégory Sève, reconnus coupable de l'assassinat de Yassine Manaa, dont le corps putréfié, lardé de quatre-vingts coups de couteau, avait été retrouvé, en mars 1999, dans le puits d'une maison en ruine de Luzinay, dans l'Isère (*Le Monde* du 25 janvier). Poursuivis pour complicité de ce crime, Yannick Hadjadj et Issam Frihi se sont vu infliger quinze ans de réclusion criminelle. Un cinquième accusé, Gilbert Rosati, a été relaxé du délit connexe de « non-dénonciation de crime ».

La cour d'appel de Paris a confirmé, jeudi 24 janvier, la relaxe de Pinstitutrice Françoise Nanssot, poursuivie pour « homicide involontaire par défaut de surveillance » (Le Monde du 22 septembre 2001) après la mort d'un de ses élèves, qu'elle avait autorisé à aller seul aux toilettes. Benjamin Duwelz, dix ans, avait été retrouvé sans vie, la tête enserrée dans l'essuie-mains.

Six membres du bureau du Syndicat de la magistrature (SM, gauche) ont été mis en examen, jeudi 24 janvier, par le juge Jean-Paul Valat pour « complicité de diffamation » envers Charles Pasqua. Le président du Rassemblement pour la France (RPF) avait porté plainte après la publication, en avril 2001, d'un communiqué où le SM se félicitait de l'ouverture de deux informations judiciaires sur le financement du RPF et sur la campagne électorale de M. Pasqua lors des élections européen-

nes de 1999.
■ POLÉMIQUE: François Hollande a estimé, jeudi 24 janvier, que « le poison du ridicule [avait] déjà terrassé Jean-Louis Debré ». Le premier secrétaire du PS réagissait à l'entretien accordé par le président du groupe RPR de l'Assemblée nationale au Monde du 25 janvier, dans lequel il affirmait voir derrière la résurgence des affaires un « chef d'orchestre ». « A qui Jean-Louis Debré fera-t-il croire que la résurgence des affaires ces derniers jours est en définitive une campagne lancée à l'initiati-

ve du PS, voire du premier ministre lui-même ? », a affirmé M. Hollande.
■ INTERMITTENTS : les sénateurs ont prorogé, jeudi 24 janvier, le régime spécifique d'assurance chômage des intermittents du spectacle jusqu'au 30 juin, en adoptant une proposition de loi déjà votée par les députés en première lecture, mais sans date-butoir. Une commission mixte paritaire se réunira le 29 janvier pour tenter de trouver un terrain d'entente entre les deux Assemblées.

■ MONTAGNE: les recherches ont été abandonnées, jeudi 24 janvier, pour tenter de retrouver Godefroy Perroux, guide de montagne de 45 ans, emporté la veille par la chute d'une cascade de glace qu'il était en train de gravir, aux Houches, près de Chamonix (Haute-Savoie).

Deux jeunes gens écroués à Avignon après le meurtre d'une « Supermamie »

DEUX JEUNES GENS de 16 et 18 ans ont été mis en examen jeudi 24 janvier à Avignon pour le viol et le meurtre, le 7 janvier, d'une grandmère de 69 ans, Marie-Andrée Fesquet, élue Supermamie Provence-Alpes-Côte d'Azur en 1998. Le jeune majeur a été mis en examen par le juge Jean-Claude Pierru pour « meurtre sur une personne vulnérable » et « viol avec actes de torture et de barbarie », le plus jeune pour « complicité ». Ils ont tous deux été écroués.

C'est une de ses amies qui avait donné l'alerte, le 8 janvier au matin, en découvrant Marie-Andrée Fesquet morte dans son salon, rouée de coups, la tête fracassée et couverte de sang. L'ancienne aide-soignante, mère de cinq enfants, grand-mère et arrière grand-mère, passait ses journées à animer des soirées dans des maisons de retraite en interprétant, avec son association Vivre et chanter, Edith Piaf, Mireille Mathieu ou Georgette Lemaire, et était bien connue dans la région. L'autopsie a révélé

qu'elle avait été violée avec un micro, probablement trouvé sur place ; elle aurait agonisé plusieurs heures avant de succomber à des hémorragies internes.

Un premier « témoin essentiel » avait été placé en garde à vue une trentaine d'heures à la mi-janvier, un septuagénaire, chanteur d'art lyrique et voisin de Supermamie, mais il avait été mis hors de cause par les analyses d'ADN, qui laissaient penser qu'il y avait eu plusieurs agresseurs. Finalement, « les langues se sont déliées » dans le quartier, a indiqué jeudi 24 janvier Stanislas Vallat, le substitut du procureur d'Avignon, et la police judiciaire a interpellé un jeune de seize ans, originaire de Beauvais, dans l'Oise, voisin de Marie-Andrée Fesquet dans ce quartier d'Avignon.

Le mineur a reconnu le crime pendant sa garde à vue et a mis en cause un autre jeune de 18 ans, Jamel Boumajan, qui aurait été convaincu que la dame cachait 50 000 francs chez elle.

L'intérieur de son pavillon de la rue du Gai-Savoir a effectivement été retourné, mais «il n'y aurait pas eu vol », a indiqué jeudi le chef de la police judiciaire d'Avignon, Guillaume Le Magnen. Les deux jeunes n'auraient pas eu initialement l'intention de tuer, et, si la police a été frappée par leur « aplomb » pendant la garde à vue, leur profil de petit délinquant cadre mal avec la sauvagerie du meurtre. Leur casier judiciaire est vierge, mais ils étaient tous deux « connus des services de police ». Jamel Boumajan avait été arrêté après le crime, le 14 janvier, pour le vol avec violence d'un scooter devant un collège d'Avignon, et il était convoqué devant le tribunal correctionnel. Le plus jeune avait été mis en cause en avril pour un recel de vol puis en décembre pour un cambriolage, et il était convoqué dans quelques mois devant le tribunal pour enfants.

Franck Johannès

Quelque 5 000 enseignants ont manifesté à Paris

Ils réclament « des embauches », « des moyens », l'abandon des réformes « inutiles » et la RTT

EN TÊTE du cortège, des professeurs des écoles parisiennes farouchement opposés au projet « hypocrite » de réforme des rythmes scolaires dans la capitale. Derrière, des conseillers principaux d'éducation (CPE) qui refusent d'être les « dindons de la farce » de la réduction du temps de travail (RTT). leurs côtés, des personnels administratifs et techniques qui dénoncent les conditions d'application « inacceptables » de la RTT au sein du ministère de l'éducation. Plus loin, des enseignants qui demandent, pêle-mêle, des « moyens supplémentaires », l'abandon des réformes « inutiles » au collège et la réduction de leur charge de

Défilant avec quelque 5 000 autres enseignants entre la place du Châtelet et le boulevard des Italiens, à Paris, Mélanie, 26 ans, professeur d'histoire-géographie dans un collège de Bobigny, veut des « embauches ». « Le problème, ditelle, c'est que les gens pensent qu'on ne bosse pas. » « Ils voient nos 18 heures de présence devant les élèves », glisse sa collègue d'an-

glais et voisine de manifestation. «Et pensent à nos vacances», ajoute la conseillère principale d'éducation du collège. « Mais ils ne voient pas la fatigue, souligne une troisième enseignante du même établissement. Ils ne voient pas combien une heure de classe apprendre est épuisante. » Selon eux, les tâches des enseignants se sont multipliées. La vie dans les établissements s'est dégradée. Le niveau des élèves a baissé. Leur motivation pour les cours s'est affaiblie. Et ce ne sont pas les « bricolages » du ministère qui permettront d'y faire face. Les dernières réformes lancées par Jack Lang sont, au mieux, jugées inapplicables. Elles sont, au pis, considérées comme dangereuses. « Jack Lang a diminué les horaires d'enseignement en français alors qu'on se trouve parfois avec des élèves non francophones en sixième!», s'indigne Muriel, professeur de lettres à Bobigny.

Sous une banderole proclamant que son collège est en grève, Hélène, 30 ans, conseillère principale d'éducation à Clamart, se désole, de son côté, de la répétition des « incivilités ». « Aujourd'hui, un élève de sixième qui veut devenir une star dans sa classe rend copie blanche à chaque devoir. Vous croyez que c'est simple à gérer ? »

de travail, comme pour les Atoss, si ça conduit l'Etat à se comporter comme Michelin, en rognant sur le moindre quart d'heure de pause, ça n'a pas de sens. » Encore moins, insiste l'enseignant, si le ministère cherche à introduire la notion de

Une mobilisation inégale

La grève lancée jeudi 24 janvier par les cinq principales fédérations syndicales de l'enseignement (FSU, UNSA, CFDT, CGT, FAEN) a été suivie, selon le ministère, par 29,2 % des personnels de l'éducation nationale (toutes catégories confondues). C'est dans le premier degré que la mobilisation a été la plus marquée, avec 40 % des enseignants en grève, entraînant la fermeture d'un quart des écoles maternelles et élémentaires. La participation était de 30,57 % dans les collèges, de 23,15 % dans les lycées d'enseignement général et technologique, de 21,41 % dans les lycées professionnels et de 18,96 % parmi les personnels administratifs et techniques (Atoss).

Plusieurs rassemblements ont eu lieu à travers la France. A Paris, la manifestation intersyndicale a réuni 3 100 personnes selon la police et 5 000 selon les organisateurs, soit à peine plus que celle du 10 décembre 2001, organisée par la seule FSU. En province, plus de 4 000 enseignants ont manifesté à Marseille, un millier à Toulouse, Lyon et Rennes, et 600 à Quimper.

Dans le cortège, un syndicaliste animateur tente de faire chanter la foule. L'air choisi est difficile à reprendre mais des courageux s'y essayent :« Au collège, il y a du travail! A l'extérieur, il y a des chômeurs! Embauchez!» Une autre sono diffuse un slogan encore plus rassembleur: «La RTT pour tous! » Mais à condition, nuancent les manifestants, que cette réduction de la charge de travail ne s'opère pas à effectifs constants, comme pour les personnels Atoss, ces agents de service qui font tourner l'administration ou entretiennent les locaux. «La loi sur les 35 heures est censée être une loi de progrès social, explique Jean-Claude, 38 ans, professeur de lycée professionnel en Seine-et-Marne. Si ça sert à aggraver les conditions

productivité, une idée qui « n'a rien à voir avec le service public ».

L'absence de négociations sur la RTT des enseignants navre Christian, instituteur remplaçant dans le 11e arrondissement. Il n'avait plus fait grève depuis 1995 et les manifestations contre les projets de réforme de la Sécurité sociale. Il est venu dénoncer le projet de modification des rythmes scolaires à Paris et exiger, dans la foulée, une revalorisation du statut d'enseignant. « Il y en a marre d'être corvéable à merci. On n'a jamais d'augmentation. Pas de treizième mois. Pas de comité d'entreprise, s'insurge-t-il. Et avec ça pas de réduction du temps de travail? Et vous pensez qu'on peut laisser faire? »

Luc Bronner

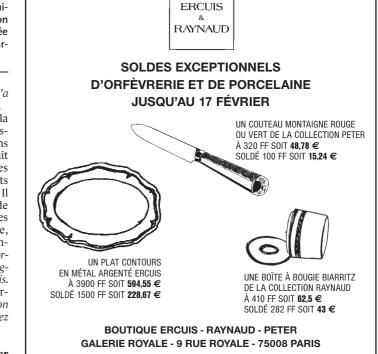


Finsbury PROMOTIONS The Smart Shoes HIVER

Chaussures de Luxe - Fabrication artisanale -Très vaste choix en demi-pointure et plusieurs largeurs - Montage cousu "Goodyear Véritable".

Réductions sur tous les modèles

- 22, avenue de l'Opéra, 75001 Paris
 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- 3, rue de Rivoli, 75004 Paris
- 112 bis, rue de Rennes, 75006 Paris



CARNET

DISPARITION

■ JEAN-MARC SALINIER, ancien député (PS) de l'Essonne, vice-président du conseil général de l'Essonne, chargé de la culture et des sports, est mort à l'âge de 56 ans. dimanche 20 janvier, à son domicile des Ulis (Essonne), des suites d'un malaise cardiaque. Né le 3 mai 1944 à Libourne (Gironde), cadre supérieur à La Poste, Jean-Marc Salinier était conseiller municipal des Ulis depuis 1983 et premier adjoint depuis 1989, et il était conseiller général du canton des Ulis depuis 1988. Il avait été député de la 5^e circonscription de l'Essonne de décembre 1995 à mai 1997.

A LIRE EN LIGNE

Retrouvez sur le site Internet du Monde (www.lemonde.fr/carnet) le détail des nominations, l'essentiel des lois, décrets et décorations parus au Journal officiel, ainsi aue les adresses des sites publiant des documents significatifs.

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du mercredi 23 janvier sont publiés:

- Corse: la loi relative à la Corse, ainsi que la décision du Conseil constitutionnel la concernant.
- Nés sous X : la loi relative à l'accès aux origines des personnes adoptées et pupilles de l'Etat.

NOMINATIONS

Le conseil des ministres de mercredi 23 janvier a approuvé une série de promotions et nominations dans les armées, notamment :

Le général de division Claude Lepetit est nommé major général de la gendarmerie ; il remplace le général de corps d'armée Marie-Jean Rivière qui est élevé au rang et à l'appellation de général d'armée et nommé inspecteur général

DOCUMENTS OFFICIELS

La Mairie de Paris diffuse le rapport de l'inspection générale de la Ville de Paris sur la gestion du Parc floral de Paris situé dans le bois de Vincennes.

www.mairie-paris.fr/Parisweb/FR/hotel /CONFERENCES/mandature_actuelle /rapport_parc_floral /ParcFloralRapport2001bis.pdf

AU CARNET DU « MONDE »

Anniversaires de naissance

Sarah,

Tu as pris ton envol.

Nous en sommes très fiers.

Bon anniversaire.

Beaucoup de bonheur pour de multiples autres vingt ans.

Nous t'aimons tant.

Tes parents et ton frère.

CARNET DU MONDE Fax: 01-42-17-21-36

Téléphone: 01-42-17-39-80 01-42-17-38-42

01-42-17-29-96 e-mail:carnet@mondepub.fr

- Aix-en-Provence.

Marianne, Martine, Christiane, M. et Mme Dominique Frachon. M. et M^{me} Bruno Roger,

M. et Mme Philippe Bérenger, ses filles et ses gendres, Félix Frachon, Laure Dujarric de la Rivière,

Marc Dujarric de la Rivière, Virgile Bérenger, ses petits-enfants,

John Lithiby, son frère,

Pierre Goutal.

Ainsi que ses belles-sœurs, ses neveux et ses nièces, ses petits-neveux et ses petites-nièces Et toute sa famille anglo-américaine,

ont la grande tristesse de faire part du

Jane AUBLET, née LITHIBY,

survenu le 23 janvier 2002, dans sa

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 28 janvier, à 14 h 15, en l'église Saint-Jean-de-Malte, à Aix-en-Provence.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Grand-Saint-Jean, à Puyricard, commune d'Aix-en-Provence.

Jane Aublet, veuve de Félix Aublet, disparu il y a vingt-quatre ans, le 25 janvier 1978, a consacré ses dernières années à la préparation des expositions de l'œuvre de Félix Aublet, présentée l'été dernier dans les musées d'Aix-en-Provence.

Bruxelles, 50, avenue de Mont-Joie, Uckkle 1180. 88, rue de Grenelle. 75007 Paris. 855, Chemin de la Guiramande, Campagne Olive. 13090 Aix-en-Provence.

 Les lecteurs de poésie, Les amis du Nicaragua

ont appris avec une profonde tristesse le décès, dans sa quatre-vingt-dixième année, à Managua, le 2 janvier 2002, de

Pablo Antonio CUADRA (PAC).

Emprisonné par Somoza, directeur du journal d'opposition La Prensa, il condamna également les excès du sandinisme.

Poète, en 1929 il ouvre à l'universel un Nicaragua provincial et sclérosé, avec le Mouvement d'avant-garde. Poésie, théâtre, récits, essais et engagement politique répondent à son exigence d'humanisme et font de lui le successeur de Ruben Dario. Son pays lui a reservé des funérailles nationales.

« Soy lo sido. Por hombre, verdadero. Soñador, por poeta, y estrellero. Por cristiano, de espinas coronado. » (Poèmes. Edition bilingue. L'Harmattan, 1999).

 Marie-Claire Cantrelle, Renée Loesekrug, Robert Ferrito,

ses enfants.

Ses petits-enfants, Et arrière-petits-enfants, Sa famille et ses nombreux amis. ont l'immense tristesse de faire part que

Mme Paule Marie FERRITO, née PIETRI,

a quitté ce monde, pour qui elle s'est tant battue, le 19 janvier 2002.

Les obsèques auront lieu à Borivoli (Corse), le dimanche 27 janvier.

> « Personne ici-bas ne finit ni n'achève (...) Tout commence en ce monde, et tout finit ailleurs.

- Mme et M. Françoise et Gilbert Décès

Rastouin, Mme et M. Martine et Pierre Bompar, Mme et M. Danièle et Marc Rappanello,

Mme et M. Marie-Josée et Claude Perrier

et leurs enfants. ont la douleur de faire part du décès de

Mme Mireille BROSSARD,

survenu le 23 janvier 2002, à l'âge de soixante-huit ans.

La cérémonie sera célébrée le 28 janvier, en l'église Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle, à Paris-15e, à 10 h 30.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Bessèges (Gard), le mardi 29 janvier, à 15 heures.

- Gérard Violette

Et l'équipe du Théâtre de la Ville ont la douleur de faire part du décès, survenu le mercredi 23 janvier 2002, dans sa soixante-neuvième année, de leur amie

Mireille BROSSARD,

au service du Théâtre de la Ville depuis 1967, administratrice jusqu'en 1996.

Une cérémonie religieuse aura lieu le lundi 28 janvier, à 10 h 30, en l'église Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle, 10, rue du Docteur-Roux, Paris-15e.

- Aix-en-Provence.

Sabine Clément, Ses enfants et ses dix-huit petits-

enfants Les familles Clément, Fargette, Rey, Sainsaulieu, Viénot

ont la tristesse de faire part du décès de

René CLÉMENT,

chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur général de la Société du canal de Provence.

survenu le mercredi 23 janvier 2002.

Une cérémonie religieuse est célébrée le samedi 26 janvier, en l'église Saint-Jean-de-Malte, à Aix-en-Provence, à

L'inhumation a lieu à Motz, en Savoie, à 16 heures

Le Pel, chemin Poilroux. quartier des Trois-Bons-Dieux. 13100 Aix-en-Provence.

- Elisabeth Mouton, son épouse,

Béatrice, Christine, Frédérique, Francoise. ses filles,

Dominique, Alfonso, Michel, Renzo, ses gendres,

Mélanie, Arthur, Mateo, Elisa, Clémentine, Antoine, Lucas et Giulia, ses petits-enfants,

Raoul, son frère,

Et sa famille.

Tous ses cousins, amis, collaborateurs et ceux qui l'ont accompagné pendant sa longue maladie

ont la tristesse de faire part du décès de

Jean MOUTON,

ingénieur géophysicien, ancien directeur de la Compagnie méditerranéenne de prospection (Italie).

survenu le 20 janvier 2002, à l'âge de soixante-seize ans, à Saint-Agrève

Une messe d'adieu a été célébrée dans l'intimité le 22 janvier, en l'église de Saint-Agrève.

Cet avis tient lieu de faire-part

 L'Association Emmaüs a la grande tristesse de faire part du

Michel LEFEBVRE,

président honoraire de l'Association Emmaüs, chevalier de la Légion d'honneur.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 29 janvier 2002, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-du-Sacré-Cœur, rue Cécile, à Maisons-Alfort.

- Lyon.

son petit-fils,

Ses enfants, petits-enfants et arrièrepetits-enfants ont la douleur de faire part du décès de

Robert LORIOT,

survenu dans sa quatre-vingtième année, le 23 janvier 2002, à son domicile, 36, rue de l'Amiral-Courbet, Lyon-3e.

- Guive Rafatian,

Florence Brazier Rafatian, sa belle-fille, ont la tristesse de faire part du décès de

M. le général Obedin RAFATIAN,

survenu le 21 janvier 2002, à Téhéran,

La cérémonie a lieu cet après-midi.

- Mme Martine Dassault, Et ses fils, Julien et Adrien Dassault. M. François Raych, ont la tristesse de faire part du décès de leur père et grand-père,

Me Sylvain RAYCH,

avocat honoraire au barreau de Paris, croix de guerre 1939-1945, croix du combattant, chevalier de la Légion d'honneur.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Les enfants, Les petits-enfants, Les arrière-petits-enfants de

la baronne SEILLIÈRE, née Renée de WENDEL, chevalier de la Légion d'honneur,

officier de l'ordre du Cèdre (Liban),

ont la douleur de faire part de son rappel à Dieu, survenu le 23 janvier 2002, dans sa quatre-vingt-seizième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 26 janvier, à 14 h 30, en l'église Saint-Pierre de Chaillot, 35, avenue Marceau, Paris-16e, suivie de l'inhumation au cimetière d'Ognon

 André Sellier-Silvaire. Pascal Sellier, Fabienne Pagès. Romain Marino, Lucie Sellier.

ont la douleur de faire part du décès de Jacqueline SELLIER-SILVAIRE,

survenu le 23 janvier 2002, dans sa soixante-dix-huitième année.

Ses amis l'accompagneront au cimetière du Montparnasse, le mardi 29 janvier, à 16 h 45.

6, rue José-Maria-de-Heredia, 75007 Paris. 22, rue Bergère, 75009 Paris.

énéficiant d'une reaucτιon sur insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Nos abonnés et nos actionnaires.

- François Richardot et Suzanne Plaisance, Madeleine et Pierre Mothes Hélène et Paul Levrat.

Jacques et Tiny Richardot, leurs enfants et petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès du

pasteur André RICHARDOT,

le 15 janvier 2002.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Comblât-le-Puy, 15800 Vic-sur-Cère

Saint-André-de-Lidon (Charente-Maritime). Paris-14e.

Mme Monique Voeltzel, née Bertrand,

son épouse, Valérie et Bénédicte,

ses filles, M. Simon Wesley, son gendre, Chloé, Hugo et Charles,

ses petits-enfants, Ainsi que toute la famille, ont l'immense chagrin de faire part du

M. Daniel VOELTZEL.

ancien élève de l'Ecole centrale de Paris, promotion 1954. îngénieur-conseil auprès de la Banque internationale de financement de l'énergie nucléaire,

survenu le 21 janvier 2002, à Saintes.

Il rejoindra son fils,

Frédéric,

ce vendredi 25 janvier, à 16 h 30, au cimetière du Montparnasse, où la bénédiction aura lieu.

Réunion à l'entrée principale, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14e

Cet avis tient lieu de faire-part.

Mme Monique Voeltzel, route de Cognac, moulin de l'Ardillier, 17260 Saint-André-de-Lidon.

Anniversaires de décès - Le 25 janvier 2000,

René BAROUH

nous quittait.

Que ceux qui l'ont connu et aimé aient pour lui une affectueuse pensée.

- Le 26 janvier 1997,

Rodolphe MICAUD,

nous quittait.

Nous rappelons ici, pour le cinquième anniversaire de son décès, son souvenir à ceux qui l'ont connu et aimé.

8. route de Coust. 18210 Charenton-du-Cher.

Violette TAMISIER

mourait le 26 janvier 1997.

Elle est vivante en nous.

profondément émus par la disparition de professeur Yves BOUVRAIN,

Jacqueline et Pierre Fortin,

Hommage

assurent toute sa famille de leur

<u>Débats</u>

Le Centre hébraïque

d'étude et de réflexion organise le dimanche 27 janvier 2002, de 18 heures à 21 heures, à la salle Olympe-

de-Gouges (15, rue Merlin, Paris-11e, métro Voltaire), un grand débat sur le thème « Science et tradition juive,

antagonisme ou complémentarité ? »
Intervenants : le professeur Jacques Goldberg (Sorbonne), Rav Moché Kaufmann, M. Gérard Zyzek, M. Henri Infeld(Anvers). Renseignements et inscriptions au : 01-13-14-60-14.

Formations informatiques à domicile (prise en main matériel, Internet, multimédia, bureautique),

dépannage micro. Une équipe de formateurs et de techniciens à votre service en Ile-de-France. ALDISA Pour toute information, contactez le

01-46-67-18-90.

Communications diverses COLLÈGE INTERNATIONAL DE PHILOSOPHIE

Conférence

Hilary Putnam: « De la philosophie

comme Lumières ».

4 février, 18 h 30-21 heures, amphi
Poincaré, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris-5e.

Séminaires

Judith Balso : « Le poème, part de la chose même et non à son propos ».

5 février, 18 heures-20 heures,

amphi A, 26 mars, 18 heures-20 heures, amphi B, 4 mai, 14 heures-18 heures, amphi Stourdzé, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris-5e.

Pierre Péju : « Penser l'Enfant (III) ; figures de l'infantile (infantilisme, bêtise, perversion) ».
6 février, 6 et 20 mars, 3 avril,
20 heures-22 heures, amphi B, Carré des

sciences, 1, rue Descartes, Paris-5e Marc Ballanfat : « Les métaphysiques

indiennes de l'illusion ». 5 et 12 février, 5 mars, 20 heures-22 heures, 19 mars, 20 h 30-22 h 30, 2 et 30 avril, 20 heures-22 heures, amphi A, Carré des sciences, 1, rue Descartes,

Maurizio Ferraris : « Le monde extérieur (II) ».

4 février, amphi A, 18 heures-20 heures, 7 février, amphi B, 18 heures-20 heures, 11 février, amphi A, 19 heures-21 heures et 14 février, amphi B, 18 heures-20 heures, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris-5e. Caroline Gros-Azorin : « Pathologie et œuvre d'art au regard de la

psychanalyse et de la *Daseinsanalyse* ». 5 février, 5 mars, 2 avril, amphi B, 18 heures-20 heures, 14 mai, salle JA01, 19 heures-21 heures, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris-5e Marie-Christine Hamon, Franz

Kaltenbeck, Diana Kamienny-Boczkowski, Geneviève Morel et Michael Turnheim: « Le psychanalyste mutant ». 8 février, amphi A, 5 avril, amphi B, 24 mai, amphi A, 20 heures-22 heures, Carré des sciences, 1, rue Descartes,

Dominique Flament et Jean-Jacques Szczeciniarz: « Mathématiques, physique, philosophie: nombres complexes et géométrie (III) ».

Paris-5e.

5 février, 5 mars, salle 215, 18 heures-20 heures, Maison des sciences de l'homme, 54, boulevard Raspail, Paris-L'accès à toutes les activités du

Collège est libre et gratuit (dans la

limite des places disponibles)

Consultation du site : www.cinhilo.asso.fr Renseignements sur salles, répondeur : 01-44-41-46-85. Autres renseignements: 01-44-41-46-80.

Retrouvez chaque jour

sur France Inter et sur le site

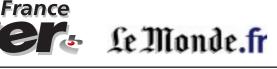
lemonde.fr/concours

un indice dans Le Monde,





Retrouvez dès demain dans *Le Monde* LA 1^{re} ÉNIGME DE LA SEMAINE ET LE BULLETIN COLLECTEUR



RÉGIONS

Les musulmans de Nice réclament des lieux de culte

La municipalité veut exercer son droit de préemption sur un local qui sert de salle de prière et dont l'occupation a été jugée illicite par le tribunal de grande instance. L'affaire met en lumière l'absence d'une véritable mosquée dans la ville

NICE

de notre correspondant Au cœur de Nice, dans un modeste local du 12, rue de Suisse, chaque vendredi, depuis mai 2001, des centaines de fidèles musulmans se

réunissent pour la prière. Récemment, Abdelhamid Razzouk, président de l'Association Moubarak, qui gère ce lieu de culte, a lu, aux côtés de l'imam, une déclaration dans laquelle il demande à la municipalité de Nice de renoncer à son droit de préemption sur ce local: « Nous sommes victimes d'un abus de droit, la ville de Nice exerce son droit de préemption pour faire un local à poubelles. Nous souhaitons que la mairie renonce, afin qu'on nous laisse pratiquer ici tant que nous n'avons pas la grande mosquée que nous réclamons depuis des

M. Razzouk, qui assure avoir ras-

semblé près de 2 000 signatures pour le maintien de cette salle de prière, explique que la communauté musulmane envisage d'organiser une grande manifestation si elle n'obtient pas gain de cause. Cette occupation par l'Association Moubarak a été jugée illicite, le 25 octobre 2001, par le tribunal de grande instance de Nice, qui a pris un arrêté d'expulsion à son encontre, lui ordonnant de « libérer, de corps et de biens, ainsi que tous occupants de son chef, les locaux litigieux, au besoin avec l'aide de la force publique ».

Le tribunal de grande instance de Nice a donné raison au propriétaire, qui avait signé, le 22 mai de la même année, un compromis de vente avec l'association. Celle-ci pouvait en conserver les clés afin de faire visiter les locaux en vue de leur aménagement futur, mais à condition de les restituer au bout d'un mois. « Or l'association a refusé de rendre les clés, créant frauduleusement un lieu de culte », assure Me Renaud Giulieri, avocat du pro-

La communauté envisage une grande manifestation si elle n'a pas gain de cause

Parallèlement, la municipalité de Nice a exercé, le 3 juillet 2001, son droit de préemption afin d'installer un local pour les agents du nettoiement et des espaces verts. « Lorsque la ville s'y est intéressée, assure Auguste Verola, adjoint aux cultes,

il n'y avait pas de lieu de prière. Nous n'avons pas pris cette décision avec l'idée de chasser l'association puisqu'il n'y avait alors personne. » Pour l'heure, l'expulsion est suspendue à un arrêt que doit rendre, le 28 février, la cour d'appel d'Aix-en-Provence.

Que l'expulsion soit ordonnée ou pas, cette affaire pose le problème de l'absence d'un vaste lieu de prière ou d'une véritable mosquée dont pourraient disposer les musulmans sur la Côte d'Azur. Forte de 100 000 personnes, d'une vingtaine d'imams, de 37 associations de culte, cette communauté, qui représente 10 % de la population des Alpes-Maritimes, doit se contenter d'une trentaine de modestes salles de culte, dont une quinzaine susceptibles d'accueillir la prière du vendredi. La plus grande salle de prière, qui mesure 500 m², est à Cannes.

« Ces dernières années, la communauté musulmane de la Côte d'Azur ne parlait pas d'une voix commune. Aussi avons-nous créé la Coordination musulmane des Alpes-Maritimes (CMA), qui regroupe la plupart des associations », précise son président, l'imam Mahmoud Benzamia. Elle se fixe pour objectif de promouvoir les valeurs civilisatrices de l'islam, encourager et favoriser le dialogue interreligieux dans un esprit de tolérance. « Nous souhaitons disposer d'un site décent pour y installer un centre cultuel, culturel ou une mosquée. Nous sommes favorables au dialogue, ajoute l'imam. Mais, tant à la mairie de Nice qu'à la préfecture, personne ne s'engage. »

Le Père Jean Gautheron, vicaire épiscopal délégué pour les relations avec l'islam, reconnaît les difficultés rencontrées par les musulmans: « Dans toutes les villes de la Côte d'Azur, on les autorise à disposer d'un lieu de culte, mais chaque fois on leur oppose quelque chose pour que cela soit irréalisable.» Quant à l'évêque de Nice, Mgr Jean Bonfils, il précise au Monde que « les musulmans ont droit à un lieu de culte, salle de prière ou mosquée dans les Alpes-Maritimes ». Tandis que Guy Toubiana, président du consistoire israélite Nice-Côted'Azur-Corse, qui a rencontré des responsables religieux musulmans, comprend leurs aspirations: «La République, fondée sur la laïcité. doit permettre à tous les cultes d'être représentés. »

Le président de la Coordination musulmane des Alpes-Maritimes, M. Benzamia, qui se déclare hostile à « toute dérive intégriste », est persuadé que l'ouverture d'un lieu de culte officiel permettrait d'éviter la multiplication des salles de prière susceptibles de profiter aux fondamentalistes.

Paul Barelli

DÉPÊCHES

■TOULOUSE: la secrétaire d'Etat au logement, Marie-Noëlle Lienemann, s'est félicitée, jeudi 24 janvier, à Toulouse de l'avancée des travaux de réparation dans le parc immobilier public touché par l'explosion de l'usine AZF, le 21 septembre 2001. « 70 % des travaux définitifs de réparation de toits et de fenêtres ont été réalisés et 100 % le seront d'ici fin mars et tous les travaux (gros œuvre, peinture...) seront terminés en juin », a précisé la secrétaire d'Etat. Dans le parc privé, la situation est beaucoup plus « hétérogène », a reconnu M^{me} Lienemann, avec des « blocages au niveau des expertises » des assurances

■ILE-DE-FRANCE: le préfet de la région Ile-de-France et le préfet de police de Paris ont installé, jeudi 24, une commission chargée d'élaborer le « plan de protection de l'atmosphère » (PPA) devant fixer à terme les « objectifs de réduction des polluants atmosphériques dans l'agglomération parisienne ». Selon les préfectures, il s'agit de « respecter les valeurs limites » d'une directive européenne du 22 avril 1999, « qui impose des seuils de plus en plus rigoureux dans les dix prochaines années ». La commission doit « dresser un inventaire complet et actualisé des émissions de polluants ». Le PPA sera soumis en 2003 à enquête publique avant son approbation définitive.

■ SEINE-MARITIME: le conseil général de Seine-Maritime a annoncé, jeudi 24, qu'il allait acheter, pour 15 millions d'euros, à la compagnie allemande TT line un car-ferry mixte, le Saga-Star, destiné à effectuer les rotations sur la ligne transmanche Dieppe-Newhaven en complément d'un autre navire affrété à la compagnie Corsica Ferries. Son exploitation sera confiée à une compagnie de navigation qui doit être choisie dans les prochaines semaines. Le conseil général a entrepris de relancer la ligne Dieppe-Newhaven, qui tournait au ralenti depuis le désengagement de la compagnie de ferries britannique P&O en 1999.

La plupart des salles de prière n'ont pas été construites pour cet usage

IL EXISTE en France environ 1 500 mosquées. Il vaudrait mieux parler, d'ailleurs, de salles de prière, car la plupart sont de petite taille et n'ont pas été construites pour cette fonction : ce sont d'anciens entrepôts, des usines désaffectées ou des salles mises à disposition. Seules une dizaine de mosquées ont été construites pour cet usage : la Grande Mosquée de Paris, celles de Lyon, Lille, Mantes-la-Jolie (Yvelines) ou Evry-Courcouronnes (Essonne).

Ouelques maires dressent encore des obstacles à la construction de lieux de culte ou à l'achat de locaux par des associations musulmanes, invoquant par exemple des règles d'urbanisme ou faisant jouer leur droit de préemption. Cependant, les dernières élections municipales ont changé la donne dans plusieurs grandes villes. A Paris, Larbi Kechat, le recteur de la mosquée Adda'wa, située rue de Tanger, dans le 19e arrondissement, a obtenu de la nouvelle municipalité le permis de construire qu'il sollicitait en vain depuis plusieurs années. Il envisage de reconstruire son lieu de culte, installé

dans un ancien entrepôt de tissu, dès qu'il aura réuni les fonds nécessaires.

A Strasbourg, la nouvelle maire (UDF), Fabienne Keller, a relancé la concertation sur le projet de grande mosquée, qui avait été attribué par la municipalité précédente au recteur de la mosquée de l'impasse du Mai, Abdallah Boussouf. A Marseille, Jean-laude Gaudin (UDF) a affirmé qu'il était favorable à la construction d'une grande mosquée et a lancé une concertation sur le sujet. Mais le dossier trébuche sur les divergences entre les associations cultuelles et culturelles musulmanes. Il est peu probable que le chantier soit lancé durant ce mandat municipal.

DANS LES LOCAUX DE LA SONACOTRA

Selon le ministère de l'intérieur, qui a recensé les lieux de culte en France, la plus grande mosquée de Nice se trouve dans des locaux de la Sonacotra, route de Grenoble : la salle de prière. de 300 m², est gérée par l'Association des musulmans des Alpes-Maritimes. Ce département compte en tout une trentaine de salles de prière.

Dans un texte intitulé « principes et fonde-ments juridiques du culte musulman », le ministère de l'intérieur a rappelé, fin 1999, les possibilités offertes par le droit français aux collectivités locales. S'il est précisé que « les pouvoirs publics ne peuvent directement financer la construction ou l'acquisition de mosquées, comme de tout édifice du culte », certains avantages peuvent être accordés, dans le respect des principes

Les municipalités peuvent mettre à disposition par bail emphytéotique des terrains communaux. Elles peuvent également accorder par contrat de location des locaux communaux, comme elles le font pour d'autres associations. Elles peuvent enfin garantir les emprunts contractés par les associations cultuelles pour la construction d'édifices de culte dans les agglomérations. Enfin, le ministère de l'intérieur rappelle que les municipalités ne sont fondées à opposer aux projets de mosquée que les règles d'urbanisme.

Xavier Ternisien

réservée sue protessionnels, valable du 2 junier au 10 svril 2002 cans le réseau Peugeot participant, ** Prix conseillé pour un Partner Fack PM LTXC 1.8 é hors opton.

taril 01A bis so 2/91/2002.

Près d'Albertville, une pollution à la dioxine contraint à détruire une partie du bétail

CHAMBÉRY

de notre correspondant

Producteur de lait à Grignon, petite commune du bassin d'Albertville (Savoie), Gilles Christin va perdre plus de la moitié de son troupeau. Une vingtaine de ses vaches seront prochainement abattues et ses 200 tonnes de foin seront inutilisables. « Il faut huit ans minimum pour constituer un troupeau. A 50 ans, je me demande si je vais continuer et racheter des bêtes. Je ne sais même pas si je pourrai les mettre en pâture au printemps puisque mes champs sont contaminés », explique-t-il. Située à moins de 1 kilomètre à vol d'oiseau de l'usine d'incinération de Gilly-sur-Isère, son exploitation a été fortement touchée par fumées s'échappant du four, avant que ce dernier ne soit fermé le 24 octobre 2001 sur décision du préfet de Savoie.

Gilles Christin est loin d'être le seul agriculteur pénalisé. Depuis la mi-décembre, un millier d'animaux ont déjà été éliminés autour d'Albertville. Selon la FDSEA, près de 5 000 bovins, ovins et caprins pourraient être concernés, alors que les services de la préfecture estiment à environ 3 500 le nombre des bêtes qui devront être abattues. S'y ajoutent les 12 000 litres de lait quotidiennement détruits depuis la fin novembre et environ 5 000 tonnes de foin pollué encore dans les

Propriété du Syndicat intercommunal mixte des déchets du secteur d'Albertville (Simigeda), regroupant cinquante communes (65 000 habitants) et exploitée par Novergie, une filiale du groupe Suez, l'usine de Gilly-sur-Isère traitait 27 500 tonnes de déchets par an. S'agissant d'une installation classée dont la capacité était inférieure à 6 tonnes à l'heure, le contrôle du taux de dioxine - molécule se fixant sur les graisses – n'y était pas obligatoire. Sur pression des riverains, des associations de protection de l'environnement et des Verts, des analyses ont finalement été engagées par le Simigeda. Elles ont révélé



DANS UN RAYON DE 10 KM



70 picogrammes de dioxine par gramme de matière grasse (alors que la norme de retrait se situe au-delà du seuil de 5 picogrammes) et que le lait d'un troupeau d'une vingtaine de bêtes contenait 24 picogrammes. Des prélèvements effectués ensuite dans un rayon de 10 kilomètres autour de l'usine ont permis de découvrir que 180 exploitations de tailles diverses étaient touchées, conduisant les autorités à interdire à la vente lait, viandes, œufs et four-

DES DÉLAIS NON RESPECTÉS

« C'est la première fois que nous connaissons une crise de cette ampleur en France. Nous sommes dans une situation difficile », avait reconnu le préfet de Savoie lors d'une conférence de presse organisée le 27 novembre (Le Monde du 29 novembre). « Le Simigeda a incontestablement failli dans cette affaire », estime Josiane Lecrigny, sous-préfet d'Albertville, qui tient une permanence hebdomadaire pour informer et rassurer les habitants. Elle rappelle notamment qu'en 1993 un arrêté préfectoral avait mis en demeure le syndicat de mettre l'usine aux normes « avant le 1er décembre 2000 », ce qu'il n'a pas fait.

En effet, l'installation de Gillysur-Isère ne répondait pas aux critères fixés par l'arrêté ministériel de janvier 1991 en ce qui concerne tant la température de combustion du four (trop basse) que le dispositif d'autosurveillance des fumées et l'émission de certains polluants comme le monoxyde de carbone ou l'acide chlorhydrique, supérieurs aux normes autorisées.

Maire (RPR) d'Albertville et pré-

sident du Simigeda, Albert Gibello (RPR) se défend en invoquant les inflexions constantes apportées à la politique de gestion des déchets, qui aurait conduit le syndicat à différer à plusieurs reprises le projet de construction d'un nouveau four, dont l'implantation divise d'ailleurs les élus. Désormais, ces derniers sont contraints d'assumer la crise de la dioxine. D'abord vis-à-vis des agriculteurs matisés par la destruction de leurs troupeaux et de leurs produits, mais également des habitants, inquiets pour leur santé. Ainsi, ces dernières semaines, onze mères qui allaitent leur enfant ont demandé que leur lait soit analysé. Trois ont appris que la teneur en dioxine dépassait la moyenne des 16,5 pictogrammes par gramme. Une étude sur le lait maternel ainsi qu'une enquête épidémiologique vont être lancées dans le bassin d'Albertville, à la demande du ministère de la santé.

Le montant des indemnisations que devra verser le Simigeda aux exploitants est estimé à près de 10 millions d'euros, alors que son budget annuel atteint à peine les 915 000 euros. Il a prévu de lancer un emprunt sur trente ans et obtenu des aides du département (1,2 million d'euros), de la région Rhône-Alpes (450 000 euros), ainsi que des assurances de l'Etat, sollicité pour accompagner l'opération d'assainissement. Le syndicat est en outre contraint de payer 228 000 euros par mois pour transporter ces ordures ménagères vers d'autres sites situés dans la Drôme ou en Haute-Savoie. Il devra enfin construire une nouvelle usine d'incinération, évaluée à 15 millions d'euros, dont la réalisation prendra quatre à cinq ans.

Philippe Révil



Partner

HORIZONS

DÉBATS

Les valeurs d'une nouvelle civilisation

par Frei Betto et Michael Löwy



ES TROIS grandes valeurs du credo de Davos-New York sont le dollar, l'euro et le yen. Toutes trois n'en sont pas moins

dépourvues, chacune, de contradictions, mais, ensemble, elles constituent l'échelle de valeurs néolibérale globalisée. La principale caractéristique commune à ces trois valeurs, c'est leur nature strictement quantitative: elles ne connaissent pas le Bien et le Mal, ni le Juste et l'Injuste. Elles ne connaissent que des quantités, des numéros, des chiffres. Celui qui a un milliard – de dollars, d'euros ou de yens - vaut plus que celui qui n'en a qu'un million, et beaucoup plus que celui qui n'en a que mille. Et, bien évidemment, celui qui n'a rien, ou presque rien, ne vaut rien dans l'échelle des valeurs de Davos-New York. C'est comme s'il n'existait pas. Il est en dehors du marché, et donc du monde civilisé.

Prises ensemble, ces trois valeurs constituent l'une des divinités de la religion économique libérale : la monnaie ou, comme on disait en aramaïque, Mammon, Les deux autres divinités sont le marché et le capital. Il s'agit de fétiches ou d'idoles, objets d'un culte fanatique et exclusif, intolérant et dogmatique. Ce fétichisme de la marchandise, pour Marx; ou cette idolâtrie du marché - pour reprendre l'expression des théologiens de la libération Hugo Assmann et Franz Hinkelammert - et de l'argent et du capital, a un culte et ses églises (les Bourses), ses saint-office (FMI, OMC, etc.)... et la chasse aux hérétiques (nous tous qui croyons en d'autres valeurs).

Cette civilisation de l'argent et du capital transforme tout en marchandise - la terre, l'eau, l'air, la vie, les sentiments, les convictions –, que l'on vend au plus offrant. Face à cette civilisation de mercantilisation universelle, le Forum social mondial traduit, avant tout, un refus: « Le monde n'est pas une marchandise! » C'est-à-dire que la nature, la vie, les droits de l'homme, la liberté, l'amour, la culture, ne sont pas des marchandises. Mais Porto Alegre incarne aussi l'aspiration à un autre type de civilisation, basé sur des valeurs autres que l'argent ou le capital. Ce sont deux projets de civilisation et deux échelles de valeurs qui s'affrontent, de façon antagonique et parfaitement inconciliable, au seuil du XXI° siècle.

Quelles sont les valeurs qui inspirent ce projet alternatif? Il s'agit de valeurs qualitatives, éthiques et politiques, sociales et culturelles, nonréductibles à une quantification monétaire. Des valeurs qui sont communes à la majeure partie des groupes et des réseaux qui constituent le grand mouvement mondial contre la globalisation néolibérale.

Nous pouvons partir des trois valeurs qui ont inspiré la Révolution française de 1789 et présentes depuis dans tous les mouvements d'émancipation sociale de l'histoire moderne : liberté, égalité et fraternité. Comme le fait remarquer Ernst Bloch dans son livre Droit naturel et dignité humaine (1961), ces principes, inscrits par la classe dominante sur le fronton des édifices publics en France, elle ne les a jamais concrétisés. Dans la pratique, écrivait Marx, ils ont, bien souvent, été remplacés par la cavalerie, l'infanterie et l'artillerie... Ils font partie de la tradition subversive de l'inachevé. du non-encore-existant, des promesses non tenues. Si l'on regarde ces valeurs de près, du point de vue des victimes du système, on découvrira leur potentiel explosif et combien elles sont actuelles dans le combat d'aujourd'hui contre la mercantilisation du monde.

Que signifie « liberté »? Avant tout, liberté d'expression, d'organisation, de pensée, de critique, de manifestation – durement conquise par des siècles de luttes contre l'absolutisme, le fascisme et les dictatures. Mais aussi, et aujourd'hui plus que jamais, la liberté par rapport à une autre forme d'absolutisme: celui de la dictature des marchés financiers et de l'élite des banquiers et chefs d'entreprises multinationales qui imposent les intérêts qui sont les leurs à l'ensemble de la planète. Une dictature impériale sous l'hégémonie économique, politique et militaire des Etats-Unis, unique superpuissance globale - qui se cache derrière d'anonymes et aveugles « lois du marché », et dont le pouvoir mondial est bien supérieur à celui de l'Empire romain ou des empires coloniaux du passé. Une dictature qui s'exerce de par la logique même du capital, mais qui s'impose avec l'aide d'institutions profondément antidémocratiques, comme le FMI ou l'OMC, et sous la menace de leur bras armé (l'OTAN).

Le concept de « libération nationale » est insuffisant pour traduire l'idée de ce sens actuel de la liberté qui est à la fois locale, nationale et mondiale, comme l'a si bien démontré ce mouvement profondément original et novateur qu'est le zapa-

Une des grandes limites de la Révolution française de 1789 est d'avoir exclu les femmes de la citoyenneté. La féministe républicaine Olympe de Gouges, qui a écrit la Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne, a été guillotinée elle n'est pas au chômage et exclue de la vie sociale.

L'exigence d'égalité et de justice sociale – deux valeurs inséparables inspire les nombreux projets socio-économiques alternatifs qui sont à l'ordre du jour. Dans une perspective plus vaste, cela implique un autre mode de production et de distribution.

L'inégalité économique n'est pas l'unique forme d'injustice dans la société capitaliste libérale : la chasse aux sans-papiers en Europe; l'exclusion des descendants d'esclaves noirs et indigènes aux Amériques; l'oppression de millions d'individus qui appartiennent aux castes des intouchables en Inde; et bien d'autres formes de racisme ou de discrimination pour une question de couleur de peau, de religion ou de langue sont omniprésentes du nord au sud de la planète.

La nature, la vie, les droits de l'homme, la liberté, l'amour, la culture ne sont pas des marchandises. Mais Porto Alegre incarne aussi l'aspiration à un autre type de civilisation, basé sur des valeurs autres que l'argent ou le capital

en 1793. Le concept moderne de liberté ne peut ignorer l'oppression de ce sexe qui rejaillit sur la moitié de l'humanité, et l'importance capitale de la lutte des femmes pour leur libération. Dans ce combat, le droit des femmes à disposer de leur propre corps prend tout son sens.

Que veut dire « égalité »? Dans les premières Constitutions révolutionnaires a été inscrite l'égalité devant la loi. Celle-ci est absolument nécessaire - et loin d'exister dans la réalité du monde d'aujourd'hui -, mais bien insuffisante. Le problème de fond est l'inégalité monstrueuse entre le Nord et le Sud de la planète et, à l'intérieur de chaque pays, entre la petite élite qui monopolise le pouvoir économique et les moyens de production, et la grande majorité de la population, qui vit de sa force de travail – quand

Que veut dire « fraternité » ? Une solidarité qui n'englobe pas les seuls frères mais aussi les sœurs, et qui dépasse les limites du clan, de la tribu, de l'ethnie, de la communauté religieuse, de la famille, de la nation, pour devenir authentiquement universelle, mondiale, internationale. En d'autres termes : internationaliste, au sens que des générations entières de militants du mouvement ouvrier et socialiste ont donné à cette valeur.

La mondialisation néolibérale produit et reproduit les conflits tribaux et ethniques, les guerres de « purification ethnique », les expansionnismes belliqueux, les intégrismes religieux intolérants, les xénophobies. Ces paniques induites par le sentiment de perte d'identité sont le revers de cette même médaille, le complément inévitable de la globalisation impériale. La civilisation à laquelle nous rêvons: « un monde où tiennent d'autres mondes » (selon la belle formule des zapatistes), une civilisation mondiale de la solidarité et de la diversité.

Face à l'homogénéisation mercantile et quantitative du monde, face au faux universalisme capitaliste, il est plus que jamais important de réaffirmer la richesse que représente la diversité culturelle, et la contribution unique et irremplacable de chaque peuple, de chaque culture, de chaque individu.

Il existe une autre valeur qui, depuis 1789, est inséparable des trois autres: la démocratie. Le grand défi, du point de vue d'un projet de société alternative, est d'étendre la démocratie au terrain économique et social. Pourquoi permettre, dans ce domaine, le pouvoir exclusif d'une élite que nous refusons dans la sphère politique? Une démocratie sociale signifie que les grands choix socio-économiques, les priorités en matière d'investissements, les orientations fondamentales de la production et de la distribution, sont démocratiquement débattues et fixées par la population elle-même, et non pas par une poignée d'exploiteurs ou de pseudo-« lois du marché » (ou encore, variante déjà en faillite, par un bureau politique tout-puissant).

A ces grandes valeurs, produits de l'histoire révolutionnaire moderne, nous devons en ajouter une autre, qui est à la fois la plus ancienne et la plus récente : le respect de l'environnement. On retrouve cette valeur dans le mode de vie des tribus indigènes des Amériques et des communautés rurales précapitalistes de nombreux continents, mais aussi au centre du mouvement écologiste moderne. La mondialisation capitaliste est responsable d'une destruction et d'un empoisonnement accélérés - de facon exponentielle - de l'environnement.

Une civilisation de solidarité ne peut être qu'une civilisation de solidarité avec la nature, car l'espèce humaine ne pourra survivre si l'équilibre écologique de la planète est rompu. Cette énumération n'a rien d'exhaustif.

Comment résumer en un mot cet ensemble de valeurs présentes.

Justice ou revanche?

d'une façon ou d'une autre, dans le mouvement contre la « globalisation » capitaliste, dans les manifestations de rue de Seattle à Gênes, et dans les débats du Forum social mondial? Nous crovons que l'expression civilisation de la solidarité est un bon résumé de ce projet alternatif. Cela signifie non seulement

FREI BETTO EST THÉOLOGIEN DE LA LIBÉRATION ET ÉCRIVAIN BRÉSILIEN. MICHAEL LÖWY EST DIRECTEUR DE RECHERCHE AU CNRS. CE TEXTE A ÉTÉ RÉDIGÉ À LA DEMANDE DE LA COMMISSION D'ORGANISATION DU FORUM SOCIAL MONDIAL DE PORTO ALEGRE **POUR LANCER LE DÉBAT** DE SON ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE.

une structure économique et politique radicalement différente, mais, surtout, une société alternative qui célèbre les idées de bien commun, d'intérêt général, de droits universels, de gratuité. Un autre monde est possible, fondé sur d'autres valeurs, radicalement opposées à celles qui dominent aujourd'hui.

Mais nous ne pouvons oublier que demain commence ici et maintenant : ces valeurs préfigurent déià dans les initiatives qui orientent notre mouvement aujourd'hui. Elles inspirent la campagne contre la dette du tiers-monde et la résistance aux projets de l'OMC; la lutte contre les OGM et les projets de taxation de la spéculation financière. Elles sont présentes dans les luttes sociales, les initiatives populaires, les expériences de solidarité, de coopération et de démocratie participative : depuis la lutte pour l'écologie des paysans en Inde jusqu'au budget participatif du Rio Grande do Sul; depuis les luttes pour le droit à la syndicalisation en Corée du Sud jusqu'aux grèves pour défendre les services publics en France; depuis les villages zapatistes du Chiapas jusqu'aux campements des « sans terre ».

Demain commence ici et maintenant, dans les graines de cette nouvelle civilisation que nous plantons par notre lutte et nos efforts, pour que, de ces valeurs subjectives et éthiques que nous endossons dans nos vies militantes, se lèvent des femmes et des hommes nouveaux.

L'étrange offensive du directeur du Louvre par Catherine Tasca



Loyrette, président- direc-Musée du Louvre depuis le

12 avril 2001, répond à sa manière au rapport - non encore public de la Cour des comptes qui comporte une analyse critique de la gestion de l'établissement public du Louvre.

Ce rapport de la Cour nous laisse toute faculté de répondre, et celleci est pleinement dans son rôle. En revanche, M. Loyrette, lui, sort du sien. J'ai proposé sa nomination à la tête de cette grande institution en raison de sa qualification et de son expérience acquise à la tête du Musée d'Orsay. Candidat à ce poste, il connaissait alors parfaitement le fonctionnement du Louvre, contre lequel il s'insurge aujourd'hui.

M. Loyrette a cru bon de répondre lui-même – alors que le rapport portant sur la période 1993-2000 ne pouvait mettre en cause sa propre gestion - par un long et virulent réquisitoire, mettant en cause son administration de tutelle, mon ministère. Il vise la direction des musées de France dont la responsable, Francine Mariani-Ducray, elle aussi nouvellement nommée, a accompli en quelques mois un travail considérable et en particulier fait aboutir pour les musées une loi en panne depuis dix ans.

Dans les propos du directeur du l'ordre de 4 à 5 millions d'euros aggravé les difficultés anciennes tions publiques. Aucun souci des effets démobilisateurs sur la communauté muséale du Louvre. Alors même que le dernier trimestre 2001, avec ses peurs internationales et ses grèves, a affaibli le musée, même si ce n'est que conioncturellement. Le matin de la publication de cet article, M. Loyrette et ses collaborateurs étaient en réunion à mon cabinet pour préparer les mesures nécessaires d'amélioration du fonctionnement

Le directeur du Louvre saisit cette occasion pour faire deux choses. D'abord pour revendiquer plus de moyens, et cela est compré-

uros dont 80 financés par l'Etat.

Mon ministère est parfaitement conscient des nécessités de faire évoluer cette organisation, mais le procédé d'accusation publique ne me paraît guère respectable et me semble surtout bien peu efficace. Nous avons besoin de la réflexion commune et solidaire de l'administration et du réseau de nos grands musées pour concevoir des solutions nouvelles, profitables à tous les musées et aussi au public. Les solos n'ont jamais suffi à hisser la qualité d'ensemble d'un orchestre.

L'effort financier de l'Etat depuis deux décennies et de notre gouvernement dans ce domaine

de du 19 jan- Louvre, aucun sens de la réserve sur un budget global qui s'élève à que je m'emploie à résoudre. Le effet trop élevé. La perspective de recrutements directs des agents de surveillance comme la réduction programmée des emplois vacants permettront de ramener dès le mois de mai ces fermetures

CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

à un niveau acceptable compensant, au-delà, l'incidence de la réduction du temps de travail.

Que signifie l'offensive du directeur du Louvre? Vertige médiatique qui gagne depuis quelques années certains responsables, souvent fonctionnaires, d'institutions publiques vivant des crédits de l'Etat, qui rêvent de toujours plus d'autonomie? Mirage de plus de « privatisation »? En tout cas, ce n'est pas ainsi qu'on mobilise les ressources internes d'une entreprise ni les énergies des administrations.

d'exercice physique. Je m'astreignais à faire divers mouvements, attaché au mur. On m'accordait cinq minutes reste du temps, j'urinais dans une

J'ai surtout souffert du manque

Suite de la première page

bouteille. Les conditions étaient inhumaines, mais ma condition n'était que trop humaine. Ce que j'ai vécu ne fait que renforcer ma détermination à dire et répéter que les prisonniers de toute espèce doivent être traités avec humanité, avec justice. Je défends aussi bien les droits de ces terroristes présumés que de tout indi-

vidu accusé de crimes affreux.

Oh, je n'ai aucune indulgence pour le terrorisme - j'ai de bonnes raisons! – mais je soutiens que la justice a des règles qu'il faut respecter. Je crains fort que, si aucune mesure n'est prise rapidement pour instituer des procédures lovales et équitables. les résultats à long terme ne soient catastrophiques pour les Etats-Unis. On ne peut pas éradiquer le terrorisme par la seule force des armes ; il faut s'interroger sur ses causes, comprendre ce qui peut pousser des hommes à de telles extrémités.

Que le statut des prisonniers ait été fixé presque exclusivement par le président des Etats-Unis et ses conseillers, voilà qui me paraît très alarmant. C'est un tribunal indépendant qui devrait en décider. Les Etats-Unis semblent changer les règles quand ça les arrange. D'abord, ils ont dit que les terribles attaques terroristes sur New York et Washington étaient des actes de guerre. Maintenant, ils nous expliquent que ces détenus ne sont pas des prisonniers de guerre. que ce sont des combattants clandestins. C'est à un tribunal indépendant

d'établir précisément ce qu'ils sont. Si les Etats-Unis changent les règles à leur gré, ils n'auront aucune autorité morale à faire valoir au cas où d'autres pays jugeraient, condamsuspects américains ou européens. Nous n'aurons plus aucun fondement moral sur lequel nous appuyer si nous laissons perdurer cet état de choses. Les Américains me disent que les tribunaux internationaux les agacent: ils sont trop lents et prononcent trop souvent des verdicts différents de ce qu'ils espéraient. Mais ce n'est pas un argument. Il ne s'agit pas d'aller vite, il s'agit de rendre la justice – et de le faire en toute impartialité.

J'ai été consterné d'entendre une personnalité américaine avancer l'idée que, dans certaines circonstances, un recours raisonnable à la torture pouvait se justifier. Venant d'une nation civilisée, pareille déclaration fait froid dans le dos. La torture n'est jamais justifiée et doit être condamnée sans ambages. Il faudra accorder à ces hommes les droits élémentaires de la défense pendant leur procès, et ce procès devrait se tenir sous les auspices de l'ONU. Il est essentiel de respecter les usages du droit international pour protéger les innocents, et pour protéger les éventuels ressortissants américains et européens qui pourraient, eux aussi, un jour, être confrontés à des circonstances difficiles. Pour une fois, la morale et le pragmatisme se donnent la main.

> Terry Waite Traduit de l'anglais par Jean-François Kleiner. ©The Guardian.

Vertige médiatique? Rêve de toujours plus d'autonomie? Mirage de plus de « privatisation »?

hensible. Il sait très bien que nous y travaillons avec lui. Il en profite aussi pour exacerber la guerre picrocholine engagée par son prédécesseur contre un autre établissement du même service public de la culture, la Réunion des musées nationaux, chargée par lui et quelques autres de tous les péchés. Pour bien prendre la mesure du débat, la somme en cause est de

est considérable et remarquable, tant à Paris qu'en région. Le Louvre en est un des grands bénéficiaires. Au cours des quinze dernières années, 1,2 milliard d'euros ont permis sa complète rénovation, doublant ses espaces d'exposition. Le succès a été au rendez-vous : le nombre de visiteurs a plus que doublé.

Une telle mutation a sans doute

CATHERINE TASCA EST MINISTRE DE LA

Fort heureusement, plusieurs établissements publics font la preuve que cette dérive n'est nullement inéluctable. J'espère que le Musée du Louvre saura les rejoindre. Nous lui en offrons l'occasion, avec le ministre de l'économie, des finances et du budget, dans le contrat d'objectifs et de moyens où l'Etat, mais aussi l'établissement public, se fixeront autant de devoirs que de droits.





FIAT STILO JTD 115 COMMON RAIL 249 €/MOIS* **JUSQU'AU 31 JANVIER**

- 6 Airbags Fiat® - ABS - Systèmes d'anti-patinage ASR-MSR - Assistant au freinage d'urgence - Antivol Fiat Code

*Offre de location avec option d'achat réservée aux particuliers, non cumulable, valable jusqu'au 31/01/2002 sur toute la gamme FIAT STILO véhicules neufs (tarifs au 01/10/2001). Location avec option d'achat sur 60 mois, d'un montant minimum de 4 500 € avec extension de garantie/assistance et entretien. Exemple pour une FIAT STILO 1.9 JTD 115 Active 3 portes (version présentée) au tarif conseillé TTC de 16 900 € au 01/10/2001, forfait de mise à disposition à la charge du client : avec un apport initial de 4 394 €, comprenant un 1e loyer de 1 859 € et un dépôt de garantie de 2 535 €, paiement de 59 loyers mensuels de 247,66 € hors assurances facultatives. Option d'achat finale de 2 535 € TTC imputable sur le dépôt de garantie. Coût total en cas d'acquisition 19 005,94 € TTC. Sous réserve d'acceptation de votre dossier par FIAT LEASE AUTO, S.N.C. au capital de 4 954 593,06 €, RCS Versailles 342 499 126. L'extension de garantie kilométrage illimité incluse dans l'offre de financement, d'une durée maximale d'un an, prend le relais de la garantie constructeur de deux ans. Soit une garantie globale (constructeur + extension) d'une durée maximale de 3 ans dans la limite de la durée du financement accordé. Entretien valable sur une durée de 36 mois et/ou 45 000 kilomètres. Extension de garantie/assistance et entretien par Fiat Auto Location selon conditions générales disponibles en concession.

Saint-Domingue n'est pas la seule « république bananière »

La presse dominicaine, comme le quotidien « El Caribe », rappelle que tout n'est pas blanc ou noir dans l'affaire Schuller et que l'attitude de la France n'est pas aussi simple qu'elle le prétend

ET SI la « république bananière » n'était pas seulement celle que l'on croit? Après la volée d'accusations lancées par Antoine Schuller contre leur pays, les journaux dominicains soulignent avec un malin plaisir que la France n'a visiblement pas fait preuve d'empressement, voire n'a montré « aucun intérêt » pour mettre la main au collet de Didier Schuller, alias Jean Wiser, ancien conseiller général du RPR en cavale dans les Caraïbes, qui fait l'objet d'un mandat d'arrêt international depuis 1995. Grâce à Internet, les quotidiens de Saint-Domingue ont reproduit, à peine décalés, les scoops du Parisien et du Monde, rappelant à leurs lecteurs que l'impunité des politiques et la nauséabonde alliance de l'argent et du pouvoir n'étaient pas l'apanage des « républiques bananières ».

« Pourquoi les autorités françaises n'ont-elles pas agi alors qu'elles

Les documents cités dans cette

des responsables nazis de Nurem-

berg en 1945 et 1946. Le premier

ensemble rendu public est intitulé

« Le plan nazi : la persécution des

http://camlaw.rutgers.edu/publications

■ Le site de la chaîne de télévision

CourtTV publie de nombreux docu-

ments sur le procès de Nuremberg

(actes d'accusation, transcription

www.courttv.com/casefiles/nuremberg/

■ Le National Geographic propose

sur son site une photographie du

site du World Trade Center dans

laquelle l'internaute peut se dépla-

magma.national geographic.com/ngm/■ Pour la première fois depuis sa

création en 1971, le Forum écono-

mique mondial de Davos (Suisse)

se tiendra cette année du 31 jan-

■ L'agence d'information alternati-

ve Indymedia publie un guide criti-

www.nyc.indymedia.org
■ Pendant la même période, Porto

Alegre (Brésil) accueillera le deuxiè-

■ Après les affrontements qui ont

marqué le sommet du G8 de

Gênes, les pays industrialisés ont

choisi de se rencontrer en juin à

Kananaskis, dans le parc naturel de

ouvert un site pour coordonner

vincent.truffy@lemonde.fr

l'opposition à cette réunion.

canadiens ont

vier au 5 février à New York.

que de la manifestation.

me Forum social mondial.

www.forumsocialmundial.org.br

chronique sont accessibles

directement à l'adresse

Eglises chrétiennes ».

/law-religion/nuremberg.htm

des témoignages, etc.)

cer à 360 degrés.

www.weforum.org

SUR LE NET

avaient été informées de la localisation de Didier Schuller par son fils dès le 17 décembre ? », s'interroge El Caribe, qui souligne que « le scandale de proportions majuscules » a pris une dimension internationale en impliquant la République dominicaine, mais aussi les Etats-Unis par le biais de leur consul honoraire, William « Bill » Kirkman, un personnage pour le moins mystérieux. « En moins de vingt-quatre heures, les propos d'Antoine Schuller ont provoqué des réactions du président et de la vice-présidente dominicaines, du ministre français de la justice et de quelques autres hauts fonctionnaires, ainsi au'une mise au

point de l'ambassade des Etats-Unis à Saint-Domingue », ajoute El Caribe. Comme les autres journaux dominicains, il a relevé l'embarras et les lourds silences de l'ambassade de France, qui s'est contentée de renvoyer les journalistes au porte-parole du Quai d'Orsay.

FAIRE LE MÉNAGE

Afin d'éclairer la lanterne de ses lecteurs, il rappelle que « de nombreuses personnes mises en cause et citées par la justice ont réussi à lui échapper et continuent de vivre en France et d'y poursuivre des car-rières publiques. C'est pour cette raison que le juge Eric Halphen a décidé de démissionner il y a quelques jours. » « Et bien sûr, il ne s'agit pas d'une "république bananière" ou d'un pays "où la corruption est endémique", comme les journaux français qualifient la République dominicaine », ironise le quotidien.

Face au peu d'empressement et aux contradictions du côté français, les Dominicains ont vite compris qu'ils n'avaient pas intérêt à être plus royalistes que le roi. « Le gouvernement ne sait pas si les autorités françaises le réclament ou non, s'il est avec Chirac ou non. Il semble qu'il y ait un problème familial. Mais, si les autorités françaises le réclament, je le renverrai mort de rire », a déclaré, mardi 22 janvier, le président Hipolito Mejia, un politicien qui s'autoproclame « atypique ».

Pour l'éditorialiste d'*El Caribe*, ce nouveau scandale devrait inciter les autorités dominicaines à faire le ménage. « Pourquoi tant d'individus recherchés par la justice étrangère cherchent-ils refuge dans notre pays? L'image de la République dominicaine est très négativement affectée par les titres de la presse internationale, qui nous décrivent

comme un cloaque, un lieu où les mafieux trouvent refuge. » L'éditorialiste Bernardo Vega connaît la réponse: « Notre pays a la réputation d'être un lieu où tout "s'arrange", moyennant finance évidemment. C'est ce qui attire ces individus, car la mafia attire la mafia. » Il suggère des solutions : une police et un service d'immigration plus honnêtes ainsi que la signature et la ratification d'accords d'extradition avec l'Union européenne. Comme le soulignait un humoriste à la radio, « avec tous les délinauants dominicains aue nous avons déjà, nous n'avons nul besoin d'en importer davantage, moins encore s'il s'agit d'experts en corruption ». Pour faire la morale aux « républiques bananières », les vertueux du premier monde auraient tout intérêt à donner l'exemple.

Jean-Michel Caroit

Pierre Bourdieu vu par la presse internationale

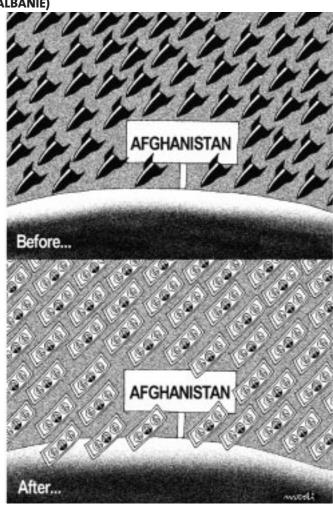
Les uns louent l'« intellectuel franc-tireur », d'autres pourfendent une « autre pensée unique »

www.lemonde.fr/surlenet ■ The Rutgers Journal of Law and S'EN SERAIT-IL RÉIOUI? Les Religion vient de commencer à metmédias étrangers retiennent surtre en ligne les archives de William tout de Pierre Bourdieu son enga-I. Donovan, qui fut l'aide du reprégement politique et social, parfois sentant américain lors du procès

sociologue de l'antimondialisation », titrent ainsi ABC (droite) et El Pais de Madrid, tandis que leur concurrent El Mundo met l'accent

sur le « pourfendeur du libéralis-

caricaturé en manchette: «Le



Pluies afghanes Avant, après. Ravagé par 20 ans de guerre, l'Afghanistan devrait recevoir 4,5 milliards de dollars d'aide sur cinq ans, dont 1,8 cette année. Dessin de Medi. (« Courrier international » pour « Le Monde »)

me » économique. Plus sobrement, le New York Times le présente comme « l'un des plus grands sociologues français, un intellectuel franc-tireur », dont «l'influence s'est longtemps limitée aux cercles académiques français et américains, avant qu'il n'assume, durant la dernière décennie, un rôle public dans la tradition d'Emile Zola et de Jean-Paul Sartre ». Cette dernière comparaison revient souvent. Ainsi, pour le quotidien suisse Neue **Zürcher Zeitung**, « il incarnait, après Sartre, la tradition spécifique des intellectuels français, qui prennent position sur les questions importantes de la vie publique. Mais sa célébrité était loin d'être due à ses interventions contestables. (...) Il a rénové fondamentalement la sociologie. (...) Le profil particulier de son œuvre s'explique en partie parce qu'il n'était pas un intellectuel parisien classique. Ses origines étaient paysannes ».

UNE « STAR MÉDIATIQUE » ?

Pour le quotidien allemand Berliner Zeitung, toutefois, « à la différence de Sartre, qui cherchait un public politique à travers la littérature et l'art, Bourdieu a pris la tête des intellectuels désireux de mobiliser par les "contre-connaissances" et cherchant le changement par la réflexion ». Pierre Bourdieu « s'est mis aux côtés des cheminots et des fonctionnaires, critiquant des réformes qui prétendaient consacrer la primauté de la "rationalité comptable sur la rationalité humaine" », rappelle **El Pai**s. Pour le quotidien madrilène, il doit une partie de son succès « à la création de la maison travers ses petits formats, lui a permis de vendre plus de 150 000 exemplaires d'articles ou de discours de combat ». Un combat par l'écrit salué par Le Temps de Genève:

« Pierre Bourdieu, à cause de son caractère sourcilleux, de sa volonté d'être précis, de sa posture de savant, et de la difficulté de beaucoup de ses textes, a pu déranger ceux qui croient qu'il faut faire simple pour être efficace. (...) On peut ne pas apprécier les excès de ses convictions, sa prétention à détenir, lui, la vérité, ou la rigidité de sa théorie sociale. Mais il avait raison de nous avertir que le pire danger qui nous guette est celui d'un monde où les savants servent sans discuter la main qui les paie. » Dans le même quotidien, le critique de télévision Jean-Marc Béguin est moins laudatif: « Par conviction, ou par cabotinage, le sociologue s'est identifié complaisamment avec le mouvement de rejet de la mondialisation. Se pliant aux simplifications qu'il ne cessait de dénoncer, il laissait ses affidés réduire son discours à quelques slogans de cantine pour les agités des différentes sectes de la "gauche de la gauche". Ses salves contre les médias avaient plus à voir avec l'agit-prop qu'avec la sociologie. Bourdieu, ces dernières années, s'est fourvoyé dans le schématisme réducteur de ces engagements, devenant par là même une star médiatique complice du jeu qu'il pourfendait. »

La Libre Belgique conclut: « Certains diront même qu'à la pensée unique, il en a substitué une autre. Le grand prêtre sera sévèrement anathématisé, et avec lui tous ses disciples, qualifiés par sobriquets et quolibets de "perroquets bourdivins". Au même moment, en revanche, il gagnera la sympathie d'un nombre croissant de déçus de la gaules options du social-libéralisme à la mode des Blair, Schröder ou même

lemonde.fr pour *Le Monde*

DANS LA PRESSE FRANÇAISE

■ LIBÉRATION

Antoine de Gaudemar

La sociologie n'est pas de l'art pour l'art : c'était déjà ce que disait il y a un siècle Emile Durkheim, le fondateur de la sociologie moderne. D'une certaine manière, Pierre Bourdieu n'a pas fait autre chose. Cette volonté de faire de la sociologie une arme théorique ou, comme il le disait, un « sport de combat » s'est renforcée avec le temps jusqu'à faire de lui, dans les dernières années de sa vie, la figure type, charismatique pour beaucoup, de l'intellectuel engagé. Certains ont dénoncé ce militantisme d'autorité, trop personnalisé, exercé du haut d'une chaire du Collège de France, y voyant même une forme de « terrorisme sociologique ». Bourdieu rêvait en tout cas, et sans doute non sans orgueil, d'un intellectuel d'intervention, critique et collectif, qui secoue les appareils politiques et accompagne les acteurs de la révolte sociale. De ce point de vue, mandarin devenu héraut des mouvements sociaux, il a joué un rôle clé pour une nouvelle génération arrivée à la politique dans les années 1990. Qu'avait fait d'autre Sartre, trente ans plus tôt?

■ LE FIGARO Daniel Bensaïd

La conception que Pierre Bourdieu se fait de la sociologie confirme tout au moins une prédilection pour le travail intellectuel, et sa réserve atteste la puissance de l'héritage webérien qui exige une mise à distance de l'engagement politique. [Longtemps] Bourdieu s'est tenu à cet ethos de la distanciation. Pendant les dernières années de sa vie. il a essayé d'être l'artisan d'un mouvement social européen, sans succès immédiat. En fait, il n'est pas entré directement dans le champ politique, mais par l'intermédiaire de ses prises de position (les grèves de 1995, les sans-papiers, le soutien aux chômeurs, l'intervention de l'OTAN dans les Balkans)... Mais il a eu du mal à dépasser le clivage entre l'expertise sociologique et l'idée de servir le peuple, entre la position de l'intellectuel en surplomb du social et celle de l'intellectuel au service du social. Entre un populisme critique et une tentation mandarinale. Cela dit, il a été un compagnon de lutte important de notre mobilisation contre l'ultralibéralisme planétaire.

■ L'HUMANITÉ **Pierre Laurent**

Pierre Bourdieu est mort, mais sa conception de « l'intellectuel critique », ainsi qu'il aimait à se définir, vit et résonne dans la société française. Ne croyant plus aux partis, Pierre Bourdieu se battait pour la construction d'une véritable « autonomie des mouvements sociaux ». Et cette notion a suscité, et continuera de susciter, débats et polémiques chez tous ceux que préoccupe l'émergence d'une alternative aux dominations actuelles. L'interpellation critique et salutaire des pratiques et du champ politiques rendelle illusoire l'invention de rapports ux entre politique ments sociaux? Tout autant qu'hier, ces débats demeurent bien vivants chez tous ceux qui veulent être les acteurs de la transformation sociale.

AU COURRIER DES LECTEURS

l'Alberta (Canada).

www.kananaskisg8.net

http://g8.activist.ca

ÉCHOGRAPHIE, TECHNOLOGIE ET MARKETING

C'est incontestable, l'imagerie traditionnelle s'est améliorée. (...) La performance des Doppler et les techniques d'imagerie harmonique ont rapidement imposé leur usage en routine. Par contre, l'imagerie en trois dimensions cherche toujours à faire la preuve de son utilité et ce, au prix de réels efforts et prouesses technologiques mais aussi avec un marketing forcené centré sur un utopique caractère indispensable. Son intérêt en échographie obstétricale n'est pas actuellement établi. Dans ce contexte, votre article (Le

Monde du 10 janvier) nous semble plus relever d'un audacieux point de marketing, auquel se sont, volontairement ou non, prêtés médecins et journalistes, que d'une mise au point scientifique. Cela est d'autant plus regrettable que ce point vient brouiller un débat de société important soulevé par les arrêts de la Cour de cassation et leurs implications sur les limites de l'obligation de moyens

et de la responsabilité médicale. (...) Bien évidemment, les améliorations apportées aux appareils permettent d'obtenir des images de meilleure qualité, mais elles ne dispensent pas d'une bonne connaissance de l'anatomie du fœtus, de son développement, de la génétique ainsi que d'une maîtrise des technologies ultrasonores validées. Et il faut savoir qu'une large part des anomalies diagnostiquées après la naissance resteront méconnues par l'échographie fœtale quel que soit son degré de sophistication. (...)

Une autre précision s'impose : les praticiens qui réalisent l'échographie obstétricale ne sont pas en grève et ne l'ont jamais été. La jurisprudence Perruche a tout simplement rendu impossible la poursuite de cette activité. Nous attendons que le législateur définisse clairement quelle est notre responsabilité, non pas pour la survie de quelques centaines de professionnels mais pour le plus grand bien de 750 000 femmes enceintes de France et de leurs

> Dr Catherine Jeanmougin, Pr Yves Ville, Dr Philippe Kolf

CONSÉQUENCES DU TERRORISME

Bravo à Jean-François Kahn (Le Monde du 4 janvier), pour avoir si parfaitement rivé son (mauvais) clou à la suffisance béatement pro-américaine et scandaleusement sioniste de l'ineffable Bernard-Henri Lévy! Merci surtout à Michel del Castillo (Le Monde du 18 ianvier), pour sa protestation si digne contre les aberrations littéraro-philosophiques d'un André Glucksmann parfaitement disjoncté! Un peu d'air et d'intelligence lucide, dans un débat pipé de toutes parts, n'a jamais fait de mal. Pour le reste, on regrettera que M. Ben Laden ne se soit pas cantonné à sa lutte personnelle contre le Léviathan américain. En brouillant les cartes, il a permis à Ariel Sharon de massacrer impunément des Palestiniens, à Vladimir Poutine de martyriser le peuple tchétchène, et à George Bush de se croire la conscience armée du monde libre. (...) Subsidiairement, il a aussi permis à toutes les parties prenantes d'une mondialisation pour le moins ambiguë de marquer quelques points. (...)

Denis-Armand Canal

MUSULMANE, MA SŒUR

Si M. del Castillo peut tirer fierté de son héritage arabo-musulman (Le Monde du 18 janvier), moi, femme, je puis affirmer que je tire une grande partie de ma chance de ne pas appartenir à l'islam. Dans tout ce Moyen-Orient, comme en Afrique du Nord, où il m'a été donné de vivre durant quinze ans, je me suis toujours félicitée de n'être pas née musulmane, de n'avoir pas eu à subir la loi de l'homme, d'avoir pu marcher librement à visage découvert, d'avoir pu aimer et épouser qui je voulais et quand je le voulais, d'avoir pu m'asseoir à la table de mes hôtes au même titre que mon mari. Je me suis sentie sœur désespérée de ces jeunes filles dont je lisais, le lundi matin, dans la presse locale, qu'on avait retrouvé leur corps noyé au fond d'un puits, sœurs de toutes celles que des frères trop soucieux de leur « honneur » avaient jugé bon de supprimer de ce monde sur le simple soupçon qu'elles étaient une insulte à leur dignité. Car les créatures maléfiques que nous sommes ne sont pas leurs semblables. Michel del Castillo aussi devrait savoir ce que signi-

fie le rejet d'une catégorie d'êtres humains hors de l'espèce humaine. Suzanne Ropert Vasteville (Manche)

NEW YORK ET CORDOUE

Les tours qui furent détruites le 11 septembre à New York étaient peuplées de gens qui travaillaient : des secrétaires, des vendeurs, des serveurs. Bien sûr. Il v avait aussi des banquiers, des affairistes et des spéculateurs au Worl Trade Center, comme il y en avait à Cordoue. Sa fortune, M. del Castillo, Cordoue ne la doit-elle pas en grande partie aux marchands qui spéculaient sur les ventes d'épices ou d'étoffes de leurs caravanes ? Sans affairistes ou spéculateurs, ni New York ni Cordoue n'auraient bénéficié des meilleures universités et de la technologie la plus avancée de leur époque. Il y a fort à parier qu'un Maure de l'âge d'or se serait senti plus chez lui dans ce souk, ce bazar, qu'était le World Trade Center que dans les raisonnements spécieux de celui qui revendique leur descendance. (...)

Jean-Bernard Wurm

LE DISQUAIRE ET LE PRÊTRE

Il est surprenant qu'annoncant et analysant le déclin du disque classique (Le Monde du 19 janvier), vous ne disiez pas un mot de la disparition des disquaires. La Fnac et les grandes surfaces ont laminé une profession qui n'existe plus. A Paris, le dernier, Leduc, a abandonné le disque pour se concentrer sur les partitions il v a une dizaine d'années. Quels sont les amateurs prêts à faire trois quarts d'heure de métro (à Paris) ou 50 kilomètres (en province) pour acheter un disque? (...) Pour sortir de la crise, la condition nécessaire est de mettre les disques à la portée du public, et non d'attendre que le public vienne au disque en allant pleurer « à la française » dans le giron de l'Etat afin qu'il vienne à l'aide d'« un secteur sinistré ». Prenons exemple sur les institutions religieuses qui construisent des églises nouvelles dans les quartiers où l'habitat se densifie. Mgr Lustiger fait preuve de clairvoyance, il sait bien que les « fidèles » le sont d'autant plus qu'ils ont moins de mètres à faire pour aller à la messe. (...)

Bernard Marrey

HORIZONS

DOSSIER SPÉCIAL



Bourdieu, raisons et passions

EUT-ON trouver, dans l'œuvre imposante et foisonnante de Pierre Bourdieu, une inconstante, obstinément poursuivie ? Au premier regard, le lecteur risque de renoncer. Car le travail considérable de ce sociologue de grande envergure a revêtu, formellement, des apparences diverses. Dans la vingtaine de volumes publiés, on trouve des enquêtes de terrain aussi bien que des analyses conceptuelles, des interventions à chaud sur des questions ponctuelles tout comme des réflexions de longue durée. Pour ne rien simplifier, la diversité des sujets abordés est extrême! Des rituels kabyles au système scolaire, des institutions de recherche au mariage, des goûts culturels à la domination masculine, des hauts fonctionnaires au langage, de Heidegger à la télévision (liste non exhaustive, on s'en doute), les objets d'investigation sont si nombreux, et paraissent si disparates, que la solution paresseuse consisterait à fragmenter l'œuvre, en ne considérant iamais qu'une facette à la fois. On obtiendrait ainsi toutes sortes de profils, pourvus chacun d'une

problématique.
Il y a pourtant une unité profonde de la démarche de Pierre Bourdieu. En dépit de son évolution, en dépit des périodes et des étapes que ferait apparaître une étude détaillée de son parcours, sa réflexion tourne autour

cohérence acceptable, mais leur

demeurerait

d'une seule interrogation fondatrice. Elle s'inscrit dans un très ancien héritage, que Bourdieu vient renouveler. voire bouleverser. Cette question. vieille comme la philosophie, est celle de l'identité Se connaître soimême, ce fut déjà l'injonction faite à Socrate. Qui suis-je, qui sommesnous, que sais-je? Bourdieu reprend ces demandes, déjà maintes fois remaniées au fil des temps. Mais il les travaille et les transforme d'une manière très singulière. Car il ne s'interroge pas, comme le firent classiquement les philosophes, sur la nature ou sur la condition humaines. Il ne s'agit plus pour lui de savoir en quoi consiste l'essence de l'homme en général, mais de comprendre comment est produit tel sujet en particulier, comment s'engendrent ses goûts, sa vision de lui-même, ses stratégies.

Mais pour se connaître ainsi, inutile de contempler en soi-même. C'est autour de soi, ou en arrière, ou en dessous, qu'il faut porter le regard. A l'extérieur, dans le détail, à la fois visible et caché, du fonctionnement social. La connaissance de soi n'est pas le résultat d'une introspection, mais d'une objectivation. Vous crovez avoir une nature artiste, vous vous émerveillez de vos dons? Indiquez plutôt vos dates et lieu de naissance, les professions de vos parents et votre cursus scolaire. Ces détails peu nobles permettront sans doute d'en apprendre plus sur vos talents supposés que ne le permet votre propre sentiment. Le détour permettant de se connaître n'a ici que peu de chose en commun avec la psychanalyse. Ce ne sont pas des conflits psychiques qui permettent de saisir la formation du sujet. Comme chez Freud, l'individu selon Bourdieu n'est plus « au centre de lui-même », mais, cette fois, ce qui le produit, et jusque dans son intimité, c'est l'extériorité

Voilà pourquoi on ne saurait être transparent à soi-même. Le moindre de nos penchants est le résultat d'un jeu complexe de codes et de distinctions qui sont tout sauf naturels. L'ambition du travail sociologique, tel que Bourdieu l'a conçu et perfectionné, est de les faire apparaître, dans leur détail, leur jeu parfois microscopique et leur reproduction implacable. Pour avoir prise sur cette machinerie cachée, il a forgé de nouveaux concepts: habitus, champ, violence symbolique, par exemple. Son apport, à cet égard, est d'une ampleur et d'une puissance telles qu'on se demande encore comment Luc Ferry et Alain Renault, dans le triste pamphlet où ils tentèrent de se débarrasser de la « pensée 68 », purent ne voir dans cette œuvre subtile et forte qu'une « variante distinguée du marxisme vulgaire ».

La question de fond, ici, est évidemment celle de la libération rendue possible par la connaissance. Ce n'est plus chez Bourdieu une question rhétorique, générale et abstraite. Concrète et détaillée, la sociologie peut devenir « un instrument d'autoanalyse extrêmement puissant qui permet à chacun de comprendre mieux ce qu'il est, en lui donnant une compréhension de ses propres conditions sociales de production et de la position qu'il occupe dans le monde social ». La possibilité existe, mais sa réalisation n'est iamais assurée. Rien ne garantit que la mise en lumière des déterminismes

Philosophe,
sociologue,
intellectuel
engagé, Pierre
Bourdieu faisait
sienne la
formule de
Pascal: « Deux
excès: exclure
la raison,
n'admettre que
la raison ».

sociaux suffise à les briser. Car les dominés, comme Bourdieu l'a montré à maintes reprises, intériorisent leur propre domination, et finissent ainsi par reconduire eux-mêmes leur oppression. La violence symbolique remplit essentiellement cette fonction. Là aussi, mais en un autre sens, la transparence se révèle impossible.

Il semble alors ne rester qu'une issue. Elle exige des efforts continus, une démarche au cas par cas. Il s'agit de défaire l'illusion de transparence partout où elle subsiste. Exemple : les élèves d'une grande école se consacrent à la réflexion, ils trouvent cela naturel et normal. On demandera: quelles sont les conditions sociales et historiques engendrant l'existence d'individus dont l'activité se présente uniquement comme libre usage de la raison humaine? Par quels détours vient-on considérer comme naturel, universellement humain, authentiquement spontané, un lieu scolaire très artificiel, minutieusement construit, bardé de bibliothèques, entouré de codes, saturé de règles et de symboles?

Refusant les abstractions désincarnées, Bourdieu se méfiait des mécanismes réducteurs. Il avait fait sienne la formule de Pascal: « Deux excès: exclure la raison, n'admettre que la raison. » Clausewitz soutenait que la guerre n'est que la politique continuée par d'autres moyens. La sociologie selon Bourdieu, aussi bien dans ses coups de génie que dans ses limites, évoque à plus d'un titre une philosophie continuée par d'autres moyens. Mais, là encore, la transparence paraissait impossible.

tém

Roger-Pol Droit

SOMMAIRE

SOCIOLOGUE

Fidèle héritier de Durkheim et de Mauss, Pierre Bourdieu analysait les champs littéraire, artistique et philosophique. p.16

EDUCATION

Selon Bernard Charlot, son analyse du système éducatif a proviqué un choc idéologique puissant et salutaire p.17

JOURNALISME

Pour Pierre Bourdieu, l'information est trop importante pour être laissée aux seuls journalistes p.17

POLITIQUE

A partir du mouvement social de l'hiver 1995, il s'engage contre la « pensée unique » aux côtés des militants anti-mondialisation p.18

ETRANGER

L'influence de Pierre Bourdieu en Europe et aux Etats-Unis p.19

TÉMOIGNAGES

Françoise Héritier, professeur honoraire au Collège de France, et Bernard Lahire, professeur à l'ENS, témoignent. p.20

Plutôt Pascal que Marx

ANS les premières pages d' Homo academicus, le livre qu'il a consacré en 1984 au monde universitai-

re, Pierre Bourdieu écrivait : « La difficulté de tout discours scientifique sur le monde social atteint son paroxysme dans le cas d'un discours portant directement sur le jeu même dans lequel son auteur se trouve gagé et engagé. » De là une extrême tension entre la construction d'un savoir sur les mécanismes méconnus par les acteurs eux-mêmes et la nécessité pour le sociologue d'objectiver sa propre position dans le monde académique et intellectuel qui était son objet. Souvent, Pierre Bourdieu a vécu cette division, que certains prenaient pour de l'arrogance, comme une secrète souffran-

Elle hante son livre sans doute le plus profond et le plus intime, les Méditations pascaliennes (1997). Moqueur à l'égard de ces autobiographies où des « universitaires heureux (les seuls à qui l'on demande cet exercice d'école) racontent sans méthode des vies sans histoire », il ne concède rien au genre. Et, pourtant, l'exercice de réflexivité critique auquel il se soumet désigne. avec acuité, la difficulté de tout projet qui entend repérer les conditions de possibilités historiques des discours qui se donnent comme un savoir vrai sur le monde social.

Résister à « l'oubli de l'histoire » et rapporter le travail de la connaissance à ses déterminations spécifiques tout en refusant le relativisme n'est pas suivre un chemin aisé. Contre des lectures hâtives ou polémiques, Bourdieu réaffirmait dans Raisons pratiques, un recueil d'essais paru en 1994 : « Rappeler la dimension sociale des stratégies scientifiques, ce n'est pas réduire les démonstrations scientifiques à de simples exhibitions rhétoriques ; invoquer le rôle du capital symbolique

Fidèle héritier
de Durkheim
et de Mauss,
Pierre Bourdieu
a construit
des catégories
conceptuelles
pour analyser
les champs
littéraire,
artistique et
philosophique

comme arme et enjeu des luttes scientifiques, ce n'est pas faire de la poursuite du profit symbolique la fin ou la raison d'être exclusives des conduites scientifiques. »

Appliquée à l'analyse des œuvres, quelles qu'elles soient, cet exigeant programme doit conduire à comprendre contre quelles approches Bourdieu a construit les catégories conceptuelles qui font la force de son travail. La sociologie des champs (littéraire, artistique, philosophique, etc.) suppose une triple rupture: avec la mythologie idéaliste du « créateur incréé », soustrait à toute détermination historique, avec un réductionnisme sociologique qui affirme une correspondance directe entre positions sociales et expressions esthétiques, ramenées à leur seul contenu idéologique, et avec les analyses structurales qui postulent une complète autonomie des oppositions et affrontements discursifs.

En considérant que chaque espace social obéit à des lois particulières et hiérarchise les acteurs selon un ordre de valeurs qui lui est spécifique, Bourdieu permet de comprendre les traits propres des champs culturels. D'une part, l'absence de titre d'entrée institutionnalisé (à l'inverse du monde académique, qui exige diplômes et certifications) fait que les conflits à propos de la délimitation des limites du champ, du droit à les tracer et de la définition légitime de l'écrivain ou de l'artiste y constituent les enjeux les plus fondamentaux. D'autre part, parce qu'ils inversent les principes de classement qui régissent l'univers économique, les champs culturels valorisent «l'intérêt au désintéressement » et impliquent, pour ceux qui y défendent les positions les plus irréductibles aux profits promis par la littérature industrielle ou l'art académique, une condition économique qui permet l'indifférence à l'économie.

Une telle élaboration théorique transforme en instrument d'analyse la distinction pascalienne entre



Pierre Bourdieu et Jacques Derrida, en 1994, lors d'une rencontre du Parlement des écrivains.

les divers genres de « grandeurs »: « Tout l'éclat des grandeurs n'a point de lustre pour les gens qui sont dans les recherches de l'esprit. La grandeur des gens d'esprit est invisible aux rois, aux riches, aux capitaines, à tous ces grands de chair. La grandeur de la sagesse est invisible aux charnels et aux gens d'esprit. Ce sont trois ordres différents de

« Il n'y a pas d'au-delà de l'histoire », et c'est pourquoi les sciences sociales doivent « s'accepter comme de part en part historiques ». L'affirmation n'a pas toujours évité les malentendus entre les historiens, souvent rétifs devant les conceptualisations trop exigeantes, et Bourdieu, fidèle héritier d'un projet sociologique, celui de Durkheim et de Mauss, qui ne fait pas retraite dans le présent, mais propose des catégories de compréhension dont la pertinence heuristique n'est pas

liée à un moment particulier de l'évolution historique.

Il en va ainsi de notions devenues aujourd'hui biens communs : celle d'habitus, définie comme un « système de schèmes de perception, d'appréciation et d'action, inscrit dans le corps par les expériences passées et permettant d'opérer des actes de connaissance pratique », ou celle de domination symbolique qui suppose, comme l'indique La Domination masculine, publié en 1998, que « les dominés appliquent des catégories construites du point de vue des dominants aux relations de domination, les faisant ainsi apparaître comme naturelles ».

Comme son ami Louis Marin, jamais oublié, Pierre Bourdieu lisait dans Pascal la formulation fulgurante de ses propres questionnements. On se souvient de la boutade qui ouvre l'ouvrage de 1997: « J'avais pris l'habitude, depuis long-

temps, lorsqu'on me posait la question, généralement mal intentionnée, de mes rapports avec Marx, de répondre qu'à tout prendre, et s'il fallait à tout prix s'affilier, je me dirais plutôt pascalien. »

A la fin des *Méditations pascaliennes*, dans une réflexion aux accents inattendus, il liait l'insupportable de la pensée de la mort avec la quête, dans le monde et le divertissement, de raisons d'exister. Mais sans doute, comme Pascal, il savait que celles-ci n'étaient qu'un leurre, qui valait peu à l'aune d'une plus puissante exigence: « On mourra seul. Il faut donc faire comme si on était seul; et alors, bâtirait-on des maisons superbes, etc.? On chercherait la vérité sans hésiter, et si on le refuse, on témoigne estimer plus l'estime des hommes que la recherche de la vérité. »

Roger Chartier

L'esthétique de la photo

ANS doute la photographie était-elle un souci Îointain pour Pierre Bourdieu. Pourtant, ce dernier a dirigé un livre marquant: Un art moyen, essai sur les usages sociaux de la photographie (1965), dans un champ théorique alors désertique. Ce livre, trop souvent réduit à son titre délicieusement ambigu, Un art moyen, est moins le produit d'une conviction intime que le résultat d'une enquête que Bourdieu analyse dans les deux premiers chapitres : la photo est à classer entre « les pratiques vulgaires » et « les pratiques nobles ». Elle est un art mécaniste, moins exigeant que la peinture ou la musique, « accessible à tous ». Bourdieu explique comment cette « esthétique populaire », qui participe de l'intégration à la famille, est déterminée par les catégories sociales - les classes cultivées s'en détournent – dans lesquelles s'opposent un « culte de l'unité » et des « différences culti-

Il faut replacer les propos de Bourdieu dans leur contexte. Ce livre s'appuie sur des entretiens en milieu scolaire. Il est cosigné par Luc Boltanski, Robert Castel et Jean-Claude Chamboredon, à qui on doit la seconde partie, ouverte sur les dimensions esthétiques et professionnelles de la photographie. Rappelons que, dans les années 1960, l'« art photographique » était margi-

nal. Dominent alors un « art appliqué » à la presse ou à la publicité et une pratique amateur, alimentés par une industrie en expansion. Ce livre est du reste « le résultat de recherches entreprises à la demande de Kodak-Pathé ».

La pensée de Bourdieu est néanmoins riche en fulgurances : « La prise de vue reste un choix qui engage des valeurs esthétiques et éthiques. » Elle « fixe un aspect du réel qui n'est jamais que le résultat d'une sélection arbitraire » et qui répond à des codes (perspective, modèle de la peinture, « esthétique fonctionnelle » dans la pose et le cadrage) – « un art qui imite l'art », écrit-il. Bourdieu s'en prend aux images qui méconnaissent « la saisie des instants critiques où le monde rassurant bascule ».

Le livre fut oublié à partir des années 1980 – au profit des textes antérieurs remarquables de Walter Benjamin – quand l'enjeu devint principalement d'imposer l'art dans la photographie. Son destin est comparable au grand texte de Baudelaire de 1859, souvent réduit à une formule mal comprise – la photo serait la « très humble servante de l'art ». Aujourd'hui, la photo s'impose partout. L'apport et les faiblesses de l'ouvrage de Pierre Bourdieu pourraient donc être étudiés sereinement et prolongés par d'autres études.

Michel Guerrin

L'amour de l'art revu et corrigé

AUDRAIT-IL un indice de l'acuité des interventions de Bourdieu en matière artistique, la désapprobation silencieuse ou l'hostilité avouée qu'elles ont suscitées suffiraient. C'est que ses travaux tiennent le plus souvent du sacrilège et de la provocation, raison pour laquelle ils méritent d'être lus aujourd'hui comme à la date de leur parution.

L'Amour de l'art : les musées d'art européens et leur public est paru en 1966. Depuis lors, supposerait-on, la réflexion sur la culture et sa diffusion, sur l'accès au musée et l'initiation à l'art s'est développée largement. Depuis lors, des décisions ont été prises, de grands travaux achevés. Toute enquête récente sur les comportements et dépenses culturels des Français dément cet optimisme.

Le lien entre niveau social et curiosité culturelle demeure tout aussi fort qu'en 1966, de même que le rôle décisif de l'école. Or on sait quelle place tiennent, dans l'éducation en France, les arts et leur histoire : la dernière, la plus réduite possible. De sorte que les inégalités perdurent, quand elles ne s'accroissent pas. Il est des phrases, dans L'Amour de l'art, que les responsables de bien des musées ne perdraient rien à méditer, telles celles sur la religiosité qu'impose une architecture imposante dont le sty-

le « concourt à indiquer que le monde de l'art s'oppose au monde de la vie quotidienne comme le sacré au profane ».

De cette réflexion aux enquêtes conduites par Bourdieu ou sous sa direction et mettant en chiffres, en cartes, en courbes les goûts de chacun selon son appartenance sociale, la continuité de la démarche est tion sociale, des codes de conduite, des contraintes – « il faut aimer un tel... » – est sans doute nécessaire, mais néanmoins insuffisant. L'analyse sociologique des spectateurs et amateurs est une science délica-

Celle des créateurs l'est autant. Bourdieu lui a consacré les travaux qui se réunissent dans *Les Règles de*

Il est des phrases que les responsables de bien des musées devraient méditer

patente. La réussite l'est moins, particulièrement quand il s'agirait de comprendre les mécaniques de la prédilection artistique et de démontrer qu'elles sont mûes par le désir – et les critères – de la « distinction ». S'il est en effet possible d'interpréter des tendances massives, orchestrées par les médias et l'économie du spectacle, l'analyse devient plus délicate quand elle prétend s'élever à de plus hauts degrés de précision.

Pourquoi tant de spectateurs pour un film hollywoodien? La réponse n'est que trop claire. Mais pourquoi, cependant, malgré la pression publicitaire et sociale, quelques admirateurs pour tel musicien ou tel peintre rares? Mettre en évidence des désirs d'éléval'art, publié en 1992, puis, après corrections, réédité en 1998. Il y a là une réflexion sur l'interprétation des faits artistiques qui, particulièrement dans ses parties critiques, est remarquable. Les analyses de cas sont parfois trop systématiques et, quand il écrit sur le marché de l'art, Bourdieu n'est ni le mieux informé ni le plus convaincant des auteurs – bien moins que Raymonde Moulin sur les mêmes sujets.

Mais quand il refuse de séparer la création de ses conditions de toutes sortes – et pas seulement de la réception des œuvres –, quand il cherche à comprendre ce que serait « *l'espace des possibles* » de son art pour un artiste, en un lieu donné, à un moment donné, ou quand il en appelle à historiciser la philosophie

esthétique afin de la dégager de l'intemporalité où il est si doux de s'établir, il touche juste.

Désacralisation de la figure du créateur et de la notion d'art pour l'art, et d'autre part refus de la doctrine élémentaire de l'art-reflet : Bourdieu se veut plus complexe et plus précis à la fois. Ainsi définit-il son programme: «Pour expliquer cette sorte de miracle de la transsubstantiation qui est au principe de l'existence de l'œuvre d'art et qui, communément oublié, se rappelle brutalement à travers les coups de force à la Duchamp, il faut substituer à la question ontologique la question historique de la genèse de l'univers au sein duquel se produit et se reproduit sans cesse, par une véritable création continuée, la valeur de l'œuvre d'art, c'est-à-dire le champ artistique. »

Par l'ampleur de son ambition, l'enchaînement de ses analyses, la diversité de ses sources, la vigueur roide de ses thèses, Les Règles de l'art est un ouvrage salutaire. C'est aussi celui qui s'achève sur un appel à « ceux qui conçoivent la culture non comme un patrimoine (...); ni comme un instrument de domination et de distinction (...) mais comme instrument de liberté » — une liberté de créer et de penser que l'uniformisation des loisirs ne cesse de rendre plus fragile et plus précieuse.

Philippe Dagen

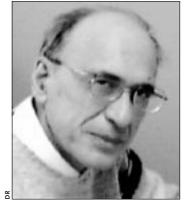
Quel est l'apport de Pierre Bourdieu à la compréhension du système éducatif?

Sur l'éducation, Pierre Bourdieu a, dans un premier temps, provoqué un choc idéologique puissant et salutaire, un progrès pour la pensée et un grand point d'appui militant. A l'époque où *Les Héritiers* ont été publiés, le journal de la Fédération de l'éducation patie la Fédération de l'éducation nationale (FEN) vantait « l'école libératrice ». Avant que Bourdieu ne parle, la théorie des dons restait dominante. Il l'a rendue indéfendable. Il a donné, avec Jean-Claude Passeron, une forme théorique au constat statistique des inégalités. Si l'on admet que l'école contribue à la reproduction des inégalités, il n'y a pas grand-chose à dire contre Bourdieu! En outre, il a confronté ce constat statistique avec l'illusion que les individus peuvent avoir de leurs actions. C'est la question du sens pratique : pourquoi les individus ont-ils l'im-pression d'être libres, alors que, socialement, ils subissent un déterminisme?

Mais le constat n'a pas permis d'améliorer l'école?

Ce qui était une rupture est devenu un blocage. On ne voyait pas comment sortir de la logique de Bourdieu. Il existait une piste, qu'il a lui-même suggérée, mais qu'il n'a pas suivie : rendre explicite ce qui fonctionnait implicitement dans l'école. C'était l'idée de la pédagogie rationnelle. L'école exige des choses qu'elle ne donne pas, qu'elle suppose implicitement acquises. Ceux qui peuvent les acquérir à l'extérieur vont réussir, les autres non. Dans La ReproBERNARD CHARLOT, professeur en sciences de l'éducation à l'université Paris-VIII - Saint-Denis

« Nous avons dû nous définir par rapport à lui »



duction, Bourdieu suggère qu'on étudie la piste de la relation à la culture, que d'autres comme moi

En outre, le déterminisme a produit un effet de fatalisme. Le modèle a fonctionné de façon assez négative car une fois repris par le

sens commun, dans les milieux enseignants, il a donné: « On ne peut rien faire, ça se joue dans les

La question actuelle n'est plus simplement celle des inégalités sociales, mais celle des pratiques à mettre en œuvre face à des indivi-dus qui ont une histoire plus individualisée qu'autrefois. Le problème est que la sociologie ne voulait pas poser la question du sujet, portée par les philosophes et les psycho-

Je me suis toujours demandé comment on pouvait lier le Bourdieu militant et le Bourdieu sociologue. Au premier niveau, d'accord: c'est un intellectuel critique, qui dissipe les illusions. Mais si l'on essaie de lier la sociologie à la construction de pratiques nouvelles, ça ne marche plus. Bourdieu permet de comprendre ce qui se passe quand on analyse la réalité à

Pour les enseignants, le diagnostic de Bourdieu est toujours

d'actualité

partir des positions sociales des individus, mais si l'on pense en partant des pratiques, en situation, on est obligé de poser d'autres ques-

Les sciences de l'éducation sont-elles ses héritières?

 Elles se sont engagées sur des pistes post-Bourdieu : le rapport au savoir, ce qui se passe dans les établissements... Les sciences de l'éducation posent la question du sujet. Tout individu est 100 % social, 100 % singulier, mais le social, 100 % singulier, mais le total n'est pas égal à 200 %, il est égal à 100 % : deux enfants de la même famille n'ont pas automatiquement la même histoire

Nous avons tous dû nous définir par rapport à Bourdieu pour nous construire un espace de pensée, et nous avons été confrontés à de nouvelles questions. Les sciences de l'éducation sont un élargissement de la sociologie. Elles permettent d'aborder la question des pratiques des enseignants, des parents, et des élèves. Par exemple, notre équipe a montré que

pour beaucoup d'élèves des milieux populaires, celui qui est actif à l'école, c'est l'enseignant: l'élève pense que s'il a écouté, s'il s'est tenu tranquille, il doit avoir une bonne note, et que si le prof explique bien, il doit savoir.

Les sciences de l'éducation permettraient mieux aux enseignants d'agir?

La sociologie de Bourdieu con-cernait les structures, nous identifions les processus, c'est-à-dire la façon dont les situations arrivent : comment est-on arrivé à un affrontement violent entre un élève et un enseignant, par exemple ? Ceux qui sont sur le terrain, là où ils sont, peuvent éviter que ces situations surviennent, en penser d'autres. Mais le risque est d'oublier que fontionnent d'oublier que fonctionnent des systèmes. Certains d'entre nous repartent donc sur des pistes plus globales: la globalisation, la mondialisation, un combat militant large. C'est pour cette raison que je suis à la fois à Porto Alegre et dans des établissements de banlieue parisienne.

Nous donnons davantage d'armes pour analyser ce qui se passe à l'école, mais ce que nous faisons est menacé de la même réinterprétation que le travail de Pierre Bourdieu, qui a débouché sur l'explication de l'échec scolaire par le « handicap socioculturel ». J'entends parfois : « Avec le rapport au savoir qu'a cet élève, que voulezvous que j'y fasse? » Dans dix ans, des gens montreront qu'il faut affiner davantage l'analyse.

> Propos recueillis par Nathalie Guibert

Un « mec fondateur » ou un « gourou »

Quand la nouvelle est tombée, la s'est exclamée, peinée: « Oh !!!!!!! » Pierre Bourdieu était pour eux un familier. Sa mort a frappé les 75 apprentis proviseurs réunis en session de formation, jeudi 24 janvier, dans les locaux du lycée Jean-Moulin de Torcy (Seine-et-Marne).

« Il a compté dans ma vie person-

nelle », confie Jacques, qui, en première année de fac, a compris, à la lecture des Héritiers « ce qui (lui) était arrivé au lycée, à l'époque où l'on sélectionnait encore à l'entrée en sixième ». Issu d'un « milieu populaire », scolarisé dans un établissement parisien, Jacques a mesuré, a posteriori, « ce qu'il y avait de reproduc-tion sociale » : il était le seul de son espèce! Bien des années plus tard, il a été frappé « de voir que beaucoup de collègues ne connaissaient pas le livre ». Pour lui, « on ne peut pas être enseignant sans avoir lu Les Héritiers. Au collège, l'enseignement est toujours conçu pour eux! » Pour Jean-Pierre, cravate et lunettes, la référence est plutôt La Distinction. Passé par l'entreprise, un licenciement économique et le chômage, ce quinquagétion nationale pour voir comment se construit l'égalité des chances ». Eh bien, « cela n'a pas changé. Certains enfants se construisent par l'action, contrairement aux nantis, or on les en empêche. Et quand on n'a pas la possibilité de passer d'une strate sociale à l'autre, cela produit de la violence. »

Bourdieu, « un mec fondateur » pour les uns, devenu « hermétique », voire un peu « gourou » pour les autres, « a pris une telle place »... Ils n'y ont pas échappé. Comme l'explique Isabelle, l'école « a

Mais, c'est un problème, le constat bourdieusien reste d'actualité. « Parce que la sociologie ne change pas le monde, c'est un sport de combat », ironise Jean-Marc, en rappelant que, « si la sixième ne s'était pas ouverte, moi, mauvais élève venu de province et d'un milieu modeste, je ne

« On a été marqués par les analyses de Bourdieu. Et on a laissé de côté d'autres approches, comme la psychologie »

CATHERINE, APPRENTIE-PROVISEUR

pris en compte les déterminismes sociaux. Les ZEP, la discrimination positive, c'est grâce à lui ». « Autant que Boudon », Bourdieu a provoqué les interrogations de Catherine sur l'échec ou la ségrégation scolaire. Ces questionnements l'ont amenée vers la profession de chef d'établissement, précise cette ancienne enseignante. « A partir du moment où l'on sociologique, on se demande comment on pourrait faire. » Sous son influence, dit l'une, « je n'ai jamais dit "cet élève est nul" ». Malgré lui, ajoute un autre en souriant, « moi, je

serais pas là ». Voilà, précisément, la perversité du système, estime Jacques : « Il permet à la marge à quelques individus d'y arriver, pour se prétendre démocratique. » Les enseignants, « purs produits de cette autoreproduction », devraient venir d'horizons plus divers, juge ce futur cadre de l'éducation nationale. « On a été marqués par les analyses de laissé de côté d'autres approches, comme la psychologie. » Il ne faudrait pas, ajoute Isabelle, « oublier la péda-

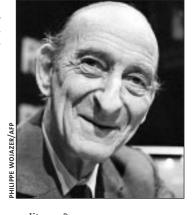
Raymond Aron: admiration et sévérité

Dans ses Mémoires (Julliard, 1983), le philosophe et sociologue Raymond Aron (1905-1983) consacre plusieurs passages à Pierre Bourdieu et à l'influence de son livre Les

Décidé à remplir pleinement mes obligations de sociologue, je créai, dans le cadre de la VI° section, un centre de recherches, intitulé Centre européen de sociologie historique. Pierre Bourdieu en fut le secrétaire général et l'animateur, en vérité le directeur effectif jusqu'à la rupture provoquée par les événements de 1968

Pierre Bourdieu, au retour de son service militaire, avait déjà travaillé sur le terrain. A l'époque, il promettait tout ce qu'il a tenu, un des « grands » de sa génération ; il n'annonçait pas ce qu'il est devenu, un chef de secte, sûr de soi et dominateur, expert aux intrigues universitaires, impitoyable à ceux qui pourraient lui faire ombrage. Humainement, j'espérais autre chose de lui (p. 350).

des silencieux » aux enseignants de tous les degrés contribua à modifier le climat [NDLR: en 1968]. Le secrétaire général du ministère, Pierre Laurent, m'affirma – mais quelle était la part de la



politesse? - que, sans ma campagne au *Figaro*, il n'aurait pas pu organiser les examens du baccalauréat. L'adresse que j'avais donnée au Figaro, celle du Centre européen de sociologie, provoqua ma rupture avec Pierre Bourdieu. Ses fidèles s'étaient répandus à la Sorbonne, distribuant des tracts conformes à l'évangile Bourdieu-Passeron, lançant la formule des « états généraux de l'enseignement »; les étudiants, de des idées du livre Les Héritiers

Considérons un thème qui donna lieu, dans les palabres d'étudiants, à des variations indéfinies: la démocratisation ou la

nalistes il y eut donc, à tout le

moins, un long malentendu. Pour le

comprendre, il faut revenir à l'ambi-

tion première de Pierre Bourdieu,

qui devait bien vite le mettre en con-

sité. Le livre de Bourdieu et de Passeron Les Héritiers devint, pour ainsi dire, un livre de chevet des étudiants de Mai. Mais que déduire de ce fait? Que les étudiants, eux-mêmes héritiers, aspiraient à une Nuit du 4 août, désireux de renoncer à leurs privilèges? Ou bien, n'étant pas héritiers, quelques-uns se jugeaientils injustement refoulés dans des disciplines de deuxième ordre, sans perspectives de carrière à la mesure de leurs ambitions? Ou bien, héritiers incapables de suivre les filières prestigieuses, se révoltaient-ils contre le système d'où leur médiocrité personnelle les avait refoulés ? Des cas individuels soutiennent ces différentes hypothèses: enfants de petitesbourgeoisies ou des classes populaires qui accèdent à l'enseignement supérieur pour la première fois et s'y sentent perdus; fils de famille qui se dressent euxmêmes contre les formes extrêmes d'élitisme à l'ENA ou à l'Ecole polytechnique; fils de famille refuge dans la psychologie ou la sociologie et transmuent leur ressentiment en idéologie. Des différents cas, lesquels furent les plus nombreux? Quelle signification accorder aux idéologies ? (p. 478).

non-démocratisation de l'Univer-

Le journalisme critiqué et honoré



critiques Pierre Bourdieu contre le journalisme ont souvent irrité les journalistes, qui se sont

rarement reconnus dans l'image donnée d'eux par le sociologue. Elles ont particulièrement heurté les journalistes du Monde, qui se sont sentis injustement pris pour cibles. Ils ont déploré que Pierre Bourdieu, tout en dénonçant la soumission croissante des médias aux logiques économiques, refuse de reconnaître que Le Monde était précisément un de ceux qui, dans

la mesure de leurs moyens, tentaient de résister à ce mouvement. Ils ont regretté que le sociologue mette dans le même sac toutes les entreprises de presse et aille jusqu'à se montrer plus sévère pour celles dont les idéaux ne sont pourtant pas très éloignés des siens. Pierre Bourdieu s'en était pris ainsi à la nouvelle formule du Monde, mise en place en 1995, qu'il jugeait trop assujettie aux pressions commerciales mais aussi à France-Culture, qu'il voyait « livrée à la liquidation au nom de la modernité, de l'Audimat et des connivences *médiatiques* ». Il y avait, dans cette approche globale du «champ médiatique », apparemment plus

attentive aux évolutions d'organes de presse fidèles aux valeurs essentielles de la culture qu'aux spectaculaires transformations des grandes chaînes de télévision, de quoi rendre perplexes ceux-là mêmes qui partageaient les inquiétudes du sociologue sur le bouleversement du paysage médiatique.

C'est en 1994 que Pierre Bourdieu a dénoncé, dans un numéro de sa revue Actes de la recherche en sciences sociales, sous le titre « L'Emprise du journalisme », le pouvoir que « les mécanismes d'un champ journalistique de plus en plus soumis aux exigences du marché » exercent, selon lui, sur les journalistes et, en partie à travers eux, sur les différents champs de la production culturelle. Cette « emprise », à laquelle le développement de la télévision, devenue le média dominant, confère une ampleur sans précédent, tend à renforcer dans tous les champs, explique le sociologue, le « commercial » au détriment du « pur ». Pour Pierre Bourdieu, il ne s'agissait pas, précisait-il, de « mettre à l'index des coupables », mais d'aider plutôt les journalistes à se

libérer de ces « contraintes cachées ». Ceux-ci eurent beau ieu d'objecter que les attaques du sociologue, faute de s'appuyer sur un solide travail d'enquête, étaient d'une faible utilité pour les profession-

pait son réquisitoire dans un petit livre de la collection « Raisons d'agir », qu'il venait de lancer. Cet ouvrage reprenait, sous le titre Sur la télévision, deux conférences prononcées quelques mois auparavant sur la chaîne de télévision Paris Première. Une fois de plus, le sociologue mettait en cause la tyrannie de l'audience et la dictature du marché, qu'il rendait responsables des dérives des médias vers le journalisme à sensation et la dépolitisation, au détriment du rôle citoyen que devrait, selon lui, jouer la presse. Une fois de plus, les journalistes, tout en reconnaissant la justesse de certaines critiques, regrettaient que l'auteur ne s'intéresse pas davantage à la réalité du travail journalistique et refuse notamment de prendre en compte les règles du métier. Entre Pierre Bourdieu et les jour-

currence, voire en opposition, avec les professionnels de la presse : donner une voix propre aux intellec-En 1996, Pierre Bourdieu déveloptuels dans le débat politique en tentant de desserrer les confraintes du « champ journalistique », offrir aux chercheurs, aux écrivains, aux artistes, un lieu où ils puissent s'exprimer sans se soumettre à la volonté des journalistes, bref affirmer hautement, dans l'espace public, l'autonomie des membres de la « cité savan-Paradoxalement, Pierre Bourdieu

vouait une immense passion au journalisme, mais il entendait rester le maître du jeu. Il savait au besoin faire jouer la rivalité entre les journaux, s'adressant à Libération pour contrarier Le Monde et vice versa, nouant des liens provisoires avec tel ou tel hebdomadaire (Les Inrockuptibles, Télérama) avant de chercher ailleurs de nouveaux alliés, confiant aussi ses textes au Monde diplomatique. Il se lança en 1989 dans l'aventure d'une revue européenne, Liber, publiée en supplément de cinq journaux d'Europe, Le Monde pour la France, la Frankfurter Allgemeine Zeitung pour l'Allemagne, le Times Literary Supplement pour la Grande-Bretagne, l'Indice pour l'Italie et El Pais pour l'Espagne. Cette association, qui donna à la revue une vaste diffusion, dura deux ans. L'expérience, que Pierre Bourdieu poursuivit ensuite, à une échelle plus modeste, dans le cadre de sa revue Actes de la recherche en sciences sociales, fut une bonne illustration de sa volonté de présenter, face aux autres médias, au moins dans le domaine culturel, une contre-information dont les intellectuels seraient les principaux acteurs.

Dans un entretien au Monde, en 1993, Pierre Bourdieu souhaitait la réinvention d'« une sorte d'intellectuel collectif sur le modèle de ce qu'ont été les Encyclopédistes ». Pour lui, l'information était devenue une affaire trop importante pour être laissée aux seuls journalistes.

Thomas Ferenczi

Adversaire de la pensée unique



ce à Laure Adler sur France 2. Et il ajoute: « désormais je transgresse des lignes que je m'étais interdit de trangresser ». La posture n'est pas factice. A l'époque, cela fait bientôt trois ans que le sociologue s'est engagé dans l'arène militante. L'hiver 95 et les grèves qui l'ont accompagné ont fait naître un autre Pierre Bourdieu. Non pas que le professeur du Collège de France se soit jusqu'alors cantonné à une réserve purement académique et ait fui tout engagement. Très tôt, il estime que c'est son rôle d'intellectuel. Dès les années 60, ses travaux critiquent le colonialisme français en Algérie. Ses ouvrages de sociologie sur la reproduction des élites servent de référence à la génération 68. En 1981, il franchit une première étape: il est l'un des premiers à soutenir le syndicat Solidarnosc contre la répression du pouvoir communiste polonais. Cette même année, il encourage la candidature de Coluche à l'élection présidentielle. Mais il hésite encore à rompre avec la gauche officielle. En septembre 1988, il salue dans les colonnes du Monde « la vertu

civile » de Michel Rocard, premier

ministre signataire des accords de Matignon sur la Nouvelle Calédonie. Quelques mois plus tard, il réalise un rapport sur les contenus de l'enseignement au lycée, à la demande du ministre de l'enseigne-

ment de l'époque : Lionel Jospin. Viendront ensuite les premières prises de distance avec la guerre du Golfe contre laquelle il pétitionne. Visiblement La Misère de monde, vaste enquête sur les exclus qu'il coordonne en 1993, provoque chez lui un déclic. Le véritable tournant militant s'effectue aux côtés des manifestants de décembre 1995 contre le plan Juppé sur les retraites. Furieux du soutien apporté par la revue Esprit à la direction de la CFDT qui approuve la politique gouvernementale, Pierre Bourdieu lance son « appel des intellectuels en soutien des grévistes ». Une rupture? « Non, c'est une accélération » explique le sociologue Loïc Wacquant, « en complète continuité avec tous ses travaux depuis l'Algérie. Il a eu. à ce moment là, le sentiment aigu que des menaces très fortes pesaient sur les conquêtes sociales. Avec les cheminots, il défendait une civilisation ».

Le 12 décembre, c'est une sorte de baptème du feu. Avec d'autres, il est convié, salle Traversière, à une réunion de solidarité avec les grévistes de la SNCF. Pierre Bourdieu, prend la parole d'une toute petite voix. C'est la première fois qu'il s'adresse à un tel auditoire. Il

En 1995, **Bourdieu** s'investit dans « l'appel pour l'autonomie du mouvement social »...

a un trac fou. Il y a là des faiseurs de grève, des postiers, des enseignants, des associations de chômeurs, des militants de base de la CGT, de Sud, de la CFDT... On est loin du Collège de France. Et dans les mémoires syndicales reste l'image d'un universitaire totalement intimidé. « Les interventions de ce type, Bourdieu ne savait pas faire. Je l'ai vu quelques semaines plus tard, à une réunion boulevard de la Chapelle, tellement terrorisé qu'il a du avaler deux whiskies pour se donner du courage avant de prendre la parole », se souvient Pierre Contessenne, de Sud aérien. Le sociologue s'accroche. Depuis quelques mois, il travaille avec le Réseau d'alerte sur les inégalités (RAI) dans lequel se retrouvent des syndicalistes et des chercheurs. « Cela le passionnait de voir des sociologues sortir de leur laboratoire pour créer une pensée collective », se remémore Annie Pourre, l'une des animatrices de Droits devant!

Là où les journalistes croisent un Pierre Bourdieu ombrageux, cassant, obsessionnellement sur ses gardes, les acteurs de 1995 voient « un type gentil, ouvert, pas un mandarin », comme le souligne Philippe Mangeot, ancien président d'Act-Up et rédacteur en chef de Vacarme. « c'était quelqu'un de très ouvert, même quand on critiquait ses lubies », raconte Gilles Sainati, du syndicat de la magistrature. « Il avait quand même un côté grand ponte. Au départ, il faut dire ce qui est, il ne comprenait absolument rien aux mouvements sociaux, mais avec nous il était attentif» indique un postier. «Il ne jouait pas à l'ouvrier » remarque Henri Célié, responsable de Sud Rail. Ni au « lèche cul », selon les termes d'Annick Coupé, porte parole du Groupe des dix :« Il n'hésitait pas à être dur et critique dans son soutien ».

Il découvre là un monde sans révérences : « tout le monde le vouvoyait sauf nous. On n'était pas dans un rapport de l'intellecturel face aux militants mais ensemble pour analyser ce qui se passait », complète Annie Pourre. Pour assumer cette « position de voisin critique » comme l'appelle Gérard Mauger, sociologue, directeur de recherche au CNRS, il lance avec quelques « disciples », Raison d'agir. La collection se veut « un intellectuel collectif autonome », c'est à dire indépendant des partis.

Les grèves s'amenuisant, le sociologue va chercher, presque frénétiquement, un fil entre les différents mouvements de résistance à la « pensée unique ». Cela va des sanspapiers aux mal logés, en passant par les chômeurs et par les collectifs dénonçant la privatisation de la culture. Paralèllement, lui qui avait placé beaucoup d'espoir dans la CGT en décembre 1995, qui avait souhaité rencontrer Bernard Thibault dès l'accession de ce dernier au secrétariat général, entretient désormais une relation d'amour déçu avec la centrale de Montreuil.

Convaincu que ce qu'on commence à appeler les nouveaux mouvements sociaux sont porteurs d'un projet politique alternatif, il s'investit dans « l'appel pour l'autonomie du mouvement social » , provoquant les grincements de dents de l'extrême gauche trotskiste. Alors qu'on l'attend ardent soutien d'Attac, il en signe l'appel mais ne s'investit guère. «Il craignait la reproduction d'une nouvelle forme de pensée unique », indique Annie Pourre. «Le côté centralisé d'Attac lui déplaisait. Lui, insistait beaucoup sur le fonctionnement en réseau », souligne Annick Coupé. « Dans son esprit, Attac avait moins d'ancrage social que le mouvement des chômeurs » explique Patrice Spadoni des Marches européennes contre le chômage.

C'est là où on l'attend le moins qu'il se porte. Amené par l'essayiste Didier Eribon, il participe à une manifestation d'Act up et est aussitôt convaincu par leurs méthodes d'action. « Il a cru qu'un mouvement homo comme Act up pouvait être le nouveau fer de lance du mouvement social », se remémore Philippe Mangeot. Cela ne marche pas. On le retrouve en juillet 2000 à Millau au procès de José Bové et des militants de la Confédération paysanne. Avec son costume en lin et son chapeau blanc, des militants le surnomment « le planteur créole ». A soixante-neuf ans, il découvre alors l'auto-stop. La voiture qui doit le ramener au train tombe en panne sur le plateau du Larzac. Pour lui, c'est l'aventure! Avec ses amis syndicalistes, il est pris en charge par un automobiliste local. Quelques jours plus tard, ce dernier recevra, en guise de remerciement,...une sélection fournie des ouvrages de Pierre Bourdieu.

> **Caroline Monnot** et Sylvia Zappi

SMAÏN LAACHER, CHERCHEUR ASSOCIÉ AU CENTRE D'ÉTUDE

DES MOUVEMENTS SOCIAUX (EHESS)

« L'Algérie lui a collé au corps et aux mots »

De l'étude de la société kabyle à la fin des années 1950 aux pétitions des années 1990 pour dénoncer la responsabilité des autorités dans les violations des droits de l'homme, l'Algérie n'a jamais cessé de figurer parmi les premiers centres d'intérêt de Pierre Bourdieu. Comment s'est opérée cette rencontre?

Jeune Normalien, Pierre Bourdieu a servi comme appelé en Algérie, puis il y est resté comme chercheur. Ce qui s'est passé pendant la guerre d'Algérie annonce la démarche qui sous-tend toute son œuvre: il mobilise les sciences sociales au sens large, et laisse poindre ses interrogations épistémologiques sur la manière dont que, les pays exotiques : pour lui, il n'y a pas de regard possible sans nécessité de se « regarder regarder », il faut « objectiver la subjectivité ». Bourdieu commence par publier, en 1958, une Sociologie de l'Algérie, un volume de la collection « Que sais-je? » si percutant, notamment dans sa dénonciation du colonialisme, qu'il continue d'être réédité aujourd'hui. En parallèle, il mène des travaux empiriques avec Abdelmalek Sayad sur la crise de l'agriculture algérienne. Dans Le Déracinement, ils dénoncent la violence des regroupements autoritaires de populations pratiqués à grande échelle par l'armée française.

Ouel a été l'apport de l'expérience algérienne à sa pensée ?

Il a montré que les enjeux de luttes sociales n'étaient pas seulement économiques mais aussi symboliques, comme avec les enjeux de nom et de renom, les logiques d'honneur. Or ces logiques à l'œuvre dans les pays dits sous-développés le sont aussi dans le champ du débat intellectuel français. Ainsi, pour lui, entre les sociétés dites développées et les sociétés sous-développées, il existe des invariants, au-delà des avatars de l'histoire. Le thème de la violence symbolique est déjà très présent dans l'analyse de la colonisation. Bourdieu montre que cette dernière produit des violences extrêmes

dont les effets sont catastrophiques sur le long terme ; il laisse entendre que la sortie du lien colonial n'ira pas de soi. Toutes ces idées mûries en Algérie traverseront toute son œuvre. A propos du colonialisme encore, il dissèque le mécanisme par lequel les vaincus finissent par habiter la représentation que se font d'eux les vainqueurs. Il élargira cette analyse à tous les dominés, qui, en tant que tels, ont peu de chance d'échapper à leur condition.

Pourtant, au moment de la guerre d'Algérie, on ne le voit pas adopter la posture d'intellectuel militant qu'on lui connaît plus récemment.

Non, à l'époque, il n'était pas connu et il a fallu que des intellecmnarent d traduisent des positions très anticolonialistes, pour qu'ils pèsent sur les événements. Son engagement n'était alors pas celui d'un militant au sens traditionnel, mais d'un intellectuel autonome.

Après l'indépendance de l'Algérie, quelle a été sa position vis-à-vis du régime ?

Il s'est toujours montré relativement discret dans ce domaine, estimant que le combat politique devait au préalable s'armer d'une vision scientifique du fonctionnement du monde social. Pour lui, cette connaissance scientifique devait servir aux dominés pour desserrer l'étau des contraintes. Mais on peut dire que l'Algérie lui a collé au corps et aux mots, et ne l'a jamais quitté.

Philippe Bernard



Salle Traversière, à Paris, le 12 décembre 1995

pas de la gare de Lyon, accueille les spectacles du comi-cé entre Annick Coupé (Sud-Ptt) et Didier Le Reste té d'entreprise de la SNCF. Là, ils sont six cents, tout (CGt cheminots). « Cette crise est une chance historique tuels qui ont apporté leur soutien aux cheminots grévis-

EN TEMPS NORMAL, la salle Traversière, à deux tes. Pierre Bourdieu s'installe à une longue table, coinnative : libéralisme ou barbarie » déclare le sociologue.

Aux sources de la domination masculine

EN 1998, Pierre Bourdieu publie La Domination masculine (Le Seuil), dans lequel il s'attache à démontrer que la distinction entre hommes et femmes est moins un fait biologique qu'une construction sociale; que les femmes ellesmêmes contribuent à cette domination masculine, qu'elles ont intériorisée puisqu'elles réfléchissent à leur propre condition en adoptant les catégories de ceux qui les dominent ; et que, dans la fabrication sociale des différences de sexe, dans la perpétuation de la domination masculine, l'Etat, l'école, l'Eglise comptent autant que la famille.

« Bourdieu réaffirme avec force que la féminité, la masculinité et leurs rapports sont des constructions sociales, et des constructions sociales dans lesquelles les uns se retrouvent structurellement avantagés par rapport aux autres. Cette asymétrie est reproduite à travers les comportements conscients et inconscients des individus, mais aussi grâce à la con-

tribution active des principales institutions sociales », résume le sociologue Yves Sintomer. Le livre est un succès d'édition. Chez les chercheurs, des femmes pour la plupart, qui travaillent sur les rapports socialix des sexes. l'ouvrage suscite des sentiments ambivalents.

ces de la domination masculine, Bourdieu oublie de prendre en compte les profonds changements, notamment liés aux mobilisations des féministes : la phénoménale réussite scolaire des filles à l'école, la féminisation massive du salariat et l'émergence de femmes très qualifiées »,

« Il avait fallu qu'un homme s'empare du sujet pour qu'il devienne visible!»

« Il avait fallu qu'un homme s'empare du sujet pour qu'il devienne visible, alors que nos travaux étaient considérés comme secondaires depuis vingt-cinq ans! », se souvient la sociologue Catherine Marry. Le contenu même de l'ouvrage déçoit quelque peu ces chercheuses, dont Pierre Bourdieu omet d'intégrer les travaux dans son livre. « Obsédé par les mécanismes de reproduction, les permanenregrette Catherine Marry, pour qui le principal apport du livre reste une réflexion sur la virilité, « que peut-être seul un homme pouvait mener ». Pierre Bourdieu montre brillamment comment la domination masculine prend sa source au sein même des rapports entre les hommes. Des rapports de compéti-

Pascale Krémer

L'arme de l'édition

le dans le champ social et politique, Pierre Bourdieu a lancé, fin 1996, les éditions Raisons d'agir. Un petit texte, Sur la télévision, inaugurait une collection de livres d'« intervention sociologique ». Ce sont des petits ouvrages d'une centaine de pages, de petit format et de couleurs vives. vendus à un faible prix, dont un bon nombre sont devenus des succès de librairie: Les Nouveaux Chiens de garde de Serge Halimi a dépassé les 200 000 exemplaires, tout comme Sur la télévision, tandis que le premier Contre-feux a dépassé les 100 000 exemplaires. Pierre Bourdieu en avait pressenti le succès, comme il avait prévu celui de La Misère du monde (Seuil, 1993): « C'est un ouvrage de trois millions de signes, qui fera 80 000 exemplaires », avait-il affirmé en 1991 à Olivier Bétourné, alors au Seuil.

POUR APPUYER sa prise de paro-

Assurer le succès d'un gros livre, vendu cher, n'était pas plus évident que de lancer une collection bon marché, en pleine crise des sciences humaines. « C'est un des lancements les mieux pensés en sciences humaines. Il a su trouver le bon format, et il y a eu une adéquation entre un universitaire et l'équipe des commerciaux, qui ont su convaincre les libraires », explique François Chasseré, directeur des ventes du Seuil, diffuseur de Raisons d'agir.

La collection a coïncidé avec l'omniprésence publique de Pierre Bourdieu après les grèves de décembre 1995. Elle a appuyé ses combats et nourri les polémiques, au fil d'une quinzaine de publications. « Cette collection s'inscrivait dans un souci qui a toujours été celui de Pierre Bourdieu, que le travail scientifique ne reste pas dans un placard, mais retourne dans le champ social», précise Patrick Champagne. Si l'efficacité polémique de la collection a été reconnue, sa crédibilité scientifique a souvent été discutée. Mais elle marque une date dans l'histoire de l'édition de sciences humaines et fait écho à la « Petite Collection » Maspero lancée en 1968; elle a aussi suscité sa postérité, avec les livres d'Esprit frappeur et surtout la collection d'Attac, chez Mille et Une

Alain Salles

Le pourfendeur de la « pensée Tietmeyer »



e qu'« aucun intellectuel allemand n'aurait osé faire », Pierre Bourdieu l'a osé : il s'est attaqué à l'intouchable

président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, à l'époque où celui-ci régnait encore sur la banque centrale allemande et où, depuis son bureau de Francfort, il dictait les taux d'intérêt dans l'Europe tout entière. Le compliment sur l'audace de Bourdieu, comparée à la pusillanimité supposée de l'intelligentsia d'outre-Rhin, émane de Joschka Fischer, alors que le chef de file des Verts n'était pas encore ministre des affaires étrangères. Il avait rencontré Bourdieu à Francfort, en juin 1997, à l'occasion d'un débat organisé par la Fondation Heinrich-Böll, la fondation du parti écologiste.

Le titre définissait exactement le champ auquel le sociologue du Collège de France consacrait son énergie militante : « Quelles réponses de gauche à la mondialisation et à l'hégémonie néolibérale? ». Joschka Fischer était loin d'être complètement d'accord avec Bourdieu. Il prenait la défense de Tietmeyer, dont la mission première était la stabilité du deutschemark, inscrite dans la loi. « Ou bien il s'en acquitte, ou bien il doit démissionner », disaitil. Il partageait avec son interlocuteur français l'aspiration à un Etat européen, à une intégration politique qui aurait dû constituer le premier pas, bien avant la monnaie unique : « Mais est-ce une raison pour refuser ce premier véritable transfert de souveraineté [que représente l'euro] ? », demandait-il.

La polémique Bourdieu-Tietmeyer

Il restera
pour ses
interlocuteurs
allemands
un « Zola
des places
financières »,
militant
du mouvement
social

avait commencé l'année précédente lors d'un débat, « La mondialisation, un défi culturel pour l'Europe », au centre français de l'université de Fribourg-en-Brisgau. La nuit précédente, Bourdieu avait lu un entretien accordé au Monde par le président de la Bundesbank où celuici vantait les bienfaits de la flexibilité. Bourdieu en avait fait le lendemain une exégèse critique et ironique, placée sous le signe du refus de « la pensée Tietmeyer ». Il en profitait pour développer un de ses thèmes favoris, la mobilisation des forces sociales par-delà les frontières des pays européens : « Contre une Europe des banques, contre une Euro

pe de la Bundesbank, contre l'Europe de Hans Tietmeyer, il n'y a pas d'autre moyen que la création d'un welfare state européen, aussi vite que possible, par la mobilisation de toutes les forces progressistes, qui de cette façon échapperont à la fausse alternative qu'on cherche à leur imposer : entre le vrai nationalisme et le faux internationalisme qui n'est autre que le masque d'un véritable impérialisme. »

Son intervention fut publiée dans l'hebdomadaire *Die Zeit* sous le titre « Mise en garde contre le modèle Tietmeyer », et le président de la Bundesbank s'enquit discrètement auprès de ses amis parisiens si l'influence de Bourdieu était telle que ses critiques méritaient une réplique. La réponse officieuse fut négati-

En revanche, à l'instar de Joschka Fischer, la gauche allemande non organisée dans les grandes formations politiques s'était prise de sympathie pour cet intellectuel atypique, un homme qui tenait un discours en rupture avec la pensée unique et qui pourtant n'était pas lié à des chapelles idéologiques que l'Allemagne réunifiée avait rejetées hors du champ politique.

Souvent sollicité pour des entretiens par les journaux et par les radios, Bourdieu était invité par les grands syndicats, comme l'IG Metall, pour défendre la coopération entre les mouvements sociaux européens alors qu'il regrettait que les moyens de mobilisation restent largement nationaux ; et même si la réconciliation entre le réformisme traditionnel de la social-démocratie et le développement de la contestation « sociétale » paraissait aux syndicats – et à la gauche classique – une utopie. Cette coupure a traversé tout le dialogue que le sociologue

mena sur Arte avec Günter Grass, en décembre 1999, bien que tous deux tombèrent d'accord sur l'irremplaçable besoin « d'ouvrir sa gueu-le »

A l'inauguration du centre d'études françaises de Fribourg, où il retrouvait volontiers des disciples et des amis, Pierre Bourdieu avait plaidé pour une amélioration de la réception de la pensée française en Allemagne, et réciproquement. Luimême avait été victime de cette diachronie entre les mouvements intellectuels des deux côtés du Rhin. Un décalage dû en partie aux délais de traduction des œuvres les plus importantes, mais pas seulement. En se faisant le héraut de la sociologie «face à la philosophie, l'économie et l'histoire, aimées et haïes à la fois » (Frankfurter Allgemeine Zeitung du 1^{er} août 2000), il heurtait de front une tradition allemande - mais ses collègues ne lui en tenaient pas rigueur.

Au contraire, ceux-ci vivaient à travers lui ce à quoi eux-mêmes n'auraient jamais songé : « Cette ligne de partage vacillante entre la science, l'expertise et le militantisme fait de Bourdieu le symbole du retour des intellectuels », remarquait encore le journal de Francfort. Et sans doute restera-t-il d'abord, pour ses interlocuteurs allemands, ce « Zola des places financières » (Neue Zürcher Zeitung), ce militant d'une Europe des mouvements sociaux. Dans un premier temps au moins, avant que de la « boîte à outils » sociologique qu'il a constituée [lire ci-dessous le témoignage de Wolf Lepenies] d'autres fassent la théorie.

Daniel Vernet

Jürgen Habermas: humaniste engagé

NIKLAS LUHMANN hier, Pierre Bourdieu maintenant; les faire-part des décès donnent toujours un coup au cœur aux gens de la même génération. Avec Pierre Bourdieu disparaît l'un des derniers grands sociologues du XX° siècle, indifférent aux frontières entre les disciplines.

Il était évidemment ethnologue depuis ses premières recherches sur les heurts de la société paysanne algérienne avec l'esprit du capitalisme. Mais sa production inlassable est placée autant sous le signe de la sociologie que de la philosophie, de l'économie, des sciences sociales ou même de l'analyse du langage, toutes disciplines dans lesquelles il ouvre de nouvelles perspectives

Ses concepts fondamentaux, par exemple « capital symbolique », introduisent autant de charges critiques en histoire qu'en sociologie. Et il a donné à une notion comme celle d'habitus, qui intéressait beaucoup Adorno, un usage rigoureux.

Autant Bourdieu dépassait les frontières de la sociologie, autant il n'était pas l'homme du confor-

Wolf Lepenies:

misme académique. Comme Foucault, il appartenait à ces esprits de grandes ambitions académiques qui rendent impossible à tous et à chacun de mettre une barrière entre l'engagement politique et l'engagement intellectuel. Plus il avançait en âge, plus la tiédeur académique des lettrés lui semblait insupportable. Elle lui paraissait une sorte de désertion au nom de la neutralité axiologique

Il agençait des contre-feux en se faisant le porte-parole de la résistance contre l'invasion néolibérale. Il a ainsi polarisé l'univers intellectuel français. J'admire encore la générosité de cette intelligence et sa disponibilité à assumer les conflits. Je reste profondément impressionné par la faculté de l'analyste et du chercheur de regarder à distance le monde universitaire immédiat et de se changer en humaniste à l'ancienne mode lorsqu'il lançait l'anathème en abandonnant la posture de l'observateur pour celle de l'acteur passionnément engagé.

> Jürgen Habermas est professeur émérite de l'université de Francfort

Zeitung), ce militant d'une Europe un bricoleur doué alors qu'il regrettait que les moyens des mouvements sociaux. Dans un té. Bourdieu en avait fait le lendede mobilisation restent largement nationaux ; et même si la réconciliapremier temps au moins, avant que, placée sous le signe du refus de tion entre le réformisme traditionque de la « boîte à outils » sociologinel de la social-démocratie et le que qu'il a constituée [lire ci-des-« POUR BOURDIEU, la sociologie était une science nécessaidéveloppement de la contestation sous le témoignage de Wolf

« POUR BOURDIEU, la sociologie était une science nécessaire. Elle était nécessaire parce qu'elle seule donnait la possibilité, d'une part, de connaître le caractère contraignant des faits sociaux et, d'autre part, de mettre au jour comment l'individu – Bourdieu parlait en l'occurrence plutôt d'"agents" que de "sujets" – pouvait se créer des espaces de liberté envers ces contraintes.

» Toute société est par exemple marquée par des systèmes d'alliance particuliers, mais en même temps ceux qui vont se marier développent des stratégies par lesquelles ils cherchent à tester la souplesse du système. En général, les scientifiques, qu'il s'agisse d'ethnologues ou de sociologues, s'intéressaient aux systèmes ou aux individus. Ou bien ils regardaient, tel Dieu le Père, les structures objectives et immuables dans lesquelles les acteurs se muaient comme des marionnettes, ou bien ils adoptaient le point de vue de ceux qui agissent et leur reconnaissaient un de- gré de liberté qui était illusoire. Bourdieu, au contraire, tenait au paradoxe selon lequel l'action humaine s'oriente sur des objectifs donnés par la société sans pour autant poursuivre consciemment ces objectifs. Bourdieu renvoyait à un parallèle avec la grammaire générative de Noam Chomsky: comme locuteurs, nous sommes liés par un répertoire limité de règles, mais nous pouvons en même temps formuler un nombre illimité de phrases grammaticalement correctes.

» Pierre Bourdieu n'a pas développé une grande théorie à partir de concepts comme "habitus", "champ" ou "capital culturel", mais il a rempli avec eux une boîte à outils qui a fait de lui un bricoleur doué des sciences sociales modernes. »

> Wolf Lepenies Professeur de sociologie à l'université de Berlin (Extrait d'un article paru dans la Süddeutsche Zeitung du 25 janvier)

Vu d'Italie : européen et généreux

IERRE BOURDIEU ne bénéficiait pas en Italie de l'influence qu'il pouvait avoir chez les intellectuels d'autres pays européens. Le Corriere della Sera rappelle que la traduction de son livre La Domination masculine avait fait scandale en Italie jusque chez les féministes, qui lui reprochait de reprendre, fût-ce sur un mode académique, les clichés les plus éculés sur la différence des sexes. Il n'avait pas hésité pourtant, en 1996, à aller soutenir un ami lancé dans une campagne électorale, le politologue Gian Giacomo Migone, cofondateur de

Liber, revue européenne de livres qui fut publiée pendant deux ans, notamment avec Le Monde (lire page 17). Gian Giacomo Migone apporte ici son témoignage.

«Pierre était comme ça, champion de la rationalité mais toujours passionnément dévoué à une cause; censeur impitoyable des vices de sa corporation mais négateur tenace de sa propre influence, contre toute évidence; un homme extrêmement précis dans la sélection de ses affinités intellectuelles mais doté d'un sens de l'amitié absolument latin. Il pouvait être terriblement égocentrique, et pourtant le premier mot qui vient à l'esprit en pen-

sant à lui est "généreux". » Le second est "européen",

même si cela peut étonner ceux qui n'ont pas vécu la brève mais intense aventure de Liber. Cette revue européenne des livres était un rêve que nous avions entretenu chacun de notre côté. Il nous semblait que nous avions conçu un petit morceau d'Europe, même si l'idée de Pierre n'était pas de rechercher une identité européenne commune. Il s'agissait plutôt de faire émerger une problématique commune à travers un dialogue à propos de livres dûment sélectionnés. Nous avions entre nous trouvé un moyen d'éviter un droit de veto pour chaque participant à cette aventure européenne, et néanmoins Pierre était un de ceux, sinon le seul, qui refusait toute forme de nationalisme. L'Europe était pour lui un choix décisif, une manière réaliste de défendre le principe de la représentation démocratique à un niveau global et pour opposer un monde multipolaire, doté de règles et d'institutions communes aux formes de mondialisation en acte »

Gian Giacomo Migone est professeur à l'université de Turin, ancien sénateur

Sur les campus américains : une œuvre discutée



ans le peloton de tête des intellectuels français les plus connus aux Etats-Unis, Pierre Bourdieu a

été distancé, il y a longtemps, par Gilles Deleuze, Michel Foucault et - surtout - Jacques Derrida, beaucoup plus lu que lui sur les campus. Son nom n'est donc pas l'un des tout premiers qui viennent à l'esprit chaque fois que, dans les colloques, on évoque, pour la louer ou pour la dénigrer, la fameuse French Theory - comme on appelle, outre-Atlantique, ce curieux mélange de déconstruction et de postmodernisme qui semble y résumer l'activité intellectuelle française depuis une bonne trentaine d'an-

Ce n'est pas dire que Pierre Bourdieu soit inconnu. Bien au contraire, après un certain retard au démarrage, la plupart de ses livres sont régulièrement traduits depuis le milieu des années 1980. Dès 1991, Derek Robbins publie The Work of Pierre Bourdieu (Westview Press), une excellente introduction à la pensée du sociologue ou, comme on dit en anglais, du social theorist français – laquelle fait l'objet, dans les années suivantes, de références de plus en plus fréquentes de la part de ses collègues américains. « L'influence de Bourdieu sur la sociologie américaine, affirme même le traducteur Arthur Goldhammer (excellent connaisseur des flux transatlantiques), aura été considérable, surtout parmi ceux qui cherchaient un contrepoids aux approches lourdement empiriques et statistiques de l'école dominan-

Héritière d'une longue tradition positiviste (au sens de Carnap et non de Comte), la sociologie américaine tend en effet à disqualifier les systèmes qui se présentent comme des théories globales de la société. C'est de ce point de vue que Bourdieu peut intéresser les contestataires: parce qu'il propose une anthropologie générale des rap-

ports de pouvoir, parce qu'il en souligne tout particulièrement les aspects symboliques et, enfin, parce qu'il met en lumière les mécanismes qui contribuent à conforter, en les masquant ou en les déformant, les

Trois critiques, en effet, lui sont fréquemment adressées, ainsi que le note fort justement, dans un article paru en 1993, le sociologue Loïc J.D. Wacquant qui, à l'université de Chicago, a été la « tête de pont » américai-

Ni inconnue, ni intouchable, l'œuvre de Pierre Bourdieu fait, aux Etats-Unis, l'objet d'un intérêt certain, mais critique

relations de domination. Si cette perspective, qui leur semble nouvelle, séduit donc certains chercheurs américains (notamment au sein des *gender studies*), il convient toutefois de souligner que l'œuvre de Bourdieu n'a jamais fait, jusqu'ici, l'objet d'un véritable engouement, ni même d'une adhésion sans réserve de la part de ceux qui la fréquentent.

ne de Bourdieu – article repris dans l'ouvrage collectif, *Bourdieu : Critical Perspectives*, The University of Chicago Press, 1993. D'abord, les Américains (et ils ne sont pas les seuls) ont quelque peine à identifier la matrice théorique à laquelle ils pourraient rattacher sa pensée : celleci procède-t-elle de Durkheim, de Weber, de l'école de Francfort ou (comme le prétendent cer-

tains) d'une variété originale de postmodernisme? La réponse la moins extravagante demeure cependant celle qui nous renvoie à Marx. Mais s'il est vrai qu'il n'y a pas grand-chose de plus dans la sociologie de Bourdieu que dans celle de Marx, penseur toujours aussi méconnu aux Etats-Unis, la référence au second n'aide pas nécessairement à mieux comprendre le premier.

Deuxième critique: le style. Bien que les aspérités de celui-ci disparaissent quelquefois dans les traductions anglaises de ses livres, le fait est qu'il y a, chez Bourdieu, une difficulté d'expression propre à rebuter le lecteur anglophone, que l'on sait réticent dès qu'on le prive d'idées claires et de définitions précises. D'où la troisième critique : faute d'avoir été explicités par leur principal utilisateur, nombre des concepts fondamentaux de la pensée de Bourdieu sont toujours considérés, outre-Atlantique, comme fort obscurs. Ainsi en va-t-il, notamment, du concept d'habitus qui, parce qu'il se

situe à la frontière indécise entre le poids des structures sociales et la marge de liberté laissée à l'individu, et parce qu'il semble nier celle-ci au bénéfice de celleslà, suscite de fortes réserves de la part des chercheurs américains.

Certains de ces derniers, parmi les plus convaincus, tentent donc (pour son bien) de soumettre la pensée de Bourdieu à un travail d'analyse critique qui, en un sens, n'a pas encore été entrepris en France. Relève d'une telle démarche, par exemple, un ouvrage récent comme celui de David Swartz, Culture and Power: The Sociology of Pierre Bourdieu (The University of Chicago Press, 1997), qui essaie d'éviter les écueils de l'adulation béate tout autant que ceux du dénigrement systématique - bref, qui tente de lire et de comprendre, au lieu de se dépêcher de conclure. Ne serait-ce pas, au fond, un bon exemple à suivre?

Christian Delacampagne

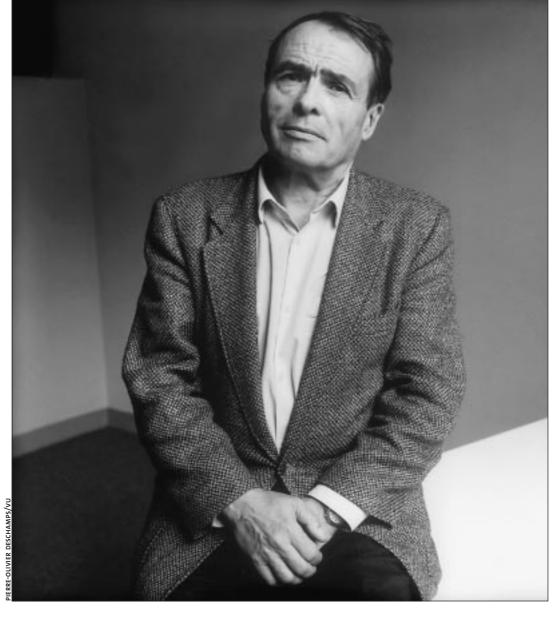
Admiré par les uns, qui vantaient son charme, critiqué par les autres, qui le jugeaient sectaire, Pierre **Bourdieu était** un homme de conviction



té sur lui par Raymond Aron, qui, dans ses Mémoires, le compare à « un chef de secte, sûr de lui et dominateur », et le déclare « impitoyable à ceux qui pourraient lui faire ombrage ». Peut-être n'ont-ils pas relevé, dans ce même livre, deux pages auparavant, le passage dans lequel Raymond Aron souligne que ses relations avec ses assistants furent toujours « difficiles ». « Aussi bien, ajoute-t-il, Pierre Bourdieu, qui était mon assistant au début des années 1960, ne parlait-il pour ainsi dire jamais quand il assistait à mes séminaires. » Il y a sans doute dans ce silence persistant d'un jeune universitaire face à son prestigieux patron la gêne du provincial issu d'un milieu modeste confronté aux brillants esprits de la capitale, comme il y a probablement dans la vio-lence qui lui sera ensuite reprochée - violence d'un discours volontiers polémique, intransigeance dans les relations humaines, méfiance à l'égard des autres, sentiment d'incompréhension considéré souvent comme un signe d'arrogance - une sorte de revanche sur les humilia-

Ce fils d'un petit fonctionnaire du Béarn, amateur de rugby autant par atavisme régional que par goût de la mêlée, de l'affrontement et de l'épreuve de force, ne s'est jamais senti à l'aise dans les salons parisiens. Il a longtemps gardé de ses origines une forte suspicion à l'égard des facilités - rhétoriques ou financières - des « héritiers ». Son écriture même, comme un sillon profond tracé sur la page, témoigne de ce refus du brio, de lui les signes de l'exclusion. On comprend mieux pourquoi cet homme timide et exigeant aimait s'entourer d'une équipe de collaborateurs avec lesquels il pouvait se sentir en confiance, pourquoi aussi il pardon-

tions du passé.



Un homme de combat

nait mal à ceux qui le quittaient, pourquoi il apparaissait à ceux qui étaient extérieurs au cercle, soit qu'ils y aient appartenu naguère, soit qu'ils aient choisi d'autres écoles de pensée, comme un homme

Mais pour ceux qui avaient le privilège de compter au nombre de ses interlocuteurs - étudiants, chercheurs, collègues, voire parfois journalistes –, Pierre Bourdieu était un homme ouvert, affable, attentionné. Pédagogue de talent, il savait jouer de son léger accent du Sud-Ouest, de son sourire et de son charme pour rendre vivantes les analyses les plus complexes et faire de son public le complice enchanté de ses démonstrations. Dans les années 1960, il tenait séminaire, avec Jean-Claude Passeron, à l'Ecole normale supérieure, au moment sait ses adeptes et Althusser ses disciples. Il expliquait Durkheim et Weber aux apprentis sociologues, développait déjà quelques-uns des thèmes qui allaient devenir des éléments-clés de sa doctrine, n'hési-

tait pas à quitter les hauteurs de la théorie pour entrer dans les détails de la méthode, toujours soucieux d'éviter le non-dit, l'à-peu-près, l'implicite, qui favorisent les gens cultivés et desservent les autres. Il défendait alors l'idée d'une « pédagogie rationnelle », susceptible de limiter, autant que possible, les avantages des « héritiers », trop habitués à rédiger d'habiles dissertations qui, sans être ni vraies ni fausses, relevaient, selon lui, de la catégorie du « même pas faux », prestation suffisante pour obtenir la moyenne à l'examen.

Pierre Bourdieu mettait dans son enseignement de la flamme, de l'humour, de l'énergie. Il avait quelquefois la dent dure, mais séduisait par sa rigueur et son savoir. A mesure qu'avançait sa carrière, le nombre de ses « fans » augmentait. Son chaauditeurs de l'Ecole des hautes études puis ceux du Collège de France, comme ceux des nombreuses universités étrangères où il était très souvent invité. Ses conférences étaient des événements : l'homme

était désormais une vedette, le savait et ne s'en plaignait pas. Même s'il affirmait n'avoir aucun pouvoir dans l'Université, il était conscient de son influence intellectuelle et goûtait sans honte cette gloire croissante.

Devenu un personnage public, Pierre Bourdieu allait, plus que jamais, donner libre cours à sa fibre pamphlétaire, prêtant le flanc aux accusations d'intolérance et de dogmatisme. Ses victimes seraient les journalistes, les essayistes, les « intellectuels médiatiques », tous ceux qui, à l'en croire, occupaient indûment les colonnes des journaux et les plateaux de télévision. Il y avait une part de jeu dans cette sévérité. Pierre Bourdieu n'était pas le bloc de certitudes que certains se plaisaient à voir en lui. Sa pensée était toujours en mouvement. Il lui arrivait plus de vingt fois son ouvrage sur le métier. Mais c'était un homme de combat. Et dans le combat on n'affiche pas ses doutes.

Thomas Ferenczi

Françoise Héritier : une inlassable exigence

MA PREMIÈRE VRAIE rencontre avec Pierre Bourdieu date du temps où je faisais les « visites » nécessaires à l'ensemble des professeurs du Collège de France, avant mon élection en 1981. Lui-même était dans l'entre-deux, car sa propre élection n'était pas encore rati-fiée. Nous eûmes un long entretien sur les stratégies de l'alliance matrimoniale dans les systèmes que les anthropologues classent sous les intitulés de complexes et de semicomplexes. Il était déjà un sociologue éminent, mais il n'avait pas oublié ses débuts comme ethnologue et, même s'il s'était éloigné dans sa pratique des questions théoriques touchant à la parenté, il en percevait admirablement le sens, la portée et la nécessité. Pour moi comme pour beaucoup d'autres anthropologues du champ social, sa contribution à cette discipline est fondamentale. Je pense notamment à «La maison kabyle» (publié avec d'autres essais dans Esquisse d'une théorie de la pratique, Droz, 1972), qui analyse le symbolisme de l'espace domesti que en rapport avec la différenciation sexuelle, mais aussi à ses toutes premières recherches sur le célibat des jeunes hommes en Béarn, publiées dans Etudes rurales, qui attirèrent sur lui l'attention. Il semble d'ailleurs que, l'âge de la retraite étant venu depuis peu, il avait l'intention de reprendre ses dossiers béarnais et de repartir à l'écoute du terrain. Que n'en aurait-il pas tiré!

Nous avons présenté ensemble, au Collège de France, au moins deux propositions de chaires qui n'ont pas été acceptées. Il était blessé de ces échecs plus encore que s'ils l'avaient directement concerné, car ses convictions étaient profondes sur l'intérêt des thèmes et la valeur des travaux, et il s'en voulait de n'avoir pas su convaincre. La résistance du monde réel devant ce qu'il sentait être une vérité irréfragable lui était toujours incompréhensible. Je l'ai vu ainsi bien des fois, alors que nous retournions ensemble du Collège à son annexe rue du Cardinal-Lemoine, où nous avions nos laboratoires respectifs, s'étonner avec douleur de ces échecs ou du peu de succès rencontré parfois par des candidats à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (où nous étions tous deux directeurs d'études) auxquels il avait apporté ouvertement son soutien. Ce n'est pas qu'il fût amer : il n'était pas un diplomate et ne comprenait pas qu'il y eût des résis-tances devant des faits intellectuels qui étaient à ses yeux indubitables.

Mais il menait aussi avec fougue et sans se lasser des opérations de type politique. Ainsi, quand le Collège fut chargé par le président de la République d'établir un rapport sur l'enseignement de l'avenir, je l'ai vu défendre bien des points alors controversés et maintenant plus facilement admis, comme la prise en considération lors des recrutements et changements de grade, à côté des diplômes, de l'expérience acquise par des personnels de tous ordres. Il sut convaincre notre groupe. Et nous ne pourrons oublier la part qu'il prit à la contestation de l'ordre établi et de la mondialisation, tant dans ses travaux proprement sociologiques que par ses prises de position publiques ou la création d'organes de réflexion totalement indépendants, tel Liber.

C'est cette inlassable exigence d'un être libre dans le monde, partant sans relâche à l'assaut pour défendre et répandre les idées auxquelles il croyait, dont je garderai personnellement le souvenir avec émotion et émerveillement.

> Françoise Héritier professeur honoraire au Collège de France

Bernard Lahire: répéter ou inventer

PIERRE BOURDIEU lègue à la communauté scientifique internationale une œuvre considérable. Jeune sociologue, il se tenait à distance de tout engagement politique et voyait d'un très mauvais œil tout ce qui détournait le savant de la recherche de la vérité scientifique. Depuis quelques années, il était, comme on le sait, fortement engagé dans les luttes sociales de son temps. Mais, à 30 ans, Pierre Bourdieu avait une œuvre scientifique en gestation à construire, alors que, trente ans après, œuvre était timement l'envie de mener d'autres combats. Certains de ses lecteurs ont ainsi davantage été séduits ses dernières années par la pugnacité de l'intellectuel engagé que par la subtilité et la richesse de

ses analyses sociologiques. Ils doivent pourtant savoir que l'engagement de fin de carrière suivait plusieurs décennies d'ascétisme scientifique acharné. La question, qui a commencé à

se poser avant même sa disparition, est celle du mode d'appropriation de ce précieux héritage. Il y a deux grandes manières de prendre en charge ce qu'il nous laisse. La première consiste, au mieux,

à appliquer indéfiniment, sur de nouveaux terrains, « sa théorie » et, au pire, à se contenter d'utiliser (se) donnant l'impression de penser lors même qu'on a simplement fait fonctionner la machine à produire des textes « à la manière de Bourdieu ». Nombre de travaux sociologiques ressemblent déjà et ressembleront ainsi à l'avenir à ces sortes de pastiches involontaires. La seconde façon d'hériter suppose de faire l'effort (car d'effort - et de risque - intellectuel il est question) de continuer à imaginer et à créer au-delà de ce que le sociologue a pensé et formulé lui-même, en retrouvant ainsi l'attitude qu'il sut adopter lorsqu'il inventait, avec et contre d'autres chercheurs de sa génération, une nouvelle manière de faire la sociologie et de penser le monde social.

C'est le propre de toute œuvre importante que de donner lieu à une telle opposition entre répétition-commémoration et réinvention, vénération et critique créatrice. Et les chercheurs les plus fidèles au travail de Pierre Bourdieu ne sont, à mon sens, pas là où l'on croit. Mais je sais, pour l'avoir bien lu, qu'en écrivant cela j'en appelle classiquement à une hétérodoxie contre une certaine orthodoxie. De nos attitudes et de nos préférences dans le champ scientifique aussi, il nous aura rendus plus

conscients.

Réactions politiques et syndicales

- Jacques Chirac: « Philosophe et scientifique de renom, Pierre Bourdieu vivait la sociologie comme une science inséparable d'un engagement. Son combat au service de ceux que frappe la misère du monde en restera comme le témoignage le plus frappant. Militant de la culture, Pierre Bourdieu aura aussi souligné, et récemment encore dans son "discours aux maîtres du monde", que le temps de la culture n'était pas celui de l'économie. »
- Lionel Jospin : « Tout en construisant son œuvre sociologique, Pierre Bourdieu a personnellement vécu la dialectique entre la pensée et l'action », en passant « de l'analyse savante à l'engagement social et politique. Un engagement fort, dans la période récente, contre la mondialisation libérale et ses dommages culturels et sociaux ».
- Catherine Tasca: « Avec Pierre Bourdieu disparaît une grande figure

- de l'intellectuel engagé aux côtés des mouvements sociaux, dans une critique radicale, à la fois rigoureuse et âpre, des pensées dominantes de son
- Le Parti socialiste : Pierre Bourdieu « s'est voulu, à l'image de Jean-Paul Sartre, la voix des sans-voix et le porte-parole des laissés-pour-compte, contre les puissants, dans la tradition des grands intellectuels fran-
- Le Parti communiste : « Son combat et son travail ont beaucoup apporté à toutes celles et à tous ceux qui partagent la même volonté d'un monde débarrassé de sa misère. Pierre Bourdieu ne s'est pas contenté de "décortiquer" les dysfonctionnements et les inégalités de notre société, il les a également combattus en intellectuel et en citoyen profondément convaincu de la nécessité d'une transformation radicale de notre société. »
- Jean-Pierre Chevènement: «A

- son œuvre sociologique, Pierre Bourdieu a ajouté un engagement personnel reposant sur un sens critique aigu mis au service d'une révolte salutaire contre les dérèglements de la mondialisation libérale. Dans le triste univers de la pensée unique, il aura incarné le souffle de la pensée critique. »
- Les Verts : « Une figure emblématique pour tout le mouvement social », en raison de son « soutien indéfectible aux sans-papiers, aux intellectuels algériens et à toutes celles et à tous ceux aui à un moment donné de leur vie sont obligés de se lever pour protester contre les injustices et les domina-
- Alain Krivine: « Un des grands intellectuels au côté du mouvement social », qui « avait été, ces dernières années, de tous les combats contre le néolibéralisme triomphant ».
- RPR: « Pierre Bourdieu était de ceux aui contribuent à donner toute sa noblesse à la pensée et à l'engage-

- ment politiques. Il était un spectateur engagé de notre société, qui inscrivait ses réflexions et ses travaux au cœur
- des grands débats publics. » • Attac: «A l'opposé de l'image d'un intellectuel protégé dans une tour d'ivoire, il inscrivait ses recherches au cœur des contradictions sociales, de leurs soubresauts », souligne l'association, pour qui la mort de Pierre Bourdieu « diminue cruellement la vie intellectuelle et sociale de notre vavs ».
- La CFDT : Pierre Bourdieu « restera dans nos mémoires l'auteur d'une œuvre considérable qui, trente ans durant, irrigua le débat sur la question sociale. Nos divergences avec le militant, qui furent parfois profondes, n'entament en rien l'hommage que nous rendons à l'homme et à sa pen-
- La CGT: « Son œuvre sociologique considérable comme ses travaux sur les processus de production des inéga-

- lités sociales porteront encore longtemps témoignage de la qualité d'un homme exigeant, un homme de pensée résolument engagé dans l'action, comme en témoignent ses prises de position courageuses durant le conflit de l'hiver 1995, dans sa lutte contre les dommages du libéralisme. »
- Sud-Rail: « Quand d'autres intellectuels se rangeaient du côté de Juppé et consorts, lui avait fait le choix d'appuyer celles et ceux qui luttaient pour une société plus juste. » Sud-PTT a ajouté que sa mort « laisse un vide impossible à combler. Néanmoins, ses écrits resteront une référence pour toutes celles et tous ceux qui ne se résignent pas à accepter la pensée unique et continuent à lutter pour un monde plus juste ».
- Droit au logement: « Son combat sur la question sociale et les injustices a sorti de leur torpeur de nombreux intellectuels et interpellé fortement nos élites. »

Bernard Lahire, enseignant à l'Ecole normale supérieure

Une image de trop dans la guerre « antiterroriste »

ON NE CONTRÔLE jamais assez sa communication. Telle pourrait être la leçon tirée par le Pentagone et la Maison Blanche du tollé provoqué dans le monde par la diffusion de la désormais fameuse photo de prisonniers aveuglés, bâillonnés, entravés et agenouillés dans leur enclos, au camp de Guantanamo. Au terme d'une guerre brillamment menée et très soigneusement cadrée, ponctuée de briefings qui avaient apporté au secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld, un véritable triomphe médiatique, il y a eu cette image de trop.

Dans les commentaires de journaux les mieux disposés à l'égard des Etats-Unis (le Daily Telegraph et le Times de Londres), dans les propos mêmes de certains responsables de la « coalition », les réactions, tout particulièrement en Grande-Bretagne, premier allié des Etats-Unis en Afghanistan, vont de l'incompréhension à l'indignation, du trouble léger au haut-le-cœur. « Bush est tout près de réaliser l'impossible: perdre la sympathie du monde civilisé pour les Etats-Unis », s'étonne le Daily Mirror. Il ne faut pas confondre « justice et vengeance », sous peine de perdre son « avantage moral », explique le commissaire européen Chris Patten. Même certains journaux américains, New York Times en tête, ont laissé entrevoir certains doutes sur l'attitude du

« COMBATTANTS ILLÉGAUX »

Tout cela pour une seule photo, après tout assez proprette, où l'on voit des hommes revêtus de rutilantes combinaisons et d'instruments de coercition modernes et civilisés (lunettes aveuglantes, masques incapacitant la bouche et le nez, oreillettes assourdissantes)? Une photo prise par un militaire américain et diffusée officiellement par l'US Navy sur un site Internet du ministère de la défense. Une photo édifiante donc, ou considérée comme telle, mais dont on explique désormais qu'elle est en réalité trompeuse: les prisonniers auraient été photographiés peu après leur arrivée, c'est-à-dire, si l'on comprend bien, ligotés et aveuglés comme ils l'avaient été pendant les quelque vingt-sept heures du voyage d'Afghanistan à Cuba. Mais par ailleurs sous surveillance médicale, rasés de frais et bénéficiant de conditions d'hygiène et d'alimentation très supérieures à ce qu'ils ont pu connaître en

On conçoit que Donald Rumsfeld, d'ordinaire si sûr de lui et de ses bons mots, soit pour une fois sorti de ses gonds et ait, une heure durant, tempêté contre l'« hyperbole », l'exagération qui caractérise selon lui les réactions suscitées par

de la défense a convoqués pour

On croyait, en effet, que la gro-

gne chez les gendarmes avait

engendré un front uni de la contes-

tation au sein des armées. Au motif

que ce que le gouvernement avait

accordé comme avantages à la gen-

darmerie, sous la pression de la

rue, deviendrait, d'une façon ou

d'une autre, la loi pour l'ensemble

de la corporation militaire. Or il v a

un fait nouveau: la concurrence

entre la gendarmerie et les armées,

plus spécialement l'armée de terre,

s'est muée en une série de rivalités

entre les trois armées elles-mêmes.

Chacune avance des revendica-

tions spécifiques touchant à la con-

dition de leurs personnels, au tra-

vers de comparaisons qui établis-

sent d'importants écarts de traite-

ment entre elles et que des collabo-

rateurs de M. Richard estiment biai-

début février.

cette photo, et rappelé au monde entier à quel point l'attitude des Etats-Unis était « humaine, légale et convenable ».

Cet aspect « légal » du débat est désormais assez bien connu : les prisonniers faits sur le terrain sont considérés par les Américains comme des « combattants illégaux » et non comme des prisonniers de guerre. Seuls les responsables américains savent (ou croient savoir) qui sont ces hommes, dont l'identité n'a pas été rendue publique: selon certains médias américains, le plus «important» des prisonniers de Guantanamo serait le chef d'état-major de l'armée talibane. Cela semblerait a priori faire de lui un prisonnier de guerre par excellence, si Washington n'assimilait

pas désormais le régime taliban (que les Etats-Unis ont détruit, mais sans lui déclarer la guerre) au réseau terroriste d'Al-Qaida. La solidité de cet argument est cependant de plus en plus battue en brèche, entre autres par la Croix-Rouge, qui estime que, jusqu'à preuve (établie judiciairement) du contraire, les prisonniers doivent être considérés comme prisonniers de guerre.

Les responsables de Washington refusent cette logique (qui les conduirait à s'abstenir d'interroger les prisonniers, voire à les relâcher après la fin des hostilités) mais semblent avoir conscience du fait qu'ils ne sont pas là sur un terrain juridique très solide. Donald Rumsfeld a ainsi déclaré que le traitement des prisonniers était « raisonnablement

re de dire qu'en l'espèce les Etats-Unis sont seuls juges de ce qui est « raisonnable ». C'est pourtant bien cela qui fait problème. Tout comme le fait que « le » combattant américain d'Al-Qaida, John Walker Lindh, ne sera pas enfermé dans l'une des cages de 4 mètres carrés de Guantanamo, mais envoyé, lui, dans une prison américaine et jugé par un tribunal normal.

conforme » (reasonably consistent)

aux conventions de Genève, maniè-

LA FIN ET LES MOYENS

Depuis le 11 septembre, les Etats-Unis se sont comportés comme s'ils avaient une sorte de droit naturel à créer le droit. Parce qu'ils avaient été victimes d'attaques terroristes, et plus profondément parce que les Américains sont « bons », même si, comme l'avait expliqué le président Bush, le monde ne se rend pas toujours compte « à quel point ils sont bons ». Ce droit - ce bon droit si l'on préfère - a été jusqu'à présent plus ou moins accepté par les partenaires de Washington. Le malaise suscité par une photo publiée par inadvertance ou excès de confiance en soi signifie peut-être seulement que ce consensus est en train de s'éroder. Oue les Européens, en particulier, ne sont plus tout à fait prêts à suivre les Américains dans leur logique. Mais il y a peut-être autre chose,

de plus profond, de plus diffus. Il y a eu, tout au long de cette campagne d'Afghanistan, d'autres images un peu troublantes. Certaines réelles, concrètes, comme celles de ces combattants en loques, hébétés, rescapés de semaines de bombardements. Celles de membres des forces spéciales américaines, équipés de toute leur panoplie de soldats du futur, et, contraste saisissant, celles de leurs « auxiliaires » de l'Alliance du Nord, pieds nus dans des sandales et dans la neige, à l'entrée des grottes qu'ils étaient chargés de nettoyer. D'autres plus virtuelles (car dans ce cas la communication a été mieux contrôlée) de marines protégés de masques et de gants chirurgicaux transportant vers des avions des prisonniers ligotés sur des civières, tels qu'ont pu les voir, à la jumelle, des journalistes de la presse écrite. Il y a eu aussi, fondés plus sur des intuitions que sur des images, des doutes sur l'adéquation entre la fin et les moyens, et l'admiration mêlée de crainte que suscite une force implacable, celle des missiles et des avions américains en action.

Il y a désormais, en une sorte d'épilogue provisoire, cette image quasi orwellienne d'hommes totalement dominés, privés de l'usage de leurs sens. Big Brother, même élu démocratiquement et en guerre contre le mal, fait forcément un peu peur.

Jan Krauze

Entrée des artistes

PAR JACEK WOZNIAK

Miles Davis



EN FRANCE, les trois armées - sées. Bref, les plus pessimistes de pour maîtriser au mieux les dépen- d'exutoire au mécontentement

dans un climat, nouveau, de tendéfense. sion entre elles. Des notes adres-A sa manière, la crise de la gensées au cabinet du ministre de la darmerie a eu cet effet inattendu défense, par les directions des perde mettre les trois armées en compétition, compte tenu d'un budget sonnels propres à chacun des étatsmajors impliqués, en témoignent. militaire qui n'est pas extensible à Comme viennent de l'attester les loisir. Le « gâteau » à se partager dernières séances de travail entre est limité et nul ne veut en être Alain Richard et les majors généexclu. Chaque armée met en avant raux - c'est-à-dire les numéros ses particularismes, son mode de deux de la hiérarchie – de chaque fonctionnement et la façon dont armée. L'ébullition qu'on constate son rôle est ou non considéré, et pourrait trouver son épilogue à l'occhacune entend faire valoir ses casion des différents conseils de la fonction militaire que le ministre

TÂCHE INGRATE

M. Richard se bat sur la ligne de crête, à trois mois d'échéances électorales majeures. Il ne peut pas jouer au père Noël en distribuant des indemnités ou des primes à chaque armée, même si les étatsmajors tirent la sonnette d'alarme dans les notes qu'ils lui destinent. Déjà en partie obéré par le coup de pouce donné à la gendarmerie, le budget 2002 de la défense ne le lui permet plus, sauf à tenter de prélever les sommes nécessaires sur les dépenses d'équipement, d'entretien et de soutien des forces. Ce à quoi il ne peut pas se résoudre. Liés à une programmation militaire 2003-2008 qui a peu de chances d'être adoptée par la représentation nationale avant les prochaines élections, les budgets suivants attribuent la priorité aux crédits d'équipement et, donc, ils ont été concus

terre, marine et aviation – vivent ceux-ci évoquent « un risque de bal-ses de fonctionnement.

de présider, durant la deuxième semaine de février, une série de conseils de la fonction militaire pour donner la parole aux officiers, sous-officiers et aux engagés volontaires mandatés pour exprimer les points de vue des communautés qu'ils sont censés représenter. Tâche ingrate. Elle revient à « cadrer » le devenir de la condition militaire sur le long terme sans oublier, pour autant, les « cahiers de doléances » propres à chacune des corporations en cause.

Pour inattendue et forte qu'elle soit, cette expression de « cahiers de doléances» est souvent employée dans des libelles qui circulent dans certaines garnisons. Ici ou là, des associations plus ou moins déclarées se constituent pour les promouvoir. Le mouvement atteint des formations auxquelles on ne s'attendait pas, comme ces unités d'élite de l'armée de l'air, à Orléans, qui relèvent du commandement des opérations spéciales et qui. désabusées, invoquent le respect des 35 heures par semaine pour cesser d'être mobilisées lors de tâches jugées ingrates ou sans intérêt. Dans la marine, c'est le corps des officiers-mariniers (l'équivalent des sous-officiers dans les autres armées) qui rue dans les brancards.

Dans ces conditions, la convocation des différents conseils de la fonction militaire apparaît comme le moyen de vider l'abcès, de servir

latent et de faire que la discussion le fut pour les gendarmes, mais dans des instances officielles de concertation, même si, faute d'avoir été rénovées à temps, leur fonctionnement interne ne fait plus, depuis, l'unanimité.

Au cœur même de la profession-

nalisation, le fond du débat est le suivant : quels types de contraintes, qui ne seraient pas automatiquement compensées par de simples avantages pécuniaires, les armées peuvent-elles continuer désormais à supporter dans un environnement devenu plus conciliant, voire permissif? D'une certaine façon, c'est le mode de vie d'une armée professionnelle qui est en ieu, et singulièrement son aptitude à attirer assez de personnels de qualité pour, en fin de compte, espérer les fidéliser malgré les tentations de l'extérieur. En principe, une fois entendus les conseils de la fonction militaire, M. Richard s'est engagé à rendre ses arbitrages à la mi-mars. Soit un mois avant le premier tour de l'élection présidentielle. La coincidence n'échappera à personne et elle complique la situation. Il ne peut plus s'agir d'envisager un saupoudrage de mesures, comme par le passé. C'est à une remise à plat complète de la condition militaire qu'il faut songer, c'est-à-dire au statut du cadre de métier pour le XXIe siècle.

Jacques Isnard

Le pouvoir des mots

tuel engagé est une vieille tradition française. Elle remonte à Zola, voire à Voltaire, et trouve en Sartre, au XX^e siècle, son illustration exemplaire. Les références à Sartre sont nombreuses dans l'œuvre de Bourdieu. Tout en le critiquant sur le plan de la théorie, Bourdieu s'inscrivait explicitement dans sa filiation sur le plan de l'action. Il aimait à citer cette formule du philosophe de l'existentialisme: « Les mots peuvent faire des ravages. » Avec les mots, l'intellectuel dispose, selon lui, d'un pouvoir considérable, celui de « nommer l'innommable », c'est-à-dire de montrer « ce qui est encore inaperçu et refoulé ». Le philosophe, l'écrivain, l'artiste, le sociologue, bien sûr, sont ainsi en mesure de promouvoir « la révolution symbolique », celle qui bouleverse les structures mentales et qui était, pour Pierre Bourdieu, « la révolution par excellence ».

Mais, à la différence d'un Zola ou d'un Sartre, Pierre Bourdieu ne prétendait pas intervenir au nom d'une morale universelle, il s'engageait dans le combat au nom de son savoir de chercheur. Il avait emprunté à Michel Foucault la théorie de « l'intellectuel spécifique » qui, par opposition à « l'intellectuel universel », ne se proclame pas « maître de vérité et de justice » mais porteur de certaines connaissances dans un domaine déterminé. Michel Foucault, qui datait l'apparition de cet « intellectuel spécifique » de l'action du physicien atomiste Robert Oppenheimer, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, avait donné

LA POSTURE de l'intellec- l'exemple en se battant, dans les années 1970, sur la question des prisons ou sur celle des

hôpitaux psychiatriques. De la même manière, Pierre Bourdieu voulait mettre sa panoplie de savant au service des luttes sociales. Avec le recul, le grand livre qu'il a dirigé sur La Misère du monde, au début des années 1990, apparaît comme son manifeste le plus éloquent. Cette vaste enquête collective sur la souffrance sociale en France annonce son engagement ultérieur, mais elle donne aussi des armes à ceux qui veulent se joindre à ses combats. Elle est en tout cas le point de départ de son association de plus en plus étroite avec le « mouvement social » à partir de 1995.

Il y avait sans doute un risque d'abus dans cette façon d'enrôler la science dans la bataille. En se réclamant de la « vérité scientifique » pour défendre des opinions politiques qui relevaient d'un autre registre, celui des choix personnels d'un « intellectuel de gauche» soucieux de se faire entendre dans le débat public, Pierre Bourdieu pouvait être accusé de recourir à l'argument d'autorité afin d'intimider ses contradicteurs. Cette accusation, reconnaissons-le, n'était pas toujours injustifiée, en particulier lorsque le sociologue avait pris fait et cause pour les militants antimondialisation, qu'il soutenait de tout son prestige de savant.

A sa façon, Pierre Bourdieu n'en exerçait pas moins le rôle nécessaire de contre-pouvoir critique, sans lequel, disait-il, « il n'y a pas de démocratie effective ».

Le Monde

Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux. Directeurs généraux adjoints : Edwy Plenel, René Gabriel

Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel

Directeurs adjoints: Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomeau Secrétaire général : Olivier Biffaud ; déléguée générale : Claire Blandin Directeur artistique : François Lolichon

Chef d'édition : Christian Massol ; chef de production : Jean-Marc Houssard Rédacteur en chef technique : Eric Azan ; directeur informatique : José Bolufer **Rédaction en chef centrale :**Alain Debove, Eric Fottorino, Alain Frachon, Laurent Greilsamer, Michel Kajman,

Eric Le Boucher, Bertrand Le Gendre

Rédaction en chef :

François Bonnet (International); Anne-Line Roccati (France); Anne Chemin (Société); Jean-Louis Andréani (Régions); Laurent Mauduit (Entreprises); Jacques Buob (Aujourd'hui); Franck Nouchi (Culture); Josyane Savigneau (Le Monde des Livres); Serge Marti (Le Monde Economie)

Médiateur : Robert Solé

Directrice des projets éditoriaux : Dominique Roynette Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directrice de la coordination des publications : Anne Chaussebourg Directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs: Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS)

Durée de la société : quatre-vingt dix-neuf ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 145 473 550 €. Actionnaires directs et indirects : Le Monde SA. Le Monde et Partenaires Asso ciés, Société des Rédacteurs du Monde, Société des Cadres du Monde, Société des Employés du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry Société des Lecteurs du *Monde*, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations, Société des Personnels du Monde

www.lemonde.fr édité par Le Monde Interactif. Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani. Directeur général : Bruno Patino

PRÉCISIONS

AFFAIRE SCHULLER. Eric de Lavendeyra a été présenté par erreur comme « agent de change en Suisse » (Le Monde du 24 janvier). M. de Lavendeyra tient à préciser qu'il a bien été agent de change près la Bourse de Paris, mais qu'il n'a jamais exercé cette activité en Suisse. Il y anime une société spécialisée dans l'hôtellerie et le tourisme.

BOX-OFFICE. Le commentaire accompagnant le tableau du boxoffice cinéma publié dans Le Monde du 23 janvier a été remplacé par erreur par un texte émanant de l'hebdomadaire Ecran total. source des données chiffrées.

STANLEY HOFFMANN Le texte intégral de la conférence de Stanley Hoffmann, dont Le Monde a publié de larges extraits dans ses éditions du 24 janvier, sera reproduit dans le numéro 76 (octobredécembre 2002) de la revue d'histoire XXº siècle (Presses de Sciences-Po).

GRENOBLE. A la suite de la publication de l'article :« Le Cargo de Grenoble dans la tempête » (Le Monde du 22 janvier), Jean-Yves Langlais nous fait savoir qu'il n'a pas donné sa démission de codirecteur du Centre chorégraphique national de Grenoble, mais qu'« il a recu une lettre de convocation nour se voir signifier son licenciement ».

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS). La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437 ISSN 0395-2037



Imprimerie du Monde 12, rue Maurice-Gunsbourg 94852 Ivry cedex





Président-directeur général : **Dominique Aldu** Directeur général : **Stéphane Corn** 21 bis, rue Claude-Bernard - BP218 75226 PARIS CEDEX 05 Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

PRINTED IN FRANCE

ENTREPRISES

CONJONCTURE

Le président de la Réserve fédérale américaine, Alan Greenspan, a prononcé jeudi 24 janvier, devant le Sénat américain un **DISCOURS-CHARNIÈRE**. Après plusieurs mois de pessimisme – l'économie américaine est en récession depuis mars 2001 – Alan Greenspan juge que « certaines des forces qui ont affaibli notre économie l'année dernière, commencent à SE **OPTIMISME**, la faiblesse des stocks des entreprises va inciter celles-ci à investir à nouveau pour faire face à la demande des consommateurs. Même si le

diminution des inscriptions au chômage est un signe

Alan Greenspan prévoit la fin de la récession aux Etats-Unis

Le président de la Réserve fédérale américaine a prononcé jeudi 24 janvier un discours résolument optimiste, tranchant avec ses précédentes interventions. Selon lui, la baisse des stocks des entreprises va pousser celles-ci à, de nouveau, investir

de notre correspondant Alan Greenspan, le président de la Réserve fédérale américaine (Fed), est connu pour sa prudence et pour l'ambiguïté calculée de ses propos. Cette fois, jeudi 24 janvier, devant la commission budgétaire du Sénat des Etats-Unis, le discours était plus direct et résolument optimiste. M. Greenspan a tout simplement annoncé la fin prochaine de la récession aux Etats-Unis, commencée, selon le National Bureau of Economic Research (NBER), en mars 2001. Comme pour s'en excuser, M. Greenspan a tenu à préciser qu'il s'exprimait

seulement en son nom. Les forces « qui ont affaibli notre économie l'année dernière commencent à se réduire et l'activité se raffermit », a-t-il déclaré. « Nous sommes à la croisée des chemins, très proches d'une variation nulle du PIB», a-t-il ajouté ensuite, répondant à la question d'un sénateur. La volonté d'effacer le sentiment pessimiste laissé par ses précédents propos du 11 janvier était manifeste. Le président de la Fed n'a pas renouvelé l'avertissement sur les « risques toujours importants à court terme ».

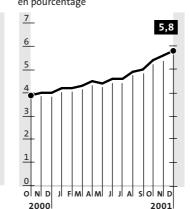
RÉPONSE AUX CRITIQUES

Pour les économistes, le message, cette fois, est clair. La Banque centrale américaine croit à la reprise et a décidé de changer de politique monétaire. Elle ne va plus abaisser ses taux d'intérêt après **RÉDUIRE** et l'activité se raffermit ». A l'origine de cet

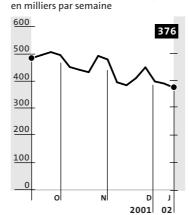
nombre de sans-emploi devrait encore augmenter, la

encourageant. La reprise **DIVISE** les économistes européens. Certains jugent que la croissance américaine ne repose pas sur des bases saines.

Croissance trimestrielle du PIB, en %



Taux de chômage mensuel,



Nouvelles inscriptions au chômage,

Si le nombre de sans-emploi augmente, les nouvelles inscriptions au chômage diminuent, ce qui indique que les entreprises licencient moins massivement et est donc perçu comme un signe de reprise encourageant

Source : Bloomberg * Estimation Bloomberg, chiffre publié le 30/01/02

CROISSANCE EN BAISSE ET CHÔMAGE EN HAUSSE

l'avoir fait à onze reprises en 2001. « Alan Greenspan a nettement changé de ton, la grande prudence des dernières semaines a fait place à beaucoup de confiance », estime Sung Won Sohn, économiste de la banque Wells Fargo. « Le cycle de baisse des taux est arrivé à son terme », ajoute-t-il. Après avoir un moment plus de 100 points, l'indice Dow Jones de la Bourse de New York a fini jeudi en hausse de 65 points (0,7 %).

En annonçant la sortie de la récession, Alan Greenspan répond aussi à ses détracteurs. Les critiques se sont multipliées devant l'apparente inefficacité de onze baisses de taux en douze mois, un rythme sans précédent, ayant ramené le loyer de l'argent au jour le jour aux Etats-Unis à 1,75 %, son plus bas niveau depuis quarante ans. La Fed a été accusée d'avoir tardé et surtout de faire une confiance aveugle à l'arme monétaire, pas forcément adaptée pour juguler une récession atypique, née des excès d'investissements de la fin des années 1990.

L'économie américaine a subi un double choc : l'éclatement de la bulle autour de la nouvelle économie et celui du 11 septembre 2001. Nul doute aujourd'hui que l'effet psychologique des attentats a été surmonté. « Dans ces circonstances, le rebond est aussi rapide et brutal que l'effondrement. Il a fallu seulement quelques semaines et les premiers succès dans la guerre contre le terrorisme pour que les ménages et les chefs d'entreprise reprennent confiance », explique Maury Harris, d'UBS Warburg. Voilà pour le

11 septembre, mais le redressement des entreprises est plus lent et difficile. Elles se sont retrouvées, depuis le milieu de l'année 2000, avec des stocks considérables, des surcapacités de production, des prévisions irréalistes de progression de la demande et une chute de leur rentabilité. Les faillites retentissantes d'Enron et de Kmart en sont une illustration.

Pour Alan Greenspan, la résistance « surprenante » du consommateur américain a donné le temps aux entreprises de s'ajuster au nouvel environnement. Il a souligné le maintien à un niveau élevé des achats d'automobiles et de logements. Selon lui, « la vague de licenciements après le 11 septembre ralentit, mais le taux de chômage devrait continuer à augmenter un moment et les pertes d'emplois peuvent affecter la consommation des ménages ». Juste avant le discours du président de la Fed, le département du travail a annoncé une légère baisse (à 376 000), la semaine dernière, des demandes nouvelles d'allocations chômage, à leur plus bas niveau depuis six mois. Cette statistique confirme celle des ventes au détail et l'indice précurseur d'activité, très supérieur aux prévisions des économistes.

BAISSE DES STOCKS

Fondamentalement, la confiance de M. Greenspan tient surtout à la forte baisse des stocks des entreprises qui devrait se traduire mécaniquement par une reprise de la production. Cette dernière, en recul depuis un an, encore de 7,2 % en rythme annuel au dernier trimestre de 2001, « est très nettement inférieure à la demande ». Ce redémarrage de l'activité industrielle doit « soutenir les revenus et les dépenses des ménages ». A plus long terme, « si les développements économiques récents favorables se poursuivent et se renforcent, les incertitudes vont se réduire, tout comme les primes de risque, et l'investissement consacré à la technologie va augmenter. Comme nous l'avons vu si clairement lors des dernières années, l'augmentation de la productivité qui en résultera améliorera notre niveau de vie ».

Pour modérer des propos optimistes, le président de la Fed a tout de même mis en garde les marchés financiers qui anticipent une reprise très forte de l'économie « qui ne se produira pas parce que l'économie n'a pas ralenti très profondément ».

Pour finir, M. Greenspan a fait

un peu de politique. Il a une nouvelle fois émis des doutes sur le plan de relance budgétaire auquel tient tellement la Maison Blanche, ne le jugeant « pas essentiel, compte tenu des signes actuels de reprise » et soulignant que l'économie repartirait « de toute façon ». Il a en revanche défendu la baisse de plus de 1 350 milliards de dollars (1 534 milliards d'euros) d'impôts pendant dix ans décidée en 2001 par l'administration Bush lorsque les perspectives d'excédents budgétaires étaient alors considéra-

Depuis, la situation a beaucoup changé, mais M. Greenspan a justifié une initiative qu'il avait alors

Délicat jeu de chaises musicales à la BCE

Interrogé, jeudi 24 janvier, sur sa succession lors d'un débat sur la chaîne parlementaire Public Sénat, le vice-président de la Banque centrale européenne (BCE). Christian Nover, s'est borné à dire qu'il « partirait le 31 mai au soir ou le 1er iuin au matin », parce que « c'est la règle du jeu ». Le suspense reste donc entier : la France ne présentera-t-elle pas de candidat, dans l'espoir que Jean-Claude Trichet, une fois sorti de ses ennuis judiciaires, remplacera Wim Duisenberg à la présidence de la BCE, d'ici la fin de l'année ? Ou bien, estimant cette solution désormais compromise, proposera-t-elle un candidat pour la vice-présidence, en remplacement de M. Noyer? En fait, deux scénarios principaux sont étudiés : soit la France jouerait toujours la « carte Trichet » pour la présidence et ne présenterait donc pas de candidat pour la vice-présidence; soit elle proposerait un candidat pour cette vice-présidence mais l'heureux élu pourrait ultérieurement démissionner quand M. Trichet serait en mesure de briguer la

soutenue. Il a remarqué que l'estimation, même révisée en baisse, d'un surplus de 1 600 milliards de dollars lors des dix prochaines années restait une perspective budgétaire « solide ».

Ce jeudi 24 janvier, Alan Greenspan a même réussi à trouver des conséquences positives à la faillite d'Enron en prédisant des progrès majeurs dans la qualité de l'information financière des entreprises!

Eric Leser

« Des forces qui ont affaibli notre économie commencent à se réduire »

Dans un discours au Sénat, Alan Greenspan, le président de la Réserve fédérale, a notamment déclaré:

(...) L'économie américaine a connu en 2001 un ajustement cyclique de grande ampleur accru par les attaques terroristes du 11 septembre. Cet ajustement s'est caractérisé par une baisse importante de l'investissement et des stocks des entreprises et s'est combiné avec les difficultés économiques simultanées de plusieurs de nos principaux partenaires commerciaux. Mais il y a des signes récents que certaines des forces qui ont affaibli notre économie l'an dernier commencent à se réduire et que l'activité se raffermit. Un aspect essentiel de ce raisonnement tient aux stocks. Dans beaucoup de secteurs, ils sont tombés à des niveaux auxquels les entreprises devront bientôt cesser de les liquider ou ont déjà commencé à le faire. Le moindre ralentissement dans l'utilisation des stocks doit se traduire par une augmentation de la production si la demande reste stable ou baisse légèrement. Cette reprise de la production va, toutes choses égales par ailleurs, soutenir les revenus et les dépenses des ménages... La plupart des reprises économiques après la seconde guerre mondiale ont bénéficié d'un rebond de la demande pour les biens durables et l'immobilier et de la fin par les entreprises de la liquidation de leurs stocks.

Tout au long de l'an dernier, le déclin de l'investissement a été brutal et constant. Même si la faiblesse a été plus prononcée dans le secteur technologique, la baisse des investissements a été bien plus large. Elle a été amplifiée par la chute des profits et des cours de Bourse... Une des caractéristiques originales du cycle actuel est l'absence de possibilité pour les entreprises américaines de jouer sur les prix dans un environnement marqué par la mondialisation, la dérégulation et une forte compétition. Dans cet environnement de faible inflation, les entreprises n'ont pas pu répercuter vers le consommateur la hausse de leurs coûts. Les dirigeants d'entreprise ont réagi en réduisant leur force de travail pour rétablir leur situation financière. Ces efforts ont limité la hausse des coûts et contribué à préserver la grande majorité de l'emploi privé..

L'évolution du marché du travail est sans doute le facteur le plus important pour prévoir l'évolution des dépenses de consommation. Le rythme des licenciements s'est accéléré à l'automne dernier, surtout après le 11 septembre, et le taux de chômage a augmenté rapidement. Le mois dernier, les demandes nouvelles d'allocationschômage se sont réduites, suggérant une baisse du rythme des suppressions d'emplois. Si cette nouvelle est plutôt bonne, le taux de chômage devrait continuer à progresser un moment et les pertes d'emplois peuvent peser sur la consommation des ménages.

Si les développements économiques récents favorables se poursuivent et se renforcent, les incertitudes vont se réduire, tout comme les primes de risques, et l'investissement consacré à la technologie va augmenter. Comme nous l'avons vu si clairement lors des dernières années, l'augmentation de la productivité qui en résultera améliorera notre niveau de vie.

La reprise américaine laisse certains économistes sceptiques

Si l'optimisme prévaut aux Etats-Unis, certains, en Europe, établissent un parallèle avec la crise japonaise

QUAND l'économie américaine va-t-elle redémarrer? De façon imminente? Au printemps, au second semestre, plus tard? Et quelle sera l'ampleur de la reprise? Modérée ou au contraire très robuste? Chacun y va de son pronos-

ANALYSE

Il lui faudra du temps pour retrouver son rythme de croissance exceptionnel

tic, plus ou moins argumenté, plus ou moins intuitif, plus ou moins optimiste, et enfin, plus ou moins intéressé. Que penser, par exemple, de la confiance affichée par la Maison Blanche?

S'ils sont en désaccord sur l'ampleur et la date de la reprise, les dirigeants américains ne doutent toutefois guère de la capacité de l'économie de leur pays à rebondir et à reprendre, dans les plus brefs délais, sa domination mondiale, grâce à des structures solides (fiscalité modérée, situation budgétaire as-

sainie, puissance monétaire et financière, marché du travail flexible, avance technologique, productivité élevée, compétitivité, universités prestigieuses, etc.). A leurs yeux, la récession des derniers mois est certes un épisode douloureux mais elle ne remet pas en cause la prospérité future de l'Amérique. C'est ce que M. Greenspan, le président de la Réserve fédérale américaine (Fed), appelle « des perspectives à long terme souriantes ». Les Etats-Unis du libéralisme, de la culture du profit et de la liberté d'entreprendre possèderaient, mieux que les autres nations, les clés de la croissance dans une économie mondialisée, financiarisée et déréglementée.

Des voix s'élèvent, en Europe, pour contester cette supériorité et. surtout, pour remettre en cause la prétendue vertu et la solidité de l'économie américaine. C'est notamment le cas de nombreux hauts dirigeants monétaires du Vieux Continent qui, depuis longtemps, dénoncent les graves déséquilibres dont souffre l'économie des Etats-Unis (déficit courant et endettement privé record, faiblesse du taux d'épargne des ménages). Autant dire que les récents déboires

de cette dernière ne les surprennent pas et les chagrinent encore moins. Selon eux, la récession outre-Atlantique n'est pas un simple incident de parcours, une pause logique et salutaire après une période de prospérité sans précédent. Ils sont persuadés que l'économie américaine n'a pas fini de payer ses excès, de vie de péchés, menée au-dessus de ses moyens, de folles dépenses, de débauche de crédits et d'orgie de dettes.

COMME LE YEN À L'ÉPOQUE

Dans ces conditions, un épisode récessif modéré et de courte durée ne suffirait pas à solder les comptes. Au point que certains se demandent si l'économie américaine ne risque pas de connaître le sort tragique de sa rivale japonaise, toute puissante à la fin des années 1980 mais aujourd'hui moribonde. qui navigue de récession en reprise avortée. Comme le Japon, les Etats-Unis n'ont-ils pas été eux aussi victimes, avec l'effondrement du Nasdaq, de l'éclatement d'une bulle spéculative boursière? N'y a-t-il pas outre-Atlantique, comme ce fut le cas dans l'archipel il y a plus de dix ans, destruction de richesses, baisse des prix industriels, repli de la demande privée, recul du crédit bancaire sous toutes ses formes, détérioration de la solvabilité des emprunteurs? Le dollar n'estil pas aujourd'hui surévalué, comme l'était à l'époque le yen? N'y a-t-il pas un danger de voir l'économie américaine entrer dans une spirale déflationniste, tomber dans le piège japonais? Patrick Artus, directeur des études économiques à la Caisse des dépôts et consignations, ne le croit pas. Pour au moins quatre raisons: réaction rapide de la politique monétaire, avec création massive de liquidités de la part de la Fed, situation relativement saine des banques américaines, poursuite de la hausse du prix des services aux Etats-Unis, potentiel de baisse des prix d'actifs limité outre-Atlantique, notamment dans le domaine immobilier, qui n'a pas connu la flambée de prix nippone. D'autres experts se montrent moins optimistes et estiment qu'il est illusoire d'espérer une reprise franche et durable de l'économie américaine. C'est le cas de Pascal Blanqué, économiste au Crédit agricole, qui invite à méditer les leçons laissées par les économistes libéraux de l'école autrichienne (Eugène von Böhm-Bawe-

rk, Ludwig Von Mises, Friedrich von Havek). C'est en effet du côté de l'offre - plongeon de l'investissement des entreprises - que se situe, de façon inhabituelle, l'origine de la récession actuelle aux Etats-Unis. Avec en amont, selon cette interprétration, une lourde erreur de politique monétaire, trop laxiste. La Fed aurait trop tardé avant de relever ses taux directeurs, « En laissant le taux d'intérêt s'établir à un niveau artificiellement bas et en injectant des liquidités, note M. Blanqué, la Banque centrale laisse gonfler une bulle d'investissement financée à crédit. Le boom s'accompagne de surinvestissement mais, aussi et surtout, de "malinvestissement". Le taux d'intérêt, parce qu'il a été longtemps trop bas, a envoyé des signaux erronés sur la rentabilité réelle du capital investi. Parce qu'il n'a pas été cher, le capital a été non seulement gaspillé mais son allocation entre projets a été perturbée. » On ne compte plus les entreprises de l'industrie traditionnelle à avoir cédé à la mode de la nouvelle économie et à s'être lancées dans des investissements hasardeux et finalement très coûteux. Ouelles solutions existent à de telles crises de suraccumulation

de capital? Chercher à lutter contre la récession par une stimulation budgétaire, et surtout par une relance du crédit (baisse des taux) se révèle non seulement inefficace, mais accroît au contraire le mal. « L'analyse autrichienne de la récession est donc en quelque sorte fatale, rappelle M. Blanqué. Tant que la purge et la restructuration associée n'ont pas eu lieu, les tentatives de prolongement du cycle par une nouvelle expansion monétaire peuvent faire gagner du temps, obtenir des sursauts ou reprises courtes mais seront assez largement vaines et ne changeront pas la fin de partie: l'ajustement est incontournable et sera d'autant plus brutal que le traitement des déséquilibres aura été reporté.»

Si cette analyse est juste, il faudra beaucoup de temps, d'épreuves et de désillusions avant que l'économie américaine puisse retrouver les rythmes de croissance exceptionnels qu'elle a connus au cours des dix dernières années. A cet égard, le cas du Japon, si extrême soit-il, doit être un motif de réflexion en même temps que d'inauiétude.

Pierre-AntoineDelhommais

Saint-Gobain touche les dividendes de sa politique prudente de diversification

Le groupe, qui affiche un résultat record pour 2001, a lancé, vendredi, une OPA sur les 25,3 % du capital de Lapeyre qui lui manquent pour en obtenir le contrôle total

POUR un peu, le président de Saint-Gobain serait presque content des difficultés économiques actuelles. Critiqué au moment de la fièvre sur les nouvelles technologies pour sa stratégie trop prudente, bâtie pour des métiers vieillots et trop nombreux, Jean-Louis Beffa voit aujourd'hui ses choix reconnus. Après des années de recentrage, le groupe de matériaux de constuction et de distribution se révèle moins cyclique qu'auparavant. En dépit du ralentissement, Saint-Gobain a enregistré en 2001 un résultat net hors plus-values de cession de 1,057 milliard d'euros, en hausse de 3 %, pour un chiffre d'affaires de 30,4 milliards d'euros.

Placé en amont de la chaîne industrielle, Saint-Gobain n'a toutefois pas été épargné par les secousses. Chute de tous les marchés industriels aux Etats-Unis, où il réalise 18 % de ses ventes, graves difficultés en Allemagne, son deuxième marché européen après la France, déficit dans sa branche distribution auprès du grand public (Lapeyre), net ralentissement dans sa

branche canalisation (Pont-à-Mousson): les mauvaises nouvelles se sont accumulées tout au long de l'année. Les métiers historiques du groupe - le verre, l'emballage – ont permis de compenser en partie les baisses. Leader mondial dans ces secteurs où la concurrence se réduit à une poignée d'acteurs, Saint-Gobain a pu maintenir des prix et des marges confortables. Du coup, M. Beffa s'est ravisé. Alors qu'il envisageait sérieusement, en 2000, de vendre son activité d'emballage, il entend non seulement la conserver mais aussi la développer « dans les pays où l'on boit du vin ».

En parallèle, les vieilles méthodes de rigueur sont revenues dans le groupe. Diminution de coûts, réorganisations se sont multipliées. Dans la plus grande discrétion, le groupe a supprimé 2 600 emplois, près de 10 % de ses effectifs aux Etats-Unis et plus de 1 000 postes en Europe. Au total, le groupe a perdu 4,1 % de ses effectifs en 2001 pour retomber à 171 000 salariés dans le monde.

Dans le même temps, les investissements ont été diminués de 15 % pour se limiter à 1,4 milliard d'euros. Très prudent sur la reprise qu'il ne voit pas « au mieux avant le deuxième semestre 2002 », M. Beffa n'envisage pas de changer sa politique d'investissement cette année. « Nous avons les capacités suffisantes pour faire face à la demande. De plus, nous ne voyons pas l'intérêt de créer de nouveaux équipements, alors que la crise actuelle est liée à des surinvestissements », dit-il.

SITUATION CONFORTABLE

Avec cette politique économe, le groupe se retrouve dans une situation financière plus que confortable: en 2001, son autofinancement a atteint 1,3 milliard d'euros. Une partie a été utilisée pour désendetter le groupe. Une autre va l'être pour racheter les 25,3 % du capital de Lapeyre encore dans le public. Saint-Gobain a lancé, vendredi 25 janvier, une offre publique auprès des minoritaires au prix de 62 euros par action. Une opération financière, ni trop gran-

de, ni trop modeste, comme les aime le groupe. Depuis Norton en 1990, le groupe fuit les grandes manœuvres de fusions et d'acquisitions, les jugeant dangereuses.

Rassuré sur ses choix stratégiques, M. Beffa entend mettre l'accent sur le développement du groupe dans les pays émergents, là où « nos métiers historiques ont encore un potentiel de croissance important ». Pologne et République tchèque en Europe, Brésil et Mexique en Amérique du Sud, Inde et Chine en Asie sont sur la liste prioritaire. La Chine surtout est le pari qui tente le plus Saint-Gobain. Pour s'v ancrer, le groupe, pour une fois, semble même être prêt à se départir de sa légendaire prudence. Il y a déjà construit une usine de verre plat. Il se prépare maintenant à suivre la vaste délocalisation des semiconducteurs de Taïwan vers la Chine pour installer ses produits de haute technologie (céramiqueabrasifs), en attendant d'ancrer ses métiers d'isolation à Pékin.

Martine Orange

Abdel Mabrouki, le livreur de pizzas qui fait plier McDo

Un jeune syndicaliste de la CGT mène la contestation contre le « symbole de la mondialisation »

C'EST DEVANT le restaurant McDonald's du boulevard Saint-Denis à Paris, fermé depuis le 24 octobre 2001, que, symboliquement, il nous a fixé rendez-vous. Après trois mois de « hamburgrève », Abdel Mabrouki affiche un sourire modeste. Il sait que, quelle que soit l'issue de ce conflit, le plus long dans ce secteur, « une page d'histoire syndicale a été créée là où il n'y en avait pas ». En un an, c'est pourtant le troisième mouvement social qu'il anime à la tête du collec-

tif CGT de la restauration rapide, après les quatorze jours de grève du McDo du boulevard Saint-Germain, à Noël 2000, puis les trentedeux jours de blocage du Pizza Hut de l'Opéra, en janvier 2001.

Cette fois, la partie engagée contre le géant mondial s'est soldée par une première victoire – provisoire – devant la justice. Jeudi 24 janvier, le tribunal des prud'hommes de Paris a ordonné, en référé, la réintégration, sous astreinte, de deux des cinq salariés licenciés par Rémi

PEBEREAU

X, ENA, BNP,

UN GRAND BANQUIER

QUI AIME AUSSI

LES LETTRES.



« Dénoncer (...)
cette zone
de non-droit qu'est
la restauration
rapide »
ABDEL MABROUKI

Smolik, le gérant franchisé du restaurant de Strasbourg-Saint-Denis. Accusés par leur patron d'avoir détourné 150 000 euros environ, en l'espace de neuf mois, ils s'estiment, eux, victimes de discrimination syndicale. Sans attendre le résultat de l'enquête pénale, le magistrat a tranché en retenant « l'absence de causes réelles et sérieuses ». Pour Abdel Mabrouki, ce jugement est « grandiose ». « C'est la preuve que McDo n'est pas au-dessus des lois. » Soutenu par la direction de McDo France, M. Smolik a fait appel.

En dépit d'occupations d'autres restaurants les samedis et jours de grande affluence, comme aux Champs-Elysées durant les fêtes, le mouvement est resté limité. Et la direction n'a pas cédé aux exigences des grévistes et de leurs soutiens syndicaux et associatifs, voire politiques, comme celui de Noël Mamère, candidat des Verts à l'élection présidentielle, qui se sont engouffrés dans la brèche ouverte contre le « symbole de la mondialisation ».

UN « RÉSEAU DE LA PRÉCARITÉ »

Abdel Mabrouki l'a compris. « Pour vaincre l'omerta, il faut ouvrir le mouvement vers l'extérieur », explique-t-il, en avouant avoir depuis rejoint l'association Attac. A la tête d'une poignée de militants, il ne cache pas les difficultés à convaincre et à mobiliser les salariés, essentiellement des jeunes, des étudiants à temps partiel de passage, et de plus en plus « de blacks et de beurs parce que les directions n'arrivent plus à recruter ». Bref, une génération de salariés qui vont et viennent, dont la solidarité s'exprime « dans les galères », à l'écart des

Engagé par hasard au Pizza Hut de Levallois en 1995, ce jeune livreur de 29 ans, confiné maintenant à la plonge, connaît tous les rouages d'un système « bien huilé pour faire des bénéfices ». Cette prise de conscience lui est née de l'indifférence manifestée par son « manager » local après une agression dont il fut victime un soir de livraison. « Pour lui, c'était la routine. » Depuis, il n'a de cesse de dénoncer les conditions de salaires, de travail et de sécurité dans « cette zone de non-droit » qu'est la restauration rapide. Délégué syndical depuis cinq ans, il est en butte aux procédures de licenciement à répétition, par deux fois refusées par le ministère du travail. Il est aussi poursuivi en diffamation pour un tract vindicatif distribué après la mort d'un jeune livreur victime d'un accident de la route.

Si elle lui apporte son soutien, la Fédération CGT des services n'a pas admis le collectif à la table de négociations de la convention collective. Lui songe à créer un « réseau de la précarité » avec des extensions dans les chaînes (Maxi Livres, Kiabi, Virgin...) qui ont calqué leurs méthodes de gestion sur celles de la restauration rapide. « Le conflit ne s'arrêtera pas à Strasbourg-Saint-Denis, dit-il. Il suffit d'être patient si la cause est juste. »

Michel Delberghe

Le Congrès a commencé ses auditions sur Enron

ANDERSEN, le cabinet chargé de l'audit d'Enron, dont la faillite en décembre continue de secouer les milieux d'affaires et politiques, a été mis au pilori jeudi 24 janvier au Congrès, sur fond d'accusations de destruction de documents et d'obstruction à la justice. Au lendemain de la démission surprise du patron d'Enron, Kenneth Lay (photo), un ami personnel et important contributeur financier à la campagne présidentielle en l'an 2000 de George W. Bush, une sous-commission d'enquête de la Chambre des représentants a commencé jeudi ses auditions. David Duncan, chef comptable chargé chez Andersen du dossier Enron, limogé la



Andersen du dossier Enron, ilmoge la semaine dernière par le célèbre cabinet d'audit, cité à comparaître devant cette sous-commission, a refusé de témoigner, en invoquant son droit constitutionnel à rester silencieux. Interrogé pour savoir s'il avait sciemment détruit des documents comptables relatifs à Enron, il a répondu, visiblement nerveux, que « sur le conseil de (ses) avocats », il n'était pas en mesure de répondre. – (AFP).

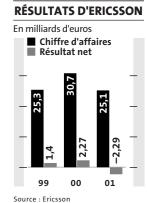
La compagnie à bas coûts Ryanair a commandé 100 Boeing 737-800

LA COMPAGNIE IRLANDAISE à bas prix Ryanair a annoncé jeudi à Londres qu'elle avait commandé 100 appareils Boeing 737-800 et pris une option sur 50 autres appareils, pour livraison entre 2002 et 2010. La commande (options comprises), sur la base des prix catalogue, s'élève à 9,1 milliards de dollars (10,3 milliards d'euros). Les 737-800 sont équipés de moteurs CFM 56-7 construits par la société CFMI, filiale paritaire de l'américain General Electric et du français Snecma. La commande de Ryanair est le plus gros contrat passé par une seule compagnie pour le 737-800, la nouvelle génération de ce modèle, a précisé Boeing. Ryanair pense qu'elle dépassera en taille d'ici six ans sa concurrente allemande Lufthansa, s'est vanté son patron Michael O'Leary dans un entretien au quotidien *Handelsblatt* paru vendredi.

Ericsson annonce la première perte annuelle de son histoire

L'ÉQUIPEMENTIER de télécommunications suédois Ericsson, premier fabricant mondial de réseaux de téléphonie mobile et numéro trois des combinés portables, a annoncé vendredi 25 janvier la plus importante perte annuelle de son histoire, de 21,1 milliards couronnes suédoises (2,29 milliards d'euros), et une baisse de 5 % de ses ventes, tout en annonçant son retour aux bénéfices pour 2002, en dépit de la faiblesse du marché.

Les quatre trimestres de 2001 ont été en perte, celle du quatrième atteignant (avant impôt) 5,1 milliards de couronnes suédoises. Elle est inférieure de 5,8 milliards à celle du trimestre précédent, mais supérieure aux attentes du



marché. Le finlandais Nokia a annoncé jeudi un bénéfice net en baisse de 44 % en 2001, à 2,2 milliards d'euros, contre 3,938 milliards d'euros sur l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires a augmenté de 3 % sur l'année, à 31,191 milliards d'euros (*Le Monde* du 25 janvier).

INDUSTRIE

■ BIOMÉRIEUX-PIERRE FABRE: les deux laboratoires français, qui ont fusionné en 2001 pour devenir le groupe pharmaceutique indépendant Biomérieux-Pierre Fabre, envisagent de se désunir, affirme vendredi 25 janvier le quotidien *Les Echos*.

■ GATEWAY: le fabricant américain d'ordinateurs personnels a annoncé jeudi la suppression d'environ 2 250 emplois, sur un total de 14 000, soit environ 16 % des effectifs, et la fermeture de 19 de ses points de vente au détail. La société avait auparavant annoncé pour le quatrième trimestre un bénéfice d'exploitation conforme à ses prévisions, mais aussi une baisse de son chiffre d'affaires.

ERVICES

■ SONY: le géant mondial de l'audio et vidéo électroniques a annoncé vendredi un chiffre d'affaires trimestriel record, ainsi qu'une hausse inattendue du résultat d'exploitation, les attentats du 11 septembre n'ayant pas amoindri la demande de jeux vidéo et de produits d'électronique grand public. Cependant, au niveau du groupe, Sony a accusé une baisse de 14,4 % du bénéfice net sur la période octobre-décembre, à 64,0 milliards de yens (546 millions d'euros).

■ LA POSTE: Aimé Perret, jusqu'à présent directeur de la délégation Ouest, a été nommé directeur général délégué, directeur du courrier du groupe La Poste, en remplacement de Bernard Bonneton, a annoncé jeudi le groupe. Nicolas Duhamel, précédemment directeur général adjoint de Vivendi Universal Publishing, a été nommé directeur financier de La Poste.

■ SNCF-DEUTSCHE BAHN: les deux compagnies de chemins de fer française et allemande ont signé jeudi une lettre d'intention visant à développer le trafic de fret ferroviaire entre l'Allemagne et la France.

■ ENBW: le quatrième groupe énergétique allemand EnBW, filiale à 34,5 % du français EDF, a annoncé jeudi qu'il renonçait à son entrée en Bourse prévue pour le premier semestre 2002.

FINANCE

■ SOCIÉTÉ GÉNÉRALE: Daniel Bouton, président de la banque, mis en examen lundi 14 janvier, pour « blanchiment aggravé », de même que deux autres dirigeants et six cadres de la banque, a adressé une lettre à ses clients, datée du 21 janvier, rappelant qu'en droit français, « mise en examen n'implique nullement culpabilité », et précise que « la SG participe activement depuis des années (...) à la lutte contre le blanchiment. (...) Aucun élément du dossier ne peut laisser supposer qu'un collaborateur ou un service de la banque ait délibérément commis une action de blanchiment ou se soit sciemment rendu complice d'une telle action. (...) La probité personnelle des responsables de la SG n'est pas en cause ». La SG, qui traite 790 millions de chèques chaque année, estime que le système de traitement des chèques doit être revu.

■ CRÉDIT FONCIER: le Crédit foncier de France (CFF), filiale du groupe Caisse d'épargne, spécialisé dans le crédit immobilier, a annoncé une production de crédits en hausse de 30 % au cours de l'année 2001 à 4,79 milliards d'euros.

ANNE SINCLAIR /LES MANAGERS SONT SUR RTL. SAMEDI 26 JANVIER 9:15

VIVRE ENSEMBLE

COMMUNICATION

Le PDG de « La Dépêche du Midi » condamné à de la prison avec sursis pour abus de biens sociaux

Jean-Michel Baylet, ainsi que sa mère, son épouse et ses deux filles ont notamment été reconnus coupables d'avoir fait payer par le journal leurs employés de maison

TOULOUSE

de notre correspondant régional Jeudi 24 janvier, le tribunal correctionnel de Toulouse, présidé par Alain Birgy, a reconnu les dirigeants du groupe de presse La Dépêche du Midi, tous membres de la famille Baylet, coupables d'abus de biens sociaux et d'infractions financières. La mère, Evelyne Jean-Baylet, ancienne présidente du groupe, est condamnée à neuf mois de prison avec sursis, assortis d'une amende de 30 000 euros; son fils, Jean-Michel Baylet, qui lui a succédé au poste de PDG de La Dépêche du Midi et qui est par ailleurs président du Parti radical de gauche et sénateur du Tarn-et-Garonne, est condamné à six mois de prison avec sursis et 15 000 euros d'amende. Son épouse, Marie-France, directrice de l'hebdomadaire du groupe, O Toulouse, est condamnée à quatre mois de prison avec sursis et 12 000 euros d'amende. Les deux filles, Danièle et Martine Baylet, sont condamnées respectivement à deux mois et un mois de prison avec sursis.

Le tribunal a retenu les délits d'abus de biens sociaux et de recel d'abus de biens sociaux, entre 1993 et 1996, contre l'ensemble des membres de la famille dirigeante du groupe de presse régional. Il a condamné chacun d'entre eux « pour avoir illicitement bénéficié, à des fins personnelles, d'avantages domestiques liés à leur fonction industrielle » et les a également reconnus coupables de « faux en écriture » pour avoir « tenté de dissimuler à la justice les faits qui leur sont reprochés ». Il les a en revanche fait bénéficier de la prescription, comme le réclamaient les défenseurs des prévenus, pour les faits de même nature, antérieurs à 1993. Lors du procès, le 26 novembre 2001, le procureur de la République avait requis des peines d'emprisonnement avec sursis: 18 mois pour Evelyne Jean-Baylet et Jean-Michel Baylet, et un an pour Marie-France Baylet.

DEUX TYPES DE DÉTOURNEMENTS

Les faits retenus renvoient à deux types de détournements qui avaient cours au sein du groupe de presse et qui entretenaient la confusion, depuis de nombreuses années, entre la gestion de l'entreprise et les comptes de la famille. L'enquête de la police judiciaire a d'abord établi que les dirigeants du groupe avaient passé avec la société de nettoyage du journal, GSF,

Un groupe de presse régionale

- Création : le premier numéro de La Dépêche date du 2 octobre 1870.
 Le quotidien : La Dépêche du Midi
- est diffusée à 206 571 exemplaires (diffusion totale payée, source Diffusion Contrôle, déclaration sur l'éditeur entre juillet 2000 et juin 2001). Le titre est présent sur 10 départements autour de Toulouse et comporte 18 éditions au total.
- Le groupe : hormis le quotidien phare, le groupe La Dépêche du Midi, qui emploie 998 salariés, possède

six autres titres : Midi Olympique, La Nouvelle République des Pyrénées, Le Petit Bleu, O Toulouse, Le Villefranchois, le gratuit Publi Toulouse, et possède notamment 21 % de la télévision

locale TLT.

• Capital: le groupe appartient
à différentes sociétés de la famille
Baylet (67,3 %), à l'industriel Pierre
Fabre (6 %), à Hachette Filipacchi
Média (15 %), le reste étant détenu
par des banques et des particuliers.

un « arrangement » permettant aux membres de la famille de disposer d'employés de maison à leur domicile et à leur usage privé, tels que femmes de ménage, secrétaires particulières, iardiniers ou gouvernantes. Depuis 1983, les salaires de ces employés étaient inclus dans la facturation délivrée par GSF à La Dépêche du Midi au titre du nettoyage des locaux du journal. On a compté jusqu'à 14 personnes qui ont été ainsi détachées au service personnel des membres de la famille Baylet et qui ont fait l'objet de fausses factures, de contrats fictifs et de prestations imaginaires. L'enquête a révélé aussi que deux salariés rémunérés par le journal étaient employés au service privé de M. Baylet et de son épouse, dont l'un pour l'entretien d'une collection de voitures anciennes dans la maison familiale de Valenced'Agen.

L'enquête a également mis en évidence un système de détournement sous couvert de comptes de « compensation » avec des annonceurs de La Dépêche du Midi. Les membres de la famille bénéficiaient de prestations à usage privé – billets d'avion, séjours à l'étranger, joaillerie, orfèvrerie, appareils électroménagers, hi-fi, foie gras, alcools... – en échange d'espaces publicitaires dans les colonnes du quotidien régional.

L'inventaire de ces « échanges », qui n'épargnent ni l'achat de sèchecheveux, de pèse-personnes ou de cassettes anticalcaire pour fer à repasser, ni le paiement des vignettes d'automobiles individuelles, ni les séjours dans les hôtels de luxe, ainsi que le coût du personnel détaché aux frais du journal, fait apparaître un préjudice de plusieurs millions de francs aux dépens de la société La Dépêche du Midi.

En prononçant une condamnation à l'encontre de tous les membres de la famille, le tribunal n'a pas retenu l'explication fournie par Evelyne Jean-Baylet, aujourd'hui âgée de 88 ans. Devant le juge d'instruction, celle-ci avait déclaré « assumer tout », reconnaissant que « rien ne s'était fait à mon insu ». Elle avait expliqué que « La Dépêche est une entreprise familiale et j'ai toujours eu l'habitude de sortir mes enfants de la difficulté. Les membres de ma famille croyaient que c'était moi qui payais et je n'ai jamais imaginé qu'il s'agissait d'un abus de bien social ».

« CADEAUX DE NOTRE MÈRE »

Conformément à cette ligne de défense qui faisait de la mère la seule instigatrice du délit, par ignorance légale et par générosité familiale, Jean-Michel Baylet comme son épouse et ses sœurs avaient protesté de leur bonne foi, déclarant: « Nous ne savions pas, nous avons cru qu'il s'agissait de cadeaux de notre mère. » M. Baylet expliquait en outre que la charge de ses fonctions de dirigeant d'entreprise et de responsable politique l'empêchait de s'occuper des tâches de gestion ou de statut de ses employés de maison. Il avait néanmoins assuré qu'il avait demandé à sa mère de mettre fin à ces pratiques dès qu'il en avait eu connaissance, en 1993.

Le tribunal correctionnel de Toulouse n'a donc pas retenu les explications de la défense. Il a suivi le réquisitoire du procureur de la République qui estimait que « les faits d'abus de bien social sont constitués pour tous les membres de la famille ». Les avocats de la famille Baylet se sont réservé la possibilité de faire appel de ce jugement.

Jean-Paul Besset

La télévision publique belge, la RTBF, se cherche un patron et un avenir

Une nomination politique sur fond de crise

BRUXELLES

de notre correspondant

Qui va sauver la RTBF (Radiotélévision belge francophone) et ses 2 200 salariés? Posée depuis longtemps, la question est devenue plus aiguë le 11 janvier, jour de la démission de Christain Druitte, l'administrateur général de l'institution publique. Ancien journaliste, M. Druitte a jeté l'éponge, fatigué et découragé par l'ampleur des difficultés. Lourde, bureaucratisée, engluée dans des problèmes financiers, la RTBF reste, en outre, prisonnière de syndicats qui s'accrochent à la défense d'acquis sociaux paralysants et, surtout, de partis politiques qui n'ont jamais renoncé à contrôler une maison baptisée de longue date la « Casa Kafka ».

En décembre 2001, sous l'impulsion de Richard Miller, jeune ministre libéral de l'audiovisuel, le gouvernement de la Communauté française - qui regroupe Wallons et Bruxellois - adoptait pourtant des dispositions visant à dépolitiser et rendre plus transparente la nomination de l'administrateur général. Quelques semaines plus tard, la réforme, confrontée à l'épreuve des faits, a tout d'un leurre. La désignation par le gouvernement du successeur de M. Druitte. prévue le 31 janvier, a lieu dans la précipitation et se résume à un choix entre trois personnalités proches du PS, la formation dominante de la Communauté francophone, associée au PRL (libéral) et à Ecolo dans le gouvernement de la Communauté.

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel, dont l'avis est uniquement consultatif, s'est vu interdire d'organiser les auditions publiques qu'il comptait mettre en œuvre. Il a refusé d'exprimer un avis sur trois candidats que devait retenir le gouvernement, parmi les neuf qui avaient déposé un dossier. Censé être l'organe de contrôle du paysage audiovisuel belge, ce conseil, déjà très contesté par les télévisions publiques et privées, estime ne pas pouvoir jouer son rôle.

« EST-CE GRAVE ? »

Les trois partis au pouvoir ont fait entrer en lice un collège de cinq « experts » qu'ils avaient désignés. Parmi eux, Jérôme Clément, le patron d'Arte France, appelé à la rescousse par le parti écologiste, désireux d'obtenir un regard extérieur sur un dossier pollué, selon La Libre Belgique, par « des relents d'Ancien Régime ». Ces experts ont entendu, dans la nuit du 23 au 24 janvier, l'ensemble des candidats et établi la liste de leurs favoris. Il s'agit de Daniel Weekers, ex-PDG de Canal + Belgique, qu'il a quitté suite à un conflit avec son actionnaire, de Jean-Paul Philippot, patron des Hôpitaux publics bruxellois, et de Pierre-Dominique Schmidt, directeur à l'OCDE.

M. Weekers est le favori de cette course au pouvoir, essentiellement parce qu'il est soutenu par Elio Di Rupo, le président du PS. Les experts ne semblent pas certains que ce manager, actif dans le monde de la finance, s'engage sans limite en faveur du service public. Ses deux rivaux, soutenus par d'autres personnalités socialistes, auraient fait «bonne impression» mais n'ont aucune expérience de l'audiovisuel. « Est-ce grave? », ricane un journaliste, membre de l'Association des journalistes de la RTBF, qui a lancé un appel critiquant « une politisation démotivante et surtout inefficace ».

Jean-Pierre Stroobants

L'alchimie spécifique des magazines pour jeunes

Les éditeurs proposent des titres pour tous les âges, de 6 mois à 18 ans



BIBLIOGRAPHIE

La presse des jeunes
de Jean-Marie

Charon

La Découverte, coll. Repères, 7,95 €

LA PRESSE française des jeunes occupe une place très à part dans le paysage mondial des médias. Si le premier titre destiné à des écoliers, Le Journal d'éducation, est paru en 1768, Lamartine, Victor Hugo et Jules Verne ont, par la suite, écrit pour ces publications qui mêlent texte et illustrations, journalisme et histoires d'auteurs. Après l'avènement des Pieds Nickelés dans L'Epatant, Lili l'espiègle dans Fillette ou Tintin et Milou dans Cœurs vaillants, une centaine sont diffusés au total à 108 millions d'exemplaires en France, visent aujourd'hui des cibles de plus en plus réduites, par tranches d'âges échelonnées entre 6 mois et 18 ans. Sociologue au CNRS, spécialiste des médias, Jean-Marie Charon analyse dans un court ouvrage, de façon très complète et didactique, ce marché.

Reposant sur des structures souvent légères, les éditeurs sont très diversifiés: aux côtés de groupes comme Hachette Filipacchi Médias, Bayard Presse, Publications Vie catholique (PVC) ou Milan Presse figurent quelques indépendants comme Play Bac, des éditeurs de livres (Jibéna) ou encore des mouvements religieux.

UN LECTEUR INSOLVABLE

Ces journaux sont fondés sur des codes spécifiques, avec une place essentielle consacrée au visuel, à l'interactivité et au dialogue. Ils ont aussi la spécificité d'être confrontés à une quasi-absence de recettes publicitaires - elles ne représentent que 10 % des ressources - et à une insolvabilité du lecteur, ce qui est particulièrement vrai pour les enfants et un peu moins pour les préadolescents et les adolescents qui ont de l'argent de poche. Ces caractéristiques conditionnent l'économie de ce secteur et incitent à des modes de commercialisation particuliers, avec le poids des abonnements ou la prospection en milieu scolaire. Ce qui explique, malgré un prix de vente élevé, la rentabilité de ces titres et leur diffusion plutôt faibles.

Le sociologue Jean-Marie Charon évoque certaines personnalités charismatiques de la presse enfantine, comme Yves et Mijo Beccaria chez Bayard, ou encore Patrice Amen chez Milan, qui ont influencé des familles entières de magazines. Pour eux, toute la difficulté est de concilier une vision très magazine, attractive et ludique

avec les impératifs éducatifs – un domaine sur lequel travaillent de nombreux experts en sciences de l'éducation, en psychologie enfantine ou en sociologie de la famille.

Face à la concurrence de la télévision, des consoles de jeux, voire du téléphone portable, l'auteur affirme, de façon assez optimiste, que la presse pour les jeunes a des chances de résister, à condition de proposer à ses lecteurs un constant renouvellement éditorial.

Nicole Vulser

DÉPÊCHES

■ AUDIOVISUEL: Chase Carey, le co-numéro deux du groupe News Corp de Rupert Murdoch, a démissionné de son poste, mais reste membre du conseil d'administration, a fait savoir le groupe, jeudi 24 janvier, sans donner les raisons de son départ. Chase Carey abandonne également ses fonctions de PDG de Sky Global Networks, qui chapeaute les bouquets de télévision par satellite de News Corp.

■ France 2 n'invite plus les protagonistes devenus célèbres des émissions de téléréalité des chaînes concurrentes. Une intervention de Loana (« Loft Story ») a été coupée au montage de « Génération 70 », diffusée par la chaîne publique le 12 janvier. Dans un entretien, vendredi, au quotidien France Soir, Yves Bigot, directeur de l'unité de programmes pour les variétés, jeux et divertissements de France 2 parle d'une « pause pour cause d'overdose ». Depuis le 1^{et} janvier, France 2 évite « de faire la promotion des ex-lofteurs, "star-académiciens" ou autres "popstars" dans les émissions de France Télévisions ».

■ La télévision publique polonaise a annoncé, jeudi, qu'elle allait supprimer 1 000 de ses 5 930 emplois en 2002, en raison de la mauvaise conjoncture sur le marché de la publicité.

■ PRESSE: le magazine *L'Expansion* a lancé, mercredi, une « nouvelle formule ». Avec une pagination rédactionnelle augmentée de 50 %, un format réduit (21 × 27 cm), une nouvelle maquette et le retour à une périodicité mensuelle, le magazine (qui coûte 2,90 euros contre 3,05 euros auparavant) espère atteindre une diffusion de 180 000 exemplaires

■Le groupe Hachette Filipacchi Médias se renforce en Italie. Il va racheter au groupe RCS Periodici les 50 % du capital de la société EDIF qu'il ne détenait pas encore. EDIF publie notamment les magazines *Elle* et *Elle Décor* en Italie.

■ Le mensuel professionnel e-commerce magazine, spécialisé dans le marketing et la vente en ligne, va cesser sa parution en raison des « difficultés rencontrées sur le marché publicitaire par le titre », a indiqué, mercredi, son éditeur, le groupe MM. Une partie de son contenu sera intégré dans un cahier inséré dans Marketing magazine, également publié par le groupe.

■L'Association des anciens élèves du Centre de formation des journalistes (CFJ) proteste, dans son *Journal*, contre le projet de la direction de relever de 30 %, en septembre les droits d'inscription des nouveaux étudiants, passant de 2 286 euros à 3 000 euros.

■ Le norvégien Schibsted, qui compte éditer le gratuit 20 Minutes à Paris, serait, selon Les Echos de jeudi, en négociations avec le groupe de gratuits français Spir Communication (Groupe Ouest-France) pour nouer prochainement une alliance capitalistique.



LATENDANCEFINANCIÈRE

Nokia contribue à dissiper le pessimisme

LES INDICES boursiers américains ont accueilli favorablement, mais sans exubérance, les nouveaux commentaires d'Alan Greenspan, le patron de la Réserve fédérale, sur la reprise de l'économie américaine. Principale référence de Wall Street, l'indice Dow Jones des trente premières valeurs a gagné 0,67 %, jeudi 24 janvier, à 9 796,07 points. Le Dow Jones a gagné 1,26 % en une demi-heure après l'ouverture, avant de perdre une partie de ses gains sur des prises de bénéfice. L'indice Standard & Poor's des 500 premières capitalisations boursières s'est apprécié de 0,35 %, à 1 132,15 points, après avoir pris plus de 1 % dans la première demi-heure de la séance.

Riche en valeurs de technologie, l'indice Nasdaq a progressé de 1,05 %, à 1 942,58 points, après avoir progressé sur ses niveaux de

INDICE DOW JONES



mercredi. Les valeurs technologiques ont aussi bénéficié, sur toutes les places financières mondiales, des résultats meilleurs que prévu du géant de la téléphonie mobile finlandais Nokia et du spécialiste du stockage des données américain EMC. L'action Nokia, dont la place d'origine est Helsinki, a progressé de 10,25 % en Europe, mais a limité ses gains dans la soirée à New York, où elle est également cotée, terminant en hausse de 4,91 %. Le géant finlandais de la téléphonie mobile compte plusieurs millions d'actionnaires individuels aux Etats-Unis, et plus des neuf dixièmes de son capital sont entre les mains d'actionnaires non finlandais. A Paris, l'indice CAC 40 a gagné 1,29 %, jeudi, à 4 508,07 points. Entraînée par l'effet Nokia, l'action ST Microelectronics a pris 5,4 %, et le titre Alcatel 4,8 %. A Londres, l'indice Footsie s'est apprécié de 1,01 % et, à Francfort, l'indice Dax a pris 0,14 %. A Tokyo, l'indice Nikkei a également progressé de 0,70 %, vendredi, à 10 144,14 points, malgré la faiblesse des grandes actions bancaires.

A Buenos Aires, l'indice Merval a reculé de 6,71 %, jeudi, à 409,45 points, sur des prises de bénéfice, alors que la bonne tenue du peso encourageait moins la fuite des capitaux vers les actions argentines cotées à New York. Le Merval reste en hausse de 38,61 % depuis le début 2002.

Alan Greenspan invite les investisseurs à la sérénité, pas à l'exubérance

CHRONIQUE DES MARCHÉS

LES PROPOS tenus par Alan Greenspan, le président de la Réserve fédérale américaine (Fed), jeudi 24 janvier, devant la Commission budgétaire du Sénat (lire page 22), ont rassuré les investisseurs et provoqué un transfert des marchés obligataires vers les actions.

LES MARCHÉS D'ACTIONS RASSURÉS

Les analystes ont eu le sentiment que le patron de la Fed corrigeait le tir de ses précédentes déclarations, à tonalité plus pessimiste, le 11 janvier à San Francisco. « Elément important, la phrase "Je souligne que nous continuons de rencontrer des signes consistants de ralentissement à court terme" a été éliminée de son discours », souligne Jean-François Cauvet, responsable de la stratégie à la Société de Bourse E.T.C. « Greenspan nous a dit que les choses semblent s'améliorer (...). Dans la plupart des secteurs, ce que nous percevons est que le pire est derrière nous », a déclaré Robert Barbera, analyste chez Hoenig & Co, à l'agence Reuters. Cependant, la hausse des marchés d'actions est restée limitée. Les indices américains ont nettement progressé dans la première demi-heure de la séance, mais se sont tassés ensuite. Dans la saison de résultats qui vient de commencer, 60 % des sociétés de l'indice Standard & Poor's 500 ont en effet annoncé des résultats supérieurs aux prévisions, selon la société d'études financières Thomson Financial/First Call. Néanmoins, ces bénéfices sont en baisse de 21,6 % au dernier trimestre. Les propos de M. Greenspan permettent donc aux marchés, jugés surévalués par de nombreux analystes, de résister plutôt que de s'envoler.

HAUSSE DES RENDEMENTS D'ÉTAT

En laissant entendre que l'économie des Etats-A. de T. Unis était proche de la sortie du tunnel, le prési-



dent de la Fed a aussi provoqué une forte baisse des marchés obligataires internationaux. Les emprunts d'Etat américains arrivant à terme dans dix ans ont chuté, provoquant mécaniquement une hausse des rendements obligataires, qui évoluent en sens inverse du cours des titres. Les taux à dix ans ont ainsi retrouvé leur plus hauts niveaux depuis deux semaines. Le rendement de l'emprunt du Trésor américain, à échéance du mois d'août 2011, est remonté à 5,03 %. La dette d'Etat européenne a également reculé, accompagnée d'une hausse des rendements des titres. Les taux à un an en Allemagne sont montés à 3,87 %, leur plus haut niveau depuis le 11 septembre 2001. Le rendement de l'obligation du Trésor allemand à dix ans s'est apprécié, quant à lui, jusqu'à 4,88 %, et son équivalent français a fini la séance de jeudi à 4,97 %. Les fonds d'Etat britanniques ont connu la même tendance, avec des taux d'intérêt à long terme en hausse, à 4,91 %. Les espoirs de reprise économique aux Etats-Unis ont encouragé un optimisme des opérateurs sur la conjoncture britannique, dans la mesure où la Grande--

Bretagne réalise environ 15 % de ses exportations vers les Etats-Unis

LE DOLLAR REPREND DES FORCES

Sur le marché des changes, le dollar s'est retrouvé dynamisé face à l'euro par les propos du patron de la Fed. La monnaie unique, qui évoluait déjà en début de journée en dessous du seuil de 0,88 dollar, a touché 0,8755 dollar vendredi matin, poursuivant lentement son repli engagé après le discours de M. Greenspan. L'euro a cependant nettement mieux résisté à la vigueur du billet vert que le yen, qui, fragilisé depuis plusieurs semaines, s'est retrouvé au tapis. Le dollar est monté jusqu'à 134,93 yens, soit là où il se situait en octobre 1998. La résistance de la monnaie unique était en partie explicable par l'optimisme dont a fait part la Banque centrale européenne, jeudi, dans son bulletin mensuel, au sujet de la conjoncture européenne. « Certains signes évidents favorisent la perspective d'une reprise progressive en cours d'année », y a-t-elle indiqué.

Enfin, sur le marché des matières premières, les cours du pétrole ont enregistré une légère progression, jeudi, sur le New York Mercantile Exchange, encouragés par les espoirs de reprise économique et les gains du fioul domestique après la publication d'une nette baisse des stocks américains de ce produit la semaine dernière. Le prix du baril de brut de référence (light sweet crude) pour livraison en mars a progressé de 20 cents à 19,70 dollars le baril, après avoir gagné 52 cents à 19,50 dollars la veille. Il a retrouvé ainsi son meilleur niveau depuis le

> Cécile Prudhomme et Adrien de Tricornot

LES BOURSES DANS LE MONDE 25/1, 9h49

Pays	Indice	Dernier cours	% var.	Maxi 2002	Mini 2002	PER
UNION E	UROPÉENNE					
ALLEMAGNE	DAX Index	5138,74 25/1	-0,61	5318,73 4/1	4984,20 16/1	22,14
Euro	Neu Markt Price IX	1127,82 25/1	-0,14	1205,43 9/1	1093,15 16/1	
AUTRICHE	Austria traded	1160,31 25/1	0,07	1159,48 24/1	1114,42 9/1	11,30
BELGIQUE	Bel 20	2797,74 25/1	-0,46	2810,67 24/1	2622,36 14/1	13,48
DANEMARK	Horsens Bnex	261,95 25/1	-0,55	272,94 3/1	260,37 16/1	16,02
ESPAGNE	Ibex 35	8165,30 25/1	-0,58	8554,70 3/1	7800,30 14/1	15,34
FINLANDE	Hex General	8424,50 25/1	-1,01	9036,08 4/1	7902,93 21/1	20,80
FRANCE	CAC 40	4486,72 25/1	-0,47	4682,79 4/1	4423,80 21/1	18,49
	Mid CAC	2041,31 24/1	0,45	2051,78 11/1	1939,27 2/1	12,45
	SBF 120	3101,86 25/1	-0,44	3224,08 4/1	3063,56 21/1	18,03
	SBF 250	2933,30 24/1	1,13	3028,35 4/1	2885,40 21/1	17,74
In	dice second marché	2362,35 24/1	0,30	2377,35 11/1	2299,52 2/1	13,14
Indi	ice nouveau marché	1113,66 25/1	-0,22	1170,00 7/1	1086,98 21/1	
GRÈCE	ASE Général	2620,92 24/1	0,91	2646,38 4/1	2502,18 16/1	15,65
IRLANDE	Irish Overall	5553,60 25/1	-0,27	5665,18 7/1	5488,78 21/1	11,94
ITALIE	Milan Mib30	31739,00 25/1	-0,40	32622,00 3/1	31244,00 16/1	
LUXEMBOUR	G LuxX Index	1152,14 24/1	0,96	1169,48 14/1	1115,25 3/1	8,88
PAYS-BAS	Amster. Exc. Index	500,59 25/1	-0,63	503,85 3/1	487,96 14/1	16,05
PORTUGAL	PSI 30	7734,73 24/1	-0,52	7958,46 4/1	7606,60 14/1	15,46

EUROPE VENDREDI 25 JANVIER 9h49

SECTEURS EURO STOXX		
	Indice	% var
AUTOMOBILE	216,37 .	0,11
BANQUES		
PRODUITS DE BASE	261,80 .	0,10
CHIMIE		
TÉLÉCOMMUNICATIONS	318,47	1,03
CONSTRUCTION	204,75 .	0,03
CONSOMMATION CYCLIQUE	148,39	0,70
PHARMACIE	436,31 .	1,07
ÉNERGIE		
SERVICES FINANCIERS	283,76 .	0,64
ALIMENTATION ET BOISSON	239,08 .	0,50
BIENS D'ÉQUIPEMENT	235,63.	0,04
ASSURANCES	311,45 .	0,82
MEDIAS	288,66 .	0,56
BIENS DE CONSOMMATION	279,62	0,25
COMMERCE ET DISTRIBUTION	241,28	0,63
HAUTE TECHNOLOGIE	407,84	1,68
SERVICES COLLECTIFS	272,59	0,27

INDICES

3ERVICE3 COLLECTIF3272,390,27							
LES 50 VALEURS DE	L'EURC	э стохх					
	Code pays	Cours % var. /préc.					
ABN AMRO HLDGS	NL	20,46 0,34					
AEGON NV	NL	28,05 0,46					
AHOLD KON	NL	3 0,15 0,26					
AIR LIQUIDE	FR	155,30 0,32					
ALCATEL	FR	17,00 2,86					
ALLIANZ AG	AL	266,30 1,33					
GENERALI ASS	IT	29,81 0,53					
AVENTIS	FR	79,75 1,42					
AXA	FR	22,48 0,79					
BASF AG	AL	44,81 0,13					
BAYER AG	AL	3 7,21 1,06					
HYPOVEREINSBANK	AL	1,05					
BBVA	ES	13,330,89					
BSCH							
BNP PARIBAS							

_	311.13			
	CARREFOUR			
	DAIMLERCHRYSLER			
	DEUTSCHE BANK N			
	DT TELEKOM N			
	E.ON AG			
	ENDESA			
	ENEL	IT	6,36	0,17
	ENI	IT	14,79	0,28
	FORTIS	NL	27,32	0,80
	FRANCE TELECOM	FR	39,65	0,13
	DANONE	FR	131,10	0,5
	ING GROEP			
	L OREAL	FR	79,50	0,06
	L.V.M.H	FR	46,71	0,91
	MUENCH. RUECK N	AL	278,11	1,69
	NOKIA	FI	26,60	1,52
	PHILIPS KON			
	PINAULT-PR RED	FR	121.70	0.4:
	REPSOL YPF			
	ROYAL DUTCH			
	RWE ST A			
	SAINT-GOBAIN	FR	164,90	0,18
	SAN PAOLO-IMI	IT	11.19	0.6:
	SANOFI-SYNTHELAB			
	SIEMENS N			
	SOCIETE GENERALE			
	SUEZ			
	TELECOM ITALIA			
	TELEFONICA			
	TIM			
	TOTAL FINA ELF			
	UNICREDITO			
	UNILEVER CER			
	VIVENDI UNIVERS			
	VOLKSWAGEN AG			
	ZONE EURO : FR (France			,
	gne), IT (Italie), PT (Portu			
	bourg), NL (Pays-Bas), AT	(Autrick	ne). FI (Finlan	ide). Bi
	(Belgique) GR (Grèce)			

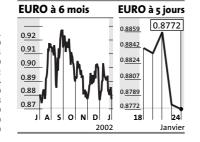
HORS ZONE EURO: CH (Suisse), NO (Norvège), SE (Suède), RU (Royaume-Uni), DK (Danemark).

MARCHÉ DES CHANGES 25/1, 9h49

	Dollar	100 Yens	Euro	Livre	Franc S.
NEW YORK (\$)		0,74220	0,87510	1,42230	0,59610
TOKYO (¥)	134,67000		117,80000	191,52000	80,32000
PARIS (€)	1,14220	0,84740		1,62500	0,68060
LONDRES (£)	0,70290	0,52170	0,61530		0,41880
ZURICH (FR. S.)	1,67710	1,24500	1,46790	2,38400	

LE COURS DE L'EURO

	Achat	Vente
COURONNE DANOISE	7,4296	7,4301
COURONNE NORVÉG	7,8690	7,8740
COURONNE SUÉDOISE	9,2305	9,2355
COURONNE TCHÈQUE	31,9200	31,9500
DOLLAR AUSTRALIEN	1,6845	1,6872
DOLLAR CANADIEN	1,4031	1,4044
DOLLAR HONGKONG	6,8490	6,8530
DOLLAR NÉO-ZÉLAND	2,0420	2,0448
FORINT HONGROIS	243,7100	244,7100
LEU ROUMAIN	27816,000027	858,0000



		cours		2002	2002	
ROYAUME-UNI	FTSE 100 index	5175,50 25/1	-1,10	5323,80 4/1	5113,50 <i>14/1</i>	16,88
FTSE te	chMark 100 index	1387,00 25/1	-1,70	1552,00 4/1	1401,80 23/1	
SUÈDE	OMX	794,54 25/1	-0,58	869,45 4/1	784,45 21/1	20,85
EUROPE						
HONGRIE	Bux	8079,59 24/1	1,18	8079,59 24/1	7123,33 2/1	10,28
ISLANDE	ICEX 15	1237,60 25/1	0,00	1255,17 18/1	1148,47 3/1	
POLOGNE	WSE Wig	16165,74 24/1	0,91	16165,74 24/1	13995,24 2/1	11,64
RÉP. TCHÈQUE	Exchange PX 50	420,10 25/1	-0,36	421,60 24/1	387,80 2/1	11,25
RUSSIE	RTS	282,79 24/1	-4,45	301,45 22/1	267,70 3/1	1,41
SUISSE	Swiss market	6352,30 25/1	-0,60	6416,40 11/1	6231,10 21/1	16,81
TURQUIE	National 100	12905,70 25/1	-0,92	14999,51 7/1	12629,37 21/1	
AMÉRIQUE	S					
ARGENTINE	Merval	409,45 24/1	-6,71	470,55 21/1	323,69 2/1	6,34
BRÉSIL	Bovespa	13162,26 24/1	-0,53	14378,59 7/1	13003,93 22/1	
CANADA	TSE 300	7657,59 24/1	0,78	7870,25 7/1	7559,29 22/1	
CHILI	Ipsa	97,85 24/1	1,23	101,71 4/1	96,18 16/1	6,90
ÉTATS-UNIS	Dow Jones ind.	9796,07 24/1	0,67	10259,74 4/1	9712,27 16/1	20,36
1	Nasdaq composite	1942,58 24/1	1,05	2059,38 4/1	1882,53 22/1	
	Nasdaq 100	1565,13 24/1	1,03	1675,03 4/1	1501,78 22/1	40,05
	Wilshire 5000	10566,01 24/1	0,42	10932,32 4/1	10425,14 22/1	
Stan	dard & Poor's 500	1132,15 24/1	0,35	1172,51 4/1	1119,31 22/1	20,26
MEXIQUE	IPC	6768,30 24/1	-0,21	6782,78 23/1	6388,27 14/1	

FRANCFORT

24/1 : 269 millions de titres échangés						
Valeur	Cours de clôture % var.					
Meilleures performa	nces					
MCLEODUSA	56,25					
M + S ELEKTRONIK	0,336,45					
HIGHLIGHT CMS DZ	4,7037,83					
BRUEDER MANNESM	27,54					
HALLIBURTON CO	21,31					
KINOWELT MEDIEN	0,2816,67					
RF MICRO DEVICES	15,63					
Plus mauvaises performances						
LETSBUYIT COM	0,0420,00					
PORTA SYSTEMS AG	0,26n/d					
NANOGEN INC	5,2014,75					
MUSICMUSICMUSIC	0,2414,29					
FAME FILM+MUSIC	0,3614,29					
COHERIS	9,1014,15					
INTERNET CAP	1,2413,29					

LONDRES		
24/1 : 2 715 millions de	titres échangés	
Valeur Comments of Meilleures performance		% va
QUILTER GLBL EN	10,50	90,9
QUARTERLY HIGH	5,00	53,8
SMITH WH PRF	60,00	44,5
BOOTH INDS.GROUP	27,50	41,0
DANKA BUS.SYSTEM	43,00	36,5
BLUE CHIP VAL WT	6,50	30,0
GUARDIAN IT	110,00	29,4
Plus mauvaises perform	nances	
ENERGIS	0,04	20,0
MACRO 4 PLC	0,26	n/
FOR & COL EMG WT		
MARTIN CURRIE WT	0,24	14,2
EURO GRWTH CAP	0,36	14,2
AMLIN NEW NP	9,10	14,1
GLOBAL HIGH YLD	1,24	13,2

TAUX

ROYAUME-U ITALIE

TAUX D'INTÉRÊT LE 25/1

		j. Ie j.	3 moi	s 10 ans	30 ans
RANCE		3,29	3,3	4 4,97	5,29
OYAUME-UN		3,12	3,9	2 4,90	4,60
ALIE		3,29	3,3	4 5,15	5,54
LLEMAGNE		3,29	3,3	4 4,88	5,22
APON		0,01	0,0	3 1,47	2,62
TATS-UNIS		1,73	1,7	3 5,03	5,45
UISSE		1,08	1,6	4 3,48	3,97
MARCHÉS À					
Ecl	ıéance		mier prix	Dernier	Contrats ouverts
ARIS			Princ	print	ouverto
AC 40 À TER.	31/1	4512	2,00	4487,50	497548
URO NOTIO.	18/3				3251
URO ST. 50	15/3	3720	0,00	3704,00	779649
RANCFORT					
und 10 ans	7/3	107	7,91	107,96	689448
ONDRES					
URIBOR 3 M. IEW YORK	18/2				15997
OW IONES	14/3	9790	00.0	9785 00	24149

14/3 1132,80 1133,50 471158

Taux j. le j. 3 mois 3,29 3,34

ΤΟΚΥΟ

vaicui	Cours de cioture	70 V a1
Meilleures performa		
AIWA		
TOKIMEC INC	111,00	29,07
NITTO SEIMO	88,00	25,71
HOKKO CHEM IND	366,00	18,06
ICHIDA & CO LTD	36,00	16,13
GRAPHTEC CORP	83,00	15,28
CHISAN TOKAN	53,00	15,22
Plus mauvaises perfe		
SNOW BRAND MILK		
SEIYO FOOD SYS	366,00	16,44
MIYAKOSHI CORP	101,00	15,83
NAIGAI	103,00	15,57
TESAC CORP	29,00	14,71
YUKEN KOGYO	119,00	13,77
TAKA-Q	69,00.	12,66
		-
	·	
PARIS		

25/1: 797 millions de titres échangés

24/1 : 141 millions de	titres échangés Cours de clôture	% 1
Meilleures performa		70
M.R.M	23,50	16
MAROCAINE (CIE)	52,90.	9
NOKIA AB		
SOPRA GROUP	43,80.	9
BHP BILLITON PLC	6,26.	7
ARBEL	3,85.	7
MSCI EURO.INF.TE	59,50.	7
Plus mauvaises perf	ormances	
RAYNAL ROQUELAUR	35,28	19
NRJ S.A	283,50	8
GALER.LAFAYETTE	143,10	6
SEAT PAGINE	0,80	5
MAUREL ET PROM	18,42	4
DYNACTION	26,00	3
C.E.G.I.D	85,00	3

TAUX COURANTS

Taux de base bancaire Taux des oblig. des sociétés privées Taux d'intérêt légal	s 5,05 %
Crédit immobilier à taux fixe	
taux effectif moyen	6,29 %
usure	8,39 %
Crédit immobilier à taux variable	
effectif moyen	6,25 %
usure	8,33 %
Crédit consommation (- de 10 000 f	francs)
taux effectif moyen	15,67 %
usure	20,89 %
Crédit renouvelable, découverts	
taux effectif moyen	12,71 9
usure	16.95 %
Crédit consommation (+ 10 000 fra	
taux effectif moyen	8,49 %
usure	11,32 9
Crédit aux entreprises (+ de 2 ans)	
moyenne taux variable	
usure taux variable	7,93 %
moyenne taux fixe	6,31 %
usure taux fixe	8,41 %

CHINE							
CHINE	ASIE-OCÉAN	IE					
Shenzhen B 1309,02 25/1 -0,72 1553,20 7/1 1245,23 22/1 10,1	AUSTRALIE	All ordinaries	3382,70 25/1	0,32	3385,30 7/1	3331,20 18/1	16,09
CORÉE DU SUD Composite 774,68 25/1 2,24 757,71 24/1 708,47 15/1 HONGKONG Hang Seng 10772,96 25/1 0,29 11892,64 7/1 10741,46 24/1 INDE Bombay SE 30 3336,14 25/1 -0,64 3437,78 8/1 3246,15 1/1 ISRAËL Tel Aviv 100 438,00 24/1 0,83 470,05 6/1 434,41 23/1 1/1 JAPON Nikkei 225 10144,14 25/1 0,70 10942,36 7/1 10040,91 23/1 27,4 MALAISIE KL composite 691,72 25/1 0,84 704,99 10/1 682,83 2/1 NOUVELLE-ZÉLANDE All ordinar. 764,47 25/1 0,16 764,47 25/1 742,00 3/1 SINGAPOUR Straits Times 1729,80 25/1 4,02 1731,52 14/1 1625,69 2/1 17, TAÏWAN Weighted 5950,64 25/1 2,56 5871,28 10/1 5488,33 16/1 14, THAÏLANDE Thaï SE 338,10 25/1 -1,14 10900,30 11/1 10341,	CHINE	Shanghaï B	137,14 25/1	-0,05	169,02 4/1	131,53 22/1	
HONGKONG		Shenzhen B	1309,02 25/1	-0,72	1553,20 7/1	1245,23 22/1	10,24
All ordinaries 4686,58 25/1 0,45 5097,20 7/1 4665,50 24/1 INDE Bombay SE 30 3336,14 25/1 -0,64 3437,78 8/1 3246,15 1/1 ISRAËL Tel Aviv 100 438,00 24/1 0,83 470,05 6/1 434,41 23/1 JAPON Nikkei 225 10144,14 25/1 0,70 10942,36 7/1 10040,91 23/1 27,4 Topix 985,84 25/1 0,55 1055,14 7/1 975,20 23/1 MALAISIE KL composite 691,72 25/1 0,84 704,99 10/1 682,83 2/1 NOUVELLE-ZÉLANDE All ordinar. 764,47 25/1 0,16 764,47 25/1 742,00 3/1 SINGAPOUR Straits Times 1729,80 25/1 4,02 1731,52 14/1 1625,69 2/1 17; TAÏWAN Weighted 5950,64 25/1 2,56 5871,28 10/1 5488,33 16/1 THAÏLANDE Thaï SE 338,10 25/1 1,24 333,96 24/1 305,19 2/1 AFRIQUE AFRIQUE AFRIQUE BVRM 74,91 24/1 0,00 77,39 2/1 74,91 24/1	CORÉE DU SUD	Composite	774,68 25/1	2,24	757,71 24/1	708,47 18/1	
INDE Bombay SE 30 3336,14 25/1 -0,64 3437,78 8/1 3246,15 1/1 ISRAËL Tel Aviv 100 438,00 24/1 0,83 470,05 6/1 434,41 23/1 JAPON Nikkei 225 10144,14 25/1 0,70 10942,36 7/1 10040,91 23/1 Topix 985,84 25/1 0,55 1055,14 7/1 975,20 23/1 MALAISIE KL composite 691,72 25/1 0,84 704,99 10/1 682,83 2/1 NOUVELLE-ZÉLANDE All ordinar 764,47 25/1 0,16 764,47 25/1 742,00 3/1 SINGAPOUR Straits Times 1729,80 25/1 4,02 1731,52 14/1 1625,69 2/1 17; TAÏWAN Weighted 5950,64 25/1 2,56 5871,28 10/1 5488,33 16/1 THAÏLANDE Thaï SE 338,10 25/1 1,24 333,96 24/1 305,19 2/1 AFRIQUE AFRIQUE All shares 10286,20 25/1 -1,14 10900,30 11/1 10341,70 23/1 9,1 CÔTE D'IVOIRE BVRM 74,91 24/1 0,00 77,39 2/1 74,91 24/1	HONGKONG	Hang Seng	10772,96 25/1	0,29	11892,64 7/1	10741,46 24/1	
ISRAËL Tel Aviv 100 438,00 24/1 0,83 470,05 6/1 434,41 23/1 JAPON Nikkei 225 10144,14 25/1 0,70 10942,36 7/1 10040,91 23/1 27,4 Topix 985,84 25/1 0,55 1055,14 7/1 975,20 23/1 975		All ordinaries	4686,58 25/1	0,45	5097,20 7/1	4665,50 24/1	
JAPON	INDE	Bombay SE 30	3336,14 25/1	-0,64	3437,78 8/1	3246,15 1/1	
Topix 985,84 25/1 0,55 1055,14 7/1 975,20 23/1	ISRAËL	Tel Aviv 100	438,00 24/1	0,83	470,05 6/1	434,41 23/1	
MALAISIE KL composite 691,72 25/1 0,84 704,99 10/1 682,83 2/1 NOUVELLE-ZÉLANDE All ordinar. 764,47 25/1 0,16 764,47 25/1 742,00 3/1 SINGAPOUR Straits Times 1729,80 25/1 4,02 1731,52 14/1 1625,69 2/1 17,7 TAÏWAN Weighted 5950,64 25/1 2,56 5871,28 10/1 5488,33 16/1 174 THAÏLANDE Thaï SE 338,10 25/1 1,24 333,96 24/1 305,19 2/1 AFRIQUE AFRIQUE All shares 10286,20 25/1 -1,14 10900,30 11/1 10341,70 23/1 9,1 CÔTE D'IVOIRE BVRM 74,91 24/1 0,00 77,39 2/1 74,91 24/1	JAPON	Nikkei 225	10144,14 25/1	0,70	10942,36 7/1	10040,91 23/1	27,65
NOUVELLE-ZÉLANDE All ordinar. 764,47 25/1 0,16 764,47 25/1 742,00 3/1 SINGAPOUR Straits Times 1729,80 25/1 4,02 1731,52 14/1 1625,69 2/1 17; TAÏWAN Weighted 5950,64 25/1 2,56 5871,28 10/1 5488,33 16/1 THAÏLANDE Thaï SE 338,10 25/1 1,24 333,96 24/1 305,19 2/1 AFRIQUE AFRIQUE DU SUD All shares 10286,20 25/1 -1,14 10900,30 11/1 10341,70 23/1 9,1 CÔTE D'IVOIRE BVRM 74,91 24/1 0,00 77,39 2/1 74,91 24/1		Topix	985,84 25/1	0,55	1055,14 7/1	975,20 23/1	
SINGAPOUR Straits Times 1729,80 25/1 4,02 1731,52 14/1 1625,69 2/1 17; TAÏWAN Weighted 5950,64 25/1 2,56 5871,28 10/1 5488,33 16/1 17; THAÏLANDE Thaï SE 338,10 25/1 1,24 333,96 24/1 305,19 2/1 AFRIQUE AFRIQUE DU SUD All shares 10286,20 25/1 -1,14 10900,30 11/1 10341,70 23/1 9,1 CÔTE D'IVOIRE BVRM 74,91 24/1 0,00 77,39 2/1 74,91 24/1	MALAISIE	KL composite	691,72 25/1	0,84	704,99 10/1	682,83 2/1	
TAÏWAN Weighted 5950,64 25/1 2,56 5871,28 10/1 5488,33 16/1 THAÏLANDE Thaï SE 338,10 25/1 1,24 333,96 24/1 305,19 2/1 AFRIQUE AFRIQUE DU SUD All shares 10286,20 25/1 -1,14 10900,30 11/1 10341,70 23/1 9,4 CÔTE D'IVOIRE BVRM 74,91 24/1 0,00 77,39 2/1 74,91 24/1	NOUVELLE-ZÉLAN	DE All ordinar.	764,47 25/1	0,16	764,47 25/1	742,00 3/1	
THAÏLANDE Thaï SE 338,10 25/1 1,24 333,96 24/1 305,19 2/1 AFRIQUE AFRIQUE DI SUD All shares 10286,20 25/1 -1,14 10900,30 11/1 10341,70 23/1 9,8 CÔTE D'IVOIRE BVRM 74,91 24/1 0,00 77,39 2/1 74,91 24/1	SINGAPOUR	Straits Times	1729,80 25/1	4,02	1731,52 14/1	1625,69 2/1	17,70
AFRIQUE AFRIQUE DI SUD All shares 10286,20 25/1 -1,14 10900,30 11/1 10341,70 23/1 9,4 CÔTE D'IVOIRE BVRM 74,91 24/1 0,00 77,39 2/1 74,91 24/1	TAÏWAN	Weighted	5950,64 25/1	2,56	5871,28 10/1	5488,33 16/1	
AFRIQUE DU SUD All shares 10286,20 25/1 -1,14 10900,30 11/1 10341,70 23/1 9,4 CÔTE D'IVOIRE BVRM 74,91 24/1 0,00 77,39 2/1 74,91 24/1	THAÏLANDE	Thaï SE	338,10 25/1	1,24	333,96 24/1	305,19 2/1	
CÔTE D'IVOIRE BVRM 74,91 24/1 0,00 77,39 2/1 74,91 24/1	AFRIQUE						
	AFRIQUE DU SUD	All shares	10286,20 25/1	-1,14	10900,30 11/1	10341,70 23/1	9,85
	CÔTE D'IVOIRE	BVRM	74,91 24/1	0,00	77,39 2/1	74,91 24/1	

PER - Price Earning Ratio (ou ratio cours/bénéfice) : bénéfice par action estimé pour l'exercice courant, divisé e cours de Bourse. lations de bénéfices : société d'informations financières Multex . n/d : valeur non disponible

NEW YORK

Séance du 24/1

Seance du 24/1		
NYSE		
1 491 millions de titres		
Valeur 3M	Cours de clôture	% vai
3M	109,46	1,80
AIG		
ALCOA		
America Online	28,02	2,7
America Express		
ATT	18,49	2,1
Boeing	40,00	1,70
Bristol Myers	46,85	5,1
Caterpillar	49,10	0,7
Citigroup	49,90	0,8
Coca Cola	44,22	1,2
Colgate	55,90	0,7
Compaq	12,05	5,9
Dow Chemical	28,00	5,6
Du Pont	43,04	4,2
Eastman Kodak	28,24	6,5
Endesa	15,05	1,2
Exxon Mobil	38,80	0,2
Ford Motor	14,45	0,6
General Electric	25,99	2,3
General Motors	48,13	1,2
Gillette	31,62	0,5
Hewlett Packard	22,63	2,1
Home Depot	47,99	1,0
Honeywell	31,60	7,1
IBM	108,72	0,7
Int. Paper	40,12	1,8
Johnson&Johnson	58,04	1,2
JP Morgan	35,90	0,4
Lucent		
McDonalds		
Merck		
Motorola		
Nortel		
Pepsico		
· -F		

Procter & Gamble	77,78	1,04
SBC Comm	36,40	0,19
Rexas Instruments	27,45	5,58
United Technologies	65,55	2,10
Wal Mart Stores	59,67	0,32
Walt Disney	21,20	0,98
NASDAQ		
1 909 millions de titres éch	angés	

=		
NASDAQ		
1 909 millions de titres	échangés	
Valeur	Cours de clôture	% va
Altera Corporation	23,82.	2,5
Amazon.com Inc	14,01 .	12,3
Amgen Inc	57,21 .	2,1
Applied Materials Inc	40,03 .	2,9
Bed Bath & Beyond	32,08 .	0,5
Cisco Systems, Inc	19,05.	0,6
Comcast Corporation	35,95	1,3
Concord EFS, Inc	31,11.	0,1
Dell Computer Corporat	ion27,30.	2,3
eBay Inc	59,90.	1,3
Flextronics Inter. Ltd	23,42 .	1,2
Gemstar	19,52	1,3
Genzyme general	47,95 .	6,0
Immunex Corporation		
Intel Corporation	33,20.	2,3
Intuit Inc	39,77 .	0,5
JDS Uniphase Corporation	on7,89	0,3
Linear Technology	39,61.	0,0
Maxim Int. Products, Inc	c54,97	1,1
Microsoft Corporation	64,60.	1,3
Oracle Corporation	17,25.	2,9
Paychex	36,24.	1,1
PeopleSoft, Inc	38,43.	5,4
Qualcomm Inc	43,71	0,3
Siebel	36,89.	6,0
Sun Microsystems, Inc	11,36.	0,8
Veritas Software Corpor	ration46,40.	6,0
WorldCom, Inc	12,55.	2,2
Xilinc, Inc		
Yahoo I Inc	18 19	-13

OR

Pfizer.

VENDREDI 25 JANVIER 9h49		
	Cours	% var
OR FIN KILO BARRE10	0180,00	0,00
OR FIN LINGOT1	0240,00	0,10
ONCE D'OR EN DOLLAR	279,20	0,55
PIÈCE 20 FR. FRANÇAIS	58,30	0,00
PIÈCE 20 FR. SUISSE	58,30	0,00
PIÈCE UNION LAT. 20	58,30	0,00
PIÈCE 10 US\$	196,00	2,00
PIÈCE 20 US\$.415,00	3,49
PIÈCE 50 PESOS MEXICAINS	379,00	0,26
-		
DENDÉES		

..41,50-0,72

VENDREDI 25 JANVIER 9h49	Cours	% v
BLÉ (\$ CHICAGO)	298,50	0,0
CACAO (\$ NEW YORK)	1330,00	2,2
CAFE (£ LONDRES)	380,00	7,0
COLZA (€ PARIS)	247,25	0,0
MAÏS (\$ CHICAGO)	209,50	0,0
ORGE (£ LONDRES)	32,95	48,
JUS D'ORANGE (\$ NEW YORK)	88,05	1,2
SUCRE BLANC (£ LONDRES)	235,40	0,
SOJA TOURT. (\$ CHICAGO)	438,50	0,2

MÉTAUX

VENDREDI 25 JANVIER 9h49	Cours	% var.
LONDRES(£)		
ALUMINIUM COMPTANT	1385,50	0,52
ALUMINIUM À 3 MOIS	1406,75	0,44
CUIVRE COMPTANT	1525,50	0,75
CUIVRE À 3 MOIS	1560,25	0,30
ÉTAIN COMPTANT		
ÉTAIN À 3 MOIS	3895,00	0,76
NICKEL COMPTANT	6055,00	2,02
NICKEL À 3 MOIS	6022,50	0,45
PLOMB COMPTANT	496,50	0,20
PLOMB À 3 MOIS	501,75	1,62
ZINC COMPTANT		
ZINC À 3 MOIS	804,25	0,83
NEW YORK(\$)		
ARGENT À TERME	426,60	0,00
DI ATINIC À TERME	440 20	=

PÉTROLE

VENDREDI 25 JANVIER 9h49	Cours	% var.
BRENT Dtd	19,44	0,47
WTI Cushing	19,53	2,68
LICHT SWEET CRIDE (futures)	10 OF	0.76

MARCHÉS FRANÇAIS

DDEMIED MADCHÉ

PREMIER I	MARC	HE								
VALEURS FRANÇAISES VENDREDI 25 JANVIER 9h49										
Valeur	Dernier cours	Cours préc.	% var. /préc.	% var. 31/12	Plus haut	Plus bas	Divid. net	Code		
ACCOR			-							
AFFINE										
AGF										
AIR FRANCE										
AIR LIQUIDE										
ALCATEL										
ALCATEL OPTRONIC										
ALSTOM										
ALTRAN TECHNOLOG										
ARBEL										
ATOS ORIGIN										
AVENTIS										
AXA										
B.T.P. (LA CIE)										
BACOU-DALLOZ										
BAIL INVESTISSEM										
Bazar Lhotel VIL										
BEGHIN-SAY										
BIC										
BNP PARIBAS										
BOLLORE										
BOLLORE INVEST	51,75	52,00	0,48	1,27	56,75	39,90 .	0,20	3929		
BONGRAIN										
BOUYGUES	35,02	35,28	0,74	4,13	59,50	23,00	0,36	12050		
BOUYGUES OFFSHOR	40,25	40,05	0,50	0,00	62,80	31,80	1,10	13070		
BULL	1,06	1,09	2,75	11,38	4,98	0,49.	n/d.	5260		
BURELLE	58,00	58,00	0,00	16,86	79,90	47,42	0,50	6113		
BUSINESS OBJECTS	44,51	44,49	0,04	18,48	59,43	18,86.	n/d	12074		
C.E.G.I.D	85,00	85,00	0,00	8,49	123,60	65,60	2,00	12470		
C.F.F.RECYCLING										
C.G.I.P	37,93	37,88	n/d	1,01	60,99	22,70	1,00	12102		
C.P.R										
CANAL +										
CAP GEMINI										
CARBONE-LORRAINE										
CARREFOUR										
CASINO										
CASTORAMA DUBOIS										
CEREOL										
CERESTAR										
CHARGEURS										
CHRISTIAN DIOR										
CIC										
CIMENTS FRANCAIS										
CLARINS										
CLUB MEDITERRANE										
CNP ASSURANCE										
COFACE										
COFLEXIP										
COLAS										
CONTINENTALDENT	n/d	45 00	n/d	n/d	51.00	35.06	2.00	3664		

18.75 18.88 -0.69 6.13 18.99 17.50 n/d 4507

.**)****131,10**131,70**-0,53**-3,87**163,30**124,90**1,90** ...12064

....14,900,00 ..

.....56,85......**-0,97**5,28

.....70,60.....**-2,97**....-12,30

.28,71......28,71.....n/d.....13,25

..**33,60**......33,69......**-0,27**......-0,77

..**82,50**82,50**0,00**2,87 . ..**44,00**44,00**0,00**3,53 .

....**0,00**32,95

.......**59,80**......59,95......**-0,25**.....-6,25

....1,17 .

.....7,85**0,51**4,81

....15,50.

...17,90 ..

...35,80.

.....8,58**0,58** ...12081

...4.43**0.84**......7896

....29,50**0,31** ...13065 13.50**0.55** ...12423

....4,090,46 ...12133

..55,002,09 ...1304518,18**2,91**.....35715,73**0,07** ...12127

..25,000,39 ...12166

...61,318,25 ...1206635,00**1,40** ...12130

...24.01-3.96

...**37,80**......24,00**0,40** ...12093

...**83,60**......44,20**0,48** ...12112

Valeur	Cours	cours préc.	% var. /préc.	% var. 31/12	Plus haut	Plus bas	Divid. net	sicovar
EUROTUNNEL SA								
F.F.P								
FAURECIA FIMALAC SA (L.Bo								
FINAXA								
FONC.LYONNAISE								
FONCIERE PIM NV								
FRANCE TELECOM								
FROMAGERIES BEL GALER.LAFAYETTE								
GAUMONT								
GECINA								
GENERALE SANTE								
GEOPHYSIQUE								
GFI INFORMATIQUE GRANDVISION								
Groupe GASCOGNE								
GROUPE PARTOUCHE	67,70	66,05	2,50	11,04	83,50.	45,15	1,68.	535
GROUPE ZANNIER								
GUYENNE ET GASC								
HAVAS ADVERTISIN IMERYS EX IMETAL								
IMMOB.MARSEILL								
IMMOBANQUE								
INFOGRAMES ENTER								
INGENICO								
ISISISISISIS								
KAUFMAN & BROAD								
KLEPIERRE								
L OREAL								
L.V.M.H								
LAFARGE LAGARDERE								
LAPEYRE								
LEBON								
LEGRAND	159,00.	159,90	0,56	11,04	262,00	115,00	1,87	1206
LEGRIS INDUSTRIE								
LIBERTY SURF								
LOCINDUS LOUVRE(STE DU)								
LUCIA								
MARINE-WENDEL								
MATUSSIERE&FORES								
MAUREL ET PROM								
METALEUROP MICHELIN								
MONTUPET S.A								
NATEXIS BQ POP								
NEOPOST								
NEXANS								
NORBERT DENTRES NORD-EST								
NRJ GROUP								
OBERTHUR CRD SYS								
ORANGE	8,92	8,98	0,78	11,79	12,00	6,10.	n/d.	791
OXYGENE EXT.ORIE								
PECHINEY A								
PECHINEY BPENAUILLE POLYSV								
	85,30.							
PEUGEOT S.A								
PINAULT-PR RED	121,70.	122,00	0,41	15,63	235,30.	97,05	2,18	1214
PLASTIC OMNIUM								
PROVIMI								
PSB INDUST PUBLICIS GPESA								
REMY COINTREAU								
RENAULT								
REXEL	61,75	61,90	0,24	6,14	91,00.	46,01	1,61	1259
RHODIA								
ROCHETTE (LA) ROUGIER								
NOUGIER								
	139.30	138.90						
ROYAL CANIN RUE IMP DE LYON								1240
ROYAL CANIN RUE IMP DE LYONS.P.I.R. COMMUN	1600,00 75,50	1580,00 75,45	1,27 n/d	1,94 3,27	1970,00	42,65	21,19 3,00	1317
ROYAL CANINRUE IMP DE LYON	1600,00)75,50 n/d	1580,00 75,45 46,60	1,27 n/d n/d	1,94 3,27 n/d	1970,00 90,20 50,60	42,65 44,21	21,19 3,00 2,15	1317 1243

Valeur	Dernier cours	Cours préc.	% var. /préc.	% var. 31/12	Plus haut	Plus bas	Divid. net	Code sicovam
SAINT-GOBAIN	164,90.	164,80	n/d.	2,77	180,00	128,20	4,30	12500
SALVEPAR	n/d.	55,50	n/d	n/d .	68,90.	47,00	3,05	12435
SANOFI-SYNTHELAB	▶78,00 .	79,20.	1,58.	5,49 .	86,50.	52,60	0,44	12057
SCHNEIDER ELECTR								
SCOR S.A	D35,50.	35,30.	0,28.	0,31.	58,20.	24,47	1,70	13030
SEB	D72,60.	72,20.	0,00 .	15,24.	75,50.	39,11	1,90	12170
SEITA	48,78.	47,86	n/d.	0,71 .	48,64.	39,77	2,65	13230
SELECTIBAIL	n/d.	16,01	n/d	n/d.	16,60.	13,45	1,56	12599
SIDEL	36,90.	36,05.	2,36	27,90 .	53,00.	30,25	1,00	13060
SILIC	156,00.	156,00.	0,00.	0,51	175,00	149,13	6,68.	5091
SIMCO	D77,25.	77,25 .	0,00.	0,32 .	82,05.	67,60	2,60	12180
SKIS ROSSIGNOL	14,50.	14,40 .	0,69.	0,55 .	16,87.	12,00	0,28	12041
SOC IM DE FRANCE	22,10.	22,10.	0,00 .	0,45 .	24,40.	19,25	0,30	12037
SOCIETE GENERALE	D68,00.	68,15.	0,22 .	8,43 .	75,50.	42,30	2,10	13080
SODEXHO ALLIANCE	D46,00.	46,35.	0,78.	3,46 .	60,10.	41,00	0,55	12122
SOPHIA	D31,75.	31,01.	1,90 .	2,75 .	33,99.	28,10	1,52	12077
SOPRA GROUP	D44,89.	43,80.	2,49.	13,00.	86,80.	24,50	0,62.	5080
SR.TELEPERFORMAN	D25,60.	25,90.	1,16.	10,21.	42,69.	11,80	0,15.	5180
SUCR.PITHIVIERS								
SUEZ	D32,98.	33,23.	0,75 .	2,26.	39,28.	29,46	0,66	12052
TAITTINGER								
TECHNIP-COFLEXIP								
TF1	D27,57.	27,99.	1,50.	1,41 .	62,73.	18,51	0,65.	5490
THALES ex TH-CSF								
THOMSON MULTIMED	D34,41.	34,30.	0,29 .	0,58.	58,90.	17,25.	n/d .	18453
THOMSON S.A. PAR								
TOTAL FINA ELF								
TRANSICIEL								
UBI SOFT ENTERT								
UNIBAIL								
UNILOG S.A								
USINOR								
VALEO								
VALLOUREC								
VICAT								
VINCI								
VIVARTE								
VIVENDI ENVIR								
VIVENDI UNIVERS								
WANADOO								
WORMS &CIE								
ZODIAC			,	,			,	

VALEURS INTER	RNATIONA	ALES Z	ONE	EURO			
ALTADIS SA ``A``		18,63	2,58.	2,36	19,75	12,91.	0,56 129
AMADEUS GLOBAL) n/d	7,25	n/d	n/d	9,27	4,01.	0,09 128
BASF	44,99	45,00	0,02 .	6,41	50,15	28,81.	1,30 128
BAYER		37,65	0,77 .	7,23	56,45	23,62.	1,40 128
COMPLETEL EUROPE		1,10	1,82.	5,17	7,88	0,47	n/d57
DEUTSCHE BANK	75,50	76,65	0,52.	3,40	103,93	43,32.	1,30 128
DEXIA		17,27	0,75 .	6,60	19,20	13,12.	0,32 128
EADS		13,40	0,37 .	1,76	25,07	9,14 .	0,38 57
EQUANT		13,12	0,23 .	2,53	22,39	8,10	n/d127
EURONEXT	20,60	20,80	0,96.	2,12	23,10	12,70	n/d 57
GEMPLUS INTL		2,61	0,77.	8,10	9,90	1,93	n/d57
NOKIA AB	26,61	26,98	1,11.	5,99	47,90	13,55.	0,28 58
PHILIPS ROYAL	31,70	32,11	1,28.	2,93	45,40	16,75.	0,36 139
ROYAL DUTCH		56,00	0,00 .	1,15	72,68	43,80 .	1,62 139
SIEMENS AG	70,00	71,65	2,30.	2,29	103,79	34,37 .	1,00 128
STMICROELECTRON)35,19	35,80	1,70.	0,69	52,41	18,88	n/d129
TELEFONICA	14,30	14,70	0,62 .	3,10	20,91	9,41 .	0,18 128
UNILEVER NV	64,30	64,50	0,31.	2,12	70,87	53,29.	1,45 139
VALEURS INTER	NATION	ALES H	ORS	70NF	FURO		
FRICKS IN LIN						2 24	

VALEUKS INTERN		ALES II	UK3 A	LONE	EUKU			
ERICSSONl	5,28	5,35	0,56	11,72	13,60	3,21.	0,16 .	1290
GENERAL ELECTRICl	42,92	43,56	1,47	5,59	61,01	29,99 .	1,19 .	1294
HSBC HOLDING PLC	12,79	12,85	0,47	3,53	16,72	9,03 .	0,00 .	1297
IBM	123,70	123,50	0,16	11,66	141,90	86,87 .	0,28 .	1296
KINGFISHERl	6,41	6,41	0,00	2,07	6,83	3,86.	0,00 .	2204
MERCK & COMPANYl	65,75	65,60	0,23	3,24	98,31	55,14.	0,91 .	1290
NESTLE SA NOMl	252,30	251,20	0,44	5,10	253,00	200,50.	15,52 .	1391
PHILIP MORRISI	n/d	56,20	ń/d	n/d	59,14	39,86.	1,19 .	1292
SCHLUMBERGER LTDl	60,55	59,75	1,34	6,49	87,10	44,59.	0,55 .	1293
SONY CORPl	54,00	52,00	2,98	0,78	97,90	35,17.	0,00 .	1290
ours en euros. VALEURS INTERNATIONALES ZONE EURO et HORS ZONE EURO : une sélection.								

Plus haut et plus bas : cours maximum et minimum depuis le 1/1/2001. n/d : valeur non disponible

MEDIAGERANCE.COM

CREDIT AGRICOLE

CREDIT.FONCIER F

CS COMM & SYS

DAMART S.A. DANONE

DASSAULT AVIATIO DASSAULT SYSTEME

DEV REG NORD PDC DEVEAUX S.A.

ELECT & EAUX MAD. **ENTENIAL**

ESSILOR INTERNAT

EURAZEO

DMC

DYNACTION **EIFFAGE**

NOUVEA	U MARCHE
24/1 : 21,73 millions	d'euros échangés
Valeur	Cours de clôture % var.
Meilleures perform	ances
PERFECT TECHNO	7,1832,96
	2,4425,13
CRYONETWORKS	9,2020,89
	2,5716,82
NETGEM	2,3314,78
ILOG	16,5013,79
EGIDE	11,48
PICOGIGA	5,179,30
DMS	9,09
	6,84
IB GROUP.COM	2,356,82
SOITEC	6,68
	1,606,67
TITUS INTERACTI	3,546,31
Plus mauvaises per	formances
	4,5010,00
REGINA RUBENS	0,456,25
	2,806,04
	54,905,18
KALISTO ENTERT	1,054,55
	6,304,55
COIL	12,454,23

LITTIK	24,01	5,50
V CON TELECOM	1,31	3,68
INTERCALL	12,60	3,60
AUFEMININ.COM	0,96	3,03
DALET	2,50	2,72
ACCESS COMMERCE		
IPSOS		2,67
Plus forts volumes d'écha	nge	
VALTECH		
AVENIR TELECOM	1,59	2,45
INFOVISTA	3,93	3,97
ILOG	16,50	13,79
MEMSCAP	2,92	2,82
SOITEC		
DALET		
HIGHWAVE OPTICAL	3,04	1,00
CYBERDECK	0,68	0,00
HI-MEDIA	0,86	1,18
NETVALUE	1,38	4,55
NETGEM	2,33	14,78
WAVECOM		
VISIODENT	2,57	16,82
TETE DS NUAGES	1,05	9,48
MEDIDEP	23,38	0,51
A NOVO		
KALISTO ENTERT	1,05	4,55

Chaque jeudi avec



retrouvez

LE MONDE DES LIVRES

SECOND MARCHE

24/1 : 35,66 millions	d'euros échangés	
Valeur	Cours de clôture	% var.
Meilleures perform	ances	
BISCUITS GARDEIL	6,44	20,83
HOTEL REGINA PAR	19,52	12,64
CIBOX INTER@CTIV	0,41	10,81
PARCOURS	6,90	9,52
PRECIA	11,48	9,33
DIGIGRAM	7,15	9,16
IDEAL MEDICAL	44,65	8,93
CREATIFS	19,95	7,84
GR.DIFFUSION PL	35,00	7,69
FONCIA GROUPE	49,00	6,75
GESPAC SYSTEMES	21,31	6,55
DEVERNOIS S.A		
BOIZEL CHANOINE	44,50	5,95
LVL MEDICAL GR	30,50	5,90
Plus mauvaises per	formances	
COM 1	5,25	12,06
FAIVELEY		
UNION TECH INFO		6,12
DU PAREIL AU MEM	17,00	5,56
AB GROUPE		
INFO REALITE		
JACQUET INDUS	10,50	4,28

ASSYSTEM	23,35	3,9
ALES GP EX PHYTO	25,00	3,4
TECHNOFAN		
SABATE DIOSOS	15.80	3.0
HERMES INTL	173.50	2.8
ROBERTET S.A.		
Plus forts volumes d'échan		,-
CIBOX INTER@CTIV		10.8
RALLYE		
MR BRICOLAGE		
LVL MEDICAL GR		
PINGUELY		
AUBAY		
M6-METROPOLE TV		
HERMES INTL		
APRIL GROUP		
VIEL ET CIE		
XRT		
INFO REALITE		
DIGIGRAM		
MANITOU		
CAMAIEU		
BRIOCHE PASQUIER		
ALTEN		
DANE ELEC MEMORY		
LABEYRIE		
TRIGANO		
INIGANO	33,17	0,0

SICAV ET FCP

SÉLECTION

Dernier cours connu le 25/1 à 9h Cours % var. % var. en euro /préc. 31/12

AGIPI www.agipi.com 01 40 08 93 00 AGIPI AMBITION (AXA)25,280,20-0,74 AGIPI ACTIONS (AXA)......25,97....1,80-4,45 3615 BNP

BNP PARIBAS ** ASSET MANAGEMENT	08 36 68 17 17 (0,34 €/min)
ANTIN OBLI. MT C154,	50 0,24 0,20
ANTIN OBLI. MT D141,	,80 0,24 0,20
ANTIN OBLI. SPR. C188,	
BNP MONÉ CT TERME2513,	
BNP MONÉ PLACEM. C.13776,	,19 0,01 0,19
BNP MONÉ PLACEM. D 11582,	81 0,013,50
BNP MONÉ TRÉSOR 78568,	31 0,01 0,22
BNP OBLI. CT166,	79 0,11 0,14
BNP OBLI. LT34,	48 0,26 0,46
KLEBER EURO SOUV. C1975,	78 0,10 0,17

Fonds communs de placements BNP MONÉ ASSOC......1840,700,010,19

Banque popula www.bpam.fr	ire Asset Management 01 58 19 40 00
BP OBLI. HAUT REND	110,960,062,12
BP MÉDITERRAN. DÉV	54,77 0,76 -1,12
BP NOUV. ÉCONOMIE	88,51 0,36 6,60
BP OBLI. EUROPE	52,570,170,45
BP SÉCURITÉ10	03901,57 0,01 0,24
CYCLEO EUROPE CYCL	108,611,112,54
CYCLEO EUR. CROIS	108,390,248,28
CYCLEO EUR. DÉFENS	100,010,432,25
EUROACTION MIDCAP	128,920,631,40
FRUCTI EURO 50	95,782,054,64
FRUCTIFRANCE C	80,63 1,38 1,63
FRUCTIFONDS FR. NM	186,671,323,01

CAISSE D'EPARGNE	08 36 68 09 00 (0,34 €/min)
ÉCUR. 1,2,3 FUTUR D50,	21 0,08 -0,86
ÉCUR. ACTIONS EUR. C17,	08 0,06 -2,34
ÉCUR. ACTIONS FUT. D62,	39 0,29 -1,71
ÉCUR. CAPITALIS. C44,	30 0,14 0,27
ÉCUR. DYNAM.+ D PEA41,	75 0,14 -1,87
ÉCUR. ÉNERGIE D PEA43,	08 0,25 -1,05
ÉCUR. EXPANSION C14869,	25 0,01 0,24
ÉCUR. EXPANSION+ C42,	60 0,02 0,47
ÉCUR. INVESTISS. D51.	180.211.87

ÉCUD MONÉTAIRE C			
ÉCUR. MONÉTAIRE C			
ÉCUR. MONÉTAIRE D			
ÉCUR. OBLI. INTER. D	176,20	0,25	0,09
ÉCUR. TECHNOLOGIES C	37,16	2,47	-2,40
ÉCUR. TRIMESTRIEL D			
ÉPARCOURT-SICAV D	28,51	0,11	0,14
GÉOPTIM C	.2348,07	0,05	0,37
Fonds communs de pla	acements		
ÉCUR. ÉQUILIBRE C	37,38	0,21	0,39
ÉCUR. PRUDENCE C	34,60	0,17	0,14
ÉCUREUIL VITALITÉ C	40,06	0,20	-1,30
COC IX	IS		

CRYO INTERACTIVE ..

www.cdcixis-am.fr **Multi-promoteurs** IIVR BOURSE INVEST 178.06 -0.71 -1.07 NORS SUD DÉVELOP. C517,84...-0,44.....0,38 NORD SUD DÉVELOP. D399,64...-0,45.....0,39

CRÉDIT AGRICOLE ASSET MANAGEMENT (0,34 €/min) ATOUT CROISSANCE D345,400,100,95 ATOUT EUROPE C..491,82...-0,19.....-4,51 ATOUT FRANCE C. ...189,24...-0,25.....-3,90 ATOUT FRANCE D. .**168,29**...-0,25.....**-3,90** ATOUT FRANCE ASIE D.......74.20...-0.72.....-3.93 ATOUT FR. EUROPE D170,68...-0,19....-4,10
ATOUT FR. MONDE D43,23...-0,39....-3,82 ATOUT MONDE C. ...50,57...-0,82.....-4,69 ATOUT SÉLECTION D. ...**99,93**...-0,17.....**-4,67** CAPITOP FURORUG C 101.80 -0.11 0.37 CAPITOP EUROBLIG D83,99...-0,100,37 CAPITOP MONDOBLIG C45,70...-0,091,28 CAPITOP REVENUS D171,83...-0,11.....-0,87 ...**430,55**...-0,16.....**-2,42** INDICIA EUROLAND D107,770,11.....-4,67 INDICIA FRANCE D356,05...-0,28....-4,68
INDOCAM AMÉRIQUE C39,35...-1,08....-4,83 INDOCAM ASIE C17.06...-1.39....-3.67 INDOCAM FRANCE C.**325,19**...-0,23.....**-3,47** INDOCAM FRANCE D.......267.30...-0.23.....-3.47

Fonds communs de placements**75.08**...-0.19....-**3.96** ATOUT VALEUR D CAPITOP MONÉTAIRE C.....193,150,010,18 CAPITOP MONÉTAIRE D183,120,010,19 INDOCAM FONCIER.........93,23...-0,55.....0,09
INDOC. VAL. RESTR. C......261,28....0,00....-1,97 MASTER ACTIONS C.**40,23**...-0,49.....**-2,33** MASTER DUO C... ...**.14,03**...-0,21.....**-1,12** MASTER OBLIG. C30.99...-0.42.....0.45 MASTER OBLIGIC C......

MASTER PEA D

OPTALIS DYNAMIQ. C.....**12,09**...-0,49....**-2,73****.18,09**...-0,50....**-2,79** OPTALIS DYNAMIQ. D......16,96...-0,47.....-2,80

INDOC. MULTI OBLIG. C....191,07...-0,02......1,81

OPTALIS EQUILIB. C	18,51 0,32 -1,59
OPTALIS ÉQUILIB. D	16,84 0,30 -1,63
OPTALIS EXPANSION C.	14,40 0,55 -3,16
OPTALIS EXPANSION D.	14,05 0,57 -3,17
OPTALIS SÉRÉNITÉ C	17,89 0,06 -0,33
OPTALIS SÉRÉNITÉ D	15,71 0,13 -0,38
PACTE SOL. LOGEM	77,00 0,03 0,03
PACTE SOL. TIERS MONI	D 82.01 0.04 0.03

EURCO SOLIDARITÉ......**..226,80**....0,03.....**0,58** L. 20000 C/3 11/06/99.....**493,55**....0,00.....**..0,21** L. 20000 D/3 11/06/99....415,65....0,00.....0,21 SICAV 5000............156,88....1,59....-3,95 SLIVAFRANCE269.021.33.....-3.69 SLIVARENTE

...152,001,51.....-3,83

...**742,52**0,01.....-**0,71**

....89,57....1,42.....-3,46

SLIVINTER...

LION PEA EURO..

TRILION .

CREDIT LYONNAIS ASSET MANAGEMENT

Fonds communs de placements**177.42**...-0.78.....**-1.65** ACTILION DYNAM, C., ACTILION DYNAM. D167,12...-0,78....-1,65 ACTILION PEA DYNAM.......65,07...-0,14....-1,83 ACTILION ÉQUILIBRE C174,91...-0,31.....0,72
ACTILION ÉQUILIBRE D163,54...-0,30......0,72 ACTILION PEA FOLIII 163.74 -0.13 -1.19 ACTILION PRUDENCE C173,16...-0,14.....0,03
ACTILION PRUDENCE D161,36...-0,14......0,03 INTERLION236.82...-0.08.....0.78 LION ACTION EURO........88,91....1,81....-3,40

CIC	www.cic-am.com
CIC CAPIRENTE MT C3	5,92 0,11 0,05
CIC CAPIRENTE MT D2	
CIC AMÉRIQUE LATINE11	3,50 1,47 -2,69
CIC CONVERTIBLES	.5,40 0,74 -1,45
CIC COURT TERME C3	4,35 0,03 0,08
CIC COURT TERME D2	6,35 3,02 -2,91
CIC DOLLAR CASH142	7,18 0,00 0,10
CIC EGOCIC36	3,63 0,83 -2,32
CIC ÉLITE EUROPE12	7,84 1,86 -4,90
CIC ÉPARGNE DYNAM. C 207	5,84 0,06 -0,06
CIC ÉPARGNE DYNAM. D 163	7,31 0,06 -0,06
CIC EUROLEADERS38	1,90 2,11 -5,00
CIC FRANCE C3	4,51 1,62 -4,52
CIC FRANCE D3	4,51 1,62 -4,52
CIC HORIZON C6	8,60 0,04 0,64
CIC HORIZON D6	6,16 0,05 0,62
CIC MENSUEL143	0,60 0,05 0,04
CIC MONDE PEA2	7,95 0,98 -1,21
CIC OBLI. CT TERME C3	4,35 0,03 0,08

CIC OBLI. CT TERME D......26,35...-3,02.....-2,91

CIC OBLI. LG TERME D	15,37 0,07 0,65
CIC OBLI. MONDE	135,700,100,51
CIC OR ET MAT	111,490,325,50
CIC ORIENT	
CIC PIERRE	33,980,440,47
Fonds communs de pla	acements
CIC PEA SÉRÉNITÉ	170,390,170,40
CIC EUROPEA C	
CIC EUROPEA D	9,981,735,03
CIC EURO OPPORTUN	
CIC GLOBAL C	
CIC GLOBAL D	
CIC HIGH YIELD	
CIC JAPON	7,28 0,55 7,53
CIC MARCHÉS ÉMERG	
CIC NOUVEAU MARCHÉ	
CIC PROFIL DYNAM	
CIC PROFIL ÉQUILIBRE	18.30 0.33 -1.76
CIC PROFIL TEMPÉRÉ	
CIC TAUX VARIABLES	
CIC TECHNO. COM	
CIC USA	
	284,72 0,39 0,56

Crédit A Mutuel CM EURO PEA.. .20,98...-0,10.....-4,02 CM EUROPE TECHNOL.
CM FRANCE ACTIONS**4,27**...-0,47....**-3,37****33,30**...-0,36.....**-3,82** CM MID ACT FRANCE 30.97 0.06 1.47 CM MONDE ACTIONS......305,61...-0,76....-3,38 CM OBLIG. LG TERME104,55...-0,01.....0,55 CM OPTION DYNAM... ...30,27...-0,20.....-2,38 CM OPTION ÉQUIL.... ...**53,35**...-0,17.....**-0,72** CM OBLIG CT TERME 165.35 0.01 -0.07 CM OBLIG. MOY. TERME ...342,34...-0,04....0,26 CM OBLIG. QUATRE164,23...-0,020,11 Fonds communs de placements CM OPTION MODÉRAT......19,33...-0,10.....-0,20

GROUPE LCF ROTHSCHILD AMÉRIQUE 2000. ST-HONORÉ CAPITAL D...**3307,92**...-0,03**0,51** ST-HONORÉ CONVERT.**338,09**...-0,01....**-0,33** ST-HONORÉ FRANCE......55.19...-0.09.....-3.54 ST-HONORÉ PACIFIQUE**73,88**....1,47....**-8,71** ST-HON. TECH. MEDIA**108,66**....3,21....**-7,13**

ST-HONORÉ VIE SANTÉ378,200,92 - 2,16

	93,28 1,37 -4,1526,28 3,96 -3,14
Legal &\ General	www.lgfrance.com
	195,08 0,56 -5,13
Fonds communs de p	
STRATÉGIE CAC	5727,580,083,93
	\ .9258,68 0,39 -2,56

LA POSTE

SOLSTICE D

Sicav Info Poste :

....362,25...-0,10......0,00189,79...-0,17......0,16

.....0,160,17

Dill Coll	08 92 68 50 10
www.lapostefinance.fr	
ADDILYS C	107,750,010,2
	104,550,011,9
	C25,370,742,1
AMPLITUDE AMÉRIQUE	D24,570,732,1
	31,370,132,9
AMPLITUDE EUROPE D.	30,040,133,0
	81,670,101,20
	220,20 0,77 -2,1 0
AMPLITUDE MONDE D.	197,52 0,76 -2,1 0
	C 14,97 1,90 0,9
AMPLITUDE PACIFIQUE	D14,301,920,89
	95,180,123,5
	39,040,362,8
ÉMERG. E. POST. D PEA	29,57 0,03 -3,0 4
ETHICIEL C	104,250,081,0
GÉOBILYS C	122,47 0,07 0,5
GÉOBILYS D	111,66 0,06 0,5
INTENSYS C	20,76 0,10 0,0 9
	17,65 0,06 0,0
	216,24 0,34 -1,4
KALEIS DYNAMISME D.	208,94 0,34 -1,4
KALEIS DYN. FR. C PEA	77,63 0,19 -1,5 :
KALEIS ÉQUILIBRE C	201,63 0,21 -0,6 8
KALEIS ÉQUILIBRE D	194,01 0,21 -0,6 9
KALEIS SÉRÉNITÉ C	191,62 0,11 -0,2
KALEIS SÉRÉNITÉ D	184,01 0,11 -0,2
KALEIS TONUS C PEA	67,360,332,0
LIBERTÉS ET SOLIDAR	100,50 0,31 -0,7 (
	99,27 0,14 0,3 !
	112,520,140,3
	41,670,261,7
	0,010,2
	0,010,2
	7155,09 0,01 0,2 0
	. 42646,32 0,07 0,0 4
	9232,95 0,13 0,1
PRIMIEL EURO C	54,44 0,22 1,9
REVENUS TRIMESTR	789,29 0,10 0,0

Fonds communs de placements DÉDIALYS SANTÉ...92.531.73-1.02 DÉDIALYS TECHNOLOGIES ..32,30...-0,31....-8,42 DÉDIALYS TÉLÉCOM43,771,20-8,62 POSTE EUROPE D...**88,93**...-0,15.....**0,49** POSTE PREM. 8 ANS C......200,600,010,66 POSTE PREM. 8 ANS D......180.85 0.02 0.65 REMUNYS PLUS**103,62**0,02**0,16**

Societe Genera			
5W		STWEET W	
06 36	68 36 62	[0,34 €	/man
COC MANUFACTURES			
CADENCE 1 D			
CADENCE 2 D			
CADENCE 3 D	152,86.	0,01	0,00
CONVERTIS C	225,32.	0,04	1,32
INTEROBLIG C	59,42.	0,20	0,11
INTERSÉLECTION FR. D	73,12.	0,73	3,03
SÉLECT DÉFENSIF C			
SÉLECT DYNAMIQUE C	237.58.	0.41	0.46
SÉLECT ÉQUILIBRE 2			
SÉLECT PEA DYNAM			
SÉLECT PEA 1			
SG FRANCE OPPORT. C			
SG FRANCE OPPORT. D			
SOGENFRANCE C			
SOGENFRANCE D			
SOGEOBLIG C			
SOGÉPARGNE D			
SOGEPEA EUROPE			
SOGINTER C			3,89
Fonds communs de pla	acements	į.	
DÉCLIC ACT. EUROPE			
DÉCLIC ACTIONS FR	51,54.	0,17	1,39

DÉCLIC ACT. INTER.

DÉCLIC BOURSE PEA

DÉCLIC PEA EUROPE..

SOGESTION C ..

DÉCLIC BOURSE ÉQUIL...

A NOS LECTEURS : en raison d'une défaillance de notre fournisseur, la cote des SICAV et des FCP a comporté des erreurs depuis le 14 janvier. nous efforçons de rétablir au plus vite l'exactitude complète des données publiées.

DÉCLIC SOGENFR. TEMP......**57,29**...-0,28....-**2,51**FAVOR**305,04**....1,36....-**3,03**

SOGINDEX FRANCE C499,54...-0,33.....-3,91

...**33,76**2,18.....**-3,75** ...**50,13**...-0,18.....**-1,60**

....16.40...-0.36.....-0.78

....23,41...-0,09.....-2,21

...47.50...-0.11.....-0.58

UJOURD'HUI

Le leader du championnat de France de FOOTBALL de Division 1, le RC LENS, a été tenu en échec (1-1), jeudi 24 janvier, par le PARIS-SAINT-GERMAIN, à l'occasion de la dernière rencontre de la 22° jour-

née. Ce sont les Parisiens qui ont ouvert le score à la 86° minute par **RONALDINHO** (sur penalty) avant que le meneur du jeu **STÉPHANE PÉDRON** permette aux joueurs du Pas-de-Calais de revenir au score à

une minute de la fin du match. Ce résultat permet au Paris-SG de conserver la troisième place du classement et quelques espoirs de jouer la Ligue des champions 2002-2003. Mais c'est L'OLYMPIQUE LYON-

NAIS, vainqueur de l'Olympique de Marseille (4-0), la veille, qui profite de la situation. Les hommes de Jacques Santini, deuxièmes, ne sont plus qu'à cinq points des Lensois.

Tenu en échec par le Paris-SG, Lens n'a pas su distancer Lyon

Le leader, mené sur son terrain, est parvenu in extremis à égaliser face au PSG (1-1). Ce résultat relance l'Olympique lyonnais dans la course au titre. Le club parisien reste troisième et espère une place en Ligue des champions 2002-2003, et la manne financière qui en découle

de notre envoyé spécial

« J'ai passé une bonne soirée. » Joël Muller, l'entraîneur du Racing Club de Lens, ne boudait pas son plaisir, jeudi 24 janvier, après le résultat nul arraché en toute fin de match par son équipe face au Paris-Saint-Germain. « Nous sommes très heureux de prendre ce point et de laisser à distance raisonnable [10 points] un adversaire direct pour les premières places du championnat », ajoutait le technicien nordiste.

Joël Muller est avant tout soulagé. Il sait que son équipe est passée tout près d'une première défaite à domicile en championnat. « A 1-0, à 4 minutes de la fin, je me suis dit que nous étions dans une mauvaise semaine [son équipe s'est inclinée (1-0) à domicile face à l'Olympique de Marseille samedi 19 janvier lors des 16es de finale de la Coupe de France], mais mes joueurs y croyaient sûrement plus que moi », confessait-il.

Son équipe revient effectivement de loin face à des Parisiens décidément beaucoup plus inspirés hors de leur base. Les hommes de Luis Fernandez pensaient sans doute tenir leur cinquième victoire d'affilée en déplacement, après avoir concrétisé leur nette domination en seconde période grâce à un penalty transformé par leur atta-

LA FICHE TECHNIQUE

LENS-PARIS SG 1-1

Championnat de France de D1 22^e journée

Stade Bollaert, à Lens ; terrain gras ; temps pluvieux ; 36 432 spectateurs ; arbitre: M. Ledentu

BUTS

LENS: Pédron (88e) PARIS SG: Ronaldinho (86e s.p.).

AVERTISSEMENTS

LENS: Bak (27^e, jeu dangereux); Moreira (51e, jeu irrégulier) ; Ismaël (67e, jeu dangereux)

PARIS SG: Ronaldinho (25e, jeu irrégulier) ; J. Leroy (29^e, jeu irrégulier) ; Hugo Leal (56e, jeu antijeu) ; E. Cissé (66e, jeu dangereux)

LES ÉQUIPES

LENS (entraîneur : J. Muller) : Warmuz - Sikora, Wallemme, Ismaël, Traoré - Bak, Blanchard, Sibierski, Pédron - B. Rodriguez (Bucher, 77e),

PARIS SG (entraîneur : L. Fernandez) : Alonzo - Cristobal, Pochettino, Heinze, Potillon (B. Mendy, 46e) - Arteta, Déhu, Hugo Leal (E. Cissé, 65º) - Ronaldinho,

quant brésilien Ronaldinho à la 86° minute. C'était sans compter sur l'abnégation des Nordistes, qui, deux minutes plus tard, arrachaient l'égalisation à l'issue d'un joli mouvement collectif conclu par Stéphane Pédron.

« On a su revenir, et c'est sans doute aussi la marque d'une grande équipe », expliquait le buteur, également meilleur passeur du championnat. C'est en tout cas la réussite d'un futur champion, même si Joël Muller refuse toujours d'endosser le costume de favori. « On en parlera à la 32º journée, insistaitil, il nous reste encore trop de chemin à parcourir. »

VIRAGE MANQUÉ POUR PARIS

Côté parisien, on semblait avoir fait son deuil du titre. « On rate encore un virage décisif, confiait ainsi Jérôme Leroy, le milieu de terrain parisien de retour dans son club formateur après deux saisons et demie passées à l'Olympique de Marseille, le titre est désormais très loin. » Trop loin sans doute. Pourtant, durant 90 minutes, les joueurs de la capitale ont fait preuve d'une maîtrise technique et tactique supérieure à leurs adversaires. De quoi nourrir légitimement quelques regrets.

«On aurait dû reculer après avoir inscrit le but pour préserver le résultat, mais le groupe est jeune et nous nous sommes un peu emballés », concédait Jérôme Leroy. Des Parisiens déçus qui semblent se résoudre à faire une croix sur un titre qui les fuit depuis 1994.

« On a pourtant un parcours de champion, excepté le fait qu'on a concédé quelques nuls de trop au Parc des Princes [sept depuis le début de la saison]. En plus, on a joué la Coupe Intertoto, la Coupe de l'UEFA et on est qualifiés en Coupe de France et Coupe de la Ligue, ce qui n'est pas le cas de Lens », plaidait avant la rencontre Luis Fernandez, qui faisait des Nordistes ses favoris. Une justification, certes, mais aussi un constat d'échec pour un club qui, au vu des investissements consentis, ne peut plus se contenter des places d'honneur et de promesses rarement tenues.

« Ce n'est pas un aveu d'échec, c'est un constat. Mon groupe dispose d'un énorme potentiel », s'est pourtant défendu Luis Fernandez. Certes, mais, comme le confiait le président délégué du PSG, Laurent Perpère, en début de saison : « La vocation du PSG est de jouer les premiers rôles, et il en a les moyens.» Ce même Laurent Derni re devait être reçu à la Mairie de Paris, vendredi 25 janvier, pour aborder le

problème de la sécurité au Parc des Princes. La subvention accordée par la municipalité (3,5 millions d'euros) est en jeu.

A l'issue de ce nouveau match nul, le PSG est troisième avec 35 points, à égalité avec Auxerre, qui compte deux matches en retard, et Lille. Une place synonyme de qualification pour la très lucrative Ligue des champions, l'objectif désormais prioritaire d'un club en mal de liquidités et dont l'actionnaire majoritaire, Canal+, n'entend pas renflouer éternellement les caisses. « On doit s'accrocher à cette troisième place, confirmait le capitaine, Frédéric Déhu. Il nous faut maintenant confirmer au Parc les prestations réalisées à l'extérieur. »

Mais, si le club de la capitale semble définitivement écarté de la course au titre, le grand bénéficiaire de ce résultat nul est bel et bien l'Olympique lyonnais. Les Rhodaniens, victorieux de l'OM (4-0), mercredi 23 janvier, reviennent à 5 points du leader lensois. Pour autant, cette mauvaise nouvelle n'a donc pas gâché la soirée d'un Joël Muller, qui, taquin, commentait : « Si le PSG s'était imposé, cela aurait sûrement relancé le championnat. »

Etienne Labrunie

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE FOOTBALL DE D1 (22e JOURNÉE)

Les résultats Spectateurs Le classement points joués Casthés wils perdus marques Diff.							c. Car	tons R							
Bordeaux 0	1	Sochaux	5	1	Lens	45	21	13	6	2	37	15	+22	38	1
	Frau (11	e)	37	2	Lyon	40	21	12	4	5	41	20	+21	24	1
			22	3	Paris-SG	35	22	8	11	3	26	17	+9	54	2
Lyon 4	0	Marseille	9	4	Auxerre	35	20	9	8	3	28	20	+8	34	3
Anderson (25e et 35e)			3 37	5	Lille	35	22	9	8	5	27	22	+5	39	3
rietti(30°), Govou(32°)			38	6	Bordeaux	32	21	8	8	5 5 7 7	19	14	+5	43	4
Montpellier 0	0	Auxerre	1	7	Troyes	31	20	9	4	7	26	21	+5	39	1
-	_		861	8	Sochaux	31	22	8	7		29	26	+3	48	7
			6	9	Montpellier	30	21	7	9	5	21	16	+5	53	6
Guingamp 0	0	Lille	_	10	Monaco	27	22	7	6	9	23	26	-3	62	3
0 1 =			161	11	Marseille	24	21	5	9	7	19	23	-4	33	3
			13	12	Bastia	24	22	7	3	12	23	33	-10	40	3
			_	13	Sedan	23	20	5	8	7	22	22	0	38	1
Sedan 0	0	Nantes	09	14	Nantes	23	22	6	5	11	18	28	-10	44	4
			7	15	Guingamp	21	22	5	6	11	18	37	-19	41	5
			13	16	Metz	20	19	6	2	11	11	21	-10	43	2
Lorient 2	0_	Rennes	7	17	Lorient	20	22	5	5	12	32	44	-12	38	1
Feindono (4 ^e) Martini (76 ^e)			12 377	18	Rennes	20	22	5	5	12	20	35	-15	47	4
Bastia 1	2	Metz	La phrase : « L'objectif est simple : il faut pratiquement gagner tous nos												
Vairelles (61e)			matches. » (Jacques Santini, entraîneur de l'OL)												
			– 23º iournée Les huteurs												
Troyes 3	0	Monaco	616		•						— ₁				
Goussé (34º et 50º) Hamed (57º)	1	Paris-SC	2 12 6						x) ,						

Monaco-Bordeaux

Auxerre-Bastia

L'affaire Luyindula tourne à l'affrontement juridique

Paris-SG

Ronaldinho (86e)

1 1

Pédron (89e)

Niort, s'estimant lésé lors des transferts de son ancien attaquant, assigne Strasbourg en justice

RELÉGUÉ de division 1 en division 2 à l'issue de la saison 2000-2001, le Racing Club de Strasbourg vit des moments difficiles sur le plan financier. Et l'avenir s'annonce incertain. Propriété du groupe de marketing sportif américain IMG-McCormack et présidé par l'ancien tennisman Patrick Proisy, le club alsacien est mêlé à une affaire qui fait beaucoup jaser dans le milieu du football professionnel. Elle concerne le transfert de l'international espoirs Pegguy Luyindula, acquis par Strasbourg auprès de Niort en 1998 puis cédé à Lyon trois ans après. Victimes de ce qu'ils estiment être une curieuse « manipulation », les dirigeants des Chamois niortais (D2) vont assigner, ces prochains jours, le club strasbourgeois devant la chambre commerciale du tribunal de grande instance de Strasbourg.

L'histoire débute en juillet 1998. Footballeur prometteur formé à Niort, Pegguy Luyindula est transféré en Alsace. Le RC Strasbourg paie plus de 1 million d'euros aux Chamois et s'engage à verser un «bonus» correspondant à « 10 % de la plus-value éventuelle réalisée en cas de revente du joueur » si celui est transféré dans un autre club dans les cinq années à venir. Ce humain, est monnaie courante dans le football

Le 31 août 2001, Pegguy Luyindula est transféré à l'Olympique lyonnais contre près de 9 millions d'euros. Les dirigeants niortais s'attendent à recevoir une quote-part de 778 000 euros de Strasbourg. Sauf que Patrick Proisy ne l'entend pas ainsi. Mi-septembre, le président strasbourgeois avertit son homologue des Deux-Sèvres pour lui dire que le reliquat ne s'élèvera en fait qu'à 595 000 euros. Patrick Proisy a en effet déduit du montant de la fameuse plus-value les commissions qu'il a versées aux intermédiaires ayant effectué la transaction.

LE DOUBLE RÔLE D'IMG

Les Niortais tombent des nues : non seulement cette histoire de « commission » n'a jamais figuré sur la convention signée par les deux clubs, mais l'une des deux sociétés d'agents ayant œuvré dans le transfert de Luyindula n'est autre qu'IMG, via son bureau britannique! En quelque sorte, IMG s'est donné de l'argent à elle-même (442 000 euros) afin de diminuer la part qu'elle doit à Niort.

Après deux recours devant des commissions de la Ligue nationale de football (LNF), l'affaire du Comité national olympique et sportif français (CNOSF), le 20 décembre, qui a recomman-

dé à la LNF de donner raison à Niort. La LNF décide alors de réunir son bureau au lieu de son conseil d'administration, le seul organe compétent en la matière.

Rennes-Montpellier

(Lorient), 13

2. Cissé (Auxerre), 12

La manœuvre est ambiguë: Patrick Proisy est un membre influent du bureau de la Ligue, en tant que secrétaire général. La conclusion de cette petite réunion entre amis, faite par téléphone au soir du 18 janvier, tourne à la pantalonnade: le RC Strasbourg est bien évidemment rétabli dans son droit par la LNF. « Je n'ai pas participé au débat. J'ai raccroché dès qu'il a été question de cette affaire », a dit au Monde Patrick Proisv.

Révoltés, les Niortais ont donc décidé de ne pas en rester là. En plus d'un recours devant le TGI de Strasbourg, ils envisagent d'utiliser d'« autres voies de droit afin de préserver leur créance », explique leur avocat, M° Olivier Géral, dans l'hypothèse où le club strasbourgeois déposerait son bilan à la fin de la saison. Les deux clubs ont, en outre, prolongé leur différend sur le rectangle vert : pour le compte de la 24^e journée du championnat de D2, mercredi 23 janvier. Strasbourg a conservé sa place de leader en bat-

Frédéric Potet

L'espoir s'amenuise chez Prost Grand Prix

LA CONFIDENCE de cet homme proche du dossier sonne comme un mauvais présage : « Pas formidable, formidable... Alain Prost l'a redit. Sa principale préoccupation concerne le personnel de Prost Grand Prix. » Jeudi 24 janvier, à la sortie du tribunal de commerce de Versailles (Yvelines), le quadruple champion du monde et Me Franck Michel, l'administrateur de l'écurie française depuis le 22 novembre 2001, n'affichaient pas un grand optimisme. En l'absence de garanties permettant sa continuation ou sa cession, le tribunal devrait prononcer, lundi 28 janvier, la faillite de l'entreprise de Guyancourt (Yvelines). « Rien n'est garanti, avouait Alain Prost. Nous n'avons pas les assurances pour continuer dans les meilleures conditions. Il reste, aujourd'hui, trois ou quatre dossiers en lice. » L'un d'eux est porté par des investisseurs italiens, dont trois représentants assistaient à l'audience, jeudi. « Je souhaite que la pérennité de l'entreprise soit assurée, insiste Alain Prost. Quelle que soit la nationalité des futurs partenaires de Prost Grand Prix, l'écurie restera française. »

DÉPÊCHES

■ AUTOMOBILE : le Finlandais Tommi Makinen (Subaru Impreza WRC) est officiellement vainqueur du Rallye Monte-Carlo après la décision de Citroën, jeudi 24 janvier, de ne pas confirmer son appel de la décision des commissaires d'infliger une pénalité de deux minutes à Sébastien Loeb (Citroën Xsara WRC) pour un changement de pneus dans une zone interdite.

■ FOOTBALL: l'international espagnol de Brescia, Josep Guardiola, et le Néerlandais de la Lazio Rome, Jaap Stam, ont été suspendus respectivement quatre et cinq mois pour dopage par la commission de discipline de la Fédération italienne. Ils avaient été contrôlés positifs à la nandrolone (stéroïde anabolisant).

A Melbourne, Fabrice Santoro et Michaël Llodra font la paire

Les deux Français devaient jouer la finale du double de l'Open d'Australie samedi 26 janvier

MELBOURNE de notre envoyé spécial

Les plus comiques ont fini par perdre la partie, mais la demi-fina-

le du double messieurs aux Internationaux d'Australie qui a opposé, jeudi 24 janvier, deux paires franco-françaises a au moins eu l'avantage de tenir en haleine les milliers de spectateurs assis dans la Rod Laver Arena de Melbourne. Fabrice Santoro allié, pour la

toute première fois de sa carrière, à Michaël Llodra, a battu le duo Arnaud Clément-Julien Boutter sur le score de 6-3, 3-6, 12-10. Pour atteindre la finale du premier tournoi du Grand Chelem de l'année 2002, qui se jouera, samedi 26 janvier, la paire victorieuse n'a jamais lâché prise contre une équipe qui avait visiblement envie de s'amuser. Après quelques pitreries au moment de la photo d'avantmatch et diverses facéties en cours de jeu, la rencontre a été brièvement interrompue lors du troisième set par un curieux événement. Un puissant coup droit de Michaël Llodra a mis fin aux jours d'une hirondelle qui avait eu la mauvaise idée de survoler le court à basse altitude à la recherche de mites à

INCIDENT RARISSIME

Le choc – impressionnant – tua le volatile sur le coup. Julien Boutter se précipita alors vers la dépouille et, à genoux, entama une rapide prière sous les applaudissements du public. « Si j'avais pu, je lui aurais fait du bouche à bouche, mais il était déjà trop tard », a-t-il déclaré à l'issue de la

Ce type d'accident est rarissime, mais pas unique. En 2001, un ioueur de baseball des Arizona Diamondbacks avait tué une colombe d'une balle lancée à près de 150 km/h. Il y a quelques années, le joueur américain de golf Tom Kite avait lui aussi abattu un oiseau en frappant son « drive » lors d'un tournoi, à Boston. Et, en juillet 1936, lors d'une rencontre de cricket face à l'équipe de Marvlebone, un joueur de Cambridge, Jehangir Khan, avait trucidé un moineau d'un foudrayant lancer. Le volatile, empaillé, trône, aujourd'hui encore, derrière une des vitrines du Musée de Lord's, à

L'incident de l'hirondelle à Melbourne ne semble pas avoir déconcentré les deux équipes. La victoire s'est jouée à coups de raquette. « Ça s'est joué sur les premières volées, a expliqué Julien Boutter. Ils ont été meilleurs que nous aux moments importants.

« Nous n'avions pas l'habitude de jouer ensemble », reprenait Arnaud Clément, tandis que Michaël Llodra reconnaissait que le succès n'avait tenu qu'à un fil : « Ça s'est ioué à rien. Dos au mur, on s'accroche et on finit par l'emporter. »

SUCCÈS DE BON AUGURE

L'enjeu de la partie était à la fois financier, historique et sportif. Cette place en finale représente déjà un gain de 120 000 euros pour la paire Santoro-Llodra, qui sont les premiers Français à atteindre la finale d'un tournoi du Grand Chelem depuis 1987, année où Yannick Noah et Guy Forget s'étaient inclinés, à Roland-Garros, contre le Suédois Anders Jarryd et l'Américain Robert Seguso. Aux Internationaux d'Australie, c'est en 1928 que la dernière paire française, composée de Jean Borotra et Jac-

ques Brugnon, s'est imposée. Samedi, Fabrice Santoro et Michael Llodra seront opposés à deux spécialistes du double, le Bahamien Mark Knowles et le Canadien Daniel Nestor, qui se sont qualifiés, eux, en battant, les têtes de série n°2, Donald Johnson et Jared Palmer. Les succès des deux compères sont de bon augure à l'heure où l'équipe de France de Coupe Davis cherche une paire capable de succéder au duo Santoro-Pioline.

Frédéric Therin

Simple messieurs (demi-finales)

Johansson (Suè) b. Novak (Rtc) 7-6 (7/5), 0-6, 4-6, 6-3, 6-4; Safin (Rus) b. Haas (All) 6-7 (5/7), 7-6 (7/4), 3-6, 6-0, 6-2.

Simple dames (demi-finales)

Capriati (EU)-Clijsters (Bel) 7-5, 3-6, 6-1; Hingis (Sui)-Seles (EU) 4-6, 6-1, 6-4.

Les étoffes du désir

Marqués par le départ d'Yves Saint Laurent, les défilés de haute couture présentés à Paris du 19 au 23 janvier ont multiplié les emprunts aux cultures du monde et les clins d'œil surréalistes



HAUTE COUTURE Collection

printemps-été 2002

PENDANT les défilés de haute couture organisés à Paris du 19 au 23 janvier, les adieux d'Yves Saint Laurent et la polémique réveillée par Pierre Bergé sur la fin de cette activité déficitaire auront plus alimenté les conversations que les tendances des collections de l'été. Les vingt-six défilés inscrits sur le calendrier officiel de la profession et la vingtaine de manifestations off ont pourtant rassemblé des créateurs aux profils divers, certains concevant la totalité d'une collection avec 10 000 € et d'autres dépensant cent fois plus pour le seul défilé.

particulière (...) en évitant le conformisme des logiques de groupe. Rien ni personne n'empêchera l'éclosion de nouveaux talents dans la diversité des modes d'expression », a écrit le couturier, qui présente des collec-tions depuis 1965. Dans le Musée du jeu de paume transformé en boudoir orientaliste, il a magnifié un savoir-faire et « un sujet de désir » dans le flou sensuel de blouses de soie aux imprimés indiens, de robes de tanagra en mousseline plissée portées sous des manteaux tibétains ou de ceintures bijoux tintant sur les hanches comme des grelots.

«La croire encore, y croire toujours, douce au toucher, haute en coutures », a inscrit Christian Lacroix sur son programme, entendant bien défendre une haute couture « légère et solide ». Pour sa col-



La couture Amélie Poulain de Jean Paul Gaultier

Inès de la Fressange, Violetta Sanchez, Carla Bruni, Naomi Campbell... les top models d'hier - c'est-à-dire de plus de 30 ans - sont revenus défiler pour Jean Paul Gaultier, qui rendait un nouvel hommage à Paris. L'enfant d'Arcueil s'inspire des ambiances lisses d'Amélie Poulain et du Paname plus gouailleur d'Yvette Guilbert, au fil de modèles baptisés « Place des Abbesses », « Chat noir » ou « Sacré-Cœur ». Le poulbot en marcel à broderies « constellation » côtoie la danseuse en tutu renversé « Moulin Rouge » ou la cocotte en fourreau noir aussi bijoutée que Nancy Cunard sous l'objectif de Man Ray. Si Gaultier se laisse aller parfois à un certain conformisme, on retrouve son impertinence dans sa façon de détourner des cravates en robe du soir, de transformer une marinière en haut de jersey drapé à longs pans ou d'anoblir le jean dans une veste à manches pagode, travaillée fil à fil pendant 250 heures. Le défilé était aussi l'occasion pour le couturier – soutenu financièrement par Hermès depuis 1999 – de montrer son futur siège de 4 000 m² installé au 350, rue Saint-Martin (3° arrondissement) dans un immeuble de 1912 dédié à l'origine à l'Avenir du prolétariat. En attendant la fin des travaux, prévue pour 2004, Jean Paul Gaultier a loué une partie de l'immeuble au PS, le temps de la campagne présidentielle.

Emanuel Ungaro a voulu éteindre la voix des Cassandre dans un texte distribué lors de son défilé. « L'histoire et la noblesse de la haute couture ne s'arrêtent pas ici ou là, car elle s'avère la référence absolue de l'excellence de cette profession très lection, présentée à l'Ecole des beaux-arts, il continue son voyage à travers les continents et les époques, excellant dans l'art d'assembler une toile africaine de Barbès et une soie XVIIIe sur un spencer ou une robe à pouf. L'image de Frida



Tee-shirt de voile indien bordé de dentelle métallique et jupe en satin pistache et jade, Christian Lacroix (ci-contre). Débardeur à broderies constellations et bijoux de mercure, dans la collection « Hommage à Paris », de Jean Paul Gaultier (ci-dessus).

Kahlo surgit dans des dentelles « enluminées » ou une mariée au visage de madone auréolé d'organdi blanc et de fils d'argent. Le tissu frissonne et s'anime dans un fourreau chair en voile bouillonné ou dans une veste de satin plissé vieil

UNE PLUIE DE PAILLETTES

ronnement assombri par le 11 septembre et les conflits multiples, les couturiers ont laissé exploser la couleur dans un tour du monde des inspirations. Aidé par 250 techniciens qui ont œuvré pendant six jours, John Galliano a orchestré une parade à gros budget pour Dior à l'hippodrome d'Auteuil: pluie de paillettes rouges pour le final, troupe de musiciens japonais, contorsionniste, danseuses en pointes, gymnastes... « Je suis complètement sourde, c'est comme si j'avais passé la nuit en boîte », lance à la fin du défilé une

A ces femmes d'imaginer, sous les superpositions et l'accessoirisation délirante (guêtres de Lapone en fourrure, perruques rasta en mèches de laine), la manière de porter séparément chaque pièce. Le couturier anglais se fait décidément le chantre d'une mode fusion, puisant ses références dans le cirque de Shanghaï ou dans les Ballets russes, dans le folklore du Péloponnèse ou sur les cavaliers des steppes mongoles. Chemise d'arlequin, pantalon « baggy » en soie chinoise ou veste brodée aux manches de 2 mètres de long témoignent, au-delà du spectacle, d'un artisanat et d'un vrai savoir-faire.

La blondissime Donatella Versace invitait également au cirque avec une série de corsets d'écuyère ou de fourreaux constellés de strass. destinés à une clientèle de sirènes

était surtout dans la salle avec l'arrivée tardive de Madonna et Gwyneth Paltrow escortées par une horde de gardes du corps, la présence de la fille de Bill Clinton, Chelsea, et l'irruption de militants anti-fourrure sur le podium, venus également brandir leurs banderoles chez Jean Paul Gaultier et Valenmeneuses de revue, le Romain Valentino propose un classicisme sans faux plis, presque trop sage, célébrant la rencontre entre Jackie Kennedy et Joséphine de Beauharnais dans un manteau de cachemire, des tailleurs à taille Empire - le leitmotiv de la saison - ou des robes de cocktail aux volants de soie poudrée.

Plus lugubre, la deuxième collection couture du Gallois Julien Mac Donald pour Givenchy montre la difficulté pour cette maison, qui fêtera ses cinquante ans en février, d'asseoir sa nouvelle image. Plus proches des déconstructions gothiques du jeune Belge Libertin Louison que de l'élégance d'Hubert de Givenchy, les modèles semblent - volontairement - avoir séjourné dans un grenier poussiéreux. Jupons de tulle déchiquetés pendant quatre jours dans les ateliers, capuchon en macramé ou smoking recouvert de fausse toile d'araignée - une fibre de résine appliquée à chaud - cultivent un néoromantisme trash. Les lacérations ont aussi lourde-

ment inspiré Stéphane Rolland chez Scherrer, dans une collection qui laisse perplexe sur l'évolution de cette griffe. Entre redingote « Rafistolette » et fourreau en lambeaux de mousseline caca d'oie, les panoplies Scherrer semblent destinées à des entraîneuses de vieux dancing. Reste à voir si M^{me} de Fonentre les modèles « Hussard », « Ecarts de conduite » ou « Inhibée » pour ses Miss France assises au premier rang...

Parfois, il semble que le label couture couronne plus un travail manuel qu'une force de proposition. La collection du jeune Frédéric Molénac ressemble à une maude John Galliano, entre corset massaï, robe zippée en biais et jogging

S'il veut, légitimement, rapprocher la couture de la rue avec des tags, des motifs mangas et des

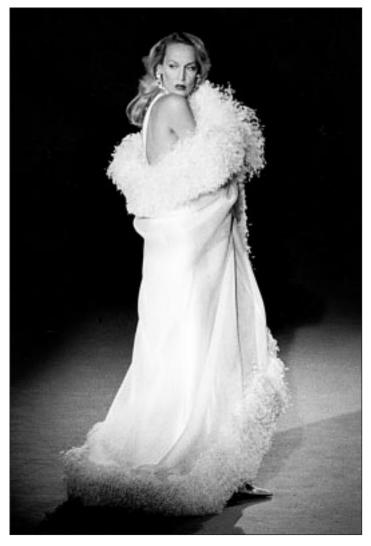
kets compensées à la Loana, sa du vestiaire de l'après-11 septembre est d'un goût douteux, comme ce bombers porté avec un masque à gaz et transformable en robe souvenir décorée de drapeaux américains et de photos. Plus conceptuel, Yvan Mispelaere chez Féraud prétentions artistiques que vestimentaires avec ses assemblages aux citations dadaïstes. Mais à qui s'adresse cette couture en morceaux qui a l'air de fuir le corps? En orbite depuis une vingtaine d'années, Courrèges est venu





Un modèle du défilé Versace organisé au palais de Chaillot sur *le thème du cirque* (ci-contre). Les patchworks de soie imprimée de la collection d'Emanuel Ungaro, présentée au Musée du Jeu de paume (à gauche).

AUJOURD'HUI STYLES





La Vénus à deux faces selon Yves Saint Laurent

CI-DESSUS: deux hommages à Marlene Dietrich par Yves Saint Laurent : un fourreau de satin blanc pour la version « Désire », un smoking noir très Morocco, les deux portés par Jerry Hall lors du défilé-rétrospective mardi

22 janvier au Centre Pompidou, qui a suscité tant d'émotion. Entre Mick Jagger et des extraits de Turandot, les sahariennes, les robes Mondrian et les Ballets russes, plus de trois cents modèles ont défilé. La Piazza avait pris

des airs de Croisette cannoise. La voix d'Yves Saint Laurent, enregistrée en 1968 pour l'émission « Dim Dam Dom », bousculait tous les temps de la mode : « Partir très loin, et revenir pour voir si j'ai toujours envie de faire des robes. »

Les créations effilochées de Julien Macdonald, chez Givenchy, ci-dessus. De gauche chapeau en cuir et plumes des Russes Seredin & Vasiliev; robe brodée en denim et lin blanc de John Galliano, qui mixe les folklores, chez Dior.

atterrir à nouveau sur la planète couture. Mais organisant happening dans son vaisboutique mardi à 20 heures, pendant que la fête Saint Laurent battait son plein à Beaubourg, Courrè-ges – dont c'est également le quarantième anniversaire – s'est privé d'un bon nombre de spectateurs invités par épouse, Coqueline, «à percevoir vision future" des technologies qui nous permettront "un jour" de vêtir notre

génétique »... Dans cette confusion des gen-

corps par la

res, on apprécie l'arrivée de jeunes gens plus ou moins au point mais complètement désinhibés, transde fantasme. Les visions hallucinées des jumeaux arméniens Tarloyan s'enchaînent dans une traîne de mousseline dévorée soutenue par des bâtons de bambou ou une

sorte de burqa de dentelle blanche sur un pantalon sultan. Le trio « On aura Tout vu » - collaborateurs de Christian Lacroix pour les bijoux - a choisi une tour du XV siècle pour présenter ses délires médiévaux kitsch sur des mannequins de plâtre parés d'armures de cristal ou de genouillères de fils d'argent aux allures d'insectes

Très influencés par les créations surréalistes d'Elsa Schiaparelli, les Moscovites Seredin & Vasiliev dramatisent une nouvelle fois le vestiaire dans des créations amusantes servies par l'excellence des broderies russes. L'accessoire devient essentiel avec d'énormes globes de métal en guise de manchettes ou un chapeau menaçant à bec

d'oiseau. La robe hantée de visages de poupée à longues tresses ou le tee-shirt dévoré par des scarabées dépassent la notion de bon ou de mauvais goût. Une autre façon de montrer que la vigueur de la haute couture - par-delà le nombre d'heures passées en atelier - réside dans la capacité de magnifier un artisanat et de sublimer la force d'un discours, en dehors de toute contrainte industrielle.

Anne-Laure Quilleriet

Photographies Ling Fei



Des paruriers entre création et nostalgie

Acteurs de la haute couture depuis plus de 50 ans, le brodeur François Lesage et le plumassier André Lemarié déplorent des commandes de plus en plus tardives

« AUJOURD'HUI, on cherche plutôt à créer des chocs visuels. On va au savoir-défaire. Mais, avant de savoir défaire, il faut savoir faire », assène François Lesage, qui a repris l'atelier de broderie dirigé par ses parents en 1949, à l'âge de 19 ans. « Jusqu'à la guerre du Golfe, la maison travaillait à 80 % pour la haute couture. Maintenant, le prêt-à-porter représente 60 % de notre activité », explique le maître brodeur, dont l'entreprise se a su s'adapter aux évolutions du métier. « Avant, il y avait une vraie création de motifs, alors qu'aujourd'hui la plupart des couturiers travaillent sur nos archives. On est plus dans une culture de "puces" », constate François Lesage, qui peut stimuler l'imaginaire des créateurs avec ses 60 000 échantillons de broderies archivés - enrichis d'une centaine de nouveaux motifs tous les six mois –, qui représentent plus de 20 millions d'heures de travail depuis 1868. Cette fois, il a ressorti pour Dior un ensemble d'échantillons d'avant 1920 – qu'il a fallu reproduire en simulant les dégradations du temps – et réalisé à la demande d'Yves Saint Laurent des broderies inédites de zinnias et de capucines, destinées à des modèles qui n'ont pas défilé mardi soir à Beaubourg mais qui seront normalement proposés aux clientes dans les salons de l'avenue Marceau. « Avec le départ d'Yves Saint Laurent, je perds une lumière dans les yeux quand je montre mes échantillons. Maintenant, je les dépose ou je traite avec les collaborateurs des couturiers », regrette François Lesage. « Le départ d'Yves Saint Laurent, c'est la fin d'un monde que nous avons connu, basé sur des affaires et de la confiance. Maintenant, quand on doit laisser sa carte d'identité au comptoir, c'est autre chose », renchérit André Lemarié, 77 ans, qui travaille depuis 1946 dans la maison fondée par sa grand-mère en 1880, spécialisée dans la plume et la fleur stylisée. « On a reçu les premiers coups de fil le 3 janvier pour voir les échantillons, et les premières commandes ont été prises à partir du 7 janvier. Il fut un temps où l'on montrait nos collections à partir du 25 novembre », explique-t-il à propos de la haute couture de l'été 2002, où la plume

A.-L. Q.



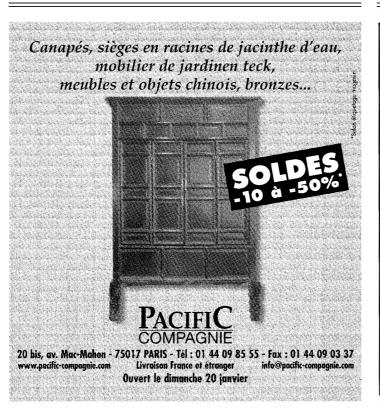
PERRONO - BIJOUX Anciens - Occasions - Argenterie Pierre précieuses - Brillants Création et transformation Achats, Ventes, **Echanges, Réparations** Sélectionné par le guide "PARIS PAS CHER"

OPERA angle bd. des Italiens 4, chaussée d'Antin ETOILE 37, avenue Victor Hugo ouverts du mardi au samedi

Jacques Gautier Bijoux d'art 36, rue Jacob 75006 Paris

Tél./fax: 01 42 60 84 33





Soldes

RUE DE PARADIS

10 Boutiques Tables & Cadeaux

Bernardaud, Haviland, Raynaud, Christofle, Lalique, Saint-Louis, Daum, Sèvres, Ercuis, Guy Degrenne, et d'autres marques.

Rue de Paradis PARIS 10e Métro Gare de l'Est-Poissonnière

AUJOURD'HUI

Temps agité sur le Nord-Ouest

SAMEDI 26 JANVIER

Lever du soleil à Paris : 8 h 30 Coucher du soleil à Paris : 17 h 37

Des perturbations actives circulent dans un flux rapide d'ouest-sud-ouest. Les pluies et le vent sur le quart nord-ouest seront soutenus. L'anticyclone centré sur la péninsule Ibérique protège les régions les plus méridionales, où le soleil s'impose.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. Les pluies soutenues aborderont la Bretagne en début de matinée et gagneront progressivement toutes les régions. Le vent de sud-ouest soufflera en rafales jusqu'à 110 km/h près des côtes, 90 km/h dans l'intérieur. Les températures atteindront 12 à 14 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. Premières pluies le matin sur la Haute-Normandie et le Nord-Picardie. Au fil des heures, elles progresseront sur les autres régions. Le vent soufflera très fort avec des rafales atteignant 110 km/h sur les côtes, 90 km/h dans l'intérieur. Températures comprises entre 10 et 12 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. Malgré quelques rayons de soleil, le ciel sera généralement nuageux. Le vent de sud-ouest se renforcera en fin de journée. Températures comprises entre 9 et 11 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. Quelques bancs de brouillard au lever du jour. L'après-midi sera assez bien ensoleillé. Le vent sur les côtes charentaises atteindra 90 km/h. Températures comprises entre 14 et 19 degrés.

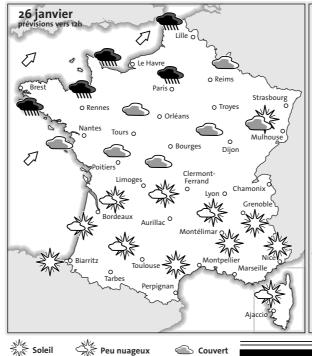
Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. Nuages bas ou bancs de brouillard au petit matin. Le soleil s'imposera ensuite sur l'ensemble des régions. Les températures atteindront 9 à 13 degrés.

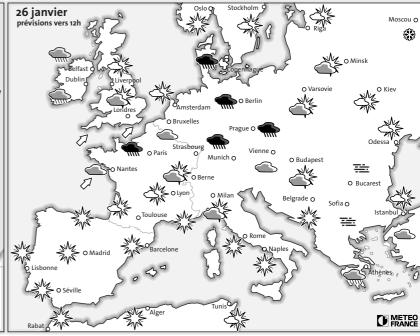
Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. Malgré quelques passages de nuages élevés, le soleil brillera tout au long de la journée. Les températures de l'après-midi seront comprises entre 14 et 17 degrés.

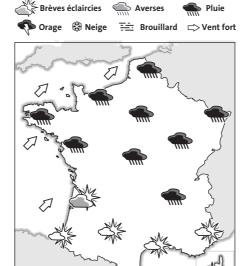
26 JAN. 2002 PRÉVISIONS

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S: ensoleillé; N: nuageux; C: couvert; P: pluie; *: neige.

iv. naugeux, C. couvert, F. piate, ". neige.								
FRANCE MÉTR	OPOLE	Madrid	1/11 S					
Ajaccio	6/15 S	Milan	-1/8 S					
Biarritz	6/19 S	Moscou	-6/0 *					
Bordeaux	8/16 N	Munich	1/7 P					
Bourges	8/12 C	Naples	6/15 S					
Brest	9/12 P	Oslo	-13/-10 S					
Caen	7/11 P	Palma de M	8/17 S					
Cherbourg	8/11 P	Prague	-1/7 P					
Clermont-F	5/13 S	Rome	7/15 S					
Dijon	4/10 C	Séville	10/19 S					
Grenoble	-2/9 S	Sofia	-2/3 C					
Lille	7/11 P	St-Pétersb	-13/-7 *					
Limoges	6/11 C	Stockholm	-8/-3 N					
Lyon	2/12 S	Ténérife	16/21 S					
Marseille	5/17 S	Varsovie	-5/6 N					
Nancy	3/9 C	Venise	1/5 S					
Nantes	10/13 C	Vienne	2/6 C					
Nice	6/16 S	_						
Paris	8/12 P	AMÉRIQUES						
Pau	5/18 S	Brasilia	22/32 S					
Perpignan	6/17 S	Buenos Aires	21/34 S					
Rennes	10/14 P	Caracas	23/28 S					
St-Etienne	4/13 S	Chicago	2/7 S					
Strasbourg	3/9 N	Lima	20/24 P					
Toulouse	5/15 S	Los Angeles	8/17 C					
Tours	8/13 C	Mexico	7/22 S					
		Montréal	-5/3 S					
FRANCE OUTR		New York	3/8 S					
Cayenne	22/26 P	San Francisco	7/9 P					
Fort-de-Fr	26/27 S	Santiago Ch.	13/29 S					
Nouméa	25/29 C	Toronto	2/5 S					
Papeete	24/30 P	Washingt. DC	0/11 S					
Pointe-à-P	22/29 5	AFRIQUE						
St Denis Réu.	24/30 S	Alger	7/18 S					
FUDORE		Dakar	22/26 S					
EUROPE	0 (40 1)	Kinshasa	20/29 S					
Amsterdam	8/10 N	Le Caire	10/19 S					
Athènes	8/15 P	Nairobi	17/26 S					
Barcelone	8/15 S	Pretoria	17/27 S					
Belfast	5/8 P	Rabat	8/19 S					
Belgrade	1/3 5	Tunis	9/17 S					
Berlin	1/10 P							
Berne Bruxelles	1/7 N	ASIE-OCÉANIE						
Bucarest	8/11 N	Bangkok	24/34 S 12/17 S					
Bucarest	-3/2 C	Beyrouth	12/1/5					







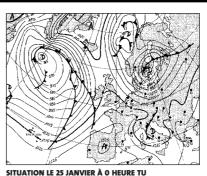
Grand beau temps chez mamie.

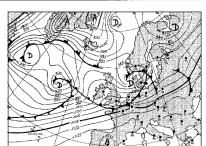
Paris/Toulon : 69 € ttc aller simple

Tarifs Famille soumis à conditions.

Dimanche 27 janvier : la journée sera maussade sur une grande moitié nord du pays avec un ciel couvert et

pluvieux.
Les pluies seront
particulièrement
soutenues sur le
quart nord-est. Les
régions les plus
méridionales
bénéficieront de
belles périodes de





AIR FRANCE

PRÉVISIONS POUR LE 27 JANVIER À 0 HEURE TU

Les lessives redécouvrent le blanc



TENDANCES

Tous les vendredis datés samedi, l'air du temps

VOUS LE CROIREZ si vous voulez, mais Procter & Gamble a « inventé une nouvelle couleur : le blanc Ariel ». Pour sa part, Lever nous offre le « blanc lunaire », avec Coral White Velvet pour textiles délicats. La blancheur éclatante effectue son retour dans le répertoire lessivier, et cela ne nous rajeunit pas.

Pour son lancement, Bonux proposait déjà en 1958 la « performance blancheur »... Pour ceux qui auraient manqué les épisodes précédents, rappelons qu'après avoir entonné l'antienne du « plus blanc que blanc » sous des formes diverses et variées, les marques avaient, ces dernières années, découvert des problématiques qu'elles jugeaient elles-mêmes plus confor-

mes à la modernité. Elles nous parlaient de propreté irréprochable, mais aussi de dosettes liquides, de tablettes en forme de bonbons, de « nouvelles émotions » (le parfum du produit, la fraîcheur des textiles) ou de besoins émergents, comme la lutte sans merci contre les bouloches.

-2/6 N

-1/7 P

3/9 N

12/-9 N

8/11 N

-4/3 N Pékin

7/11 P

7/12 N

4/9 P Dubaï.

4/9 C Hanoï.

Hongkong.

New Delhi

Singapour

Sydney

Jérusale

17/27 S

26/27 F

14/25 S

13/15 P

14/20 C

2/15 9

12/21 S

-5/4 S

1/5 C

25/29 P

20/24 \$

Budapest...

Dublin

Francfort

Genève

Istanbul

Kiev.....

Liverpool

Londres...

Copenhague

Sans revenir au temps des scientifiques en blouse (blanche, bien sûr) vantant doctement les effets anti-redéposition de telle lessive ou aux homériques défis entre ménagères autour de la machine à laver sur le thème du « qui lave plus blanc ? », industriels et publicitaires redécouvrent que le blanc est encore le meilleur moyen de vanter l'efficacité d'une lessive.

Le cas d'Ariel, lessive leader en France, est révélateur de cette volonté de repositionnement. Début 2000, le lancement de la nouvelle formule cherchait à mettre l'accent sur le « bénéfice émotionnel ». Autant que les perfor-

mances intrinsèques du produit, il s'agissait de le rapprocher affectivement du consommateur. La campagne de publicité mettait en scène un père nouvellement divorcé ou une famille venant d'adopter un enfant. Les résultats furent, paraît-il, excellents aux Etats-Unis. mais plutôt mauvais en Europe. Pas de quoi arranger les affaires du groupe Procter & Gamble, alors en conflit avec une partie de la grande distribution. Les parts de marché ont fondu. En France, Ariel représentait 20,4 % des ventes fin 2001 contre 22,8 % fin 1998.

PRÉVISIONS POUR LE 27 JANVIER

RETOUR AUX SOURCES

Lancée depuis quelques semaines, la formule 2002 entame un retour aux sources. Elle s'appuie comme il se doit sur une technologie inédite qui « limite le grisaillement des vêtements et offre un blanc si éclatant qu'il flashe », mais le discours, plus direct, vante la « performance absolue anti-gri-

saille et anti-taches », un point c'est tout. Le premier message publicitaire montre un automobiliste qui, pensant avoir été «flashé » en rase campagne par un radar, réalise qu'il a en réalité été trompé par les reflets étincelants d'une chemisette fraîchement lavée avec Ariel...

Lessive spécialisée dans les textiles délicats, Coral avait créé une petite sensation l'an dernier en lançant Black Velvet, spécialement destiné aux vêtements de couleur noire ou très foncée. Une idée originale. Lancé à partir du mois de mars, White Velvet vise un public beaucoup plus large et promet un « blanc lunaire ».

Chez Coral, on est convaincu que la mode, après avoir célébré le noir en 2001, ne jurera plus que par le blanc en 2002 et que la transparence s'impose, y compris sociologiquement, comme une valeur montante. « Attention, on ne parle plus du même blanc qu'autrefois,

prévient Henri Monty, responsable marketing de la marque Coral. L'époque n'est plus aux enzymes gloutons, mais à l'efficacité sans agressivité pour le linge. Le besoin grandissant de sécurité et les effets des crises alimentaires comme les conséquences des attentats aux Etats-Unis font surgir un besoin de transparence, une envie de lumière. » Bref, le retour du blanc serait une sorte de phénomène de compensation.

DISCOURS PRIMAIRE

En privilégiant de nouveau cet argument, les marques adoptent un discours plus primaire, centré sur l'efficacité, sans doute plus proche des réalités du terrain que les grandes envolées à prétention sociétale. D'après les enquêtes menées auprès des consommateurs (ou, pour être plus exact, auprès des consommatrices, puisque celles-ci représentent 90 % des achats), il apparaît que les motifs

d'insatisfaction portent avant tout sur la propreté, c'est-à-dire, tout simplement, sur la capacité à faire disparaître les taches.

Symboliquement, le discours sur le blanc se présente dès lors comme le moyen le plus évident de suggérer un résultat crédible. D'autres industriels sont moins catégoriques. Ainsi, le groupe Henkel (Le Chat, Super-Croix, X-Tra) préfère « rester généraliste ». « Les opérations de lavage ne concernant que des textiles blancs ne représentent que 26 % du total. Une lessive doit savoir s'adapter à tout », estime Amélie Vidal-Simi, directrice du marketing.

Au fond, tout cela aboutit à remettre la lessive à sa place. Qu'elle soit en poudre, en doses liquides ou même en croquettes pour lavelinge, on lui demande de nettoyer efficacement les produits textiles. Pas de sublimer la réalité.

Jean-Michel Normand

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 02 - 023

Retrouvez nos grilles sur www. lemonde.fr

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 II III IV V VI VII IX X

HORIZONTALEMENT

I. D'un geste, il met tout le monde au courant. - II. Première dame de compagnie. Plutôt vache pour un mauvais cheval. - III. Arrose l'Algérie et le Maroc. Prennent facilement la tête et sont de la revue. - IV. Approchas le modèle. Apprécié des vaches et des chevaux. - V. C'est en écrasant qu'il est devenu célèbre. Les patrons ont fait une sale bobine quand ils se sont révoltés. - VI.

Ramasse tout. Unité iranienne. Met en place. - VII. Choisira le bon temps. - VIII. Tronc ou somme à payer. Se lancer dans l'aventure. Préposition. - IX. Garantit la conservation. Bien mal accueillir. C'est gagné une fois atteint. - X. Répond spontanément. Comme des gendarmes.

VERTICALEMENT

1. De toute façon il apporte des renseignements, à vous ou à la

police. - 2. A respecter dans l'ensemble. Ernesto et maintenant Jean-Pierre. - 3. Passais le temps. Donna la mesure. - 4. Pronom. Permet de voir bien plus loin. - 5. Ses fleurs bleues parfument la Provence. Sorties de l'hiver. - 6. Sont ouvertes à tout le monde. Toujours en plus. - 7. Coupure dans la chaîne. - 8. Passage vers les grandes écoles. Grossit la Garonne. - 9. Prépare les déplacements artistiques. - 10. Resté à l'écart. Descendu. - 11. Qui ne pourra plus servir. Souvent à l'épreuve dans le noir. - 12. Qui ne sont pas près de lâcher.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 02 - 022 Horizontalement

I. Traits d'union. - II. Rentier. Arte. - III. Algèbre. Tees. - IV. Duo. Ersatz. - V. Ivresse. VO. - VI. Casée. Es. Air. - VII. Test. Bridge. - VIII. Ira. EO. Duels. - IX. Œnologue. La. - X. Netsuke. Stem.

Verticalement

1. Traduction. - 2. Relu. Aérée. - 3. Angoissant. - 4. Ite. Vêt. OS. - 5. Tibère. Elu. - 6. Serre. Book. - 7. Dresser. Ge. - 8. Assidu. - 9. Natte. Dues. - 10. Irez. Age. - 11. Oté. Vielle. - 12. Nestor. Sam.

PHILATÉLIE

Pierre Béquet à la Biennale philatélique

LA 3^e BIENNALE philatélique est le premier rendez-vous important de l'année pour les collectionneurs. Elle se déroule du 8 au 10 février. sur 3 500 mètres carrés, à l'Espace Champerret à Paris. Elle réunit une cinquantaine de négociants français et la presse spécialisée. La Poste en profitera pour mettre en vente anticipée un timbre de la série artistique à 1,02 euro consacré à Gustave Klimt (1862-1918), intitulé Le Baiser, et deux feuillets, vendus 3,88 et 5 euros, présentant les nouveaux timbres Marianne d'usage courant en euros (parus initialement à l'unité le 1er janvier), en vente générale le lundi 11 février.

Côté exposition, l'invité d'honneur de cette Biennale, Pierre Béquet, présentera ses timbres, des ex-libris, des estampes originales personnelles et des cuivres gravés – et découpés, sa spécialité, ce qui lui permet d'obtenir des gaufrages très purs – sur le thème du temps (dont sa dernière œuvre inspirée par *Le Cimetière marin*, de Paul Valéry), ainsi qu'une vidéo-rétrospective de sa carrière, marquée par les influences de Versailles et de la Provence.

Pierre Béquet a dessiné et gravé près de huit cents timbres en quarante ans de carrière. Né le 27 octo-



bre 1932 à Versailles, où il demeure aujourd'hui, il obtint un premier Second Grand Prix de Rome de gravure en taille-douce en 1960 et signa ses premiers timbres, pour le Congo l'année suivante et pour la France en 1965. Son activité philatélique s'est ralentie ces dernières années, au rythme des quelques vignettes qu'il réalise pour les Terres australes et antarctiques françaises chaque année, tandis que son dernier timbre pour la France remonte à 1997 (3 francs *Patrimoine guyanais*).

Pierre Béquet sera présent tous les après-midi de la Biennale pour dédicacer ses œuvres.

Pierre Jullien

★ 3° Biennale philatélique de Paris, du 8 au 10 février, Espace Champerret, 75017 Paris (M° Porte-de-Champerret). Entrée gratuite.

EN FILIGRANE

■ À LIRE. La livraison de janvier des *Documents philatéliques*, la revue trimestrielle érudite de l'Académie de philatélie, propose un article bien illustré sur le « courrier non philatélique et commercial transporté par dirigeable allemand », c'est-à-dire par les célèbres Zeppelin, de 1924 à 1939 (vente au numéro auprès

de Guy Prugnon, 34, avenue Pasteur, 92400 Courbevoie).

■ VENTE. Il faut compter 3 100 euros pour une feuille non dentelée de cent exemplaires du 25 c Coq de Decaris, coin daté du 13 mars 1962, dans la vente à prix nets Pierre Drijard (Paris, tél.: 01-48-01-04-12). L'épreuve de luxe du Pont du Gard est à 579 euros.

avoi avoi?!. te pis juste ave

« La Valse des alliances », de Will Eisner (éd. Delcourt).

JE NE SUIS PAS SON PÈRE!

CULTURE

BANDE DESSINÉE

CA VA

LE SUJET A AUSSI PROVOQUÉ DE LONGUES DISCUSSIONS HOULEUSES ENTRE ELLE ET MOI

Le 29^e Festival international de la BD attend plus de 200 000 visiteurs en quatre jours. A ce succès public s'ajoutent le dynamisme du secteur éditorial et l'importance croissante des produits dérivés

Angoulême

planche sur l'avenir de ses bulles

verture blanche, avec preuves - drogues, douilles, stylo - incriminant un serial killer. Ce coffret recèle aussi une histoire inédite de Soda, héros de BD, clergyman officiant à Saint-Patrick, à New York, également enquêteur de police. Les 450 exemplaires de ce coffret, à 110 euros l'unité, trouveront sans problème des amateurs.

L'inflation de coffrets et de tirages de têtes consacrés aux héros de bandes dessinées - ceux de Manara, Paul Gillon, Jodorowsky, Trillo... - indique à quel point la BD, affaire d'auteurs et de lecteurs, est aussi un enjeu commercial et populaire. En témoignent la bonne santé de ce secteur éditorial (« Le Monde des livres » du 25 janvier), l'importance croissante des stands de produits dérivés et des bureaux dédiés aux cessions de droits internationaux, mais aussi le nombre de visiteurs attendus au 29e Festival international de la BD d'Angoulême, jusqu'au 27 janvier.

Selon Jean-Marc Thévenet, directeur du Festival, Angoulême aurait accueilli 200 000 visiteurs en 2000, dans les différents lieux de la ville dévolus à la BD, que ce soit sous les bulles, où le public chasse les dédicaces des 600 auteurs attendus

C'EST un coffret à l'élégante cou-erture blanche, avec preuves sion!), au Centre national de la bande dessinée et de l'image (CNB-DI), au théâtre, etc.

La cuvée 2001 devrait être meilleure encore. Le public a le choix entre une vingtaine de manifestations. A tout seigneur tout honneur: une exposition baptisée « Martin Veyron, faiseur d'histoires » est consacrée au président de ce Festival, qui avec son jury - Anna Gavalda, Jackie Berroyer, William Klein, Alain Schifres, Alain Jaubert et Francis Giraud – a choisi les différents prix, les Alph'arts. Son successeur doit être désigné samedi 26 janvier. On y voit des planches des BD de la première aventure de son héros, Bernard Lermite, jusqu'aux dessins de son dernier album, (Sic), publié chez Albin Michel, ses croquis de presse parus dans L'Observateur, L'Evénement du jeudi, etc.

Autres expositions majeures, celle réservée à Jean-Marc Rochette, auteur d'Edmond le cochon, Napoléon et Bonaparte (éd. Casterman), ou celle sur les planches originales de Peter Pan, de Régis Loisel. Une autre consacrée à la BD américaine, sous le titre « Comics : génération indépendant », présente une vingtaine de dessinateurs et

scénaristes comme Alan Moore, Jeff Smith, Howard Cruse, Dylan Horrocks... Ils symbolisent le renouveau de la bande dessinée américaine, revivifiée par ses auteurs après l'effondrement de ce genre outre-Atlantique, dû à la raréfaction des réseaux de distribution de presse. Parallèlement, une autre exposition, intitulée « Maîtres de la BD américaine» accueillera l'un de ses plus brillants représentants, Will Eisner. A 84 ans, le créateur du Spirit sera l'invité d'honneur du festival, qu'il présida en 1975.



Parmi les autres expositions vedettes figurent « Autour du voyage », « Sport et bande dessinée », « Carlos Nine » ou encore « Traits contemporains », organisée par les Centres E. Leclerc - partenaire du festival, avec la Caisse d'épargne, Gaz de France, Coca-Cola et la mutuelle Smatis. Enfin, un autre espace accueille les fanzines tandis que l'association Underboom présente des spectacles de rue, des concerts et des performances.

Comme il n'est pas de Festival d'Angoulême sans polémiques, il y est question des dernières discussions entre l'association qui dirige le Festival, présidée par Yves Poi-

not, et l'Académie des Grands Prix, réunion de tous les auteurs de BD ayant présidé Angoulême depuis sa création en 1973.

La première, soucieuse de couronner un auteur grand public, aurait voulu remettre elle-même le Grand Prix de la trentième édition du festival, en 2003. Mais la levée de boucliers du côté des auteurs lui

rente a été déclaré impropre, ou le développement du pôle images fixes et animées d'Angoulême, Magelis, voire les relations politiques et financières entre la mairie et le festival. Sans oublier, surtout, la concurrence du futur Salon Paris BD, confié à Bertrand Morisset, ancien patron du Salon du livre et de la FIAC, qui ouvrira ses portes

Haltères et phylactères

Nombreux sont les personnages de BD à avoir côtoyé, le temps d'un album ou d'une série, l'univers du sport. Astérix a participé aux Jeux olympiques de l'Antiquité, les Pieds Nickelés ont multiplié les coups tordus dans le Tour de France, Superman a affronté Mohammed Ali et Fantasio a rivalisé d'adresse automobile avec Fangio. Même Gaston Lagaffe, pourtant allergique à l'effort, s'est essayé au football, au rugby, au cyclisme, au basketball et à la course à pied. L'exposition « Sport et BD », réalisée avec le journal L'Equipe et le Musée olympique de Lausanne, évoque les relations entre ces deux manifestations d'expression populaire, en dix thèmes et 80 planches originales. Ce voyage entre haltères et phylactères rend particulièrement hommage à trois maîtres du genre : Jean Graton, père du coureur automobile Michel Vaillant, Raymond Reding, créateur du footballeur Eric Castel, et René Pellos, inoubliable dessinateur du Tour de France.

Exposition « Sport et BD », du 24 au 27 janvier, place Saint-Martial, Angoulême.

a fait faire machine arrière. Plusieurs autres sujets alimentent les cénacles de la capitale du neuvième art, comme l'avenir de la fusée Tintin, reportée sine die après que le terrain en bord de Cha-

du 1er au 5 juin, sous les auspices du Cosep (Salons du meuble de Paris, Salles de bains d'aujourd'hui, Funéraire, etc.) « Entre Angoulême et Paris, les éditeurs auront vite choisi », confie avec une

pointe d'anxiété un responsable du Festival d'Angoulême. La ministre de la culture et de la communication, Catherine Tasca, interpellée par la tribune libre publiée dans Le Monde du 15 janvier par le directeur du Festival, Jean-Marc Thevenet, s'est rendue sous les bulles dans la soirée du jeudi 24 janvier, juste avant la remise traditionnelle des Alph'arts. Elle a octroyé au Festival d'Angoulême une subvention de 22 867 euros (150 000 F). Pas de quoi aider à peaufiner des projets culturels autour de la BD à Angoulême, à la veille de son trentième anniversaire.

Festival de la BD d'Angoulême. Réservation billetterie: 08-20-07-20-20 (numéro indigo). Passeport un jour adulte: 9,15 €; trois jours adulte: 18,25 €; un jour 7/18 ans: 4,55 €. Enfants de moins de 7 ans : gratuit. Forfait trois jours pour groupes de plus de vingt personnes : réservation par téléphone au 08-20-85-58-48 (numéro indigo) : gratuit pour les moins de 7 ans ; 4,57 € par personne pour les 7-18 ans ; 7,62 € par personne pour les adultes.



« Max et Nina: pour le meilleur et pour le pire », de Dodo et Ben Radis (Albin Michel, 64 p., 12,50 €).

Martin Veyron, président du 29^e Festival d'Angoulême

« Seuls les auteurs parlant de notre époque m'intéressent »

Que signifie pour vous la présidence du 29e Festival d'Angoulê-

Le ton à mon égard a changé, il y a une certaine déférence. On croit d'abord que c'est de l'ironie, mais non. Personnellement, c'est très agréable. Quant aux médias, j'en ai l'habitude comme les autres auteurs de BD. C'est la consécration puis l'oubli immédiat. Ce qui me frappe, c'est cette question qui revient toujours: « Pourquoi dessinez-vous des bourgeois? » C'est peut-être dû en partie à ma série Bernard Lermite, que j'ai arrêtée: faire vivre quelqu'un qui ne fiche rien quand il y a autant de chômeurs, cela me paraissait indécent. J'ai plutôt l'impression de décrire ce que je connais, les classes moyennes. Mais dès qu'on met une cravate à un personnage, les gens croient que c'est un bourgeois, alors que les codes ont changé.

Concrètement, j'ai modifié le système des Alph'arts. Avec la direction du festival, j'ai fait supprimer les prix « humour » et « étranger », catégories qui étiquetaient des auteurs en particulier et créaient des ghettos dans le ghetto et qui me semblaient obsolètes. Je les ai remplacés par deux Alph'arts « dessin » et « dialogues ».

Vous pensez que le monde de

la BD reste un ghetto?

Majoritairement, la BD n'a pas évolué. Pourquoi relirait-on à l'infini les albums de notre enfance? C'est de la nostagie, et cela donne des boutiques avec des affiches colorées et des statuettes pour fétichistes. Les auteurs qui m'intéressent sont ceux qui parlent de notre époque, de ce qui est contemporain. Comme Crumb, Forest, Pétillon ou Vuillemin puis la nouvelle génération des Tronheim, Sfarr, de Crécy et de L'Association, tous ceux et celles qui font des BD qu'on peut offrir à un ami sans passer pour un attardé.

Le dessin de presse vous tente toujours?

J'aimerais travailler régulièrement pour un titre. J'ai été viré d'Infomatin, je n'ai pas tenu deux semaines à Elle. Ce doit être mon côté iconoclaste. La presse a peur du dessin de presse, elle préfère l'illustration. Actuellement, Le Nouvel Observateur me demande. On me dit: « C'est un dossier pour toi, tu



« J'ai remplacé les Alpha'art "humour" et "étranger" par "dessin" et "dialogues" » MARTIN VEYRON

dessines bien les cadres. » On est peu à dessiner l'entreprise comme elle est: bureaux, baies vitrées, ordinateurs. Certains dessinent encore les patrons avec un cigare et un haut-de-forme...

Ce qui vous intéresse, c'est plutôt les relations hommes-fem-

Les Alph'arts remis par le jury

- Meilleur album de l'année : Isaac le pirate, de Christophe Blain
- Meilleur dessin : Le Cri du peuple, de Jacques Tardi, sur un scénario de Jean Vautrin (Casterman).
- Meilleur scénario : Persepolis 2, de Marjane Satrapi (L'Association).
- Meilleur dialogue : Terrain vague,
- de Kaz (Cornélius).
- Meilleur premier album : Le Val des ânes, de Matthieu Blanchin (Ego
- Mention spéciale scénario : Rural, d'Etienne Davodeau (Delcourt).
- Prix Association des critiques de BD : Un monde de différence, de Howard Cruse (Vertige graphic).

C'est vrai, l'aspect « on peut arriver à s'entendre », au-delà de la séduction. D'ailleurs, Angoulême, ie me lance dans un portrait de femme contemporaine à travers quelques personnages. Le féminisme n'a pas profité à toutes.

Seriez-vous désenchanté?

Je me dis toujours: « N'oublie pas d'être drôle... » Il y a un côté désenchanté dans les chroniques que je fais, mais, quand je vois ce que je vois, il n'y a pas de quoi rire. Le pognon devenu maître du monde, le pillage de la planète et du tiers-monde, la mondialisation, cela m'anéantit. Ceux qui veulent avoir toujours plus de blé ou le thésaurisent, cela me désole. Quant à ceux qui ont des actions, cela forme des générations de rentiers. Ça me dégoûte.

Vous voyagez beaucoup?

Jamais. Je suis un compagnon de voyage anxieux. Touriste, ce n'est pas moi. Je sais que c'est pareil ailleurs, il n'y a que le décor qui change, et je ne vois pas l'intérêt de « faire » le Vietnam ou le Laos. Je voyage dans les livres (Philip Roth, Martin Amis, Jorn Riel, Sollers, Montaigne) et en allant au cinéma : j'adore les films qui se passent ailleurs.

> Propos recueillis par Yves-Marie Labé



MUSIQUE • Quelque 85 000 personnes sont attendues, du 25 au 27 janvier, à la huitième Folle Journée, consacrée aux géants du classicisme viennois

Mozart et Haydn font la noce à Nantes

CHAOUE ANNÉE depuis 1995. le dernier week-end de janvier voit affluer à Nantes un flot de mélomanes venus de la France entière. Ils ont trois jours pour s'égailler dans les dix salles où se dérouleront les 167 concerts et 27 conférences consacrés cette année à Haydn et à Mozart. Comme à l'accoutumée, les purs et durs ont fait le pied de grue dans le froid dès l'ouverture de la billetterie, le 5 janvier, raflant en quelques heures un butin de 45 000 billets. A la fin de la semaine, 80 000 places s'étaient volatilisées. Que les retardataires ou les indécis se rassurent : on a gardé pour eux quelque 4 000 billets qui seront à vendre sur place durant toute la manifestation.

De l'auditorium Esterhazy à la sal-le Da Ponte, du salon Hummel à la grande halle Joseph-II, une cohorte de quelque mille musiciens défendra les couleurs des deux géants du classicisme viennois. De Haydn (1732-1809), on entendra une bonne partie de la musique vocale, et, si seulement quinze parmi les cent quatre symphonies sont jouées, il faudra compter avec pléthore de musique de chambre et plusieurs œuvres religieuses majeures, comme la Paukenmesse (avec l'Orchestre national de France et Charles Dutoit), l'oratorio La Création (par Marcus Creed, le RIAS Kammerchor et l'Akademie für Alte Musik Berlin) ou Les Sept Dernières Paroles du Christ en croix, avec Laurence Equilbey et le Chœur de chambre Accentus. « C'est presque une première mondiale », affirme le directeur artistique René Martin. «Jamais jusqu'alors Haydn n'avait été programmé avec une telle concentration d'œuvres dans un même lieu en un laps de temps si court. »

Quant à Mozart (1756-1791), pionnier et initiateur du concept « Folle Journée » en 1995, malheureusement privé d'opéras, il aura à son actif, outre nombre de sonates pour piano, divertimenti et quatuors (dont les six fameux dédiés à Haydn), treize de ses vingt-sept concertos pour piano (les nºs 11, 21 et 22 par Christian Zacharias et le Netherlands Chamber Orchestra), et, bien sûr, le Requiem qui sera joué cinq fois par trois formations différentes... Arrêtons là cette lista par trop

« dongiovannesque ». A ceux qui s'étonnent que, après le vaste et séduisant déploiement de musique russe en 2001, le choix éditorial se soit à nouveau concentré sur des figures de compositeurs, René Martin rétorque : « Il n'y a rien que je déteste comme la duplication des formules. Après la Folle Journée d'Ivan Ilitch, j'avais envie de recentrer mon champ d'investigation. J'ai choisi Haydn et Mozart non parce que je craignais que Haydn seul ne suffise pas (encore qu'il ait besoin d'être connu davantage), mais parce que j'avais envie de montrer toute la richesse de cette seconde moitié du XVIII^e siècle passant de l'esprit galant à la gravité des Lumières. »

Après Nantes, le concept de la Folle *Journée se délocalisera* les 2 et 3 mars à Bilbao et à Lisbonne du 3 au 5 mai

Si l'interface Haydn/Mozart peut sembler une affaire de spécialistes avec la tentation de passer au crible les ADN musicaux des deux génies consanguins -, il ne s'agit pas de transformer la Folle Journée en enquête médico-légale, mais plutôt d'accompagner un désir de connaissances et d'échanges. « J'ai souvent remarqué que le public, après la relative solitude de l'écoute du concert, avait besoin de contacts et de paroles. C'est pourquoi j'ai encore multiplié conférences et tribunes de critiques. »

Pour les individualistes patentés, stands de livres et de disques sont également au rendez-vous: en 2001, ce sont presque 3 000 livres et plus de 20 000 CD qui ont été vendus en un week-end. Cette année, les tout récents enregistrements de Haydn parus chez Harmonia Mundi (trios avec piano par le Trio Wanderer; sonates pour piano par le haydnien Alain Planès; quatuors à cordes avec les Prazak), la compilation des « splendeurs » de Havdn et de Mozart en six CD chez BMG, les coffrets Mozart stickés « Folle Journée » chez EMI (concertos pour violon par Augustin Dumay; intégrale

des concertos pour piano de Christian Zacharias; musiques religieuses par Peter Neumann) devraient s'arracher comme des petits pains.

Depuis huit ans, René Martin n'a cessé de peaufiner sa Folle Journée et d'en assouplir les contours. Il a eu à cœur de bichonner un public qui le lui rend au centuple. C'est pourquoi, il s'étonne, non sans amertume, de la frilosité de l'Etat : sur un budget global de 2,13 millions d'euros, la ville de Nantes verse 869 000 euros, la région 61 000 euros et le conseil général 22 800 euros. Le ministère de la culture fait office de lanterne avec seulement rouge 18 300 euros. « J'avoue que j'ai du mal à comprendre cet hiatus entre des discours officiels qui abondent dans le sens ce que je fais - une vraie manifestation populaire avec une véritable exigence artistique - et le peu de moyens mis en relation. Nous avons quand même eu 90 000 personnes à Nantes l'année dernière! J'aimerais bien qu'il y ait un minimum de reconnaissance. Heureusement, nous avons des sponsors engagés, comme la Fondation BNP Paribas qui vient d'augmenter sa participation de plus de 40 % (76 250 euros). »

Fort de son succès public et d'une reconnaissance professionnelle internationale, René Martin aurait pu se contenter de multiplier les Folles Journées en France et à l'étranger : pour la troisième année consécutive, le concept se délocalisera du 3 au 5 mai à Lisbonne, après avoir pour la première fois gagné Bilbao les 2 et 3 mars. Mais si notre Lagardère de la musique classique sait qu'un certain public est bien venu à lui, il sait aussi que le combat n'est pas fini et qu'il y a encore des lieux dont il faut aller à la rencontre.

C'est ainsi que la Folle Journée organise, hors programmation, des concerts dans des quartiers dits sensibles (la pianiste Brigitte Engerer ira jouer dans une église de Bellevue) et jusque dans les prisons de Nantes. Devant 400 détenus purgeant une peine d'une durée moyenne de dix ans, la pianiste Anne Queffélec, l'altiste Gérard Caussé et le clarinettiste Florent Héau interpréteront dimanche à midi le fameux Trio des quilles (!) de Mozart - sans conteste un vrai moment d'évasion.

• Chœurs : Chœur de chambre

Accentus, Chœur de Bilbao

Marie-Aude Roux

L'art contemporain dans le déglingué chic des bords de Seine

ARTS • Portes ouvertes au Palais de Tokyo, investi par des artistes

dont certains sont montrés pour la première fois à Paris

AVEC SES PLÂTRES lacérés, ses murs de brique et ses tuyaux à nu, le nouveau Site de création contemporaine, inauguré lundi 21 janvier (Le Monde daté 20-21 janvier), s'est paré symboliquement d'une architecture inachevée, celle d'un décor de chantier. La culture émergente ne saurait sans doute plus aujourd'hui qu'émerger d'un squat, ou d'une friche, fût-elle entretenue artificiellement en plein 16e arrondissement, plus précisement dans un palais, le Palais de Tokyo, bâti en 1937 pour y loger le premier Musée national d'art moderne.

Friche, squat ou relent de l'un et de l'autre, le fragment de palais relooké est en contraste absolu avec son voisin symétrique, le Musée d'art moderne de la Ville de Paris, dont les aménagements, sans chiqué, vont toujours dans le sens d'une restitution des espaces d'origine. On peut trouver qu'il est beaucoup moins subtilement aménagé que le Lieu unique, à Nantes (par Patrick Bouchain), il est vrai dans une vraie usine désaffectée. Et trouver encore excessivement chic cette architecture « dé-finie » qui s'offre comme les vêtements sans ourlets et les jeans troués dans les boutiques de luxe. Reste que, tout dénaturé qu'il soit, le Palais de Tokyo ne l'est pas aussi dramatiquement que si, comme on y songeait jusqu'en 1999, on y avait fait le noir pour y montrer du cinéma.

L'espace est ouvert : verrière, passerelles... Le Site de création contemporaine est un lieu de nantis. Il n'empêche qu'il manquait à Paris depuis longtemps (si longtemps que pour un peu il serait démodé dès sa naissance?), la capitale ayant peu d'espaces publics en prise avec l'art très contemporain. Branché, donc « relationnel », il se devait d'être convivial: d'où ces aires de repos aménagées par les artistes, par exemple le sol fleuri de Michael Lin, décoratif à souhait et qui se remarque.

On ne repère pas autant toutes les œuvres exposées. Il en est qui se fondent dans l'architecture. On peut ne pas voir, ce n'est pas si grave, les objets mous de Loris Cecchini: extincteur, prises électriques, une resucée de Claes Oldenburg mâtiné de Dali. Une néo-esthétique pauvre, du déchet et de la récupération, traverse l'exposition. On le



constate avec la corbeille à papier géante de Wang Du, qui la remplit de journaux et y mêle des moniteurs diffusant le programme d'Euronews du coup assimilé à de l'info-poubelle. Il est de ceux, fort peu nombreux, dont le travail comporte une dose correcte de sociopolitique; la prison démolie de Michael Elmgreen et Ingar Dragset (« Demmolished prison powerless structure ») aussi, mais le geste perd de son impact dans l'espace déconstruit.

PRODUCTION COURANTE

Parmi les trente et quelques artistes présents sous la verrière du palais, il y a deux Thailandais. On ne peut les manquer: Navin Rawanchaikul, auteur d'une grande fresque narrative, ironise sur la situation de l'art et ses rapports avec l'institution et la société à travers l'histoire d'un commissaire d'exposition et d'un vieux critique; l'autre artiste est moins envahissant, mais très présent par ses couleurs pétantes, et très relationnel quoique éminemment plastique, au sens littéral du mot aussi. Surasi Kusolwong, spécialiste des étalages d'objets populaires made in Thailand, les range avec amour en faisant surgir la poésie des gadgets qui s'empilent sur les marchés du tiers-monde.

Beat Streuli, égal à lui même, a placé ses portraits photographiques de passants anonymes sur les fenêtres de l'avenue du Président-Wilson (Le Monde du 22 janvier), Melik Ohanian propose des images d'îles désertes à vous donner l'envie de

décoller du quotidien, avec, en guise de piste, des lumières clignotantes formant le dessin d'une fleur. Naomi Fischer, de Miami, qui se met en scène les fesses nues sur le sol de la forêt tropicale ou une branche d'arbre dans la culotte, ne nous éloigne guère de l'exhibitionnisme pratiqué par pas mal d'artistes femmes..

L'ensemble n'est pourtant pas aussi surprenant qu'on pourrait le souhaiter. Nos commissaires, Nicolas Bourriaud et Jérôme Sans, ont à l'évidence navigué de biennale en biennale, de Sydney à Istanbul. Ils répercutent la création courante dans le monde, à plus grande échelle qu'habituellement à Paris. Soit. L'existence d'un grand site spécifique pour l'art contemporain est justifiée. Son lieu, moins. Que n'a-t-on su attraper quand il le fallait un de ces entrepôts splendides aux limites de Paris, dans le 13e arrondissement ou ailleurs, pour le créer, parmi d'autres « Plateaux ». On en voudrait plus d'un, léger et bien implanté dans son quartier, comme celui du XIX^e, Le Plateau, qui ne soit pas obligé de fermer alors qu'à peine ouvert, ni d'avoir une programmation en pointillé,

Geneviève Breerette

PALAIS DE TOKYO, Site de création contemporaine, 13, avenue du Président-Wilson, Paris-16°. Tél.: 01-47-23-38-86. M° léna ou Alma-Marceau. Du mardi au dimanche, de 12 heures à minuit.

ARTS • Une autre avant-garde au Musée d'Art moderne de Paris

L'« Urgent Painting » avec précipitation

Ville de Paris a de bons réflexes, précis et rapides - plus précis que ceux de son homologue national, lourde et hésitante machine. Urgent Painting, qui vient d'ouvrir, est la dernière preuve de cette promptitude.

Depuis quelque temps, la peinture n'est plus la proscrite de l'art contemporain qu'elle a été pendant longtemps « à cause de l'apparente prédominance des installations et des nouveaux médias », comme l'observent Laurence Bossé et Hans-Ulrich Obrist, commissaires de l'exposition. Donc, le musée s'ouvre à trente-deux peintres nés dans les années 1960 et 1970. Elles et ils viennent d'Amérique du Sud et du Nord, d'Europe centrale et orientale, et, plus rarement, d'Afrique ou d'Europe occidentale. Pour les choisir, le musée a fait appel à dix-huit « passeurs » - artistes, critiques, conservateurs - de différents pays qui ont conseillé chacun quelques noms.

La liste retenue est hétérogène. Elle ne pouvait pas ne pas l'être, étant donné la diversité des situations et des histoires auxquelles elle fait allusion, zappant d'un artiste à l'autre. On se croirait dans une foire, à Bâle par exemple. Aussi eston tenté de raisonner dans les termes du marché : dernières modes, géographie des échanges. Il y a les puissances qui ont nettement perdu de leur poids : la Chine du néo-pop satirique, très en faveur lors des en 1999 et 2000, a disparu; les Etats-Unis ne maintiennent leur rang que parce qu'ils accueillent des artistes venus du Pakistan (Shahzia Sikander), d'Ethiopie (Julie Mehretu) ou de Grande-Bretagne (Liam Gillick).

Il y a les notoriétés peut-être montantes: la Russie de Dubossarsky, Vinogradov ou Tzagolov, qui font du Aillaud trente ans trop tard, et la Pologne d'Adach et Sasnal, au réalisme appuyé. Grâce au Vénézuélien Arturo Herrera ou à la Brésilienne Beatriz Milhazes, l'Amérique latine a sa place, d'autant plus visible que ces deux artistes travaillent sur les murs, dans des formats monumentaux et des chromatismes très vifs.

L'EUROPE OCCIDENTALE OUBLIÉE

De tendance artistique là-dedans, pas trace : le figuratif néo-naïf Verne Dawson et le maniérisme abstrait de Sarah Morris, la géométrie émiettée de Nathan Carter et le nuagisme fluo de Katharina Grosse. Les uns travaillent sur toile, d'autres aspirent à l'immensité et partent à l'assaut de l'architecture.

Toutes les références peuvent servir, toutes les techniques, toutes les tonalités, y compris les plus usées. Les plaisanteries péniblement laborieuses des Russes, de Laura Owens ou du tandem Gertsch/Séchas ne tirent même plus un sourire. Il y a bien plus de risque et d'invention dans la construction de peintures murales ou flottantes de Shahzia

IF MIJSÉE d'art moderne de la Biennales de Venise et de Lyon Sikander qui se souvient autant des muralistes mexicains que des miniaturistes persans et projette ses réactions à l'antagonisme indo-pakistanais; bien plus de vigueur et d'engagement dans le travail de Federico Herrero, venu du Costa-Rica; bien plus d'audace sacrilège dans les toiles lacérées au cutter et le mur attaqué à la hache par Stéphane Pencréac'h, si mal présenté soit-il, dans un recoin. Or ce recoin est symptomatique du déséquilibre qui affaiblit l'exposition : l'Europe occidentale y est, ici, réduite à presque rien.

L'Allemagne, la Belgique, la Grande-Bretagne, la France sont-elles si pauvres en peintres de qualité? Sûrement pas. Si la peinture ressurgit aujourd'hui, elle le doit d'abord à ce qui s'est fait à Berlin, à Londres et à Paris depuis plus d'une décennie. N'en rien dire, se contenter d'un instantané flou, revient à méconnaître un épisode essentiel de l'histoire récente. La vitesse de réaction n'est vertu que si elle ne tourne ni à la confusion ni à l'amnésie.

Philippe Dagen

URGENT PAINTING.

MUSÉE D'ART MODERNE DE LA VILLE DE PARIS, 11, avenue du Président-Wilson, Paris-16°. M° Alma-Marceau. Tél.: 01-53-67-40-00. Du mardi au vendredi de 10 heures à 17 h 30. samedi et dimanche de 10 heures à 18 h 45. 4,57 €. Jusqu'au 3 mars.



www.opera-de-paris.fr

Exposition Bob Wilson dans ses meubles



PARIS Entre deux créations (Aïda à la Monnaie de Bruxelles, et *Dr Caligari* au Deutsches Theater de Berlin), Bob Wilson est venu poser ses malles, un mois durant, dans la toute nouvelle galerie d'art des Galeries Lafayette. Il y a installé une sélection d'objets et d'œuvres de premier choix provenant de ses collections personnelles. Celles qu'il dispose chaque été à Watermill, sa fondation de Long Island, aux Etats-Unis (Le Monde du 23 août 2001), dans les sous-bois et les salles de ce haut poste d'aiguillage. Là où se dessinent, dans un climat de créativité intense, soumis à son regard sourcilleux, les esquisses des projets à venir.

L'exposition s'ouvre sur une porte de cuivre miniature, entrebâillée, haussée à hauteur d'homme : une citation de l'Orlando présenté à l'Odéon par le Festival d'automne (1993). Derrière, un double panneau propose l'agrandissement répété d'un dessin du jeune Bob.

Elle rappelle sa première exposition à Paris (Musée Galliera, 1972), et amorce un dialogue de trente années entre les Etats-Unis et la France, via *Le Regard du* sourd, sa première création, saluée par un article retentissant d'Aragon, dont la photo par Man Ray (1922) est en bonne place. À ses côtés, toute une idée de l'avant-garde et des liens euro-américains défile. La figure tutélaire de Gertrude Stein répond à celle d'Hélè-

ne Weigel. Alternent un bel autoportrait de Robert Mapplethorpe ou un Cindy Sherman jouant au Bob Wilson ; les notations chorégraphiques de Merce Cunningham ou Trisha Brown; aussi belles que les dessins de Jasper Johns ou d'Andy Warhol.

Le gros morceau de l'exposition consiste en cinquante-deux chaises, bancs, fauteuils, tabourets, sofas, appariés par Bob Wilson en vingt-six couples. Chacun est composé d'un siège venu ou destiné aux usages courants, et d'un autre conçu par le maître pour l'une de ses mises en scène. Entre eux s'ouvrent le dialogue de la scène et de la vie quotidienne, la recherche d'une certaine fonctionnalité et celle d'une représentation assise. Voici la modestie pour tous, face à la gloire des grands. Mais la modestie, ici, est aussi faite de prototypes ou de pièces uniques signées Rietveld, Aalto, Mollino ou Frank Lloyd Wright. Une troisième dimension, plus secrète, suit la carrière du metteur en scène, depuis l'époque où il achetait des cornières chez le quincaillier pour assembler le fauteuil de Lettre pour la reine Victoria.

A Watermill, on ne monte pas sur l'aire de jeu sans ôter ses chaussures et les disposer en une perspective bien établie. Bob Wilson en reprend la trace ici, avec un sabot de plomb conçu par lui, les chaussons de Balanchine et Noureïev, les tennis de Jerome Robbins, des pantoufles d'enfant, et les escarpins favoris de Marlene. Bob Wilson a conçu la scénographie de cette exposition sans équivalent, son parcours sinueux, les vitrines de tulle qui font flotter d'antiques figures indonésiennes ou les poupées kachinas dans une brume légère, et les spots qui pointent soudain les reliefs d'un crâne d'orang-outang ou humain.

Pour l'occasion, le metteur en scène a aussi créé une ligne d'objets regroupés sous le titre de « Hamlet Collection ». Assiette, bague, collier (notre photo), carnet de notes ou chaise proclament dans la typographie hiératique du maître – laquelle est aux caractères que vous lisez ce qu'un trône d'opéra est au tabouret de —, la même sentence, recueillie en lignes droites ou brisées sur les lèvres expirantes d'Ophélie : « Never Doubt I Love » (« Ne doutez jamais de mon amour »).

Jean-Louis Perrier

Never Doubt I Love - « Robert Wilson Watermill Collection ». Galerie des Galeries Lafayette, 40, boulevard Haussmann, Paris-9°. Jusqu'au 23 février. Lise Sarfati capte les indices

PHOTOGRAPHIE • La Française expose à la MEP ses

images énigmatiques aux teintes irradiantes

d'une Russie en marge



« Andreï en veste de travail. Colonie de rééducation par le travail pour garçons mineurs, Ikcha 1995. »

CE SONT d'abord les couleurs que l'on remarque dans les photos que Lise Sarfati a rapportées de Russie. Ou plutôt des teintes qui se répandent, irradient, donnent un climat pictural au cadre: du vert, du bleu, de l'orange. Il y a bien un lit défait, des pans de murs craquelés, un lavabo de bric et de broc, une boîte aux lettres proche de l'art brut, une entrée sinistre d'immeuble, deux transsexuels, nus dans une baignoire, qui s'auscultent le sexe après leur opération, des gamins que l'on imagine en marge. Et pourtant les indices documentaires semblent posés dans le cadre comme des instruments d'une symphonie qui

nous échappe. Ces images prises entre 1995 et 2000 à Moscou, dans la région du Nord, en Sibérie, pour partie publiées dans *Acta Est* (éd. Phaidon, 2000), sont présentées au sous-sol de la Maison européenne de la photographie. L'espace, proche de l'appartement, un peu étouffant, avec recoins et niches, manque de recul, surtout si l'on y accroche quelques grands formats à côté d'autres plus modestes. Mais la photographe de l'agence Magnum s'en sort bien.

« INTÉRIORITÉ TOTALE »

D'où vient donc cette énergie qui gomme la lecture sociologique ou sociale d'une « certaine Russie » déglinguée? Pour se faire comprendre, Lise Sarfati nous a fait parvenir une biographie qu'elle a couchée sur le papier. Le lien est fascinant entre son enfance et ses images russes. Française née à Oran en 1958 - « en Russie, on ne donne pas son âge mais sa date de naissance » -, elle grandit à Nice, ville « angoissante et magnifique », qu'elle explore seule à 6 ans et qu'elle considère comme « un

grand théâtre baroque habité par une congrégation de vieillards en état de décomposition et de marginaux ». Elle apprend le russe à 12 ans. L'année suivante, elle fréquente un groupe anarchiste actif.

Elle prend ses premières photos à 13 ans : des vieilles dames auxquelles sa mère rend visite. « J'ai subi la fascination de ma mère pour la mort. » A 15 ans, elle passe ses premières vacances à Sotchi, sur la mer Noire, et « ressent le paysage comme un grand monochrome gris ». Elle se plonge dans Dostoïevski et photographie des transsexuels à Nice, des images dominées par « des couleurs vertes et orange ». A 19 ans, elle photographie des psychotiques. Elle étudie le russe - elle enseigne, un temps, cette langue dans une école privée - et traverse de longues périodes d'« intériorité totale ».

Bref, la Russie prolonge Nice et la biographie d'une artiste qui dit que ses images ont «un rapport vague au réel ». Elle a dû s'apaiser dans un décor non maîtrisé, que les gens se réapproprient, détournent, « décor habité par des couleurs intenses », parfait pour faire surgir des « paysages intérieurs ». Lise Sarfati a habité sept ans en Russie. Elle y retourne. Prix Niépce en 1996 pour un sujet sur les enfants fugueurs de Moscou, elle balance entre la forme pure (« la composition classique et symétrique ») et des visages d'amis, de rencontres, qui « ne sont jamais soumis. Ils ne s'écroulent jamais. »

Michel Guerrin

Maison européenne de la photographie, 5-7, rue de Fourcy, Paris-4°. M° Saint-Paul. Tél.: 01-44-78-75-00. Du mercredi au dimanche, de 11 heures à 20 heures. 5 € et 2,50 €. Jusqu'au 7 avril.

Chanson

PARIS

Délit d'ivresse

L'accordéoniste Richard Galliano a écrit les musiques (mélodies rêveuses, tendres et voyageuses). Valentine Petit a signé les textes (des histoires de rapports humains avec ces va-et-vient entre le désir, la douleur, la compréhension, le questionnement) et accepté d'en faire vivre elle-même certains sur scène. Roland Petit a imaginé une mise en scène pour les musiciens, chanteurs et danseurs chargés de donner voix et mouvements à cette belle relation entre musiques et paroles. Le spectacle Délit d'ivresse apparaît comme un hommage à la femme et à l'acte artistique, ancré dans une tradition du grand cabaret. Au jugé, il y a là toutes les raisons de réserver au moins une soirée à ce projet qui rend grâce à la poésie et à l'intelligence.

Auditorium Saint-Germain-des-Prés, 4, rue Félibien, Paris-6°. M° Odéon, Mabillon. Tél.: 01-44-07-37-43. Jusqu'au 2 février, à 20 h 30 ; dimanche 27 janvier, à 17 heures. 23 €.

Jazz

CHOISY-LE-ROI

Deliberation Music Orchestra de Bernard Lubat

Sorcier: Bernard Lubat. Cadre: Choisy-le-Roi. Repère : le festival Sons d'hiver. Tribu : tout ce qui compte, de Portal à Humair en passant par Sclavis, Corneloup, Texier, Robert, Monniot, Chevillon, Luc et Lassus, Kurtag, plus un quatuor de flamenco tibétain (avec Paco El Lobo), tous habilement satellisés en pleine Cité des étoiles par le navire amoral de la Compagnie Lubat. Au programme: initiation au free-free en une leçon, puissant désordre, plus deux ou trois chansons de Sœur Sourire. A l'origine, un enregistrement historique (1970) de Charlie Haden, Carla Bley et leur Liberation Music Orchestra. Cette fois, sans vergogne, le Deliberation Music Orchestra (encore plus politique).

Théâtre Paul-Eluard, 4, avenue de Villeneuve-Saint-Georges, Choisy-le-Roi (Val-de-Marne). Tél. : 01-48-90-89-79. Le 26 janvier, à 20 h 30. De 11,50 € à 16 €.

Classique

BOURGES

Susan Graham, Malcolm Martineau

La belle et grande mezzo-soprano américaine Susan Graham, qui joue et chante de manière si convaincante les travestis mozartiens et straussiens (son Compositeur, dans l'Arianne à Naxos de Strauss, à Salzbourg,

l'été dernier, lui a valu un triomphe unanime), est une artiste exceptionnelle: voix d'or, belle musicalité, ouverture à des répertoires divers (ses mélodies de Hahn, ses Songs de Ned Rorem, son récital Berlioz). Avec Malcolm Martineau au piano, elle chante ce soir un programme classique, sans musique américaine, qu'elle aime d'ordinaire défendre, mais avec un groupe de mélodies d'Henri Duparc qui conviendront parfaitement à sa voix large et riche qui est tout sauf celle d'une diseuse

Maison de la culture, place André-Malraux. Le 26, à 20 h 30. Tél. : 02-48-67-74-70. 28,87 €.

Théâtre

TOULOUSE Ensemble

sous

les toiles

Le Tactikollectif et Bleu citron ne baissent pas les bras. Après Ça bouge encore, un festival militant organisé à la suite de l'explosion de l'usine chimique AZF (Le Monde, du 2 octobre 2001), qui avait rassemblé 40 000 spectateurs, l'association et la société de production, toutes deux toulousaines, s'invitent pendant deux jours d'affilée, dans plusieurs quartiers sinistrés de la ville. Cette fois, avec deux spectacles gratuits. L'un, pour les grands, l'autre, pour les petits : Le Carnaval des dupes, par le Lazzi théâtre, et Bachir et les sept épreuves, conte berbère mis en scène et interprété par Farid Oukala. Ensemble sous les toiles ensemble contre l'oubli.

Tactikollectif, 16, avenue des Minimes. Tél. : 05-34-40-80-70. A la Croix de pierre, le 29, à 20 heures et le 30, à 15 heures : à Empalot, le 1er. à 20 heures et le 2, à 15 heures.

Sélection disques rock

THE NOTWIST Neon Golden



Formé par les Acher, (chant, guitare) et Micha (basse), le claviériste et program-

mateur Martin Greschmann et le batteur Martin Messerschmidt, ce quatuor munichois, d'abord englué dans un grossier bruitisme postpunk, semblait fort mal parti au début des années 1990. Comme par enchantement, The Notwist s'est aujourd'hui métamorphosé en groupe très fréquentable. Neon Golden est un chapelet de comptines pop charmeuses, perverties par des expérimentations rythmiques (à base d'électronique et de percussions) qui rappellent ce que la scène allemande actuelle doit au kraut-rock (le rock « choucroute » des années 1970) de Neu et de Can. Si on peut regretter la voix pâlichonne de Markus Acher, la finesse des arrangements – traits de cordes, lignes de saxophone et de clarinette – diffuse

une beauté élégiaque. Entre guitares empruntées à The Cure (One with the Freaks), blues futuriste (Neon Golden) et tentations orientales, une des plus réjouissantes ce début d'année B. Lt

1 CD City Slang/Distribué par Labels/Virgin.

THE ELECTRIC SOFT PARADE Holes in the Wall

Encore une fratrie, celle des teenagers Alex et Tom White. Avec eux, le rock anglais, sonné par la déconfiture de la britpop, va tenter de relever la tête après une année 2001 outrageusement dominée par le binaire américain. Riposte à l'offensive conjointe menée par les Strokes et les White Stripes, The Electric Soft Parade (un nom en hommage au quatrième album des Doors), est déjà annoncé comme la huitième merveille du monde et programmé pour ravir à Oasis son sceptre décati. D'emblée, les frérots veulent épater le chaland en exhibant les trésors de leur discothèque, des Who aux Pixies, en passant par le Velvet

- pour des Anglais, cela nous change des Beatles. Si les câbles sont voyants et les guitares un rien épaisses. Holes in the Wall cultive toutefois suffisamment de qualités (panamorgue fraîcheur mé candeur, foi aveugle) pour se rendre immédiatement sympathique et promettre au tandem des lendemains qui chantent, d'autant plus qu'il est précédé d'une flatteuse réputation scénique. – B. Lt

1 CD db records/Distribué par BMG.

BIG RED

Redsistance

A mi-chemin entre nonchalance tropicale et urgence urbaine, Big Red s'est révélé la plus fine lame du ragga-hip-hop français. Au sein d'abord de Raggasonic, il avait prouvé un don des mélodies instantanées nourries de tchatche de rue et de vibrations instinctives. Après un premier album solo, Big Redemption, plus expérimental et introspectif, il retrouve sa gouaille et ses qualités d'« ambianceur ». Son phrasé, comme sa musique, passe du suave à l'explosif, facilite les danses canailles, tout en préservant le tranchant du lascar. On ne relève pas moins de cinq hits potentiels $-\dot{R}ai$ sonne, Funky Beat, Africa, Ecoute ça, Gente féminine – dans ce disque aux chaloupements contagieux. – S. D. 1 CD Source/Distribué par Virgin.

ANDREW WK

I Get Wet

Obsession mono-maniaque (It's Time to Party, Party Hard, Party till You Puke) d'Andrew WK: une fête

absolutiste, synonyme d'électrocution cérébrale et de coma éthylique. Pour en concevoir la bande-son adéquate, ce pur produit de la culture white trash américaine a déversé shaker les mus plus alcoolisées de sa discothèque : puissance monolithique du speedmetal, grandiloquence du rock le plus boursouflé (celui de Meat Loaf et de Jim Steinman), racolage disco et énergie technoïde. Ces mutations inédites pourraient fasciner par leur extrémisme, mais on subit surtout une conception totalitaire de la « teuf » et des combats de catch sonores -violents, grotesques et bidonnés. – S. D.

1 CD Island./Distribué par Universal

LARRY GRAHAM & GRAHAM CENTRAL STATION Anthology

The Jam

Sans James Brown, George Clinton, Sly Stone et Larry Graham, la funk music des années 1970 n'aurait pas eu si belle allure. Ce double CD anthologique met l'accent sur le groupe Graham Central Station (1974-1979) et survole les efforts de Graham en soliste dans les années 1980. Un choix artistiquement valide, le musicien n'étant guère inspiré en poids-plume de la roucoulade disco-pop. Priorité donc à GCS et ses titres dansants, qui mêlent harmonies vocales, rythmiques souples et, à plusieurs reprises, les sompteux cuivres de Tower of Power. – S. Si.

1 Double CD Warner Archives/Rhino. Distribué par Warner Music.

Déferlante surréaliste dans les salles de vente

APRÈS les expositions de Rio-de-Janeiro, Londres et bientôt Paris, la déferlante surréaliste touche aussi les salles de vente. Le 5 février, Sotheby's dispersera à Londres un ensemble d'œuvres signées Salvador Dali, Max Ernst. Francis Picabia (notre illustration: Thermomètre Rimbaud, 1924), Kurt Schwitters, Yves Tanguy, Victor Brauner, Man Ray, Leonora Carrington, René Magritte, Paul Delvaux... La fir-



me britannique a ratissé large : beaucoup de pièces offertes sont tardives. La musique or, l'orchestre rouge, de Dali (estimé entre 2,4 millions d'euros et 3,2 millions d'euros) date de 1957 et son Buste de femme restrospectif (entre 242 000 € et 322 000 €) est une réédition de 1977. Il faut noter une belle esquisse de Balthus, le Chat de la Méditerranée (entre 242 000 € et 322 000 €), un vigoureux portrait au fusain d'André Breton, par André Masson de 1941 (entre 56 500 € et 72 500 €) et un curieux tableau surréalisant de Antoni Tapiès (1950), *El cuarto Oscuro* (entre 161 000 € et

Sotheby's, 34-35, New Bond Street, Londres. Tél.: 00-44-20-7293-6224.

T

Midis Musicaux

CYCLE BEETHOVEN (DU 23 JANVIER AU 8 FÉVRIER)

Lundi 28, mercredi 30 janvier et vendredi 1er février à 12 h 45

Nelson Goerner, piano

Location sur place à partir de 11 h.



Jean-Louis Comolli, le cinéma pour utopie

Des « Cahiers du cinéma » à sa chronique de la vie politique marseillaise, le réalisateur n'a cessé de militer pour un art de combat

EMMITOUFLÉ par la grippe et la timidité, il a des grâces d'ours danseur. Aérien, le pied pointé contredit la corpulence, rappelle avec quelle légèreté on l'a vu se mouvoir au côté de son opérateur, en plein tournage. Il est chez lui sur cette scène où l'accueille son vieux copain Jean-Pierre Daniel, sur les hauteurs de L'Estaque, dans la salle de l'Alhambra. Chez lui, avec Michel Samson (son complice depuis bien avant qu'il ne devienne le correspondant du Monde à Marseille), et devant cette salle pleine de ceux qu'il filme depuis douze ans maintenant – voyage au long cours à travers le terrain politique comme il n'en existe guère d'exemple. Ce 22 janvier, Jean-Louis Comolli présente son sixième film consacré aux élections à Marseille, devant ses « acteurs », responsables, militants et citoyens des quartiers nord. Au premier rang sont assises les héroïnes de l'aventure, Nadia Brya et Samia Ghali, candidates « issues de l'immigration » aux cantonales et aux municipales 2001.

Le film s'appelle *Nos deux Marseillaises*. Bien peu dans la salle devinent le clin d'œil à la première réalisation de Comolli, en 1968 : *Les Deux Marseillaises*, alors, ne désignait que les hymnes entonnés par les candidats de droite et de gauche, lors des législatives à Courbevoie. C'étaient les premières images illustrant le point de croisement où toujours danse et pense Comolli : le cinéma, le combat, à jamais liés.

L'amour du cinéma, il l'a découvert en 1959 au ciné-club d'Alger animé par Barthélémy Amengual – « un foyer anticolonialiste », jusqu'à sa fermeture par les autorités françaises. Avec son ami de toujours, Jean Narboni, aussi peu assidu que lui à la fac de médecine et avec lequel il prendra, sept ans plus tard, la tête des Cahiers du cinéma, il se souvient d'avoir traversé les barricades algéroises pour revoir un film, dans un quartier où les Européens n'allaient pas.

A Paris, le chemin de la Cinémathèque se substituera tout aussi naturellement à celui de la Sorbonne. Ce chemin mène aux Cahiers, où Comolli entre en 1962. Cela ne l'empêche pas de voir, avec plus d'acuité qu'à Alger, la violence destructrice de l'extrême droite : l'antifascisme intransigeant vient de là, qui inspirera dans les années 1990 son travail (films et textes) sur le Front national. La politique, au milieu des années 1960, ce sera de faire entrer aux Cahiers les vents du monde et de la pensée: les nouveaux cinémas, les nouveaux mouvements sociaux et de libération nationale, les nouveaux penseurs (Roland Barthes, Michel Foucault, Jacques Lacan...), et les autres arts – il est un collaborateur régulier de

BIOGRAPHIE

▶ 1941

Naissance en Algérie.

▶ 1962

Entre aux « Cahiers du cinéma ».

▶ 1976

Réalise « La Cecilia ».

▶ 1989

Tourne « Marseille de père en fils ».

▶ 1997

Tourne « La Question des alliances » et publie « Filmer l'ennemi », sur le FN.



Jazz Magazine, dirigé par un autre ancien du Ciné-club d'Alger, Philippe Carles, avec lequel Comolli cosignera l'inégalé Free Jazz, Black Power (réédité chez Folio en 2000).

Il dit: «Le cinéma devient un système d'ouverture. » Il se penche en avant pour donner du poids à la phrase. Quand Comolli parle, comme quand il filme, tout se joue à chaque instant. Sa mémoire ne comporte aucun souvenir rangé sur les étagères de jadis : les gens, les faits, les lieux, les choix, valent pour ici, pour maintenant. Et ce n'est pas au passé qu'il évoque les « bagarres » contre l'interdiction de La Religieuse de Rivette, contre l'éviction de Langlois de la Cinémathèque, contre le système même du cinéma durant les Etats généraux en mai 68, contre Daniel Filipacchi, propriétaire des Cahiers, devenu ennemi dans l'ambiance maximaliste de l'époque. En juin 1968, Comolli et André S. Labarthe tournent Les Deux Marseillaises, mais l'époque appelle à ses yeux d'autres engagements. « Nous avons rêvé alors de contribuer à accoucher un cinéma. Nous avons voulu faire une revue qui ne soit plus un reflet, mais un acteur. »

Dans le visage aigu de goupil, les yeux se sont allumés comme devant un Meursault méticuleusement choisi. « Dans ces années-là s'est jouée l'aventure de constituer un collectif de pensée. Nous aurons exploré combien cette expérience peut être féconde, puis autodestruc-

trice. » Comolli quittera la revue pour mettre en scène en 1976 son premier film de fiction : histoire d'une utopie sociale tournant à la catastrophe, La Cecilia est, entre autres, la métaphore de son expérience aux Cahiers. Deux autres tentatives, L'Ombre rouge (1981) et Balles perdues (1982), finiront de le convaincre que la fiction n'est pas son domaine.

LA POLITIQUE ET LES ARTS

Place au documentaire, comme réinvention d'un cinéma au croisement du risque, physique et intellectuel, « sans maîtrise ». Deux axes guident ce travail, l'un sur le fonctionnement de la vie dans la cité, auquel appartient la saga marseillaise, mais aussi Jeu de rôles à Carpentras (1998), décisive enquête après la profanation du cimetire juif de Carpentras. L'autre axe est consacré à la création : l'architecte Michel Riboulet (Naissance d'un hôpital), le cinéaste Youssef Chahine (Chahine & Co), le musicien Michel Portal (Le Concerto de Mozart), mais aussi les stars de la gastronomie. Et encore L'Affaire Sofri, mise en lumière de la pensée créatrice de l'historien Carlo Ginzburg autant que dénonciation d'un déni de justice.

Dans les cuisines des plus grands chefs et dans celles des mamas immigrées (*De mères en filles*), sous les lambris des institutions, dans ses nombreux textes théoriques comme devant ses étudiants de Paris-VIII ou de l'université de Barcelone, le jeu et le combat restent les mêmes : le cinéma pour agir et pour penser, du même mouvement. Ce mouvement, rire et colère mêlés, qui l'a soulevé tout à l'heure, apprenant que France 5 déprogrammait in extremis *Nos deux Marseillaises* pour d'abracadabrants malentendus sur les règles de diffusion en période préélectorale.

Ce même mouvement qui, sur la scène de l'Alhambra, balaie grippe et timidité, pour dire où se jouent, dans les images incarnées de la politique, les enjeux d'aujourd'hui. Annoncer la mise en chantier d'un septième volet de leur saga marseillaise – « le dernier », jurent en chœur Comolli et Samson. Le lendemain, un e-mail, un nouveau texte d'exploration aux confins du cinéma et de la télévision, et ce message : « Je ne crois pas avoir prononcé le mot "utopie", mais il court tout au long de ma vie, aux rendez-vous secrets du désir et de l'impossible. Le cinéma comme utopie, foyer d'un monde meilleur. » Il ne l'avait pas dit, mais on avait entendu.

Jean-Michel Frodon

« Nos deux Marseillaises » sera présenté le 16 février au cinéma L'Ecran de Saint-Denis (93), dans le cadre du festival Périphérie. Tél. : 01-49-33-66-88.

LES GENS DU MONDE

■L'écrivain américain **John Irving**, 59 ans, estime mériter le prix Nobel de littérature. Dans l'hebdomadaire allemand *Die Zeit* du 24 janvier, il déclare que **V. S.** Naipaul, lauréat 2001 de la distinction décernée par l'Académie suédoise, est certes « un écrivain fantastique », mais que son propre roman, Un enfant de la balle (1994), soutient parfaitement la comparaison avec l'œuvre du romancier britannique né à Trinidad. « Pourtant, ai-je reçu le prix? », s'interroge Irving, avant de répondre : « Non. Mais je ne suis pas indien. » Selon lui, les membres du comité d'attribution le considèrent comme «insignifiant » et « borné ». John Irving est l'auteur de best-sellers comme Le Monde selon Garp et L'Œuvre de Dieu, la part du diable.

■ Le président du Parti communiste français, **Robert Hue**, a inauguré, mercredi 23 janvier, à la Royal Academy of Arts de Londres l'exposition « Paris capitale des arts 1900-1960 » (du 26 janvier au 19 avril), à laquelle il a accepté de prêter, pour la première fois, La Joconde à la moustache, de Mar**cel Duchamp.** Il a fallu l'intervention personnelle de l'ambassadeur de Grande-Bretagne pour que M. Hue laisse sortir cette œuvre de son bureau de la place du Colonel-Fabien. Datant de 1919, La Joconde à la moustache avait été donnée par Louis Aragon au PCF. ■L'actrice suédoise Harriet

Andersson, 70 ans, connue pour ses rôles dans de nombreux films d'Ingmar Bergman, va jouer dans Dogville, du réalisateur danois Lars von Trier, a annoncé mercredi 23 janvier l'agence de presse suédoise TT. Elle interprétera le rôle de la belle-sœur de Lauren Bacall. La distribution de Dogville comprend aussi Nicole Kidman et le Suédois Stellan Skarsgaard.

■ Le compositeur français de musique de film Maurice Jarre est invité à diriger l'Orchestre de la Suisse romande (OSR) au Victoria Hall de Genève pour un programme qui lui est consacré le 31 janvier. Seul Français dont les empreintes des mains figurent parmi celles des stars du cinéma sur le « Sidewalk of fame » à Hollywood, Maurice Jarre dirigera des extraits des partitions qu'il a écrites pour Docteur Jivago, Lawrence d'Arabie, Les Professionnels, Madmax ou Witness.

■La compagnie Five Mile River Films a acheté les droits d'une biographie de l'ancien maire de New York **Rudolph Giuliani**, afin de la transposer en téléfilm. Le livre, *Rudy Giuliani : Emperor of the City*, a été écrit par **Andrew Kirtzman**, journaliste politique de la chaîne de télévision locale New York 1. Auparavant, Five Miles River Films avait produit des téléfilms consacrés à Abraham, Moïse, David et Jésus.

DOMINIQUE DHOMBRES

Robert Hue judoka

HEUREUSEMENT pour lui qu'il a fait du judo dans sa jeunesse! Robert Hue a été d'emblée hier soir, sur France 2, saisi à bras-lecorps par ses deux interlocuteurs, Olivier Mazerolle et Gérard Leclerc. « Déclin inéluctable du Parti communiste » et « chronique d'une mort annoncée », cela communiste à l'élection présidentielle a réussi à se dégager en souplesse.

Dans ce genre de situation, à la télévision, l'important n'est pas ce que l'on dit, mais l'expression du visage, l'endroit où l'on met ses mains, qu'il ne faut évidemment pas tordre avec désespoir. Robert Hue a plaisanté sur cette disparition prochaine de son parti qu'on lui prédit depuis des années. Les sondages montrent qu'il se bat actuellement pour réussir à dépasser 5 % des voix? Mais non, on exagère. Il est au même niveau qu'en 1995 à la même époque, et il a fini par obtenir « près de 9 % des suffrages » cette année-là. Comme pour se convaincre lui-même, Robert Hue accumule les adjectifs. Dans cette élection, le Parti communiste va jouer un rôle « essentiel, original, efficace, utile ».

C'est curieux, cette énumération décroissante. Une façon inconsciente de reconnaître la perte d'influence ? Un message subliminal ? On a eu un autre exemple, hier soir, de cet arrière-fond historique qui affleure à la surface à chaque détour de phrase.

Gérard Leclerc faisait remarquer que le sociologue Pierre Bourdieu. qui symbolisait la gauche de la gauche et qui vient de mourir, n'était pas communiste. « Il ne vous a pas échappé que le Parti communiste d'aujourd'hui n'est pas le même qu'il y a trente ans », constatait placidement Robert Hue. Le recours à l'euphémisme pour avouer l'évidence, à savoir que les intellectuels de renom ne se bousculent pas pour entrer au Parti communiste? Dans cette posture difficile, il reste au judoka Hue la vieille défense statique. « Sans nous, il n'y a pas de majorité de gauche », explique-t-il. Au fond, on ne sait plus très bien ce qu'est désormais le Parti communiste, mis à part le fait qu'il est impossible de s'en passer.

A propos des projets de privatisation d'EDF, Robert Hue a cette formule : « Je suis le barrage qui empêche ces dérives à droite. » Un barrage ? Le candidat communiste n'emploie pas de métaphore dynamique. Il nous dit qu'il est surtout là pour maintenir ce qui peut l'être du vieux modèle étatique français. Un barrage. Pas un moteur.

TÉLÉVISION

Le retour du professeur Strauss

Coucou les revoilà! A partir du 26 janvier, Canal+ diffuse la quatrième saison de « H », première sitcom française à la sauce américaine avec public et guest stars. Cette nouvelle saison composée de onze aventures permettra de retrouver le service des urgences orthopédiques où sévissent Jamel Debbouze, le réceptionniste qui fourre son nez partout, Eric Judor, l'infirmier vanneur, Ramzy Bedia, l'ancien brancardier devenu barman, Sophie Mounicot, l'infirmière intégriste du travail bien fait, et Jean-Luc Bideau, lamentable professeur Strauss et champion du monde de l'erreur médicale. Comme d'habitude, de nombreux invités comme Richard Bohringer et Joey Starr viendront se joindre à eux pour des histoires à dormir debout et plutôt loufoques. Pour lancer la nouvelle saison, la chaîne diffuse exceptionnellement cette soirée en clair avec deux épisodes (Une histoire de parrain et Une histoire de dentiste) entrecoupés d'un making of de vingt-cinq minutes sur les coulisses du dernier tournage. Autant se précipiter, car il se pourrait bien que cette saison de « H » soit la dernière : la chaîne a beaucoup de mal à réunir sur un même plateau tous les acteurs de plus en plus sollicités par le cinéma, le théâtre... et la télévision. Sur Canalplus. fr, les inconditionnels pourront jouer tous les lundis en testant leurs connaissances sur la série. - D. Py « H », samedi 26 janvier, en clair à partir de 20 h 30, Canal+.

NE PAS MANQUER

▶ L'Etoffe des héros

11 h 45, CineCinémas 2
A la fin des années 1940, dans une base de Californie, des aviateurs américains tentent de franchir le mur du son. L'un d'eux réussit mais, en 1957, les Soviétiques lancent un satellite dans l'espace. Il faut aller plus loin. Le film de Philip Kaufman (1983), avec Scott Glenn, Sam Shepard et Ed Harris, reconstitue l'histoire de la conquête spatiale américaine.

▶ En aparté

12 h 40, Canal +
Pascale Clark reçoit Muriel Robin
et Jean-Paul Gaultier

et Jean-Paul Gaultier. ▶ Les documents santé

13 h 50, France 2
Sobrement intitulé Des médecins et des hommes, le documentaire de Nicolas Glimois explique pourquoi la profession médicale n'échappe plus au droit commun. Il donne la parole aux médecins, victimes et juges qui font le tour d'une question rendue sensible par l'arrêt Perruche.

► Rugby

15 h 20, France 2 Quart de finale de la Coupe d'Europe présenté par Pierre Salviac et Thierry Lacroix. Au programme : Castres/Montferrand à partir de 14 h 45 suivi de Stade Français/Munster vers 16 h 15.

► Un job sanglant 20 h 15. Arte

20 h 15, Arte Rediffusion du portrait de Manuel Vasquez Montalbàn, écrivain catalan à succès et créateur de Pepe Carvalho, privé impertinent et gourmet. A déguster.

► Football

20 h 40, France 3 Quart de finale de la Coupe de la Ligue opposant les Girondins de Bordeaux à l'AS Monaco sur des commentaires de Christophe Josse et Charles Biétry.

► L'aventure humaine 20 h 45, Arte

Visite guidée de la cité antique de Persépolis, splendeur passée et demeure somptueuse du roi des rois. Le réalisateur Bernd Liebner retrace l'histoire tumultueuse de cette « ville la plus riche sous

le soleil ». ▶ Don Giovanni

21 h 00, Mezzo L'opéra de Mozart par l'Orchestre symphonique de Vienne, sous la direction de Craig Smith..

► Faut pas rêver
22 h 45, France 3
Laurent Bignolas reçoit
le rappeur marseillais Akhénaton.

RADIO

► Les managers 9 h 15, RTL

Anne Sinclair reçoit Louis Schweitzer, PDG de Renault.

► Cinéfilm

16 h 05, France-Inter

André Asséo passe en revue l'actualité cinématographique et rend hommage à Henri Verneuil, récemment disparu.

L'opéra de quatre siècles

PLopera de quatre siècles 18 h 00, France-Musiques Quatre siècles après l'apparition du premier opéra, les quatre radios publiques francophones (Belgique, Canada, France et Suisse) ont décidé d'unir leurs efforts et leurs archives pour reconstituer, à travers les témoins d'hier et d'aujourd'hui, l'histoire de ce qui est probablement la plus riche des formes musicales.

► Chroniques de l'Afrique contemporaine

22 h 10, France-Culture Non, le continent noir n'est pas coupé de la marche du monde. Ecrivains, sociologues, créateurs, producteurs, ils sont des centaines à mener des initiatives et à tisser des réseaux pour faire exister une Afrique dans laquelle ils croient. Deux heures durant, à l'invitation de Madeleine Mukamabano, une quinzaine d'artistes et d'hommes et femmes de culture disent comment, dans la gestion quotidienne du chaos, une Afrique urbaine se forge sa modernité. hors de tous les modèles connus.

VENDREDI 25 JANVIER

TF1

14.45 Le Piège de feu Téléfilm. Robert Day. Avec Lee Majors (EU, 1991). **16.30** Alerte à Malibu Canicule. Série **17.25** Melrose Place Un jeu dangereux. Série **18.15** Exclusif **18.55** Le Bigdil **19.55** Météo, Journal, Trafic infos.



20.50 LES ENFANTS DE LA TÉLÉ Divertissement présenté par Arthur et Pierre Tchernia, avec la participation de Cécile Siméone, Isabelle Kuentz, Nicolas Deuil, Cyril Hanouna, Christophe Renaud, Jean-Yves Lafesse, Christophe Renaud. Invités: Alain Chabat, Gérard Darmon, Christian Clavier, Chantal Lauby, Edouard Baer, Isabelle Nanty.

23.10 SANS AUCUN DOUTE Présenté par Julien Courbet, avec la participation de maître Didier Bergès, Camille Robiaud, Christelle Larbaneix, Hervé Pouchol, Nicolas Rossignol, Coraline Cortot, Stany Coppet. 6679516

1.25 Les Coups d'humour Gilles Détroit 2.00 Mode in France 3.00 Exclusif 3.35 Reportages Patrouille de France, les hommes de l'air **3.55 Histoires naturelles** Artisans pêcheurs en pays de Caux 4.30 Musique (30 min).

FRANCE 2

16.00 Commissaire Lea Sommer Série 16.50 Un livre 16.55 Des chiffres et des lettres 17.25 Qui est qui ? 18.05 Friends Série 18.55 On a tout essayé 19.50 Un gars, une fille Barbecue avec les copains 20.00 Journal, Météo.



20.55 BOULEVARD DU PALAIS Des secrets bien gardés Série. Vincent Monnet. Avec Anne Richard, Jean-François Balmer Marion Game (France, 2001) O Une jeune juge d'instruction, fraîche-ment installée à Paris, conjugue vie privée refoulée et orages profession-22.35 Bouche à oreille Magazine.

22.40 NEW YORK 911 Un début de semaine difficile 9562632. Un retour prématuré 1789816. Série. Avec Eugene Byrd, Michael Beach.

0.45 Histoires courtes Emilie est partie. Thierry Klifa. Avec Danièle Darrieux Miskina. Nicolas Lartigue **O 1.20** Envoyé spécial Flics au bord de la crise de nerfs. Obésité City **3.20** Comme au cinéma Magazine (100 min)

FRANCE 3

16.30 MNK 17.35 A toi l'actu@ 17.50 C'est pas sorcier 18.15 Un livre, un jour 18.20 Questions pour un champion 18.50 Le 19-20 de l'info, Météo 20.15 Tout le sport 20.25 C'est



20.55 THALASSA Voyage au pays des baleines. Magazine présenté par Georges Pernoud. Au sommaire : La baleine franche australe revient à Valdès. Que sait-on des baleines ? La reprise de la pêche en Norvège. Du massacre au sanctuaire, Japon, le culte de la baleine. La commission baleinière L'argent de la baleine. **22.25** Météo **22.30** Soir 3

22.50 ON NE PEUT PAS PLAIRE À TOUT LE MONDE Par Marc-Olivier Fogiel, avec la participation d'Ariane Massenet, Stéphane Blakowski, Alexis Trégarot. Invités : Joey Starr ; Patrice Laffont. 4099125

0.55 Ombre et lumière Magazine. Invité : Bernard Loiseau. 1.25 Toute la musique qu'ils aiment Magazine. Invité: Marcel Bluwal

ménage.

FRANCE 5 / ARTE

17.05 Les Refrains de la mémoire [3/23]. Mexico, 1952 17.35 100 % question 18.05 C dans l'air Magazine 19.00 Tracks Magazine 19.45 Arte info, Météo 20.15 Reportage Le



20.40 ROMÉO Téléfilm. Hermine Huntgeburth. Avec Martina Gedeck, Sylvester Groth, Katrin Böhring (Allemagne, 2001). 992632 Des années après avoir été abandonnée par son mari travaillant sous couverture, un agent de la Stasi, une quinquagénaire, qui élève seule enfant, est accusée de haute trahison, emprisonnée et jugée...

22.15 LA VIE EN FACE - EN DIRECT DE PALESTINE Documentaire. Rashid Masharawi (2001, 55 min). 7536187 Le quotidien des journalistes de La Voix de la Palestine.

William A. Wellman. Avec Gertrude Olmsted George K. Arthur (EU, 1926, muet, N.). **0.15** Tracks spécial cinq ans Magazine **2.20** Danse City Dance [2/3]. Documentaire (25 min).

M6

16.05 M6 Music 17.30 Le Pire du Morning 17.55 Largo Winch 18.55 The Sentinel Sco Série O 19.54 Le Six Minutes, Météo 20.05 Mode six 20.10 Malcolm Malcolm brûle les



20.50 STARGATE SG-1 Les Nox O 5841274. Hathor • 7558309. Cassandra • 5420309. Série. Avec Richard Dean Anderson, Michael Shanks, Amanda Tapping, Christo-pher Judge (Etas-Unis, 1997) 5841274 pher Judge (Etas-Unis, 1997) Pour que le programme soit rentable, SG-1 doit essayer de ramener des obiets technologiquement supérieurs à ceux utilisés sur Terre.

23.25 POLTERGEIST, LES AVENTU-RIERS DU SURNATUREL La Fin du Sabbat • 125423. Aliénation maligne • 4180572. Série. Avec Derek de Lint, Helen Shaver, Alexandra Purvis, Colleen Rennison.

1.00 M6 Music 2.30 Fréquenstar Magazine. Invité : Etienne Daho 🔾 3.20 London Capital Live Concert 4.10 E = M6 Magazine 4.30 M6 Music (20 min)

CANAL+

17.50 Star Hunter ♦ Fn clair jusqu'à 20.59 18.40 Daria Faisons un rêve. Série ◆ 19.05 Le Journal 19.20 + de cinéma 19.40 + de sport 19.50 Le Zapping 19.55 La Semaine des Guignols 20.05 Burger Quiz 20.45 Encore + de cinéma.



21.00 ON L'APPELLE MONSIEUR SAINT LAURENT - YVES SAINT LAU-**RENT** Le temps retrouvé Documentaire David Teboul O Un portrait enrichi d'interviews exclusives d'une figure emblématique de la

22.20 Yves Saint Laurent, 5 avenue Marceau, 75116 Paris Documentaire. D. Teboul. 1566361

haute couture française.

23.55 BELLE DE JOUR ■ ■ Film. Luis Bunuel. Avec Catherine Deneuve, Jean Sorel, Françoise Fabian (Fr., 1966) **©**7886293 Un des plus beaux films de Luis

1.35 Esther Kahn ■ ■ Film. Arnaud Desple chin. Avec Ian Holm (2000, v.o.) ◆ 4.00 Grolandsat **O 4.30** Haute surveillance Téléfilm. Johanna Demetrakas. Avec Jennifer Beals (EU, 2000) **O 6.00** Congo (49 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 Black and Blue. Invité: Petr Kral.

FRANCE-MUSIQUES

20.05 Concert franco-allemand. Œuvres de Chabrier, Chausson, Bartok, Schmitt, Debussy. 22.30 Alla breve. Œuvre de Malmasson 22.45 Jazz-club.

RADIO CLASSIQUE

20.00 Les Rendez-Vous du soir. Œuvres

Muzzik

Odvssée

Planète

Planète

Histoire

Planète

Mezzo

La Chaîne Histoire

Canal Jimmy

23.10 Le Muet du mois - The Boob ■ ■ Film.

21.00 Cendrillon. Chorégraphie de Rudolf Noureïev. Musique de Prokofiev. Par le Corps de ballet et l'Orchestre de l'Opéra national de Paris, dir. Michel Quéval. Avec Sylvie Guillem, Charles Jude.

21.00 Joe Henderson Quartet. **22.05** Spécial George Harrison. Paul McCartney. Au Cavern Club de Liverpool, en décembre 1999. **Canal Jimmy** 22.05 Keith Jarrett. A Tokyo, le 14 avril 1987.

22.55 Earth, Wind & Fire. Au Japon, en 1994.

Canal Jimmy 23.05 Milhaud. Le Bœuf sur le toit. Avec Domenico Nordio (violon). Par l'Orchestre de la Radio-Télévision italienne. dir. Jean-Claude Casadesus.

M 6

20.40 Meurtre dans les hautes sphères. J. Byrum Festival 20.45 Attente mortelle. Larry Shaw.

19.55 Le Caméléon. A la recherche du passé Série Club 20.55 Cadfael. Le capuchon du moine
0.05 Le Caméléon. Jarod's Honor (v.o.) • Série Club 0.10 Deux flics à Miami. Pardonnez-nous nos offenses 13^{ème} RUE

21.30 Cultures d'Islam. Alain Blottière 22.00 Journal. 22.10 Multipistes. 22.30 Surpris par la nuit. 0.05 Du jour au lendemain.

1.00 Les Nuits de France-Musiques.

de Stamitz, Just, Fränzl.

20.40 Reynaldo Hahn, compositeur et critique. Œuvres de Hahn, Massenet, Saint-Saëns, Hahn, Mendelssohn, Hahn, Mozart, Stravinsky. **22.40** Les Rendez-Vous du soir (suite). Œuvres de Weber, Beethoven, R. Schumann. 0.00 Les Nuits de radio Classique.

CÂBLE ET SATELLITE

FILMS

13.25 Lune rouge ■ ■ John Bailey (Etats-Unis, 1994, 100 min) 🔾 **14.25** Les Yeux noirs ■ Nikita Mikhalkov (Italie, 1987, v.m., 115 min) **○ CineCinemas 14.35** Le Dernier Train de Gun Hill ■ John Sturges CineCinemas 2

(Etats-Unis, 1958, 95 min) ○ Cin 15.25 La Croisée des destins ■ George Cukor. Cinétoile Avec Ava Gardner (Etats-Unis, 1956, 110 min). TCM

16.15 Le Roman de Mildred Pierce Michael Curtiz (Etats-Unis, 1945, N., v.o., 110 min) ◆
19.00 L'Aigle vole au soleil ■ ■ John Ford CineClassics

(Etats-Unis, 1957, v.m., 105 min).

20.40 Un plan simple ■ ■ Sam Raimi (Etats-Unis, 1999, 125 min) **O 21.00** America, America ■ ■ Elia Kazan RTBF 1 (Etats-Unis, 1963, N., v.o., 170 min) **○ 22.45** L'Âme des guerriers ■ Lee Tamahori

(Nouvelle-Zélande, 1994, v.o., 100 min) ○ Cin 23.50 Rocco et ses frères ■ ■ Luchino Visconti Cinéfaz (Italie, 1960, N., v.o., 170 min) **○ 0.00 Graine de violence** ■ Richard Brooks Cinétoile (Etats-Unis, 1955, N., v.m., 100 min). **0.20** Les Poupées du diable ■ Tod Browning

(Etats-Unis, 1936, v.o., version colorisée, 75 min) ◆

DÉBATS

0.15 Journal de la nuit, Météo.

22.30 Bibliothèque Médicis. L'ami Hugo. Invités : Robert

Badinter; Bachir Boumaza; Jean-François Kahn; Max Gallo; Jean-Marc Hovasse; Bertrand Poirot Delpech. Public Sénat

MAGAZINES

17.00 Les Lumières du music-hall. Félix Leclerc. Catherine Lara. Paris Première **19.00** Explorer. Courses sous-marines. La folie du hareng.

National Geographic **20.10** La Vie des médias. L'exception culturelle. Invité 21.10 100 % politique. Invités : Jack Lang ; Stéphane

22.00 Des livres et moi. Invités : David Lodge Philippe Djian. **23.05** Dites-moi. Invité: Robert Hossein. Paris Première

DOCUMENTAIRES

17.05 Stonehenge, l'éternel mystère. La Chaîne Histoire **18.00** Les Brûlures de l'Histoire. L'Europe, de Rome à Maastricht. La Chaîne Histoire 18.35 Hillary Clinton en campagne.
18.30 Les Secrets de la Méditerranée. Une montagne
Odyssée

22.00 Boat people, les oubliés de l'espoir. Histoire
22.25 Les Nouveaux Détectives. Brûlants indices. 13** RUE

FRANCE 3

23.40 Les Mystères de l'Histoire. [1/2]. La crise des missiles de Cuba. La Chaîne Histoire 23.45 Le Son de Hollywood. **0.30** L'islam en questions. [1/3]. L'ex-URSS. Chaîne Histoire

SPORTS EN DIRECT

19.50 Dizzie Gillespie Quartet.

20.15 Histoires de la mer. [1/13].

21.20 Spécial George Harrison.

22.30 Mars, des traces de vie.

20.45 L'Effet bœuf.

de la tyrannie.

19.55 Manchots et pétrole ne font pas bon

20.00 Crabes rouges et fourmis folles. National Geographic

20.15 Hollywood Stories. Charlie Sheen. Paris Première

21.00 Mangeurs d'hommes. Les requins. Nat. Geographic

21.00 Civilisations. La Momie perdue. Histo 21.20 Deuxième Guerre mondiale. Nuremberg, procès

17.00 Bobsleigh. Coupe du monde masculine. Bob à deux (1e manche). Eurosport

20.00 Handball. Euro 2002. France- Allemagne. Eurosport

20.30 Football. Coupe d'Afrique des nations (1er tour, groupe A) : Libéria - Algérie.

SAMEDI 26 JANVIER

FRANCE 5 / ARTE 15.30 Planète insolite Le Sud-Ouest australien **16.35** Sur la route des Tziganes **17.30** Le Maître des génies A l'ombre de Ganesh **18.05** Le Magazine de la santé 19.00 Le Forum des Européens La santé au compte-gouttes. Avec Bernard Kouchner. 19.45 Arte info 20.00 Le Dessous des cartes **20.15** Un job sanglant, le polar, l'auteur et son privé Manuel Vasquez



20.45 L'AVENTURE HUMAINE - PER-SÉPOLIS, CAPITALE DES ROIS PERSES Documentaire. Bernd Liebner (2001). 2543161 Visite guidée, dans le sud-ouest de l'Iran, des ruines et bas-reliefs de Persépolis. Cette ville, dont la construction débuta sous le règne de Darius (vers 518 avant J.-C.), était qualifiée de « la plus riché sous le soleil ».

21.45 HOMMAGE À PIERRE BOUR-**DIEU** Günter Grass s'entretient avec Pierre Bourdieu Documentaire (All 19 999). 4275713 Un entretien entre le prix Nobel de littérature 1999 Günter Grass et le sociologue Pierre Boudieu, à propos du

22.45 Le Véritable Amour de Goethe Téléfilm. Egon Günther. Avec Veronica Ferres. Sibylle Canonica (Allemagne, 1999). 7537249 0.35 La Lucarne La Station Documentaire

XX^e siècle finissant.

Sergei Loznitsa. 42805 **1.00** Sherlock Holmes attaque I'« Orient-Express » ■ ■ Film. Herbert Ross. Avec Alan Arkin (EU, 1976) 18419718 **2.50** Tchao Court métrage (10 min).

La Chaîne Histoire

La Chaîne Histoire

La Chaîne Histoire

Histoire

Odyssée

Shaw. Avec Lindsay Wagner (EU, 1993) O
15.20 Los Angeles Heat Danny l'Anguille 16.15 Zorro Le nouveau commandant 16.45 Cha-peau melon et bottes de cuir La porte de la mort 17.45 Motocops La cible 18.35 Caméra Café 19.10 Turbo 19.50 Warning 19.54 6 minutes, Météo 20.05 Mode six 20.10 Plus vite que la musique 20.40 Cinésix Magazine.

13.45 Urgence dans la jungle Téléfilm. Larry



20.55 LA TRILOGIE DU SAMEDI **20.55** Dark Angel Cible vivante Série. Jeff Woolnough. Avec Jessica Alba O 437862 21.40 Le Caméléon Question de courage. Série. Steven Long Mitchell. Avec Michael T. Weiss, Andrea Parker O 7445881 22.35 Buffy contre les vampires Quand Spike s'en mêle. Série. David Grossman, Avec Sarah Michelle Gellar 🔾

23.30 PROFILER Pour un instant de gloire O. 14862. Le pouvoir corrompt O 4186576. Série, Avec Ally Walker, Robert Davi, Julian Mac Mahon (Etats-Unis, 1997).

Tandis que le VCTF tente de mettre la main sûr un tueur en série. Sam est accusée d'un meurtre commis par Jack. Premier et deuxième épisodes de la deuxième saison (1997-1998) diffusée sur NBC.

1.09 Météo 1.10 Hit machine Magazine. 2.20 M6 Music **3.00** Britney Spears Live in Las Vegas. **3.45** Eurockéennes 2001 Sergent Garcia en concert (75 min) 966091

CANAL+

CANAL +► En clair jusqu'à 15.00 12.40 En aparté Invités : Jean-Paul Gaultier ; Muriel Robin. **13.30** Congo [3/3]. Des pas dans la forêt **14.25** La Grande Course 15.00 Conspiration Téléfilm. David Drury. Avec Jemma Redgrave, Michael Malonney (GB, 2001) **© 17.00 Football** Championnat D1 (match décalé de la 20° journée): Troyes - Marseille. ► En clair jusqu'à 20.25 **19.15** Le Journal **19.30** + clair Magazine



20.25 SAMEDI COMÉDIE SPÉCIAL « H » 20.25 H Une histoire de parrain. Série. Eric Lartigau. Avec Jean-Luc Bideau 🗘 440862 **21.00** H Le *making of.* Documentaire. Patrick Nicolini (2001). Les coulisses de la quatrième saison 21.25 H Une histoire de dentiste. Série. Frédé ric Berthe, Avec Maureen Door O 374249 21.50 Grolandsat Divertissement O.

22.15 LE MONDE DES TÉNÈBRES Pacte avec le diable Série. Eric Summer. Avec Wolf Roth Andrew Gilles O 3281539 Sauvé in extremis des roues d'une voiture folle, un homme s'aperçoit rapidement que son mystérieux bienfaiteur lui réclame sa vie en contrepartie. 23.00 Samedi sport Magazine. Retour sur la 22° journée de D1. Europe : Schalke 04 -Bayern Munich et Middlesbrough - Manchester.

0.00 Marquis de Sade ■ Film. Tobe Hooper. Avec Robert Englund (EU, 1992) **1.40** D'un rêve à l'autre Film. Alain Berliner. Avec Demi Moore (EU, v.o., 2000) O 3.20 L'homme qui rit Film. Sergio Corbucci (It., 1965) (120 min).

FRANCE-CULTURE 18.35 Profession spectateur. **19.30** Désir d'Europe. 20.00 Elektrophonie 20.50 Mauvais genres. Invité : Bill Eisner. **22.10** Le Monde en soi. **0.05** Nocturnes. Invitée : Béatrice Uria-Monzon, mezzo-soprano.

FRANCE-MUSIQUES 18.45 La Folle Journée Haydn et Mozart

à Nantes. En direct. Enregistré par le Quatuor Prazak : œuvres de Haydn. 20.15 La Folle Journée. En direct. Paukenmesse, de Haydn, par le Chœur de Radio France et l'Orchestre national de France, dir. Charles Dutoit. 22.00 La Folle Journée. Requiem, de Mozart, par le Kölner Kammerchor et le Collegium . Cartusionum. dir. Peter Neumann. 23.00 Le Bel Aujourd'hui. Par l'Ensemble des violoncelles de Paris, dir. Pierre Boulez.

RADIO CLASSIQUE

19.00 Intermezzo. Œuvres de Lalo, Fauré. 20.00 Les Rendez-Vous du soir. Les admirations littéraires de Franz Liszt. 22.00 Da capo. Le chef d'orchestre Evgeni

FRANCE 2

TF1 12.55 Météo, Journal 13.30 Reportages Une famille formidable **14.05** Alerte à Hawaï La nuit de tous les dangers. Série **14.55** Flipper Mon vœu le plus cher. Série **15.50** Juste pour rire **15.55** Dawson Si Boston m'était conté. Série **16.55** Angel Premières impressions. Série **17.50** Sous le soleil Nouvelles directions. Série **18.50** L'euro ça compte **18.55** Le Maillon faible **19.55** Météo, Journal, Météo. nal, Météo, Tirage du Loto.



20.50 DRÔLE DE ZAPPING Divertissement présenté par Alexandra Kazan. Au sommaire : Perfect Match ; Joya Rennt ; Dismissed ; Confianza Ciega ; X-Fire ; 70783336

Compte à rebours O 1697881. Meurtre sur papier glacé 🕰 38621, Série, Avec Christopher Meloni, Erin Broderick.

tent une sombre affaire : la découverte du corps d'une jeune fille, agressée puis assassinée. 0.55 Mode in France Magazine 2.00 Les

Les membres de l'unité spéciale enqê-

2.35 Reportages Quand passe la garde républicaine **3.00** Très chasse La chasse à la bécasse **3.55** Histoires naturelles Les championnats du monde de pêche en mer 4.25 Musi-

13.00 La Caravane héroïque ■ ■ Michael Curtiz

(Etats-Unis, 1940, N., v.o., 115 min) **O CineClas 15.25** Drame de la jalousie ■ Ettore Scola (Italie,

17.10 Votez McKay ■ Michael Ritchie (Etats-Unis,

19.00 Asylum ■ James Seale (Etats-Unis, 1996,

20.35 Police fédérale Los Angeles ■ William Friedkin (Etats-Unis, 1985, 115 min) ◆ RTL

21.15 Valley of the Zombies ■ Philip Ford (Etats-Unis,

Canada, 1999, v.m., 100 min) O CineCinemas 3
23.00 Les Légions de Cléopâtre

(lt. - Fr. - Esp., 1959, v.o., 100 min)

23.00 Le Fantôme de l'opéra ■ Dario Argento (Italie, 100% or min) △ Cinéfaz

23.05 Nurse Betty ■ Neil Labute (Etats-Unis, 2000,

0.20 Quand se lève la lune ■ ■ John Ford (Irlande

0.25 La Haine ■ Mathieu Kassovitz (France, 1995,

22.30 Outland, loin de la Terre ■ Peter Hyams

23.00 Voyeur ■ ■ Stephan Elliott (Angleterre -

CineClassics

CineClassics

TCM

19.00 Le Faux Coupable ■ ■ Alfred Hitchcock

(Etats-Unis, 1956, N., v.m., 105 min).

(Etats-Unis, 1981, v.m., 110 min) •

(It. - Fr. - Esp., 1959, v.o., 100 min) •

que 4.50 Aimer vivre en France (35 min)

CÂBLE ET SATELLITE

1970, v.m., 105 min).

1971, v.m., 110 min) O

1946, N., v.o., 60 min) •

1957, N., v.o., 85 min).

N., 95 min) 🔿

Coups d'humour Invité : Gilles Détroit.

13.15 L'Hebdo du médiateur 13.30 Météo 13.35 Consomag 13.45 Les Documents santé
Des médecins et des juges 14.40 C'est ma tribu 14.45 Rugby Coupe d'Europe (quarts de
finale): Castres - Montferrand 16.25 Stade français - Munster. **18.05** Waikiki Ouest Le poids du passé. Série **18.55** Union libre Magazine. Invitée : Clémentine Célarié 20.00 Jour-



20.55 SÉRASTIEN C'EST SHOW Divertissement présenté par Patrick Sébastien. Invités : Geri Haliwell, Nuttea, Tina Arena, Dick Rivers, Virginie Lemoine, Anthony Kavanagh, Chevalier & Laspalès, Aïoli, Fabrice, Nicolas Canteloup, Vincent Rocca, Pierre Un divertissement qui mêle variétés et

23.10 New York Unité Spéciale 23.05 Tout le monde en parle Présenté par Thierry Ardisson. 95672607

> 2.05 Union libre Magazine 3.05 Premier rendez-vous Magazine **3.35** Thé ou café Magazine. Invité: Patrick Blanc **4.10** Les Z'amours Jeu 4.45 Tokyo côté cœur Documentaire

DEBATS

16.30 Bibliothèque Médicis. L'amil Hugo. Invités : Robert Badinter ; Bachir Boumaza ; Max Gallo ; Jean-Marc Hovasse ; Jean-François Kahn Bertrand Poirot Delpech. Public Sénat

12.10 ET 17.10 Le Monde des idées. Un écrivain face à Berlusconi, Invité: Antonio Tabucchi,

13.50 Pendant la pub, l'intégrale. Invitées : Véronique Genest ; Flavie Flament. **Monte-Carlo TMC** Genest ; Flavie Flament. Monte-Carlo T.

19.00 Explorer. Traqueurs de requins. Modèles réduits en folie. Vol au-dessus de la canopée. Courage

National Geographic

21.05 Union libre. Invitée : Elodie Gossuin. 21.55 Les Enfants du rock. Balavoine, le chanteur Canal Jimmy en état de marche. **22.15** Envoyé spécial. Flics au bord de la crise de nerfs.

Obésité City. 22.20 Une histoire de spectacle. Invité : Didier Paris Première

DOCUMENTAIRES

18.00 L'Amérique des années 50. [2/7]

tions pour un champion **18.50** Le 19-20 de l'information 20.00 Le 6,56 Magazine 20.05 Météo 20.10 C'est mon choix... ce soir Maga



13.25 C'est mon choix pour le week-end

Magazine **14.55** Côté jardin Magazine **15.30** Côté maison Magazine **16.00** La Vie d'ici

Magazine **18.15** Un livre, un jour *Agrippine et les Copines*, de Claire Bretécher. **18.20** Ques-

20.40 FOOTBALL Coupe de la Ligue (quarts de finale): Bordeaux - Monaco. En direct du stade Chaban-Delmas. Le vainqueur de la Coupe de la Ligue se retrouve directement qualifié pour la coupe de l'UEFA. L'équipe de Monaco, entraînée par Didier Deschamps, en a fait un de ses objectifs

22.45 FAUT PAS RÊVER Magazine présenté par Laurent Bignolas. Invité : Akhénaton. Au sommaire : La Réunion : Le Maloya. France: Une vie dans une chanson. Grèce : Les chants des Rébètes. 23.55 Météo, Soir 3 0.20 D'où viennent les Français ? [5/5]. Etre ailleurs... ici. Documentaire. Evelyne Ragot (France). **1.20 Saga-Cités** Attention école! Enquête à Choisy-le-Roi,

1.45 Sorties de nuit Magazine. Avec CharlElie Couture. En deuxième partie, un extrait du concert de Maceo Parker au festival Marciac Sweet 2001. 2.30 Un livre, un jour L'intégrale

du génie.

Les Etats-Unis.

Saint-Denis et Montréal, au Québec.

MAGAZINES

20.30 59^e Cérémonie des Golden Globes. **CineCinemas 1**

0.05 Pendant la pub. Invitées : Zabou Breitman ; Michèle Monte-Carlo TMC

17.45 Le Cinéma des effets spéciaux. Effets CineCinemas 1

18.00 Voyage à l'intérieur de la Terre. National Geographic 19.10 Cinq cents ans d'histoire égyptienne. Chaîne Histoire 19.40 Marilyn Monroe. CineClassics 19.50 24 heures de la vie d'une ville. Paris. 20.10 Sir Isaac Newton, la gravité

20.30 Insectia! Mythes et légendes. National Geographic **20.45** lke et Monty, deux généraux en guerre. **20.50** Quelle est notre espérance de vie ? [2/3]. Odyssée 20.55 Diana face à son destin. La Chaîne Histoire 21.00 L'Histoire en musiques. [4/5]. Histoire **21.45** Les Mille Visages de Sherlock Holmes. **22.00** La Guerre des cancers. [4/4]. Planète

23.25 Thomas Edison et le cinéma. **0.15** Les Mystères de l'Histoire. [2/2]. La crise des missiles de Cuba. La Chaîne Histoire

22.30 L'islam en questions. [2/3].

SPORTS EN DIRECT

22.35 Tous les parfums de l'Arabie.

14.00 Biathlon. Coupe du monde. Relais 4x7,5 km Eurosport 17.30 Handball. Euro 2002 (1er tour. groupe D): France Yougoslavie. A Jönköping (Suède). 18.00 Basket-ball. Euro 2003. Eliminatoires. Pathé Sport Lettonie - France. **19.15** Football. Coupe de France (16es de finale, match reporté) : Sedan - Ajaccio. Eurosport

MUSIQUE

19.30 Mozart. Quatuor avec piano KV 478. Avec Christian Zacharias (piano), Frank-Peter Zimmermann (violon), Tabea Zimmermann (alto), Tilman Wick (violoncelle). 21.00 Don Giovanni. Opéra de Mozart. Par l'Orchestre symphonique de Vienne, dir. Craig Smith. 21.00 Sviatoslav Richter joue Bach. Avec Kagan Borozhtsova, dir. Yu Nikolaevski. Muzzik **0.30** Classic Archive. Avec Nathan Milstein (violon). Mezzo

0.00 Renaud et Armide. Pièce de Jean Cocteau. TÉLÉFILMS

20.40 Rastignac ou les ambitieux. Alain Tasma Festival 20.50 Fausse piste. Paul Ziller O 21.00 Une femme en blanc. A. Isserman [3 et 4/4] O Téva 21.05 Le Mystère de la Montagne ensorcelée. Peter Rader.

19.40 Michael Hayes. [1/2]. Au-dessus des lois. 20.50 Gideon's Crossing. Flashpoint (v.o.) © 22.20 Les Repentis. La théorie du big-bang. Série Club 22.30 Oz. De grands hommes (v.o.) . Sans appel Série Club **0.40** New York Police Blues. Aimer fait souffrir (v.o.). **O**

Les codes du CSA O Tous publics O Accord parental souhaitable O Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans O Public adulte. Interdit aux moins de 16 ans O Interdit aux moins de 18 ans. Les cotes des films 🛮 On peut voir 🔳 🗷 A ne pas manquer 🔳 🔳 🖿 Chef-d'œuvre ou classique. Les symboles spéciaux de Canal + DD Dernière diffusion ♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et malentendants.

Le Monde

PIERRE GEORGES

Hardi les bébés!

ALLEZ, pour changer, une bonne nouvelle. Un pic, enfin, et pas de pollution celui-là! Un pic de naissances. Françaises, Français, vous pouvez être contents de vous! Des bébés comme s'il en pleuvait, enfin c'est une image. Des bébés par centaines de milliers, 772 500 en 2001, record d'Europe des taux de natalité, si l'on veut bien excepter l'Irlande, qui n'a que cela à faire et où cela leur est, à la veillée, une manie que de se reproduire.

Haut les couffins! La France peut pavoiser. Tout y va mal. Les discours politiques, patronaux, prévisionnistes annoncent le pire. Un PIB pas flamboyant. Le chômage qui rôde, l'inflation qui attend son heure. Les 35 heures qui en font un pays à cloche-pied économique. L'insécurité, la pauvreté, la fracture sociale, la pollution, les grèves. La voix de la France qui se perd, pauvre trou perdu dans le vaste et implacable monde. Le français même qui devient un vague patois, parlé par quelques dizaines de millions de hurons provinciaux. Ah oui, elle est belle la France, mon pauvre monsieur!

Eh bien oui, elle est belle. Tant qu'il y a des naissances, il y a de l'espoir. Entendez-vous dans nos campagnes, et nos maternités, monter ces féroces vagissements! Il en naît de partout, de ces braves petits, la relève qui s'annonce, filles et garçons, roses et choux. Il en naît plus qu'en Allemagne, plus qu'en Angleterre, plus qu'en Espagne, en Italie. Tenez un seul chiffre, rituel comme un vieux réflexe historique et frontalier. Savez-vous combien ils sont les Allemands? 82 millions. Et combien ils firent d'enfants en 2001, les Allemands? 743 500 bébés. Moins que nous, un « nous » évidemment un peu abusif. Moins tant en chiffres absolus qu'en taux de natalité. France, 13,1 bébés pour mille habitants. Allemagne, 9 pour mille! Score sans appel sur la ligne bleue, et rose, des couffins!

Alors, bien sûr, on peut toujours se demander ce qui leur prend à nos jeunes couples de se reproduire ainsi. Et le leur demander. Sans doute, mais on n'ose trop s'avancer, car la donnée n'est pas statistiquement codifiable, l'amour y a-t-il sa part. Ainsi qu'une furieuse envie de bébé, irrépressible et beau projet en effet. Douce, ma douce, tendre, mon tendre, et si à l'occasion de nos RTT on s'en faisait un petit? Car, d'évidence, mais peut-être ne s'agit-il que d'une coïncidence ou d'une concomitance, plus les Français travaillent moins souvent, plus ils font moins difficilement des enfants.

Auquel cas, si telle était l'explication, il nous faudrait ici, et dans une belle langue de poésie énarchique, parler de l'émergence d'une génération Jospin. Sauf que ce serait là être misérablement partisan. Si les Français, et surtout les Françaises, qui y ont nettement plus de part, font de plus en plus d'enfants, c'est probablement avec l'idée que leur pays n'est pas si maudit. Êt qu'en tout cas les lois sociales ne sont pas si mal faites que cela, dans le va-et-vient entre l'emploi féminin notamment et la maternité.

Bref, la France se repeuple allègrement. L'accroissement naturel de sa population, cette balance entre les entrants en vie et les sortants si l'on peut dire, représente même 70 % de celui de la zone euro. Ah, mais! Autrement dit, les troupes fraîches et joyeuses s'avancent, horizon 2020 pour payer nos retraites. Hardi, petits! Sauvez-nous les bébés!

CARNET DE ROUTE

A Angeles, le retour des GI ravit les belles de nuit philippines

ANGELES (Philippines)

de notre envoyé spécial Quand, l'an dernier, le bruit a couru que l'armée américaine allait revenir aux Philippines, des commerçants d'Angeles ont publié des affiches de « bienvenue ». Le « quartier rouge » de cette ville qui grouille de monde, à 3 deux heures d'autoroute au nord de Manille, n'est séparé que par un grillage de l'aéroport de Clark, où des milliers d'Américains ont été stationnés jusqu'en 1991, quand le Sénat philippin a interdit le stationnement de forces étrangères dans l'archipel. Les 💆 hôtesses des bars, karaokés ou boîtes de nuit espèrent le retour des GI, le plus tôt sera le mieux.

Comme à Zamboanga, un port de l'extrême sud du pays où les

premiers éléments de forces spéciales américaines débarquent ces jours-ci, de jeunes Philippines espèrent déjà dénicher un amant ou même - qui sait ? – un mari qui l'emmènera outre-Pacifique. Certaines rêvent d'un enfant : les Amérasiens – les Américains en auraient laissé une trentaine de milliers derrière eux en 1991 - sont bien acceptés dans un archipel dont 85 % des habitants sont des chrétiens, legs de plus de trois siècles de colonisation espagnole suivis de plus d'un demi-siècle de domination américaine.

Pour l'instant, les belles d'Angeles se sont reconverties dans l'accueil de retraités australiens qu'on peut voir conversant autour d'une bière à l'heure de l'apéritif sur les terrasses des bars et cafés. « Nous avons toujours la réputation de Sin City, ville du vice, car les Australiens ont repris les bars abandonnés par les Américains », dit Mark, un historien local. On aperçoit également des Allemands ou des Suisses en goguette. La vie n'est pas chère à Angeles et le prix d'une nuit en bonne compagnie y est de 500 à 1 000 pesos, soit de 10 à 20 euros. Les autres étrangers présents sont des Sud-Coréens et des Japonais employés dans une zone industrielle aménagée ces dernières années sur une partie de la base de Clark, dont le territoire est de 45 000 hectares.



Manille veut interdire les sorties individuelles des soldats américains.

Angeles

Des dizaines de milliers d'Américains animaient encore, dans les années 1980, le complexe aéroportuaire de la baie de Subic et de Clark. sur l'île de Luçon. « A Angeles, les familles américaines s'étaient installées en ville et les célibataires se mettaient en ménage

sur place. Les choses ne se présentent pas encore de la même façon cette fois-ci », dit Gil Lim, un ancien activiste politique, hostile à la présence de bases américaines, qui s'est reconverti dans l'immobilier. En effet, les Américains sont revenus pour ce qui est présenté, ici, comme des « manœuvres conjointes » et jusqu'à présent ils n'ont pas mis le nez

On parle d'un peu plus de six cents hommes qui resteront de six mois à un an. Cent soixante éléments des forces spéciales se rendront notamment sur la petite île méridionale de Basilan, où

■ Que reste-

ra-t-il

de Pierre

Donnez

sur les

votre avis

Bourdieu?

l'armée philippine se bat contre Abu Sayyaf, un groupe islamiste qui détient trois otages, dont deux Américains.

L'hostilité de nationalistes au retour des GI a également conduit Manille à limiter les « activités sociales » de la troupe. La présidente, Gloria Macapagal Arroyo, ne veut pas que cette présence « relance la prostitution », a décla-ré son porte-parole, Rigoberto Tiglao, en ajoutant que les sorties individuelles seront bannies et que des « tours guidés » pourront être organisés. De « strictes procédures » sont à l'étude pour empêcher les GI de recourir aux services de prostituées.

Sur la base de Clark, avant la tombée de la nuit, un groupe d'Américains aux cheveux courts

et à l'excellente mine bavarde sur les pelouses de Mimosa, luxueux complexe hôtelier, comprenant golf, casino et bungalows aménagés à partir d'anciens bâtiments et de résidences américaines. Un peu plus loin, Fontana abrite des dizaines de villas où de riches Manillais viennent passer le week-end ou des vacances. Parlementaires et ministres s'y retrouvent volontiers pour régler leurs affaires sur un deuxième terrain de golf. Un peu plus loin encore, des dizaines d'autres bâtiments, dont l'ancien hôpital américain, sont envahis par des herbes folles. Toujours sur le territoire de la base, les superbes installations d'Expo Philippines, inaugurées en 1998, sont vides.

A Angeles, l'évacuation américaine a coïncidé avec la dernière et redoutable éruption du mont Pinatubo. Mais la ville s'est débarrassée de son tapis de cendres et son économie semble s'être remise de ces deux tremblements, même si le chômage, en ville, reste important. Dans le quartier rouge, l'affiche d'un café appelle à venir « célébrer la fête nationale australienne ». Une demi-douzaine de vieux Australiens, dont un sur chaise roulante, trinquent alors que leurs hôtesses attendent toujours leur premier client américain.

Jean-Claude Pomonti

http://emploi.lemonde.fr Site éducation : http://educ.lemonde.fr

IL Y A 50 ANS, DANS Se Monde -

Après le rideau de fer

LE CONGRÈS DES EXILÉS de l'Europe orientale s'est terminé à Londres, où trois mille cinq cents personnes ont acclamé une résolution qui condamne la doctrine de la coexistence pacifique. Les cent cinquante délégués, qui s'étaient réunis sous l'égide du Mouvement européen, sont arrivés en effet à la conclusion qu'une « paix authentique et durable » est impossible tant que « l'indépendance nationale et la liberté personnelle ne seront pas rétablies » derrière le rideau de fer. Le caractère équivoque de cette résolution reflète les tendances qui se sont affrontées au cours des travaux. Tous les délégués se sont défendus d'avoir des intentions agressives, et les Britanniques étaient particulièrement anxieux de ne pas embarrasser M. Churchill et M. Eden par des manifestations provocatrices. D'ailleurs, en réunissant pour la première fois les porteparole de l'émigration orientale et

les avocats de la cause européenne en Occident, il s'agissait non pas de préparer un plan d'action, mais de prouver aux peuples de l'Est qu'ils ne sont pas oubliés, et d'entretenir chez eux « la flamme de l'espoir ». Loin d'envisager une mobilisation, les organisateurs n'ont même pas voulu s'intéresser à l'action des mouvements de résistance.

> Jean Wetz (26 janvier 1952.)

EN LIGNE SUR lemonde.fr



forums du monde.fr. http://forums.lemonde.fr

rubrique Science et technique/Sociologie. ■ Silvio Berlusconi et les prostituées. Le président du conseil italien envisage de légaliser les maisons closes.

■ Présomption d'innocence. Un dossier complet pour comprendre la réforme de la loi Guigou. A lire sur lemonde.fr

CONTACTS ► RÉDACTION

21bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05. Tél : 01-42-17-20-20 ; télécopieur : 01-42-17-21-21 ;

télex : 202 806 F

► ABONNEMENTS

OCÉAN

Par téléphone: 01-42-17-32-90 Sur Internet: http://abo.lemonde.fr Par courrier.

Changement d'adresse et suspension : 0-825-022-021 (0,15 euro TTC/min)

► INTERNET

Site d'information: www.lemonde.fr Site finances: http://finances.lemonde.fr Site nouvelles technologies: http://interactif.lemonde.fr **Guide culturel:** http://aden.lemonde.fr

▶ DOCUMENTATION Sur Internet: http://archives.lemonde.fr ► COLLECTION Le Monde sur CD-ROM :

Marché de l'immobilier :

http://immo.lemonde.fr

TÉLÉMATIQUE

Marché de l'emploi :

01-44-88-46-60 Le Monde sur microfilms 03-88-71-42-30

► LE MONDE 2 Abonnements: 01-42-17-32-90 En vente: « Histoires d'euros ».

■ Tirage du *Monde* daté vendredi 25 janvier 2002 : 570 544 exemplaires. Nos abonnés trouveront avec ce numéro le supplément « Radio-Télévision ».

Demain dans Le Monde - Dossier spécial 8 pages

Ils seront tous à Porto Alegre!

Dans un monde plus complexe, Le Monde est plus complet